Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION



QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE – N° 13074 – 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine – MARDI 10 FÉVRIER 1987

Le drame des camps palestiniens

« *La guerre des camps au Liban a pris la tournure d'une épopée, mais c'est une épopée de la mort et de la douleur* », déclarait, dimanche 8 février, M. Yasser Arafat à l'ouverture du congrès de l'Union des écrivains et journalistes palestiniens qui se tient à Alger. Le drame, qui s'éternisait depuis quatre mois dans l'indifférence quasi générale, s'est brusquement rappelé à l'attention du monde à la suite de la démarche spectaculaire des réfugiés de Bourj-el-Barajneh demandant à la haute autorité islamique d'Al Azhar l'autorisation de « manger de la chair humaine ».

Peut-être cet appel n'est-il destiné qu'à exposer sur la place publique l'immense détresse des Palestiniens encerclés depuis plus de trois mois dans leurs camps par la milice chiite Amal, principal allié de Damas au Liban. Ils sont près de quarante mille à résister héroïquement aux assauts de leurs adversaires à Rachidieh, au sud du Liban, à Chatila et à Bourj-el-Barajneh, dans la banlieue de Beyrouth. Mais à quel prix ?

De l'avis de tous les observateurs impartiaux, la situation dans les trois camps est devenue insupportable. A Rachidieh, les assiégés mangent des herbes et des pousses sauvages, et six nourrissons sont morts faute de lait. A Bourj-el-Barajneh, il n'y a plus que de l'eau et un peu de sucre pour les vingt-cinq nouveau-nés et les quelque trois cents bébés de moins d'un an qui y sont enfermés. Pour être moins dramatique sur le plan alimentaire, la situation à Chatila est tout aussi tragique, puisque trois mille personnes y vivent dans la promiscuité la plus complète dans les trois seuls abris aménagés sous les ruines de leurs maisons.

Hôpitaux et dispensaires ayant été tout particulièrement visés dès les premiers jours des combats, la situation sanitaire est tout aussi mauvaise. Selon des sources concordantes, il y a eu dans ces camps, où sont signalés des cas de typhoïde et de dysenterie, plus de deux cents morts et près de mille blessés, dont beaucoup meurent faute de soins.

Qui est responsable de cette tragédie frappant de plein fouet le peuple palestinien, qui, près de quarante ans après avoir été chassé de chez lui, cherche désespérément un nouveau foyer ? Pour une fois, Israël n'est pas directement impliqué dans ce drame, bien que ses préférences – et souvent son appui – aillent à ceux qui au Liban s'opposent au retour en force de l'OLP, et donc aux Syriens, lesquels ne manquent aucune occasion de régler leurs comptes avec M. Arafat, et aux miliciens chiites d'Amal, pour qui « la route de Jérusalem ne passe pas par le Liban sud ». Sur le plan politique, les principaux bénéficiaires de cette « épopée de la mort et de la douleur » dont parlait le dirigeant palestinien sont les Iraniens et les hezbollahs libanais, qui cueillent les fruits d'une guerre dans laquelle s'embourbe Amal.

M. Arafat lui-même ne peut être exonéré de toute responsabilité dans la mesure où c'est sa décision de retourner en force au Liban qui a mis le feu aux poudres. Reste l'incroyable passivité des régimes arabes. Le récent sommet islamique de Koweït, presque exclusivement consacré aux problèmes arabes et où se trouvaient à la fois le président syrien Hafez El Assad et M. Yasser Arafat, aurait été le forum idéal pour régler une fois pour toutes ce douloureux problème.

La question palestinienne et la guerre des camps n'y ont été évoquées que marginalement. Il est vrai qu'il y a longtemps que les Arabes sont d'abord les victimes de leurs propres divisions.

En vue de son offensive au Tchad

La Libye mobilise d'importants effectifs

Douze soldats libyens ont été tués, dimanche 8 février, lors d'accrochages avec les troupes tchadiennes, à Oita, au nord de Fada, ont annoncé des sources militaires à N'Djamena. Au ministère de la défense à Paris, on confirme que le contingent français au Tchad a été renforcé par des unités en provenance de Centrafrique. De leur côté, les autorités libyennes ont mobilisé d'importants effectifs, tout en menant une insistante campagne antifrançaise.

TRIPOLI
de notre envoyé spécial

Les Libyens n'ignorent rien des malheurs de la loi Devaquet ni des grèves de cet hiver dans les transports publics. A longueur de bulletin, la télévision a diffusé – ces tout derniers jours encore – des images d'une France en proie aux manifestations estudiantines ou paralysée par le mouvement des cheminots. Les difficultés de la cohabitation font aussi partie du tableau. Le commentaire général accompagnant cette soudaine curiosité pour l'actualité française est empreint de sollicitude : mais comment se fait-il donc qu'un pays empêtré dans pareils problèmes intérieurs puisse encore se préoccuper du Tchad ?

Car, au moment où Tripoli prépare une offensive d'envergure dans le nord du Tchad, les responsables et les médias libyens maintiennent avec aplomb la thèse *officielle* : il n'y a pas de troupes libyennes au Tchad, mais intervention de l'« *impérialisme franco-américain* » dans ce pays afin de soutenir le « *régime fantoche de la bande d'Hissène Habré* ». Comme il n'y a pas de troupes libyennes sur place, il n'y a pas de défaite à réparer ; la reprise par les forces tchadiennes en janvier de deux localités de la région, Zouar et Fada, occupées par les Libyens, a d'ailleurs été passée sous silence.

ALAIN FRACHON.

(Lire la suite page 2.)

Havas renonce à TF1

Les candidats aux télévisions privées en pleine confusion

Les candidats à la reprise de TF1 mais aussi de la « 5 » et de TV6 sont dans la plus totale confusion. Le groupe Havas a en effet annoncé le dimanche 8 février le retrait de sa candidature, estimant que le coût de la chaîne ferait courir à la société « des risques très importants ». L'accord avec Hachette est donc rendu caduc. Seuls, lundi matin, le groupe Bouygues et la GMF confirmaient leurs candidatures à la première chaîne.

La décision du groupe Havas est intervenue comme un véritable coup de théâtre. Elle implique une totale redistribution des cartes dans un jeu que l'on croyait organisé. Les responsables d'Hachette observent pour le moment un mutisme total. Ils s'interrogent sur la stratégie à adopter, d'autant que leur alliance avec Havas apparaissait comme le ticket gagnant. C'est la deuxième fois en quinze jours qu'Havas fait éclater deux regroupements considérés comme solides (le premier avait été l'accord Havas-CLT pour la « 5 »).

Mais la fièvre qui s'est emparée de TF1 n'épargne ni la « 5 » ni TV 6. Ainsi les Editions mondiales ont-elles brusquement quitté le regroupement Hersant-Berlusconi-Seydoux arrangé il y a une semaine. Quant au sixième réseau, il fait l'objet de convoitises de trois concurrents qui oscillent entre les projets d'une chaîne thématique musicale, d'une télévision essentiellement généraliste ou d'un réseau ouvert aux décrochages sur des télévisions locales. L'arrivée de la Compagnie générale des eaux et de la Caisse des dépôts et consignations, qui soutiennent plusieurs projets locaux, pourrait peser d'un poids nouveau dans la balance. Mais, la veille même de la date limite de dépôt des candidatures pour la « 5 » et TV 6, la « *pagaille* », selon le mot d'un membre de la Commission nationale de la communication et des libertés, n'en est pas moins totale.

ANNICK COJEAN.

(Lire nos informations page 12.)

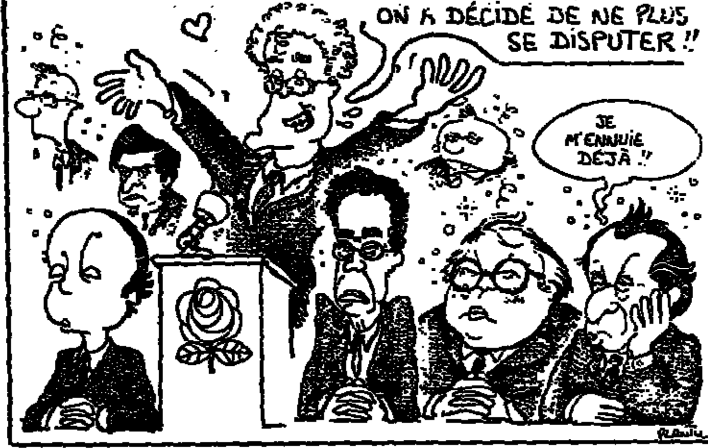
La préparation de l'élection présidentielle

M. Chirac frustré des querelles socialistes

M. Chirac a insisté, le dimanche 8 février, au « Club de la presse » d'Europe 1, sur l'« héritage » de la gestion des socialistes. Quelques heures plus tôt, le comité directeur du PS était parvenu à élaborer un accord entre les courants qui ont fait taire leurs querelles.

Il n'aurait pas déplu à M. Chirac que les socialistes s'étripent jusqu'à l'élection présidentielle. Manque de chance, cette bande de galopins à sabres de bois, toujours enthousiastes lorsqu'il s'agit de rejouer, tous les deux ans, « la guerre des motions et contributions », a fomenté, au prix d'une nuit blanche, le plus noir des desseins. Les socialistes iront à la bataille de 1988 – c'est promis – en bon ordre, telle une armée de grands garçons.

Foi de socialistes, MM. Jospin, Mauroy, Rocard, voire le turbulent Poperen, ne prêteront plus le flan à l'ironie facile. Pour peu qu'ils se tiennent bien, conformément à des engagements tout frais, leur schéma présidentiel est désormais simple, facile à comprendre et admis par presque tous. Si M. Mitterrand décide de « poursuivre sa mission », grand bien fasse à tous les socialistes. S'il en va autrement, M. Rocard prendra le relais, sans douleur excessive. Et tant pis pour M. Fabius !



M. Chirac aurait donc perdu un argument. Or il ne lui en restait déjà plus beaucoup. Sa politique économique est contestée par les Français, qui n'ont pas été atteints par les louanges du *Wall Street Journal* dont se flatte le premier ministre (1). M. Chirac se serait bien passé d'avoir à préparer l'opinion à une reprise, momentanée selon lui, de l'inflation. Quant à sa gestion sociale, elle n'a pas encore fait la preuve de son efficacité.

Sur le front politique, le premier ministre se bat avec des armes défensives. Il vérifiera au mois d'avril, à l'Assemblée nationale, en engageant la responsabilité de son gouvernement, la cohésion et la loyauté de sa majorité. Il obtiendra ainsi une confiance purement arithmétique, à la manière de M. Raymond Barre lorsque, premier ministre de M. Giscard d'Estaing, il était contesté par le RPR. Cette obligation de la confiance qui « *ne se découpe pas en rondelles* », comme le faisait observer M. Barre à M. Chirac lorsque, avant 1981, leur situation était inverse, ainsi que l'usage répété de procédures parlementaires contraignantes (recours à l'article 49-3 de la Constitution) ne suffisent pas à masquer le mal de vivre d'une partie de la majorité.

Tandis que la « bande à Léo » parcourt les campagnes en expliquant que tout ce qui ne marche pas au gouvernement n'est pas libéral, et vice versa, les centristes portent en écharpe leur cœur déchiré entre M. Barre et les portefeuilles gouvernementaux qu'ils détiennent. M. Chirac se prépare, avec les centristes, une rentrée parlementaire difficile.

JEAN-YVES LHOMEAU.

(Lire la suite page 8.)

(1) L'*International Herald Tribune* est plus réservé dans le supplément qu'il a consacré, lundi, à la France.

Vague de libérations en URSS

Le pointage de Sakharov

Plusieurs dizaines de dissidents soviétiques ont été libérés de prison ou de camp en vertu d'un décret du Soviet suprême qui n'a pas été rendu public, mais dont M. Andreï Sakharov et son épouse ont fait état, samedi 7 février. La liste des personnes libérées au cours du week-end est très loin de correspondre à celle des détenus politiques connus, mais elle comporte néanmoins plusieurs « grands prisonniers » contre lesquels les autorités semblaient jusqu'à présent s'acharner.

MOSCOU
de notre correspondant

Ce n'est pas l'« amnistie générale » réclamée par Andreï Sakharov et qui, seule, permettrait de parler d'un tournant radical du régime en matière de respect des droits de l'homme. Mais c'est incontestablement la mesure de clémence la plus spectaculaire prise par les autorités soviétiques depuis que Nikita Khrouchtchev, à la fin des années 50, fit sortir des centaines de milliers de prisonniers des camps staliniens.

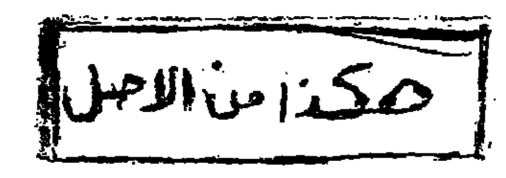
Quarante-trois dissidents au moins ont été libérés ces derniers jours, aux termes d'un décret daté du 2 février et qui n'avait toujours pas été publié ce lundi 9. M. Sakharov a reçu au cours de ce week-end un grand nombre de télégrammes et de coups de téléphone des intéressés ou de leur famille, qui lui annonçaient la bonne nouvelle les concernant. Pour qui connaît le système soviétique, il semble évident que le Kremlin cherche à utiliser M. Sakharov pour servir de « caisse de résonance ». Ce dernier n'a joué que partiellement son rôle, refusant tout commentaire sur la mesure elle-même.

Les dissidents libérés ont été avertis qu'ils l'étaient en vertu d'un décret du Soviet suprême. Ils sont les seuls à avoir été officiellement informés de l'existence de ce texte. Celui-ci consisterait en une simple liste nominative, sans exposé des motifs. Ils ont été mis ensuite dans les trains en partance pour leur ville d'origine. Cinq d'entre eux au moins sont déjà arrivés à Moscou.

DOMINIQUE DHOMBRES.

(Lire la suite page 4.)

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 525 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 8 kr. ; Espagne, 130 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 10 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 11 cr. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,25 $; USA (West Coast), 1,50 $.



Etranger

La nouvelle menace libyenne dans le nord du Tchad

En visite en France

Le président du Congo propose toujours la médiation de l'OUA

Après avoir renforcé ses troupes pour éviter d'être prise de court par une offensive libyenne dans l'est du Tchad, la France reçoit ce lundi 9 février, pour une visite d'Etat de trois jours, M. Sassou Nguesso, chef de l'Etat congolais et président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine. Il était attendu à Paris dans l'après-midi et devait avoir des entretiens avec MM. Mitterrand et Chirac, avant un dîner officiel à l'Elysée.

Le président Nguesso veut faire progresser le règlement du conflit du Tchad. Etant l'un des rares chefs d'Etat africains à avoir conservé de bonnes relations avec le colonel Kadhafi, il a entrepris une mission de médiation entre Paris et Tripoli et il cherche à « réconcilier » les Tchadiens, bien que les ralliements nombreux à M. Hissène Habré rendent de moins en moins crédible la thèse libyenne selon laquelle le pays est en proie à une « guerre civile ».

Une rencontre avec M. Goukouni Oueddeï ?

Selon un plan élaboré au nom de l'OUA, la *« réconciliation »* entre les différentes parties serait rendue possible par un cessez-le-feu et un retrait concomitant des forces françaises et libyennes. La doctrine congolaise au sujet du Tchad est que toutes les puissances étrangères doivent s'abstenir d'intervenir dans les affaires africaines. Ce point de vue est proche de celui de l'Algérie, où le chef de l'Etat congolais a fait une escale lundi matin, avant de reprendre l'avion pour Paris.

Il y a eu un entretien avec le président Chadli. De source tchadienne proche de l'ancien chef du GUNT, on déclarait qu'une rencontre entre le président congolais et M. Goukouni Oueddeï *« n'est pas exclue »*. En effet, le principal adversaire de M. Hissène Habré est arrivé à Alger dimanche soir. Ce voyage a probablement été organisé pour montrer que le fils du derde, le chef religieux des Toubous, n'est pas prisonnier des Libyens.

A l'origine, la visite de M. Nguesso en France n'avait pas pour objectif essentiel la recherche d'une solution au problème tchadien. Programmée de longue date, elle comporte évidemment un examen des affaires bilatérales et de la coopération. La France n'est que le point de départ d'une tournée européenne qui se poursuivra à Bruxelles, Londres, Madrid et peut-être Rabat.

En voyage à Alger

M. Balladur a insisté sur le « caractère urgent d'un règlement pacifique du conflit »

ALGER
de notre correspondant

M. Edouard Balladur, ministre d'Etat chargé de l'économie, des finances et de la privatisation, a regagné Paris, samedi 7 février dans l'après-midi, au terme d'une visite *« de travail et d'amitié »* de vingt-quatre heures à Alger. Le numéro deux du gouvernement français s'est entretenu longuement vendredi avec le ministre algérien des finances, M. Abdellaziz Khellef, et a été reçu samedi matin successivement par le ministre des affaires étrangères, M. Ahmed Taleb Ibrahimi, et le président, M. Chadli Bendjedid.

Au cours de cette visite, programmée lors du séjour à Alger de M. Chirac, en septembre dernier, M. Balladur a eu des entretiens *« libres et confiants »* qui lui ont permis de faire, avec ses interlocuteurs, un large tour d'horizon des questions internationales d'intérêt commun sur lesquelles *« nous avons constaté une grande convergence de vues »*, a-t-il déclaré. M. Balladur a ainsi remarqué, à propos de la guerre Irak-Iran, que la France et l'Algérie soutenaient l'initiative de paix du secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, qui a séjourné en Algérie avant de se rendre à Paris la semaine dernière.

Le ministre français a déclaré avoir *« insisté sur le caractère primordial et urgent d'un règlement pacifique du conflit tchadien »*. Il a également affirmé avoir évoqué la perspective d'une conférence internationale pour la paix au Proche-Orient et être d'accord avec les Algériens pour que *« la région méditerranéenne soit tenue à l'écart des affrontements Est-Ouest »* afin qu'elle demeure *« une région de paix et de coopération »*.

Dans une interview accordée au quotidien de langue arabe *El Chaab* (le peuple), le ministre a dit, à propos des prises d'otages au Liban, que la France *« peut compter sur des Etats amis »*, avant de préciser : *« L'Algérie est de ceux-là et nous lui avons témoigné notre reconnaissance. »*

Sur le plan bilatéral, M. Balladur a fait part de la volonté mutuelle des deux gouvernements de reprendre la négociation d'une convention judiciaire de nature à régler le délicat problème des enfants de couples mixtes séparés. Il a souhaité *« un règlement global de tous les problèmes qui serait avalisé, à l'occasion d'une visite que j'ai invité M. Khellef à bien vouloir me faire à Paris dans les deux mois »*.

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

Un « verrouillage » antiaérien renforcé dans l'Est

« Epervier n'est pas Manta », explique-t-on au ministère de la défense pour caractériser le nouveau déploiement des forces françaises au Tchad, qui a commencé à la fin de la semaine dernière par le départ de N'Djamena des premiers éléments motorisés en direction de l'est du pays, et qui ne devrait pas être achevé avant quelques semaines. Ce plan de déploiement, ajoute-t-on, est moins significatif par le renfort en effectifs qu'il implique (plusieurs centaines d'hommes qui compléteront le dispositif actuel de mille cinq cents) que par l'augmentation des moyens aériens et antiaériens qu'il entraîne sur le terrain.

Le déploiement en cours vise d'abord à rééquilibrer l'actuel dispositif, trop ancré sur *l'axe N'Djamena-Moussoro, dans l'ouest du* Tchad, pour le déplacer essentiellement sur l'axe N'Djamena-Abéché-Biltine, à l'est. Sur cet axe, en effet, le dispositif n'était pas aussi efficace, et il est remanié en fonction des nouvelles menaces libyennes sur Fada. En particulier, il est question d'installer à Biltine, comme c'est déjà le cas à Moussoro, un réseau d'alerte radar, avec des protections antiaériennes.

Cette opération, qui prendra du temps, a été rendue possible avec la fin des travaux d'agrandissement et des installations au sol, et de la piste de N'Djamena. Ce qui permet, d'ores et déjà, d'accroître, à partir de cette plate-forme, la rapidité d'intervention des forces françaises et de renforcer l'efficacité du « verrouillage » antiaérien à l'est du Tchad.

On indique au ministère de la défense qu'il n'est pour autant pas question de prendre au compte de la France les combats terrestres qui opposent Tchadiens et Libyens au nord de la ligne des puits (sensiblement représentée par le seizième parallèle). L'appui apporté aux forces gouvernementales tchadiennes par l'armée française demeure logistique, à l'ouest comme à l'est.

Les unités françaises engagées dans ce nouveau déploiement viennent de Centrafrique, et des relèves seront effectuées, tant à Bangui qu'à Bouar, par des unités venues de Djibouti ou de Dakar. On se refuse à préciser, de source militaire, de combien seront augmentées les forces françaises au Tchad : quelques centaines d'hommes, dit-on, et moins de huit cents si, aux hommes chargés de servir le verrouillage antiaérien à l'est, on ajoute les militaires occupés à les protéger au sol.

Tripoli mobilise d'importants effectifs

(Suite de la première page.)

Mais il faut bien tout de même préparer l'opinion, intérieure et africaine, aux gesticulations militaires de la Jamahiriya. On admet donc qu'il y a une guerre au Tchad, une « guerre civile » dans laquelle les Français et les Américains ont pris le parti d'un camp, celui de M. Hissène Habré.

Or ce dernier, toujours selon la thèse officielle, entend reprendre la bande d'Aouzou (région contestée à la frontière tchado-libyenne), que l'on considère à Tripoli comme partie intégrante du territoire libyen. Conclusion : la Libye a le droit de se défendre et s'y emploie activement. *La boucle est bouclée, et la* « démonstration » s'accompagne d'une insistante campagne anti française.

La présence française au Tchad est régulièrement stigmatisée à la une du quotidien de Tripoli, *l'Aube nouvelle*. Deux petites manifestations de *« Tchadiens en colère »* ont *été organisées courant janvier* devant les locaux de l'ambassade de France.

Mais l'opinion n'est pas dupe. Les Libyens écoutent régulièrement les radios étrangères, voyagent beaucoup, aussi. Ils n'ignorent rien de la présence de l'armée libyenne au Tchad et savent que le discours officiel *prépare le terrain à une intervention* plus massive encore.

Elle doit avoir lieu incessamment, et les signes d'une mobilisation accrue se sont accumulés ces dernières semaines. Selon de bonnes sources, les bases militaires de la côte ont été dégarnies pour envoyer des renforts vers le sud. D'importants convois de troupes et de matériels ont été aperçus. L'approvisionnement de certaines coopératives d'Etat a connu des ruptures soudaines (c'est le cas pour les bouteilles de gaz domestique), les chauffeurs ayant été réquisitionnés. Dans certaines grandes sociétés, nombre de travailleurs ont été appelés pour leur période de réserve militaire (quarante-cinq jours par an) ; cet appel aux réservistes, parfois à de très jeunes gens, *« ne passe pas inaperçu dans les familles »*, dit un observateur.

En clair, d'énormes moyens ont été mobilisés pour les opérations au Tchad. Les appréciations peuvent varier sur l'ampleur de la mobilisation – de dix mille à quinze mille hommes, plus le logistique, les effectifs globaux de l'armée étant de l'ordre de soixante à soixante-dix mille homme – mais à Tripoli tous les observateurs s'accordent sur un point : le colonel Kadhafi ne peut laisser passer l'affront qu'a représenté pour lui la perte de Zouar et Fada. *« Il y aura forcément une contre-offensive, ne serait-ce que pour marquer le coup, pour laver l'affront »*, dit-on. Car à l'orgueil national blessé s'ajoute un élément de vexation plus diffus, qui n'est évidemment jamais évoqué mais a son importance : à Zouar et à Fada, ce sont des Noirs d'Afrique qui ont mis en déroute une armée arabe, fait pratiquement sans précédent dans l'histoire du continent africain.

Que peuvent faire les troupes libyennes ? Pour certains, la cible principale est Fada, cette localité de l'Ennedi (région orientale du nord du Tchad) reprise le 2 janvier par les troupes tchadiennes. L'objectif serait de masser suffisamment d'artillerie alentour pour infliger des pertes sévères aux forces de N'Djamena et les obliger à quitter la localité où pénétrerait ensuite un puissant détachement libyen. Le scénario ne serait qu'une répétition de ce qui s'est passé autour de Faya-Largeau, plus à l'ouest, en 1983 : après avoir reconquis cette palmeraie sur les forces libyennes, les troupes du président Hissène Habré durent l'évacuer, cédant aux bombardements intensifs de l'aviation de Tripoli.

Pour d'autres observateurs, l'armée libyenne se contentera d'un baroud d'honneur autour de Zouar et de Fada. Elle maintiendra ensuite un état de guerre larvée dans la région, afin d'empêcher que le président Habré n'en reprenne le contrôle ou, à tout le moins, pour le forcer à conserver sur place un coûteux dispositif militaire. Dans le même temps, la Libye relancerait les efforts de médiation africains en cours.

Mais les Libyens ne sauraient se faire trop d'illusions : le président Habré n'a cessé de consolider un *pouvoir dont la légitimité n'est plus* contestée en Afrique. En outre, la Libye dispose de moins en moins d'alliés tchadiens ; or ce sont ces derniers qui, au regard de l'opinion africaine tout au moins, étaient censés justifier l'intervention de la Jamahiriya dans les affaires du Tchad. L'opposition tchadienne est *aujourd'hui plus émiettée que* jamais, et la Jamahiriya a commis une incontestable erreur en s'opposant, l'an passé, au chef de l'opposition tchadienne, M. Goukouni Oueddei, lorsque celui-ci a voulu prendre ses distances.

A cette situation diplomatique peu favorable, s'ajoutent divers facteurs intérieurs qui limitent d'autant la marge de manœuvre du colonel Kadhafi. D'abord, la guerre est impopulaire. Dans un système de gouvernement aussi fermé que celui de la Jamahiriya – l'« Etat des masses », – il est toujours délicat d'évaluer les sentiments de l'opinion.

Mais, là encore, les avis recueillis à Tripoli vont tous dans le même sens : la guerre coûte cher, elle est inutile, on ne la comprend pas – *« le pays est déjà si grand »*. Du fait des priorités accordées à l'armée, la guerre bouleverse encore un peu plus des circuits de distribution commerciaux déjà passablement erratiques et coutumiers des pénuries les plus diverses.

Ensuite, la guerre renforce l'importance de l'armée, une armée dont le « leader » s'est toujours méfié, qui représente le seul véritable danger potentiel pour son pouvoir. En temps normal, l'armée est sous l'étroite surveillance des comités révolutionnaires, la garde prétorienne du régime. Ce sont notamment les comités qui contrôlent les dépôts de munitions. La guerre, pour des raisons d'efficacité opérationnelle, impose d'accorder une certaine autonomie au corps expéditionnaire envoyé au Tchad. Elle peut ainsi favoriser, à terme, l'émergence d'une véritable armée de métier qui, vaincue et humiliée ou victorieuse et confiante, peut constituer un jour une menace pour le régime.

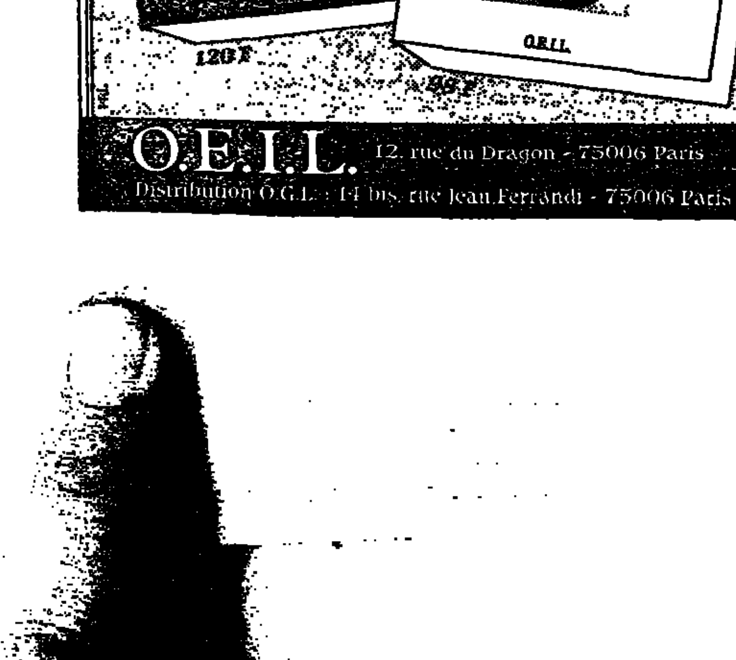
Hésitations soviétiques ?

Enfin, la guerre, semble-t-il, déplaît à l'allié soviétique, principal conseiller et fournisseur militaire du pays. Apparemment, l'URSS a traîné les pieds devant cette nouvelle aventure de son protégé méditerranéen. *Le 9 janvier dernier*, l'hebdomadaire des comités révolutionnaires, *Jamahiriya*, publiait un article intitulé, de façon très explicite, *« le test de crédibilité »*. Son auteur s'interrogeait sur les hésitations soviétiques et soulignait, en revanche, que la France et les Etats-Unis étaient, eux, à l'égard de leur *ami tchadien des alliés fidèles* s'engageant sans réserve. Tout se passe un peu comme si l'URSS connaissait en Libye les mêmes problèmes que la France au Tchad : Paris et Moscou se retrouvent placés au pied du mur par un protégé qui, refusant le statuquo, pousse la logique de l'alliance jusqu'à l'épreuve de la guerre.

Conclusion d'un expert (non occidental) de la scène tripolitaine : *« Logiquement, tout cela est dangereux pour le colonel Kadhafi, mais les affaires libyennes se soumettent rarement à la logique. »* C'est que, en dépit de tout, le colonel, même s'il ne souhaite pas l'affrontement avec la France (et on le dit clairement à Tripoli), tient très fort à sa *« politique tchadienne »*. Par animosité personnelle à l'égard de M. Hissène Habré, par crainte de voir s'installer à la frontière sud de la Libye un régime pro-occidental, ressenti comme une menace ; parce que le Tchad, porte de l'Afrique subsaharienne, représente un débouché naturel à l'expansionnisme révolutionnaire libyen, qui, après tant de déceptions dans le monde arabe, se tourne de plus en plus vers le continent africain. Autant de raisons de se battre pour Fada.

ALAIN FRACHON.

(1) Avec près de 1 800 000 kilomètres carrés, la Libye a une superficie plus de trois fois supérieure à celle de la France. Elle est peuplée de quelque trois millions d'habitants.



Le retour des dix Français pris en otages en Somalie

Les rebelles au régime de Mogadiscio ont cherché à se faire connaître en enlevant l'équipe de MSF

« Et maintenant, nous espérons tous le retour ici des otages du Liban » : le docteur Rony Brauman, président de Médecins sans frontières, a trouvé la conclusion qui convenait à sa courte allocution de remerciement aux autorités françaises après le rapatriement, samedi 7 février, de son équipe enlevée quinze jours auparavant en Somalie. Le cérémonial des retours d'otages est bien rodé depuis la récupération de cinq enlevés au Liban. Familles et amis se pressent dans le pavillon d'honneur de l'aérogare d'Orly, aux côtés des personnalités officielles : MM. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, Claude Malhuret, secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme et ancien président de MSF.

M. Jacques Chirac arrive quelques minutes avant l'atterrissage du DC-8 spécial en provenance d'Addis-Abeba, à 23 h 30. Etreintes au bas de la passerelle, projecteurs de télévision sur le premier ministre. Celui-ci n'est pas venu pour accaparer les micros. Pas de discours officiels, un *dialogue* entre les otages et la presse autant que celle-ci le désire.

« Les deux premiers jours ont été durs », raconte le docteur Valérie Schwoebel, fille de notre ancien collaborateur Jean Schwoebel. Les rebelles du Mouvement national somalien (MNS) étaient menaçants quand ils ont surgi dans le camp Tug Wajale le soir du 23 janvier. Les quatre hommes et les six femmes de MSF ont dû les suivre à peine habillés, quelques-uns sans chaussures, pour une marche vers l'Ethiopie, où ils ont d'abord vécu terrés dans des abris souterrains. Le lendemain de l'enlèvement, l'armée somalienne a déclenché une opération, s'approchant comme elle ne l'avait jamais fait de la frontière. Les otages ont entendu les tirs de mortiers et de fusils-mitrailleurs, l'explosion de roquettes. Des hommes du MNS ont été blessés.

« Islamistes modérés »

« Au bout de quarante-huit heures l'atmosphère s'est détendue. » Après avoir été séparés de l'interprète somalien enlevé en même temps qu'eux, les otages ont été conduits dans un *no man's land* situé en Somalie, le long de la frontière. Là, ils étaient *« à l'air libre »*. Il n'y a plus eu de combats aux alentours. La Somalie avait-elle été invitée à renoncer aux opérations de poursuite ? Les ravisseurs se sont montrés sous un jour différent, assurant qu'ils ne cherchaient pas à imiter les *terroristes de Beyrouth*. Aidés par le régime marxiste d'Addis-Abeba, qu'un conflit de frontières oppose à Mogadiscio, ils se sont présentés comme des *« islamistes modérés »* révoltés contre un régime dictatorial que monopolisent quelques familles détestées dans cette région. Ces ravisseurs s'érigeant en défenseurs des droits de l'homme ont permis aux otages d'écouter les radios qui parlaient d'eux.

Après une rencontre avec le numéro 2 du mouvement, le groupe a été reconduit en Ethiopie dans un endroit où les attendait l'ambassadeur de France à Addis-Abeba, M. Paoli, et qui se trouve approximativement en face du camp de Tug Wajale. Ramenés en avion dans la capitale éthiopienne, les membres de MSF ont été remis officiellement aux représentants de la France dans un hôtel. Ils ont pris le DC-8 français en compagnie de M. Fernand Wibaud, envoyé spécial de M. Chirac pour dénouer cette affaire.

Maintenant, plusieurs dizaines de milliers de personnes restent abandonnées à leur sort dans le camp de Tug Wajale. Le docteur Brauman va étudier les conditions de retour de MSF en Somalie, avec les autorités de Mogadiscio et le HCR (haut commissariat pour les réfugiés de l'ONU). Il tient pour impossible de travailler de nouveau dans le camp de Tug Wajale, trop proche de la frontière. Son organisation a-t-elle été victime d'une vengeance de l'Ethiopie, qu'elle avait dû quitter après avoir dénoncé les *déplacements de population par la* contrainte ? *« Bien sûr, c'est la première question que nous nous sommes posé. Mais nous devons dire qu'Addis-Abeba a fait preuve d'esprit de coopération »*, répond-il.

Fermeté de M. Malhuret

M. Brauman a été en contact téléphonique quotidien avec M. Mohamed Silanyo, chef du MNS, installé à Londres ces derniers jours. D'emblée, celui-ci lui avait dit qu'il s'agissait seulement de *« faire mieux connaître sa cause »*. *« Il m'a demandé de l'introduire dans les salles de rédaction. »*

M. Malhuret ne l'entend pas de cette oreille. *« Même si l'affaire se termine bien*, dit-il, *il s'agit d'une prise d'otages et donc d'un acte terroriste. Nous ne devons pas considérer les ravisseurs comme des gens qui ont tenu parole, mais comme les membres d'un mouvement qui s'est discrédité. »* Le secrétaire d'Etat souhaite une concertation européenne pour que les hommes qui utilisent de telles méthodes n'aient plus de représentation dans les capitales occidentales ni de titres de séjour.

L'Italie vient de connaître les mêmes problèmes d'otages que la France (*le Monde* des 8-9 février). Dans les régions les plus deshéritées d'Afrique, chaque mouvement de guérilla peut utiliser l'impact médiatique des enlèvements. Expatriés travaillant sur les grands chantiers d'un gouvernement, membres des organisations de secours internationales, voire missionnaires, chacun est menacé.

Savoir faire face à ces situations est devenu un impératif du métier de diplomate. Il n'y a qu'une règle pour maîtriser la situation, rappelle M. Jean-Bernard Raimond, *« ne traiter qu'avec les Etats »*. De bout en bout, jusqu'à la libération de l'équipe de MSF, *nous a assuré le* ministre, les contacts avec le MNS n'ont eu lieu qu'en présence des Ethiopiens.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

Diplomatie

AFGHANISTAN : la préparation des pourparlers de Genève

Intense activité diplomatique à Moscou

L'Union soviétique poursuit une double offensive, politique et militaire, pour tenter de régler le conflit afghan. Au moment même où les forces soviéto-afghanes ont entrepris de vastes opérations contre les bases de la résistance dans la région de Kandahar, Moscou est devenu le théâtre d'un ballet diplomatique en vue de préparer la nouvelle session, prévue pour le 25 février à Genève, des pourparlers indirects entre Islamabad et Kaboul sous l'égide de l'ONU.

Samedi 7 février, à l'issue de quarante-huit heures d'entretiens entre le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Chevardnadze, et son homologue pakistanais, M. Yakub Khan, l'agence Tass a rapporté que *« l'Union soviétique n'a pas l'intention de maintenir son contingent militaire en Afghanistan et est prête à accélérer son retrait dès qu'il y aura eu un accord sur un règlement ».* Des diplomates asiatiques en poste à Moscou, où M. Yakub Khan avait tenu à se rendre avant la reprise des négociations de Genève, croient cependant déceler un assouplissement de la position des Soviétiques sur l'échelonnement du rapatriement de leurs troupes. Toujours est-il que, pour la première fois depuis longtemps, l'agence Tass se dispense de critiquer l'appui offert par le Pakistan à la résistance.

La discussion sur le conflit va se poursuivre à Moscou, où sont attendus, dans les prochains jours, M. Diego Cordovez, médiateur de l'ONU, et Sultan Ali Ketchmand, premier ministre de Kaboul, lequel s'est déclaré, dimanche soir, *« plein d'optimisme »* à propos de la prochaine session de pourparlers à Genève. Il a affirmé, en outre, que plus de dix mille personnes s'étaient ralliées au régime de Kaboul et qu'une vingtaine de milliers de réfugiés avaient regagné l'Afghanistan depuis la proclamation par son gouvernement d'un cessez-le-feu unilatéral le 15 janvier.

Simultanément, dans le cadre de sa politique de *« réconciliation nationale »*, Kaboul a libéré, samedi, plusieurs centaines de détenus politiques. Des journalistes occidentaux ont assisté au départ d'environ un demi-millier d'entre eux de la prison de Pol-i-Cherki, à une vingtaine de kilomètres à l'est de la capitale afghane.

Missiles Stinger pour la résistance

Ces efforts n'ont cependant pas encore convaincu Washington d'un changement de ligne à Moscou. Se prononçant pour la première fois sur le calendrier d'un retrait militaire soviétique, le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, aurait, selon le *Washington Post* de dimanche, exigé que Moscou retire ses troupes dans un délai de *« quelques mois et non d'années »*, c'est-à-dire en observant *« le délai logistique pour plier bagages »*.

Surtout, le gouvernement américain vient de décider d'augmenter, en 1987, ses livraisons de missiles anti-aériens Stinger à la résistance afin de maintenir la pression militaire sur le corps expéditionnaire soviétique en Afghanistan. Cette décision a été motivée par de nombreux rapports faisant état du succès de ces missiles, utilisés par la guérilla depuis octobre 1986. Ceux-ci ont été livrés pour la première fois au printemps dernier. Les résistants qui en sont dotés ont été formés par d'anciens experts américains sur la frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan, écrit également le *Washington Post*.

Entre-temps, malgré les démentis de Kaboul, des forces soviéto-afghanes ont lancé une série d'opérations contre les bases de la guérilla dans la région de Kandahar. Selon des résistants, une colonne adverse forte de deux mille cinq cents hommes et de trois cents véhicules, dont des blindés, faisait, dimanche, mouvement vers la frontière pakistanaise, dans cette région orientale de l'Afghanistan, afin de tenter de couper les voies de ravitaillement de la résistance. Une autre offensive gouvernementale se déroulerait simultanément dans la région de Khost, au sud-est de Kaboul, toujours à proximité de la frontière pakistanaise.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Reprise des négociations frontalières sino-soviétiques

Le vice-président chinois des affaires étrangères, M. Qian Qichen, est arrivé, dimanche 8 février, à Moscou, où devaient reprendre, ce lundi, les négociations frontalières entre la Chine et l'Union soviétique, après une interruption de huit ans ans (*le Monde* daté 8-9 février).

A son départ de Pékin, il a déclaré que la Chine *« adoptera, pendant ces pourparlers, une attitude sérieuse et fera des efforts pour aboutir à des progrès »*. La délégation chinoise, forte de treize membres, a été accueillie à l'aéroport de Moscou par M. Igor Rogatchev, vice-ministre soviétique des affaires étrangères, qui sera l'interlocuteur de M. Qian.

L'agence Chine nouvelle, à Pékin, a également annoncé l'arrivée, le même jour, dans la capitale soviétique, d'une délégation chinoise venue négocier un nouvel accord commercial entre les deux pays. – *(AFP, Reuter)*

MM. Shultz et Weinberger et la « guerre des étoiles »

Le secrétaire d'Etat américain, M. Shultz, a déclaré, dimanche 8 février, qu'aucune décision concernant le déploiement du programme d'initiative de défense stratégique (IDS, ou « guerre des étoiles ») ne sera prise cette année ou l'année prochaine.

Interrogé par la chaîne de télévision ABC sur les intentions du président Reagan de réinterpréter le traité ABM de 1972 limitant les systèmes antimissiles, le secrétaire d'Etat s'est déclaré favorable à une *« interprétation large »* du traité, mais a ajouté que cela ne sera pas sans que le gouvernement Reagan ait consulté le Congrès et les alliés de Washington.

Pour sa part, le secrétaire américain à la défense, M. Caspar Weinberger, a déclaré le même jour à la BBC : *« Je pense, et le président pense, que nous devrions commencer à déployer l'IDS dès que ce sera une défense crédible et efficace contre les missiles soviétiques, et ce n'est pas encore le cas. J'espère que ce pourrait être quelque part aux environs de 1993-1994. »*

Jusqu'à récemment, M. Weinberger prédisait qu'une décision de déploiement partiel pourrait être prise avant la fin du mandat de M. Reagan, en 1988. – *(AFP.)*

Moscou proteste contre la modernisation du radar géant de Thulé

COPENHAGUE
de notre correspondante

Le Kremlin a élevé auprès du gouvernement danois une protestation énergique contre la modernisation du radar géant de la base de Thulé (côte nord-ouest du Groenland), a-t-on appris samedi 7 février à Copenhague. Selon les Soviétiques, la modernisation de ce radar, qui constitue depuis 1951 l'un des chaînons du système d'alarme et de surveillance de l'OTAN, serait une violation pure et simple des accords ABM, conclus en 1972, entre les Etats-Unis et l'URSS : elle serait en réalité destinée à être utilisée dans le cadre de l'initiative de défense stratégique du président Reagan.

La thèse du gouvernement danois est que ce problème ne le concerne aucunement, puisque seuls les Deux Grands ont signé le traité ABM, et ne peut donc être débattu qu'entre Washington et Moscou.

De son côté, la Maison Blanche aurait fait savoir que jamais, jusqu'ici, les Soviétiques n'avaient élevé d'objection contre ce radar lors des réunions du comité bipartite (SCC) chargé de veiller au respect des dispositions de l'accord ABM.

C. O.

Asie

PHILIPPINES : la rupture des négociations consommée

La trêve avec les communistes n'est pas reconduite

Mme Aquino a proclamé officiellement, lundi 9 février, l'entrée en vigueur de la nouvelle constitution. Celle-ci, soumise à référendum le 2 février, a été approuvée à la majorité de 76,29 % des votants, selon les résultats officiels et définitifs annoncés samedi. Mais la rupture des négociations avec les communistes est consommée : le cessez-le-feu de soixante jours avec les rebelles a pris fin dimanche.

Bien que les autorités espèrent pouvoir reprendre des négociations au niveau régional, les chances de réussite d'une telle entreprise paraissent pour l'instant très minces.

Le Front national démocratique (NDF), qui représente la guérilla, a mis comme conditions à la reprise du dialogue avec le gouvernement que celui-ci présente un programme cohérent de réformes, qu'il reconnaisse le NDF comme une entité politique légitime et qu'il fasse la preuve de la suprématie du pouvoir civil sur l'armée. M. Guingona, représentant du gouvernement aux négociations avec les communistes, a déclaré que ces demandes étaient *« injustifiées et présomptueuses »*. Samedi, la nouvelle armée du peuple (communiste) a attaqué deux villages dans l'île méridionale de Mindanao, tuant deux soldats et brûlant une soixantaine de maisons.

Le ministère de l'agriculture a annoncé, dimanche, la mise en œuvre d'une redistribution foncière portant sur près d'un million et demi d'hectares de terres destinées à des paysans démunis. Mais, face à la guérilla, les préoccupations du gouvernement se tournent également vers les militaires, chez qui règne un malaise de plus en plus visible, ainsi que le reconnaît, dans une interview à notre envoyé spécial, le ministre de la défense, M. Rafael Ileto.

Des « opérations ponctuelles » de l'armée vont reprendre, nous déclare le ministre de la défense

MANILLE
de notre envoyé spécial

Ministre de la défense depuis le limogeage, le 23 novembre 1986, de M. Enrile, le général en retraite Rafael Ileto est considéré comme un militaire attaché au principe de la neutralité politique de l'armée et à celui de la suprématie du pouvoir civil. Formé à West-Point, il participa activement à la lutte menée par le président Magsaysay au début des années 50 contre la rébellion des HUKS (mouvement paysan procommuniste). Chef d'état-major adjoint, il fut le seul général à s'opposer à la loi martiale proclamée par Ferdinand Marcos en 1972. En conséquence, il fut « exilé » comme ambassadeur à Téhéran puis à Bangkok. Au lendemain de son arrivée au pouvoir, Mme Aquino le nomma vice-ministre de la défense. Samedi 7 février, il répondait à nos questions.

● **Sur le malaise dans l'armée :**

« L'armée actuelle est le produit de vingt ans de recrutement suivant le style imposé par Marcos. La promotion n'était plus fondée sur le mérite mais sur la loyauté au régime. En outre, en vertu de la loi martiale, cette armée a pris l'habitude de disposer de pouvoirs exceptionnels, dictant leur politique aux gouverneurs des provinces ou aux élus locaux. Le résultat a été une détérioration accélérée du professionnalisme. Notre tâche depuis février 1986 consiste à réformer cette armée qui n'en est plus une : il s'agit de la réorganiser, de la réentraîner, de l'équiper, mais aussi et surtout de la rééduquer. Non seulement cette tâche est la plus difficile mais encore elle prendra du temps. »

● **Sur la politique à l'égard des communistes :**

« Le gouvernement entend, autant que possible, trouver une solution pacifique au problème de l'insurrection communiste. L'armée s'y conforme mal, c'est vrai. La seule approche du problème que connaissent nos soldats est celle qu'on leur a inculquée pendant huit ans de loi martiale : la force. Au point que, dans bien des cas, ils ont violé le droit. Nous nous employons à corriger leur vision. »

● **Sur les critiques adressées par certains officiers à la politique, à leurs yeux trop « complaisante », du gouvernement à l'égard des communistes :**

« Ces critiques existent, mais la majorité de ceux qui les formulent ne sont pas des spécialistes de la stratégie. Ils croient qu'il suffit de tirer pour régler le problème. Or celui-ci est plus compliqué. Marcos a cherché une solution militaire à l'insurrection. Résultat ? Entre 1981 et 1985, les forces communistes sont passées de 7 000 à 14 000 hommes. De toute façon, même si on nous donnait un mois ou deux pour « nettoyer le terrain », nous n'y parviendrions pas. Non seulement notre armée en est incapable mais encore une guerre insurrectionnelle ne se gagne pas uniquement par une action militaire. »

● **Sur la politique à l'égard des communistes après la rupture du cessez-le-feu :**

« Le principe de cette politique demeure inchangé (rechercher une solution pacifique)*. Mais son application est légèrement infléchie : les communistes refusant de reprendre les négociations au niveau national, nous allons les porter sur le plan local. Dans les régions où ils ne voudront pas discuter, nous recourrons à la force. Il ne s'agit pas, pour l'instant, d'une reprise des actions militaires sur une grande échelle mais d'opérations ponctuelles. Le recours à la force sera graduel afin d'exercer une pression destinée à contraindre l'adversaire à négocier. »*

● **Sur les divisions au sein de l'armée :**

« Il ne faut pas exagérer. Nous avons, c'est vrai, des difficultés avec des officiers mais moins avec les soldats. Certains sont politisés au point de penser qu'ils peuvent encore dicter sa politique au gouvernement. D'autres ont simplement des difficultés à s'adapter (...). Je pense que c'est dans cette perspective qu'il faut interpréter le fait que près de la moitié des militaires ont voté « non » lors du référendum du 2 février ; même mon chauffeur a voté contre la constitution... »

● **Sur l'apparente divergence de vues entre le gouvernement et la hiérarchie militaire sur la manière de rétablir l'ordre et la discipline au sein de l'armée :**

« Certains membres du gouvernement ont une perception erronée de l'armée. Avant de parler de sanction [contre les auteurs des « coups » de la fin janvier], *il faut comprendre pourquoi certains ont agi comme ils l'ont fait et établir les responsabilités. Attaquer le siège de la chaîne de télévision 7* [occupée par deux cents soldats rebelles] *aurait été une grave erreur. (...) Elle aurait aggravé dangereusement les dissensions au sein de l'armée. Il y aura des sanctions, mais il faut aussi éviter d'accroître le malaise dans l'armée et de sembler avoir deux poids deux mesures pour les communistes et les militaires. »*

● **Sur l'éventualité de nouveaux « coups » :**

« Sans doute il y aura de nouvelles tentatives de déstabilisation (...). Nous sommes prêts à faire face à toute éventualité. »

Propos recueillis par
PHILIPPE PONS.

INDE

La reprise en main par l'armée de la situation au Pendjab semble inéluctable

NEW-DELHI
de notre correspondant

Ministre en chef sikh du Pendjab et allié objectif de M. Rajiv Gandhi dans une crise qui a fait plus de six cents morts en 1986, M. Surjit Singh Barnala a résisté, ce week-end, au coup de force déclenché contre lui par la hiérarchie religieuse de la secte.

Nommés il y a deux mois par la faction dissidente de l'Akali-Dal, le parti historique des sikhs, dont M. Barnala est en principe le président, les cinq « grands prêtres » de la secte avaient lancé, la semaine dernière, un ultimatum au chef des modérés. Sommé de se démettre *« avant dimanche 17 heures »* de ses fonctions à la tête de l'organisation – ou plutôt de ce qu'il en reste, – M. Barnala, fermement invité par M. Gandhi à ne pas se soumettre à un diktat religieux, était toujours en place ce lundi 9 février. Rares sont ceux cependant qui osent risquer un pari sur l'avenir immédiat du dernier politique sikh d'importance, assez têtu et courageux pour jouer le jeu du pouvoir central au Pendjab.

En fait, tous les analystes indiens en sont d'accord : la partie de poker-menteur qui s'est jouée ce week-end à Amristar a rapproché un peu plus le Pendjab de ce qu'on appelle ici l'*« inéluctable solution finale »*, à savoir la suspension de la démocratie dans cet État de l'Union indienne et la reprise en main par l'armée de la situation.

P. C.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
TÉL. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.

Le Monde
PUBLICITE
SA

5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

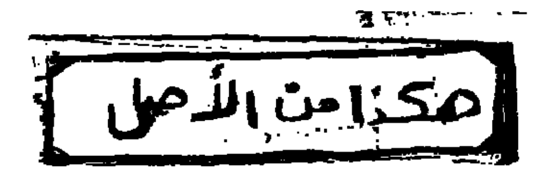
Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez *LEMONDE*

Imprimerie du « Monde »
7, r. des Italiens
PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications, no 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Le Monde USPS 765-910 is published daily, except Sundays for $ 460 per year by Le Monde c/o Speedimpex, 45-45 39 th street, L.C.I., N.Y. 11104. Second class postage paid at New-York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedimpex U.S.A., P.N.C., 45-45 39 th street, L.I.C., N.Y. 11104.





Amériques

Au Guatemala

La troisième rencontre CEE-Amérique centrale apparaît comme celle de la dernière chance

Les ministres des affaires étrangères des douze pays de la CEE (1) rencontrent, lundi 9 et mardi 10 février, dans la capitale du Guatemala, les représentants des cinq pays d'Amérique centrale (Costa-Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua, El Salvador) et ceux du groupe de Contadora (Mexique, Venezuela, Colombie, Panama). La délégation de la CEE est conduite par M. Léo Tindemans, ministre belge des relations extérieures – la Belgique exerçant actuellement la présidence tournante du conseil européen – et M. Claude Cheysson, commissaire européen chargé de la coopération.

Cette rencontre de Guatemala est un peu celle de la dernière chance avant une relance militaire en Amérique centrale que tout le monde redoute, mais que personne ne semble en état de stopper. Les deux premiers rendez-vous entre les pays de la Communauté et ceux d'Amérique centrale ont été plus symboliques qu'effectifs, la preuve de l'intérêt plus grand de l'Europe pour un secteur chaud de la planète, où le poids des Etats-Unis est déterminant, mais l'aveu, aussi, d'une certaine impuissance. Et la mise en évidence de contradictions, de positions divergentes et, surtout, de l'impossibilité – ou de l'incapacité – pour l'Europe de prendre parti dans le conflit principal, celui qui oppose les Etats-Unis au Nicaragua sandiniste.

Perplexité et impuissance

Au Guatemala, les Européens vont sans doute se prononcer en faveur de la création d'un Parlement centraméricain. Une initiative déjà approuvée par les chefs d'Etat de tous les pays d'Amérique centrale – y compris le Nicaragua – réunis à Esquipulas en 1986, au Guatemala, à l'initiative du président démocrate-chrétien de ce pays, M. Vinizio Cerezo. Mais un éventuel feu vert de l'Europe à ce projet ne changera rien aux données de base des tensions en Amérique centrale.

Pour le reste... « *Nous n'avons pas de solution miracle pour régler la querelle américano-nicaragueyenne*, dit un Britannique ; *nous ne pouvons pas participer aux négociations. Tout ce que nous pouvons faire depuis le banc de touche, c'est crier et, éventuellement, applaudir.* » C'est bien ce même sentiment qu'ont éprouvé, le mois dernier, MM. Perez de Cuellar et Baena Soares, secrétaires généraux respectivement des Nations unies et de l'OEA, à l'issue d'une tournée éclair en Amérique centrale. Un sentiment de perplexité et d'impuissance. Très déçu, M. Perez de Cuellar a dû regretter « *l'absence de volonté politique* » des Etats de la région. Ce qui intéresse vraiment ces derniers, c'est le montant de l'aide financière de la CEE. Une enveloppe qui devrait atteindre, en 1987, environ 80 millions d'ECU, soit presque la même somme qu'en 1986, mais le double de 1983.

Des pays comme la France ou l'Espagne étaient plutôt tentés, ces dernières années, de privilégier l'aide au Nicaragua, qui fait face à l'offensive militaire de la Contra, soutenue et financée par les Etats-Unis, et dont la situation économique est proche du chaos. La tendance aujourd'hui, au sein de la CEE – sous l'impulsion de la France et de la République fédérale – est de répartir l'aide à tous les pays de la région et de donner, en outre, la préférence aux nations jugées plus démocratiques que le Nicaragua. On peut ergoter à l'infini sur le sens et le contenu de la « démocratie » dans un secteur du monde traditionnellement soumis à l'emprise nord-américaine, et qui n'intéresse les puissances que dans la mesure où les tensions locales, complexes, s'insèrent dans le conflit Est-Ouest. Mais il est clair que, pour de multiples raisons, le régime sandiniste n'a cessé, depuis deux ans, de perdre du crédit en Europe et au sein du groupe de Contadora lui-même.

MARCEL NIEDERGANG.

(1) Le représentant de la France est M. Didier Bariani, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, qui sera reçu en visite officielle, à l'issue de cette conférence, dans les pays de la région (outre le Guatemala : Honduras, El Salvador, Costa-Rica, Nicaragua et Panama). M. Bariani regagnera Paris le 20 février.

Europe

ESPAGNE : un nouveau chef pour l'Alliance populaire

Le néo-conservatisme sans complexes de M. Antonio Hernandez Mancha

Orpheline depuis la démission, le 2 décembre dernier, de son « leader historique », M. Manuel Fraga, la droite espagnole a désormais un nouveau chef. Réunie en congrès extraordinaire, les 7 et 8 février à Madrid, l'Alliance populaire, la formation fondée il y a dix ans par M. Fraga, a élu comme nouveau président M. Antonio Hernandez Mancha, qui dirigeait jusqu'ici la section andalouse du parti. Il a obtenu 1 930 voix, contre 739 seulement pour son unique adversaire, M. Miguel Herrero, porte-parole du groupe parlementaire.

MADRID
de notre correspondant

Etonnante et fulgurante ascension que celle d'Antonio Hernandez Mancha ! Hier simple dirigeant régional de son parti, inconnu du grand public, le voilà brusquement propulsé, à trente-cinq ans, à la tête de la deuxième formation politique espagnole.

Avec sa tignasse ébouriffée aux épis désespérément rebelles, ses lunettes d'intellectuel, sa voix nasillarde, son accent épais de l'Andalousie profonde, il ressemblerait davantage à un étudiant contestataire, voire à un potache, qu'au nouvel « homme fort » de la droite espagnole. C'est pourtant cet aspect juvénile un peu anticonformiste qui a apparemment fait sa force : les très traditionnels militants de l'Alliance populaire se sont enthousiasmés pour ce jeune *audacieux qui leur promettait de* « rafraîchir » leur parti, de le recrépir, de le rénover de fond en comble... tout en conservant, bien sûr, l'essentiel des traditions, comme il s'empresse toujours de préciser.

Nouvel enfant terrible de la droite espagnole, « titi » à l'andalouse, M. Hernandez Mancha affectionne *le style décontracté, le langage* populaire et les tenues négligées. L'argot ne lui fait pas peur : avec lui, la droite espagnole a découvert avec ravissement un nouveau *look* et constaté que l'on pouvait apparemment très bien être « dans le vent » tout en étant conservateur.

Mais il ne faudrait pas croire que ce style un petit peu canaille suppose des idées subversives. M. Antonio Hernandez Mancha défend avant tout la liberté individuelle face au « *pouvoir oppresseur* » de l'Etat, et le libéralisme face au « *socialisme obsolète* » aujourd'hui au pouvoir à Madrid.

Le franquisme ? « *Je ne suis ni franquiste ni le contraire* », affirme-t-il en soulignant qu'il s'agit là d'un problème dépassé pour sa génération. C'est que M. Hernandez Mancha ne veut pas se laisser enfermer dans un « *débat stérile* » sur le passé politique de la droite espagnole. Avec lui, c'est un nouveau conservatisme, sans complexe, qui surgit et s'affirme prêt à lutter contre les socialistes sur leur propre terrain ; celui de la modernité et du changement. Tout en conservant l'essentiel des traditions, bien sûr...

THIERRY MALINIAK.

Vague de libérations en URSS

Le pointage de Sakharov

(Suite de la première page.)

M. Roald Zelitchonok a fait son apparition dimanche après-midi dans une gare de la capitale, le crâne rasé et portant encore l'uniforme de détenu, après cinquante-sept heures passées dans un train en provenance du Turkménistan. Cet ingénieur informaticien de Leningrad, à qui on refusait un visa pour Israël, avait été condamné en août 1985 à trois ans de détention. Il a tenu d'emblée à rappeler qu'il restait « *beaucoup de prisonniers* » dans les camps.

MM. Vadim Jankov et Lev Timofeev ont également regagné la capitale. Tous deux étaient incarcérés, comme M. Zelitchonok, en vertu de l'article 70 du code pénal, qui punit « *l'agitation et la propagande antisoviétiques* ». M. Timofeev, un journaliste économiste âgé de cinquante ans, avait été arrêté en 1985 pour avoir publié en *samizdat* des articles dévoilant le fonctionnement réel de l'économie soviétique, en particulier la pratique massive du marché noir. M. Timofeev écrivait en fait ce qu'on peut lire désormais presque chaque jour dans la *presse officielle*.

Rentré samedi à Moscou, M. Sergueï Grigoriants a indiqué, pour sa part, qu'un gardien de prison de Tchistopol, à 800 kilomètres à l'est de Moscou, où il se trouvait, lui avait confié que cinquante et une personnes détenues dans cet important centre pénitentiaire avaient été relâchées en même temps que lui. Des prisonniers de droit *commun pourraient* cependant figurer dans ce total.

Ancien journaliste littéraire puis coauteur de la revue clandestine *Chronique des événements courants*, M. Grigoriants avait été condamné en 1983 à sept ans de camp.

M. Iouri Chikhanovitch, un mathématicien de cinquante-trois ans, condamné en 1984 à cinq ans de détention, est, lui aussi, arrivé samedi à Moscou. Il n'avait même pas eu le temps de prévenir sa femme de son retour.

M. Evgueni Antsoupov, un historien de quarante-six ans condamné en 1981 à six ans de camp suivis de cinq ans de relégation pour avoir distribué des photos le montrant sous une banderole où il réclamait le droit d'immigrer en Israël, est revenu chez lui, à Kharkov, en Ukraine. Des dizaines d'autres sont dans les trains qui les ramènent d'Extrême-Orient, de Sibérie ou du Grand Nord.

Parmi les noms cités par les Sakharov, on trouve le syndicaliste indépendant Lev Volokhonski, le pasteur Piotr Roumatjik, vice-président de l'Eglise baptiste (clandestine) d'URSS, qui a déjà passé plus de vingt ans dans les camps, et le catholique ukrainien Iossif Terelia, à qui son action pour la reconnaissance, par les autorités, de l'Eglise catholique d'Ukraine (de rite uniate) a déjà valu dix-huit ans en prison ou en hôpital psychiatrique.

Loin du compte

L'amnistie partielle décrétée le 2 février touche donc toutes les catégories de dissidents : refuzniks (juifs à qui on a refusé *un visa pour Israël*), *militants* pour les droits de l'homme, croyants en tout genre et réformistes dans les domaines politique, *économique et social*. Certaines figures marquantes de la contestation semblent cependant exclues de cette mesure de clémence. Mme Inna Begun, *épouse* du militant juif Iossif Begun, incarcéré à Tchistopol depuis 1983, a fait savoir que son mari est *peut-être le seul à n'avoir* pas été libéré de cette prison. Alexandre Ogorodnikov, un dissident orthodoxe qui a un long *passé de détention, serait dans le* même cas. Mme Bonner est également préoccupée du sort de M. Anatoli Koriaguine, un psychiatre condamné pour avoir dénoncé l'usage répressif de sa discipline, et de M. Serguei Khodorovitch, ancien administrateur du « fonds Slojenitsyne » d'aide aux prisonniers, alimenté par les droits d'auteur de l'écrivain.

Même si le bilan final dépasse les quarante-trois noms recensés par Mme Bonner, on reste encore très loin du compte. M. Sakharov connaît, pour sa part, « *environ sept cents prisonniers de conscience* » en URSS, mais il pourrait y en avoir « *deux ou trois fois plus* ».

On peut au moins relier cette amnistie partielle, décrétée mais non encore officiellement annoncée, au « *forum international* » pour la paix, qui se tiendra à Moscou du 14 au 16 février, avec la participation de savants, politologues, juristes, médecins et artistes du monde entier. La libération d'un certain nombre de dissidents n'est pas une mauvaise publicité avant une réunion de ce genre qui prélude peut-être elle-même, dans l'esprit de M. Gorbatchev, à une hypothétique « *conférence internationale sur les droits de l'homme* », au niveau des Etats cette fois, qui aurait lieu également dans la capitale soviétique (les Soviétiques ont proposé Moscou comme lieu de réunion d'un tel « forum » dans le cadre de la CSCE).

Une mesure limitée de clémence n'est pas non plus mal venue dans la perspective de la création « d'entreprises mixtes » avec des firmes occidentales, que le Kremlin cherche par tous les moyens à susciter. Quelques dizaines de dissidents contre des milliards de dollars de crédits et l'accès, à nouveau garanti comme dans les années 70, à la technologie occidentale de pointe ? Moscou connaît depuis lontemps le prix de la « livre de chair ».

DOMINIQUE DHOMBRES.

M. Marchais et le « processus entamé en URSS »

MOSCOU
de notre correspondant

Dans une interview que publie ce lundi 9 février la Pravda, M. Georges Marchais donne son opinion sur le plénum du comité central soviétique des 27 et 28 janvier. Il s'agit, selon le secrétaire général du PCF, d'une « poursuite du processus entamé en URSS pour surmonter les grands problèmes auxquels est confrontée la société socialiste de la fin du vingtième siècle ».

M. Marchais cite M. Gorbatchev, *selon qui « la refonte* [de la société] *n'est possible que par et grâce à la démocratisation ».*

Le dirigeant du PCF trouve dans l'évolution actuelle en URSS un « *stimulant* » pour la construction du « *socialisme à la française* ». Une fois de plus, les journalistes sont en faute. « *L'opinion française est très mal informée de ce qui se produit vraiment en URSS* », estime M. Georges Marchais, selon qui seul « *le journal* l'Humanité *donne une information objective* » à ce sujet.

D. Dh.

[De son côté, *l'Humanité* utilise un vocabulaire plutôt inhabituel dans ses colonnes en titrant « Libérations au Goulag » un article consacré à « *l'élargissement de plusieurs dizaines de prisonniers politiques* » en URSS.]

A TRAVERS LE MONDE

Pologne

Le secrétaire adjoint au Foreign Office rencontre des officiels et des opposants

M. Timothy Renton, secrétaire adjoint au Foreign office, a rencontré samedi 7 février à Varsovie des représentants de l'opposition démocratique, parmi lesquels M. Zbigniew Bujak, ancien dirigeant de Solidarité clandestine, ainsi que des conseillers de M. Walesa. M. Renton, qui achève une visite de trois jours en Pologne, a qualifié cette rencontre de « très intéressante » en soulignant qu'il avait soulevé à deux reprises auprès de ses interlocuteurs officiels les cas des derniers prisonniers politiques en Pologne, qui sont dix-huit selon l'opposition. « *J'ai demandé la libération de ces prisonniers* » (considérés comme des « droit commun » par les autorités), *et la réponse n'a pas été très favorable* », a-t-il dit. – *(AFP.)*

[Avant Varsovie, M. Renton s'était rendu à Moscou et à Prague, et, dans chacune de ces capitales, il avait eu, en plus de ses entretiens officiels, des conversations avec des contestataires. En Pologne, des interlocuteurs officiels ont notamment évoqué la question d'éventuels nouveaux crédits britanniques, tandis que M. Renton se plaignait du brouillage persistant des émissions de la BBC en polonais.]

Proche-Orient

Le sort des otages occidentaux au Liban

Nouveaux chantages et pression accrue des ravisseurs

Le Quai d'Orsay a opposé *dimanche 8 février* un démenti formel aux informations de l'Organisation de la justice *révolutionnaire* (OJR, qui détient plusieurs otages, dont le Français Jean-Louis Normandin) selon lesquelles la France pourrait être associée à une opération militaire pour récupérer les otages du Liban. La mise au point du ministère des affaires étrangères fait suite à un communiqué manuscrit transmis samedi soir au quotidien de Beyrouth *An Nahar* dans lequel l'OJR affirme que l'émissaire *anglican Terry Waite* — « disparu » depuis le 20 janvier — porte sur lui un émetteur destiné à localiser les ravisseurs des otages afin de faciliter une action armée contre eux.

La Grande-Bretagne et les Etats-Unis ont opposé le même démenti. Cependant, le secrétaire à la défense, M. Caspar Weinberger, a indiqué que les Etats-Unis pourraient à nouveau renforcer leur flotte en Méditerranée si la situation le demandait.

BEYROUTH
de notre correspondant

L'affaire des otages occidentaux a connu une nouvelle phase critique ce week-end avec la multiplication des mises en demeure et pressions exercées par les différents groupes de ravisseurs. Ce regain de tension concerne tout d'abord M. Tery Waite. Après que sa libération eut été annoncée samedi — certaines sources l'ayant même donnée pour effective, — l'OJR a accusé l'émissaire de l'Eglise anglicane de transporter sur lui un micro-émetteur permettant de le localiser et donc aussi de localiser les otages américains s'il les rencontrait. Espionnage-fiction ? Peut-être. Mais dans le chaos de Beyrouth-Ouest aucune menace ne peut être prise à la légère.

Tension accrue aussi pour les trois professeurs américains et leur collègue indien enlevés courant janvier au Beyrouth *University College*. En principe, leurs ravisseurs — des membres du Djihad islamique pour la libération de la Palestine — ont fixé un ultimatum venant à expiration ce lundi 9 février : ils menacent de s'en prendre à la vie des otages si à cette date quelque quatre cents Palestiniens et Libanais détenus en Israël ne sont pas libérés.

Les ravisseurs ont fait diffuser une video-cassette dans laquelle un des quatre otages, l'Américain Alan Steen, exhorte Washington à prendre au sérieux cette menace. « *Nous estimons*, déclare-t-il notamment, *que ce que disent ces Palestiniens musulmans est raisonnable ; l'Amérique ne doit pas sacrifier ses citoyens pour protéger Israël.* »

Le chef du mouvement chiite Amal, M. Nabih Berri, est entré en scène à ce propos, proposant d'échanger aussi un pilote israélien qu'il détient contre les quatre cents détenus réclamés par le Djihad pour la libération de la Palestine. L'offre de M. Berri peut être tentante pour l'Etat hébreu qui a déjà admis le principe de tels échanges pour récupérer ses soldats. La réponse du ministre israélien des affaires étrangères ne relève d'ailleurs pas du refus catégorique. Si M. Shimon Pérès a rejeté l'ultimatum exigeant d'Israël la libération des quatre cents détenus en échange des quatre otages (les trois Américains et l'Indien), il a aussi ajouté : « *Si quelqu'un a des suggestions à faire, qu'il contacte Israël de manière ordonnée...* »

LUCIEN GEORGE.

L'interception d'un cargo transportant des Palestiniens

La « guerre navale » d'Israël contre l'OLP

***Israël* a intercepté dans la nuit du vendredi 6 au samedi 7 février un cargo hondurien, le *Maria R*, à bord duquel se trouvaient, selon Jérusalem, une cinquantaine de Palestiniens appartenant au Fath.**

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Depuis quelques années, Israël livre à l'OLP une véritable guerre navale, le plus souvent préventive. La Méditerranée orientale tout entière est devenue le champ de cette bataille inégale. L'arraisonnement vendredi 6 février d'un petit navire marchand par une vedette lance-missiles israélienne et la capture à son bord de cinquante Palestiniens, membres du Fath — dont au moins huit officiers — attestent que, sur ce terrain, l'Etat juif est maître du jeu. Mais cette opération, menée au mépris du droit maritime, montre aussi qu'Israël ne s'embarrasse pas de scrupules juridiques. Bref, sa flotte de guerre joue au gendarme en haute mer.

Dans la nuit de vendredi, une vedette de type Dabbour, sorte de chien de garde de la marine israélienne, intercepte le *Maria R*, un cargo suspect qui jauge 600 tonnes et bat pavillon hondurien. Ce « *contrôle de routine* » a lieu à plus de 100 kilomètres des côtes libanaises. Parti du port chypriote de Larnaca, avec pour destination la ville libanaise de Khaldéh — que contrôle la milice druze de M. Walid Joumblatt — le *Maria R* se trouve alors à peu près à mi-chemin. Le capitaine et son équipage — huit Egyptiens — acceptent l'inspection. A bord, les marins israéliens découvrent cinquante Palestiniens. Ils ont des faux passeports, obtenus à Chypre, mais aucune arme.

Après interrogatoire, les passagers du *Maria R* reconnaissent appartenir à l'organisation de M. Yasser Arafat. Huit d'entre eux seront identifiés comme officiers. On les transfère sur un autre bâtiment israélien qui les ramène, ainsi que l'équipage égyptien, vers le port de Haïfa, siège du haut commandement naval israélien. L'information sera retenue pendant vingt-quatre heures par la censure militaire. Ce coup de filet vaudra ensuite à la marine les compliments de la presse et du gouvernement, M. Rabin, ministre de la défense, devait se rendre lundi à Haïfa pour y féliciter les marins méritants. Quant à l'équipage du cargo, son sort dépendra, semble-t-il, des résultats de l'enquête.

La volonté de puissance navale d'Israël ne date pas d'hier. « *Comme nous faisons fleurir le désert, nous devons conquérir la mer* », déclarait Ben Gourion dès 1950. Son projet ne prendra corps qu'après la guerre de six jours, avec l'acquisition de douze lance-missiles Sa'ar, ces vedettes de Cherbourg passées à la postérité un certain jour de Noël 1969. Pendant la guerre du Kippour, la flotte israélienne neutralise la marine égyptienne, pourtant dotée de sous-marins de fabrication soviétique.

Un verrouillage efficace

Aujourd'hui, selon la revue britannique spécialisée *Jane's*, Israël possède une vingtaine de vedettes, en majorité de type Reshef, équipées de missiles mer-mer Gabriel et Harpon. La prochaine génération, celle des Sa'ar-5, entrera en service en 1992. La construction de trois petits sous-marins est à l'étude. En outre, Israël achète aux Etats-Unis des hélicoptères Dauphin construits sous licence fançaise. Bien que l'amiral Ben Shoshan, commandant de la flotte, attire périodiquement l'attention sur le danger que représentent les marines de guerre syrienne et libyenne, la défense navale du territoire vise surtout, depuis bientôt dix ans, l'adversaire palestinien. *Pour Israël, il s'agit en priorité de prévenir le débarquement sur ses côtes de commandos navals « terroristes ».*

L'Etat juif prit tragiquement conscience de sa vulnérabilité en mars 1978, lors du « massacre de la route côtière » qui fit *trente-trois morts et quatre-vingt-trois blessés*, tous civils. L'attentat perpétré contre un autobus par un commando du Fath qui avait accosté sur une plage, rappela au pays que le danger pouvait venir de la mer. La leçon fut d'autant moins oubliée que la plaine côtière abrite quatre Israéliens sur cinq et l'essentiel des industries. L'inspection des côtes et de la haute mer repose sur un système de radar et de repérage électronique très perfectionné, dans des stations terrestres et sur les navires patrouilleurs. Hélicoptères, hydroglisseurs Snapirit, avions de surveillance Seascan : l'aéronavale israélienne est aux aguets vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

Ce verrouillage est efficace. Depuis 1979, aucun commando naval n'a réussi à débarquer sur le territoire national. Seule voie d'accès vers Israël depuis 1982, la mer, pour les Palestiniens, est de plus en plus périlleuse.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

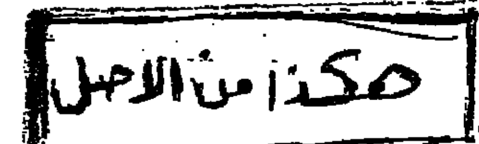
La presse de Téhéran critique violemment la France

La presse iranienne s'en est pris, dimanche 8 février, avec virulence à la France, menaçant ses ressortissants d'un « *traitement identique* » à celui réservé aux Américains si Paris ne revient pas sur son soutien à l'Irak.

« *Tant que les révolutionnaires musulmans du monde*, écrit le journal *Ettelaat*, *apprendront que les enfants (iraniens) sont massacrés par des avions français, la France et ses ressortissants doivent s'attendre à un traitement identique* » à celui réservé aux Américains. Paris doit revenir « *à la sagesse* » dans le conflit Iran-Irak, c'est-à-dire mettre un terme à un soutien à Bagdad. Le journal s'étonne, à ce propos, que le gouvernement français ait reçu dans le même temps un général irakien chargé de l'armement et le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, pour donner son accord au plan de paix proposé par ce dernier.

L'expulsion de Massoud Radjavi, chef d'un des mouvements de l'opposition iranienne, les Moudjahidins du peuple, n'est pas suffisante pour « *ouvrir le chemin des bonnes relations avec l'Iran* », ajoute le journal, qui estime que Paris doit également payer ses dettes sans condition. Par ailleurs, le journal critique la manière de négocier du gouvernement Chirac et du précédent gouvernement français, qualifié de « *social-sioniste* », à propos de la libération des otages français au Liban. « *L'échec de la France au Liban*, souligne-t-il, *est le résultat de sa politique concernant la guerre Iran-Irak.* »

Pour sa part, le journal *République islamique* reprend les mêmes idées et estime que Paris persiste « *obstinément à essayer de détruire les ponts et, quand il n'y a plus d'espoir dans l'avenir du régime irakien, continue à lui fournir des armes* ». — (AFP.)



Politique

Le comité directeur rassemble les socialistes avant le congrès de Lille

Les socialistes se sont mis d'accord, à l'issue de leur comité directeur dit de synthèse des samedi 7 et dimanche 8 février pour aller au congrès de Lille (du 3 au 5 avril), unis sur une motion commune. Divers points de la contribution du courant A (mitterrandiste), qui servait de base aux discussions, ont été modifiés pour parvenir à un accord.

● Election présidentielle : la phrase *« Nous souhaitons que François Mitterrand soit, le moment venu, candidat devant le peuple pour poursuivre sa mission »*, dont le maintien aurait constitué, pour M. Rocard, un *casus belli*, a été remplacée par *« Les socialistes souhaitent qu'il* [M. Mitterrand] *soit à même de poursuivre son action »*. Le texte précise : *« Le moment venu, le candidat des socialistes à l'élection présidentielle de 1988 sera désigné dans les conditions prévues par notre loi commune. Tous les socialistes lui apporteront leur soutien. »*

● Dissolution de l'Assemblée, question des alliances : malgré la pression de MM. Jean-Pierre Chevènement et Jean Poperen, les mitterrandistes, tout comme M. Pierre Mauroy, ont refusé d'introduire l'idée d'une dissolution « automatique » de l'Assemblée en cas de victoire du candidat de la gauche en 1988, ce qui aurait été, selon M. Pierre Bérégovoy, *« faire le jeu de Barre »*. La motion de synthèse précise donc seulement : *« Il conviendra de s'appuyer sur la victoire présidentielle pour rassembler dans le pays des forces politiques capables de conduire à l'Assemblée une majorité de progrès, autour des socialistes avec le président. »*

A propos des alliances, la contribution mitterrandiste se contentait d'affirmer que le PS *« n'abandonnera jamais »* le terrain de la gauche et que *« sa vocation sera toujours de rassembler les forces de gauche »*. La motion de synthèse affirme : *« Il est exclu de construire* [une] *majorité par une négociation avec tel ou tel parti de l'actuelle coalition de droite (...). Après 1988, il n'y aura ni « dérive centriste » ni résurrection de la « troisième force ». C'est autour de notre projet politique que nous rassemblerons nos électeurs aujourd'hui hésitants et que nous constituerons la majorité présidentielle de demain, puis la majorité de progrès nécessaire à la France. »*

On a perdu M. Poperen

Quand ils ont appris que M. Jospin, premier secrétaire du PS, souhaitait ouvrir la commission des résolutions dès le début de l'après-midi de samedi, afin de n'y pas passer la nuit, nombre de vieux briscards du PS ont franchement rigolé : *« On va y passer l'après-midi* et *la nuit ! »* Cela n'a pas manqué. Entrés en conclave à 17 heures le samedi, les négociateurs ont rendu leur copie à 6 h 45 le dimanche matin.

La tradition, en somme, a la vie dure. Les habitués ont retrouvé, avec un bonheur que le temps n'atteint pas, ces mines chiffonnées, ces joues bleuies, ces yeux rouges et creusés, ces langues un peu pâteuses *qui font* le charme des dimanches matin du PS.

La cérémonie a commencé la veille, au milieu de la matinée. *« Sainte-Hèse, priez pour nous ! »*, lancent, en arrivant au troisième sous-sol de l'Assemblée nationale, les joyeux boute-en-train qui ne se lassent pas de cette plaisanterie facile. Selon la tradition, les orateurs, un par courant, exposent leur vision des *« conditions de la synthèse »*.

M. Jospin semble donner des gages à M. Michel Rocard en affirmant qu'il souhaite maintenir la dissociation entre le congrès de Lille et l'investiture du candidat socialiste pour 1988. M. Robert Chapuis, porte-parole du député des Yvelines, expose les *« sept conditions »* de la synthèse : une aimable dissertation sur l'emploi, la croissance, la solidarité, etc., qui ne trompe personne. M. Pierre Mauroy, prudent, conclut l'affirmation de son sentiment unitaire en lançant : *« A tout prendre, il vaut mieux un vrai débat qu'une fausse synthèse. »*

M. Michel Charzat, pour Socialisme et République (ex-CERES», fait dresser l'oreille aux plus attentifs en intervenant dans le débat sur la dissolution « automatique » de l'Assemblée nationale en 1988 en cas de victoire de la gauche à l'élection présidentielle.

Jusqu'alors, ce débat oppose surtout M. Jean Poperen, partisan de l'affirmation de cette automaticité, aux autres mitterrandistes, qui ne veulent pas *« lier les mains »* du président. M. Charzat affirme que, si nécessaire, *« le président de la République nouvellement élu ne devra pas hésiter à donner la parole au peuple »*. La suite confirmera que c'est bien de ce genre de petites phrases que surgissent les gros problèmes...

Manque, dans la liste, la vedette du jour, M. Poperen. Jusqu'à nouvel ordre — c'est précisément toute la question, — le numéro deux du PS n'est pas le chef de file d'un courant officiellement organisé. Il s'est contenté de présenter son traditionnel, et cette fois très symbolique, rapport d'activités.

XVII[e] siècle

Oubliés Rocard, Chevènement, Mauroy... Dans les couloirs, les journalistes n'ont qu'un sujet de conversation : Poperen. Ira, ira pas ? La veille, lors de la réunion du courant A (mitterrandiste), le numéro un du PS et son numéro deux ont eu une « explication franche », comme on dit en langage diplomatique pour qualifier une forte engueulade.

Vers 11 h 30, M. Poperen a réuni *ses amis du comité directeur*. A 12 h 05, l'un des collaborateurs du député du Rhône lâche : *« D'après moi, c'est fini. »* Il dénonce *« la magouille et les gribouilles »*, tandis qu'à 12 h 10, M. Jean-Marc Ayrault, nouveau député de Loire-Atlantique, qui secondera M. Poperen toute la journée et toute la nuit, juge qu'on ne va *« pas tellement vers la synthèse »*.

A 17 heures, après le premier *tour de piste*, le comité directeur suspend ses travaux jusqu'au lendemain matin. Place aux négociateurs, qui se retrouvent, solidement gardés par un service d'ordre intraitable, au siège du PS, 10, rue de Solférino. A 19 h 30, M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, vient informer les journalistes que *« les choses avancent plutôt bien »*. On a déjà passé en revue la moitié de la contribution du courant A, qui sert de base aux discussions, et que chacun propose d'amender. Il est vrai qu'on crée des sous-commissions chaque fois que les discussions accrochent. C'est M. Louis Mermaz qui préside.

Dès le début de la séance, MM. Chevènement et Rocard ont affirmé qu'ils jugent possible la synthèse. L'ancien ministre de l'agriculture s'est-il *mal* exprimé, ou bien a-t-il été mal entendu ? Les mitterrandistes, ravis, comprennent qu'il admet d'emblée que M. Mitterrand soit désigné par acclamation, s'il est candidat, alors que le député des Yvelines a précisément voulu évoquer cette hypothèse comme détournement de l'application des règles... Le quiproquo, qui se poursuivra jusqu'au dimanche midi, détend l'atmosphère pour un bon bout de temps.

On passe aux « vrais problèmes » : le socialisme dépasse-t-il la République, ou bien est-ce l'inverse ? On rivalise de références culturelles, de citations de Jaurès qui rebondissent, en face de M. Rocard, sous un grand panneau bleu, qui proclame *« avec le président »* (mais il s'agit de... M. Mitterrand). M. Chevènement explique comment la Commune de *Paris de 1871 a été* à *l'origine* d'une rupture durable entre la République et le socialisme. M. Pierre Joxe remonte jusqu'au dix-septième siècle et à l'Anglais Thomas Hobbes... Cela finira aussi par une sous-commission.

Le cinéma de M. Chevènement

Chacun garde des munitions pour pouvoir, le cas échéant, changer de tactique et rompre un accord qui se profile. Dans la cour, on aperçoit à plusieurs reprises MM. Poperen et Ayrault, qui se promènent, l'air embêté. Vers 21 heures, après la pause repas (andouille de Guémené, jambon d'York), M. Pierre Joxe conseille aux journalistes la prudence car *« les choses ont l'air de s'arranger »*. L'homme qui se flatte de ne s'être jamais trompé en politique pourra faire une encoche de plus à la crosse de son revolver : avec 10 heures d'avance, il annonce le résultat.

Au premier étage, dans les bureaux du premier secrétaire, une « super sous-commission » qui réunit tous les grands dirigeants du PS s'occupera de régler la question des *« petites phrases »* sur la candidature à l'élection présidentielle et le respect des statuts du parti. M. Pierre Bérégovoy propose une première rédaction : *« les signataires s'engagent à soutenir »* le candidat désigné dans les règles par le parti. Trop solennel. On gardera l'idée en enlevant le début de la *phrase*.

On a déjà entamé la deuxième moitié de la nuit quand les grands chefs redescendent, accord en poche. Entre-temps, on a perdu M. Poperen, qui a disparu depuis 21 h 30. Vers 1 h 30 du matin, M. Ayrault réapparaît avec un long amendement qui reprend l'idée, chère à M. Poperen, d'un pacte national de croissance. En vain. Vers 3 h du matin, alors qu'on croit voir la fin, M. Chevènement décide de s'amuser. Il vole au secours de M. Poperen à propos de la dissolution « automatique ». *Le député du* Territoire de Belfort, en grande forme, *« fait son cinéma »*, comme dit M. Mauroy, esquisse une fausse sortie, lance : *« Dans ces conditions, je ne fais pas la synthèse ! »* Plus tard, il avouera avoir, à un moment, pensé que la commission des résolutions retournerait devant le comité directeur sans avoir conclu, avec une synthèse incluant tout le monde et pas encore l'ex-CERES. Pour faire bonne mesure, M. Chevènement veut aussi qu'on admette qu'il avait raison, en 1983, de proposer une *« autre politique »* et embête tout le monde pour obtenir, sinon un congrès, au moins *« quelque chose »* d'extraordinaire avant la fin de l'année. Lassé, M. Rocard s'en va. A l'intérieur, on discute toujours de la dissolution. Les négociateurs finiront un peu avant 7 heures en trempant leur motion de synthèse dans un café-croissant.

La « sympathie générale »

Deux petites heures de sommeil et c'est reparti. Les dirigeants se succèdent sous les sunlights des télévisions pour affirmer leur satisfaction. Le rocardien Jean-Pierre Sueur résume l'accord sur l'élection présidentielle : *« L'important, c'est que ce congrès ne sera pas un congrès François Mitterrand contre Michel Rocard. »*

M. Chevènement trouve la synthèse *« presque parfaite »*. M. Fabius juge qu'il était *« impossible, dans un contexte comme aujourd'hui »*, de mettre en avant des divergences. M. Mauroy se félicite que le parti s'affirme *« à gauche »*. M. Ayrault s'efforce d'avoir l'air content. M. Jospin affirme : *« C'est un bon résultat qui intervient au bon moment. »* Quant à la petite phrase concernant les présidentielles, le premier secrétaire estime qu'elle *« ménage chacun d'entre nous, ses droits, son image (...), dans le respect des règles communes »*.

La fatigue se fait sentir. M. Mermaz, qui rend compte des travaux de la nuit, confond *« synthèse générale »* avec *« sympathie générale »*. Le lapsus est significatif de la douce euphorie dans laquelle on baigne. M. Fabius, exceptionnellement détendu, avoue qu'il a une idée de révision des statuts qui vaudrait *« pour le Marché commun et pour le PS »*, mais, ajoute-t-il prudemment, *« dans un stade ultérieur »* ! Il s'agirait de *« considérer qu'on n'a pas démérité si on finit à 6 heures du soir au lieu de 6 heures du matin... »*

Pour l'heure, c'est la fin de la matinée. MM. Mauroy et Poperen, qui ne se sont pas revus depuis le petit matin, se quittent sur cet échange :

M. Mauroy : *« Tu as été magnifique ! Tu as entouré notre commission des résolutions d'un petit halo de mystère ! »* Un temps, et puis : *« Allons, tu es bien mieux avec nous ! »*

M. Poperen : *« Ce qui m'a frappé, c'est ta révérence à l'égard du président. »*

M. Mauroy : *« Eh, j'ai été son premier ministre ! »*

M. Poperen : *« Ah, laisse-le vivre, qu'il vive sa vie et vivons la nôtre ! »*

M. Mauroy : *« Finalement, la nuit a été une nuit Poperen-Chevènement. »*

M. Poperen : *« La soirée a été Rocard, et la nuit a été Poperen ! »*

J.-L. A. et P. S.

La « pause des querelles »

« Pendant deux mois, nous allons enfin pouvoir nous tourner vers l'extérieur, au lieu de nous introvertir ! » Cette remarque d'un Louis Mermaz ensommeillé mais satisfait du résultat d'une nuit d'efforts, résume bien la synthèse intervenue entre les socialistes à l'aube du 8 février.

Le PS n'a pas subitement réglé tous ses problèmes internes. Il les a, au moins, mis entre parenthèses pour quelques mois.

Il s'agit, notamment, pour le PS, de mettre fin, par la « pause des querelles », à cette situation étrange où l'on voit les élections partielles se succéder sans qu'un mouvement net ne se dessine en faveur de l'opposition au fur et à mesure que le pouvoir déçoit. Il lui faut, pour cela, sinon faire taire ses débats internes, du moins les contenir dans des limites raisonnables. C'est maintenant chose faite et, à l'avenir, comme le note M[me] Marie-Noelle Lienemann (rocardienne), l'une des questions que devra résoudre le PS, parti de gouvernement, sera : *« Comment avoir des débats de fond, sans que cela tourne à la guerre de tranchées ? »*

Le paradoxe est que, dans la dernière période, le PS a donné l'impression non pas de perdre son temps à débattre, mais de débattre *« à côté de la plaque »*. *Questions* d'hommes, d'appareil, de courants, désaccords minimes gonflés pour des raisons tactiques : l'essentiel a paru échapper à un parti qui se cogne dès qu'il bouge, comme dans une pièce trop étroite, aux meubles qui encombrent la scène de la cohabitation.

Le PS ne pourra sans doute pas éternellement conserver une image dans l'opinion qui — par rapport aux autres partis — reste bonne, mais qui risque à terme de ne lui assurer qu'un capital de sympathie insuffisant pour que l'électorat lui donne le coup de pouce décisif. Il suffit de parler avec des militants socialistes, avec des jeunes, pour comprendre l'insatisfaction et l'état de recherche du « peuple socialiste ».

Personne n'échappe à ces remises en cause. M. Laurent Fabius, par exemple, qui, à en croire les sondages, chez les jeunes une meilleure image que M. Rocard, commence lui aussi à décevoir certains de ses partisans dans la jeunesse universitaire.

Quant au PS lui-même, ce n'est pas parce qu'en sous-main ses dirigeants estudiantins, en liaison avec son premier secrétaire, participaient à la direction de la grève, qu'il peut se reposer sur d'hypothétiques lauriers. Les efforts tous azimuts que semble lancer la direction du PS pour s'implanter davantage dans la jeunesse étudiante montrent que le message a été reçu.

Forcer le mouvement

Autre indice de la nécessité pour le PS de se hâter d'occuper un nouvel « espace », aujourd'hui vide dans la société : la curieuse configuration *du mouvement avorté de M. Poperen*. L'association du député du Rhône, de M[lle] Isabelle Thomas et de quelques autres jeunes socialistes, la rapidité avec laquelle, en quelques jours, les socialistes ont cru voir naître une nouvelle « aile gauche » du parti, montrent qu'une absence était confusément ressentie.

Certes, le numéro deux du PS n'avait sans doute pas le profil pour *« ratisser large »* à gauche du PS et notamment dans la jeunesse. L'alliance entre l'ancien communiste et les anciens trotskistes tenait *sans* doute de la carpe et du lapin, mais cet épisode devrait servir de signal d'alarme au PS. Accessoirement, il montre aussi que les anciens trotskistes — qu'ils soient issus du PCI ou de la LCR, — forts de leurs qualités de dynamisme et d'organisation, ont bien l'intention d'exister au sein du PS, avec leur personnalité propre.

Bref, le PS doit reprendre des couleurs, de la vie et du muscle, et non plus *« se regarder le nombril »*, comme dirait M. Fabius. Pour apparaître comme une réelle force d'alternance, il doit faire plus que tenter de s'approprier les dépouilles des « déçus du libéralisme ». C'est bien pourquoi il y a urgence à ce que les socialistes *commencent* à *définir* les axes de leur plate-forme présidentielle. Il est, à ce propos, logique que M. Jean-Pierre Chevènement tente de forcer le mouvement. L'ancien ministre de l'éducation nationale, indifférent aux quolibets soulevés par sa ligne « républicaine », a fait travailler en silence, pendant dix mois, ses experts.

Alors que ceux de M. Jospin, huit mois après le début de leurs travaux, n'ont rien produit de public, les experts de M. Chevènement ont « sorti » un projet qui donne au maire de Belfort plusieurs longueurs d'avance sur les autres socialistes. Ce projet, qui prête sans doute à contestation, a le mérite d'exister, d'avoir sa cohérence et de reposer sur des travaux d'une qualité réelle. En insistant pour que les socialistes *se livrent* rapidement à un travail programmatique, M. Chevènement compte bien utiliser son avance pour tenter d'imposer, de nouveau, l'ex-CERES comme laboratoire d'idées du PS.

Il est vrai que la direction autour de M. Jospin a maintenant les coudées plus franches pour remettre le PS au travail. M. Pierre Mauroy assure que, dans son esprit, la fusion avec *le courant A (mitterrandiste)*, en renforçant la majorité du parti, doit permettre d'affermir l'autorité du centre du parti, par rapport à ses divers satellites. *Cela suppose*, comme le dit M. Jospin, une direction *« représentative, disponible, cohérente et soudée »*, qui reste à constituer. *Cela suppose aussi*, comme le dit M. Mauroy, qui formule ainsi sinon une critique, du moins une ferme suggestion, que le premier secrétaire *« fasse de la politique, pas de l'administration »*...

Les cartes en main

Objet, ces derniers temps, de critiques nombreuses et convergentes, M. Jospin sort à son avantage d'une passe difficile. Les enjeux de pouvoir interne étant, *grosso modo*, en voie de règlement, la question Rocard étant, pour le moment, neutralisée, il peut assurer autour de lui la cohésion de son courant et faire *du congrès de Lille, comme il le* souhaite, un congrès d'idées. M. Jospin a de nouveau toutes les cartes en main, comme après le congrès de Toulouse de 1985. *Mais* il n'avait pas su, alors, en jouer vraiment et n'avait pas fait fructifier ce capital. C'est à lui d'éviter que le même scénario ne se renouvelle.

Autre gagnant du week-end : M. Mauroy. L'ancien premier ministre a la satisfaction de voir un parti socialiste s'affirmer clairement *« à gauche »* et refuser nettement *(même si c'est de tradition avant un* congrès) toute dérive centriste. Il semble aussi en passe de réussir l'un des paris de la fusion : « geler » sa représentation dans le parti au niveau de celle qu'il avait acquise à Metz, alors que l'ensemble des autres socialistes affirmaient en chœur qu'on a beaucoup perdu depuis.

Le cas de M. Poperen est évidemment plus difficile. Bien qu'il se soit, dimanche matin, déclaré, sans trop de conviction, satisfait des concessions obtenues, M. Poperen, une nouvelle fois, est rentré dans le rang. Ce retour au bercail sera sans doute délicat pour le maire de Meyzieu. N'avouait-il pas, avant le comité directeur, qu'il aurait, vis-à-vis de ses partisans, du mal à reculer ? M. Poperen, en outre, ne peut plus espérer conserver le rôle qui fut le sien de 1981 à 1986. Néanmoins, il semble, en quelque sorte, « protégé » par son éclat. Nul au sein du PS *n'a vraiment apprécié la* façon dont M. Jospin a géré cette affaire. Il semble désormais difficile de faire passer discrètement « à la trappe » le député du Rhône.

Tous les autres ont lieu d'être satisfaits et ne se sont pas cachés pour le montrer : MM. Fabius, Joxe, Mermaz, à cause de l'unité retrouvée. M. Chevènement parce qu'il a obtenu une partie de ce qu'il voulait. M. Rocard, *enfin*, parce qu'au prix de quelques précautions il pourra continuer, l'âme en paix, sans doute jusqu'au début de l'année 1988, de *labourer le* terreau de la France profonde avant — peut-être — de connaître enfin le moment de vérité.

J.-L. A.

Compromis et sous-entendus

LES socialistes ont donc conclu, en vue de l'élection présidentielle, ce qu'il est convenu d'appeler « un bon compromis ». Mais non sans sous-entendus.

M. Michel Rocard ? Il a obtenu le retrait de tout appel à une nouvelle candidature de M. François Mitterrand. Comme il l'avait promis, il s'est engagé à son tour à soutenir le candidat qui sera désigné par le PS selon ses règles. Cet engagement vaut aussi pour les autres socialistes, vis-à-vis de lui, au cas où l'ancien ministre de l'agriculture serait le candidat du PS.

Si les rocardiens se sont montrés *« satisfaits sans triomphalisme »*, ils tirent un peu la couverture à eux, en affirmant que le texte officialise pratiquement la candidature de M. Rocard dans l'hypothèse où M. Mitterrand ne se représenterait pas. Il n'y a *évidemment*, dans le texte, pas *un* mot *qui* autorise une telle interprétation. Celle-ci est dans tous les têtes, pourtant, même si, en théorie, le texte peut conduire M. Rocard à soutenir M. Laurent Fabius, si tel était le choix des militants.

Les mitterrandistes ? Ils retiennent que M. Rocard s'engage à ne pas se présenter en dehors du parti, s'il n'est pas choisi par les socialistes, et, notamment, si M. Mitterrand est candidat. Là encore, ce n'est pas tout à fait écrit noir sur blanc, et les rocardiens se sont refusés, dimanche devant les caméras et les micros, à prononcer *une telle phrase*. Non qu'ils envisagent de voir M. Rocard couper les ponts avec le PS et se présenter quoi qu'il arrive. Mais leur méfiance nourrie par les années passées les incite à la prudence. Et surtout, M. Rocard ne peut faire une campagne de « demi-présidentiable ».

Aux termes de l'accord signé par les différents courants du PS, M. Rocard devrait, en effet, avoir les mains relativement libres, au prix cependant de certaines précautions : une précampagne présidentielle, oui, pourvu *qu'elle ne dise pas son nom* et qu'elle ne prenne pas une ampleur telle (la difficulté est qu'elle sera très longue) qu'elle finisse par peser sur l'opinion pour M. Rocard et contre une candidature Mitterrand.

Préserver la liberté d'action et de choix de M. Mitterrand constitue en effet, comme *toujours*, une préoccupation majeure des socialistes et de M. Jospin. A cet égard, la première version de la phrase de la contribution mitterrandiste souhaitant la candidature de M. Mitterrand était évidemment une bevure : elle réduisait le président au rang de candidat et de concurrent du député des Yvelines et en faisait, en outre, un enjeu et un arbitre des débats internes du PS.

Le PS, redevenu « raisonnable », laisse aujourd'hui le président libre de ses mouvements et de ses attaches. C'est le même raisonnement *qui a* poussé les mitterrandistes et M. Mauroy à refuser à MM. Chevènement et Poperen une formulation qui lierait les mains de M. Mitterrand et le sort de l'Assemblée nationale, après une éventuelle réélection en 1988.

Le président a encore une raison d'être satisfait : en laissant à M. Rocard *« toutes les chances de courir sa chance »* le cas échéant, le PS se plie, en fait, à la volonté présidentielle, *constamment* réaffirmée et, notamment à Brégançon, le 1[er] janvier dernier, devant plusieurs « barons » du PS.

Reste la question principale : que fera M. Mitterrand ? Sa décision devrait *intervenir le plus tard* possible et dépendra, avant tout, des cartes qu'il aura en main à ce moment-là. Pourtant, certains socialistes vont plus loin. La rumeur veut que le président ait fait savoir aux principaux protagonistes de la négociation qu'il *souhaitait la synthèse*. Des *députés* de M. Fabius y voient une preuve de la détermination de M. Mitterrand de se représenter, faute de quoi, disent-ils, il n'aurait pas eu une telle préoccupation. Cette démonstration semble bien, à défaut de certitudes, *s'apparenter à la méthode Coué* : comme M. Fabius a intérêt que M. Mitterrand se présente cette fois, là, autant essayer de se convaincre que c'est ce qu'il fera... Mais rien n'est moins sûr.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

Des renforts pour M. Chevènement ?

M. Georges Sarre, député de Paris et l'un des membres de *Socialisme et République*, a affirmé, le samedi 7 février, dans les couloirs du comité directeur du PS, que M. Philippe Sanmarco, député des Bouches-du-Rhône et chef de file de la minorité « defferriste » de ce département, rejoignait l'ex-CERES avec armes et bagages.

En fait, M. Sarre va un peu vite. Il est vrai que M. Sanmarco menace depuis quelque temps de rejoindre M. Jean-Pierre Chevènement si son courant d'origine, le courant A (mitterrandiste) ne lui reconnaît pas, face à M. Michel Pezet, homme fort de la fédération socialiste des *Bouches-du-Rhône, la place qu'il* juge être la sienne. L'évolution des négociations inquiète M. Sanmarco. Mais le député des *Bouches-du-Rhône*, qui devait réunir ses amis lundi, n'avait encore rien décidé dimanche.

Si M. Sanmarco vient chez M. Chevènement, il sera le troisième transfuge important, en quelques mois, qu'aura accueilli *l'ex-CERES, soutenu désormais* par M. Régis Debray, et rejoint par M. Max Gallo, ancien porte-parole du gouvernement.



grès de Lille

mis et sous-entend

Après le VPC2, le nouveau VPC2 de Victor. Dur, dur pour



Dur, très dur pour le nouveau VPC2 de Victor. D'un seul coup tout augmente : la puissance, la capacité disque, la vitesse, car le VPC2 de Victor utilise le microprocesseur 8086*.

* Marques déposées. ** Prix publics H.T. conseillés.

Il fonctionne sous système d'exploitation MS-DOS* version 3.

Seule chose qui n'augmente pas sur le VPC2 de Victor : le prix. Dans sa version 2 unités de disquettes, il ne coûte que 11990 F.** Dur de trouver l'équivalent chez

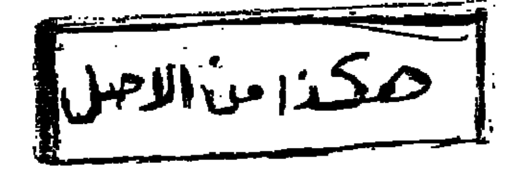
Facile par contre de trouver le VPC2 chez l'un des 650 revendeurs spécialistes Victor.

Deux unités de disquettes 360 Ko - 640 Ko RAM : 11990 F.**
Disque dur 30 Mo et une unité de disquettes 360 Ko - 640 Ko RAM : 18 990 F.**
Ecran monochrome graphique vert. En option : monochrome ambre ou "paper white", couleur graphique ou couleur ECD (EGA).

Victor Technologies - BP 209 - 92502 Rueil-Malmaison cedex.
Tél. : (1) 47.52.22.22.
Nom : Fonction :
Société :
Adresse : Tél. :
Application :
LM/2/40

VICTOR

Comme moins cher qu'



Politique

M. Jacques Chirac et la reconquête de l'opinion

Au « Club de la presse » d'Europe 1, dimanche 8 février, comme la veille devant le comité central du RPR, M. Chirac a affirmé que « rien » ne le détournerait de son objectif de redresser l'économie nationale.

Il a précisé que les négociations sociales porteraient désormais sur les conditions de travail puisque la lutte contre l'inflation interdit d'accorder des augmentations de salaire supérieures au maintien du pouvoir d'achat. Il a confirmé qu'en 1988 le gouvernement réduirait encore le déficit budgétaire et diminuerait la pression fiscale.

Un message « qualitatif »

LA semaine dernière devant le groupe parlementaire et devant le bureau politique du RPR, puis, samedi *7 février,* devant le comité central de son parti, et, dimanche, lors du Club de la presse d'Europe 1, M. Chirac — qui a dû faire face à la grogne et à l'insatis*faction d'une partie du RPR* — a martelé le même message. Etant en charge de la conduite du gouvernement, il n'a qu'un objectif : *« Redonner à la France sa puissance économique »,* avant d'en partager les fruits. Quant à l'accentuation de la politique sociale du gouvernement, elle consiste désormais à discuter avec les partenaires davantage du « qualitatif », à l'exclusion du « quantitatif ».

Rien ne détournera M. Chirac de ces objectifs, et surtout pas les *réflexions de « ceux qui sont à l'extérieur et font tomber leur sagesse ».* Cette furtive allusion aux commentaires des barristes rejoint le refus poli mais implicite opposé à l'instauration d'un quinquennat que souhaite M. Giscard d'Estaing, *« sujet qui ne s'impose pas tout de suite ».* Le premier ministre, enfin, a apporté des non-réponses officielles aux questions concernant les négociations sur les otages, son rôle dans la privatisation de la télévision, son jugement sur l'affaire *Chalier, et enfin la polémique* interne à l'UDF pour l'élection du président de la commission des affaires étrangères à l'Assemblée nationale.

En revanche, toutes ses déclarations — et notamment celles d'Europe 1 — ont été émaillées d'allusions, ou de piques souvent cruelles dirigées contre les socialistes, sans toutefois jamais mentionner le président de la République ni dans sa personne ni dans sa fonction.

C'est toutefois une condamnation sans appel de la gestion socialiste pendant les cinq dernières années qu'a prononcée M. Chirac, c'est-à-dire la dénonciation d'une politique cautionnée et inspirée par M. Mitterrand. Tour à tour, ont ainsi été mis au passif du gouvernement socialiste les destructions d'emplois, la *« dégradation »* de la situation, *« le pays en déclin »,* les chaînes de télévision *« vendues en douce », « les officines socialistes »,* etc. Pour mieux accentuer le contraste, le premier ministre a souligné les résultats des élections partielles favorables à la majorité depuis dix mois, le *« fabuleux » succès des privatisations,* le faible niveau de l'inflation, le redémarrage de l'investissement, de la production intérieure et... du commerce extérieur.

M. Chirac, en ce début de février esquisse ainsi les grands axes d'une campagne électorale présidentielle, destinée à reconquérir l'opinion et qui voudrait se nourrir des résultats de son action à la tête du gouvernement... A moins qu'elle n'en pâtisse.

ANDRÉ PASSERON.

Au comité central du RPR

« Ni inquiet ni honteux »

Devant le comité central du RPR qui, le samedi 7 février, se réunissait pour la troisième fois depuis les élections du 16 mars (après les réunions du 5 juillet et du 6 novembre), M. Jacques Chirac a affirmé qu'il était animé de *« sérénité et de détermination »* et qu'il n'était *« ni inquiet ni honteux ».* Il a souligné que la majorité et le gouvernement, ainsi que chacun d'entre, eux étaient *« solidaires quelles que soient les contraintes dues à la préparation des échéances électorales ».*

Quant à la cohabitation, il a estimé qu'elle donnait lieu à *« un débat absurde »* car *« que l'on soit pour ou contre, elle est obligatoire »* ajoutant : *« Ce n'est pas toujours facile, mais le gouvernement gouverne conformément au génie des institutions et aux vœux des électeurs. »*

Et tirant le bilan de son action, il a affirmé : *« Aucun gouvernement n'a, en si peu de temps, fait autant de choses qui transforment la société. Pour la première fois dans la Ve République, les résultats des élections partielles confirment depuis dix mois la dégradation de l'opposition. Le gouvernement a d'autant plus de raisons de continuer qu'il a ouvert la voie à la plus profonde réforme de société qui soit, celle de la participation. Les privatisations ne viennent-elles pas de montrer que les Français deviennent vraiment propriétaires des richesses nationales ? »*

En conclusion, M. Chirac a appelé les militants du RPR à *« convaincre tous les Français d'adhérer au projet de la majorité »,* à *« se défier des petites phrases des uns ou des autres »* car *« la France ne doit être gouvernée ni à gauche, ni à droite, ni au centre, mais autour des intérêts supérieurs »* et, enfin, à *« faire de 1987 un grand cru pour le RPR en redoublant de combativité, de souffle et de volonté ».*

M. Jacques Toubon, secrétaire général du mouvement, a aussi affirmé que, *« malgré la cohabitation le gouvernement a accompli une tâche incomparable ».* Il a souhaité qu'il tienne davantage compte de l'attitude de la société française, car, *« si elle se veut dynamique, elle reste aussi sur la défensive. Il faut donc la faire bouger mais sans la braquer ».*

Devant les membres du comité central parmi lesquels se trouvait M. Jacques Chaban-Delmas, M. Patrick Devedjian, *député* des Hauts-de-Seine, secrétaire national aux fédérations, a présenté une synthèse des rapports des assemblées de circonscriptions réunies depuis le 15 décembre. Selon ses conclusions, les militants RPR *« auraient été excédés par certains comportements de M. Mitterrand et par les commentaires des médias et notamment de la télévision lors des récents événements ».* Ils ont aussi critiqué la politique de communication du gouvernement. Ils sont donc maintenant *« déterminés à se mobiliser ».*

Les prochaines assises nationales du RPR ont été en définitive fixées au samedi 23 et au dimanche 24 mai, à la porte de Versailles, à Paris.

Au « Club de la presse » d'Europe 1

« Quand on va au charbon, on se salit »

M. Jacques Chirac, invité du « Club de la presse » d'Europe 1, le dimanche 8 février, a expliqué que son objectif est de *« redonner à la France sa puissance économique ».* Se référant à la politique menée par Georges Pompidou dans les années 60, le premier ministre a déclaré qu'un *« effort de réindustrialisation »* est indispensable après la *« phase de désindustrialisation »* due à la gestion socialiste et marquée par la perte de sept cent mille emplois de 1981 à 1985. M. Chirac a admis, toutefois, que la grande industrie moderne n'est pas créatrice d'emplois et que *« le traitement social du chômage s'imposera encore pendant quelque temps ».*

Cette politique, a dit M. Chirac, permet de maintenir le pouvoir d'achat, mais non de l'améliorer, toute augmentation des salaires risquant de relancer l'inflation. *« Chaque fois qu'on augmente d'un point les salaires de ceux qui travaillent, on crée entre soixante mille et quatre-vingt mille chômeurs »,* a affirmé le premier ministre. Aussi le dialogue social, qui est *« une nécessité »,* doit-il porter sur *« l'aspect qualitatif du travail »,* a-t-il souligné.

Estimant que *« toute politique de redressement implique forcément de créer, ici ou là, des mécontentements »,* M. Chirac a déclaré : *« Quand on va au charbon, on se salit. Je n'ai pas peur de me salir pour la bonne cause. Que cela se traduise par quelques critiques à mon égard, c'est évident et, de la part de ceux qui sont à l'extérieur du système et peuvent faire tomber leur sagesse, c'est normal ; ils n'ont pas les mêmes difficultés et handicaps. Ce qui m'intéresse, c'est que, après dix mois au pouvoir, une majorité, la nôtre, n'a pas diminué son impact (...). Malgré les critiques exprimées à l'égard du gouvernement, et dont j'assume l'essentiel, l'image de la gauche et du PS ne s'améliore pas. La dégradation de l'image de marque de la gauche a été très profonde, et c'est pour cette raison-là que je ne crains pas la gauche. »*

Interrogé sur la situation dans la majorité et sur le problème posé par la candidature de M. Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, poste revendiqué par M. Bernard Stasi (CDS), M. Chirac a déclaré : *« Ce n'est pas la responsabilité ni le rôle du premier ministre que de trancher dans des affaires qui concernent le Parlement et, au Parlement, une moitié de la majorité (...). J'encouragerai vivement tous les commissaires de la majorité à voter pour le candidat de l'UDF (...). L'accord prévoit, en effet, que c'est l'UDF qui doit présenter un candidat (...). Je n'ai pas à m'ingérer dans les affaires de l'UDF. »*

Le premier ministre estime que la réduction du mandat présidentiel, souhaitée par M. Giscard d'Estaing et à laquelle il est *« plutôt favorable »,* n'est pas un sujet qui *« s'impose tout de suite ».*

La pré-campagne présidentielle

(Suite de la première page.)

Les ministres et dirigeants du CDS sont très attentifs au combat engagé par l'un des leurs, M. Bernard Stasi, pour la conquête, avortée à l'automne dernier, de la présidence de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale. M. Chirac a beau s'en laver les mains — ce n'est pas, dit-il, de sa responsabilité — les centristes le rappellent au respect de la parole donnée.

Dernier argument dont dispose M. Chirac afin de nourrir son message *« de confiance et d'espoir »* : le rapport des forces droite-gauche n'a pas changé dans le pays depuis les élections législatives du 16 mars 1986. Il se fonde sur les résultats des élections cantonales partielles. Jusqu'à présent, les électeurs ne l'ont pas démenti. Le dernier sondage BVA — *Paris-Match* (*le Monde* du 6 février), qui tempère cette vision optimiste, demande confirmation : le rapport des intentions de vote aux législatives s'établit à 51 % (droite et extrême-droite) contre 46 % (gauche), soit cinq points d'écart au lieu de sept au mois de décembre. L'assurance du premier ministre ne doit pas cacher non plus que l'évolution de l'électorat de la droite est marquée, dans la perspective de l'élection présidentielle, par un transfert vers M. Barre au détriment de M. Chirac.

« Acceptez de devenir premier ministre avec M.. à l'Elysée. Si vous allez à Matignon et que vous échouez, vous ne serez pas président. Mais si vous n'y allez paz, vous ne le serez jamais ! », disait M. Edouard Balladur à M. Chirac, avant les élections législatives, alors que ce dernier hésitait encore. Rallié à cette analyse, M. Chirac en a accepté le premier risque, celui de laisser le champ libre à M. Barre.

Aujourd'hui, M. Chirac en est réduit à offrir aux Français une resucée des grands classiques du combat politique : la dénonciation de l'action désastreuse de ses méchants prédécesseurs, responsables de tous les malheurs d'une France qu'il convient de redresser par une action rédemptrice, évidemment impopulaire. La prestation du premier ministre au « Club de la presse » en porte témoignage : ce sont les socialistes qui ont détruit le tissu industriel du pays, vendu les télévisions *« à leurs copains »* et pris toutes sortes d'initiatives *« porteuses de misères »,* pour ne parler que de la partie la plus visible de l'*l'héritage ».*

Ainsi les socialistes servent encore à quelque chose. M. Chirac n'a pas perdu tout espoir d'en tirer quelque bénéfice supplémentaire, surtout s'ils relancent « la guerre des ambitions ». Il en faut peu pour que, de « grands garçons », les socialistes redeviennent « galopins ». Déjà M. Laurent Fabius, candidat depuis toujours et pour toujours, affirme que ce qui vaut pour M. Rocard vaut aussi pour lui, et n'exclut pas de briguer l'Elysée dès 1988. Logiquement M. Chevènement devrait dire que ce qui vaut pour M. Fabius vaut aussi... et ainsi de suite. Il y a encore de beaux jours, malgré tout, pour M. Chirac.

JEAN-YVES LHOMEAU.

Selon l'« International Herald Tribune »

L'image du « nouveau défi »

Sous le titre *« L'hiver du mécontentement en France »* l'*International Herald Tribune* consacre quatre pages spéciales à la situation française. *« Près d'un an après avoir regagné le pouvoir pour la droite, le premier ministre Jacques Chirac a désormais un sérieux problème d'image qui menace son avenir politique à long terme »,* écrit le quotidien, qui estime que le redressement de cette image est *« le nouveau défi »* auquel est *confronté le premier ministre.*

Le *Herald Tribune* souligne encore que, pendant la succession des crises, *« M. Mitterrand a montré peu de désir d'exploiter les malheurs de son rival »* et attribue cette attitude au fait que le président de la République *« veut que M. Chirac reste le leader de la droite »,* ne serait-ce que parce qu'il pense que, dans une élection présidentielle, *« M. Chirac sera plus facile à battre que l'autre candidat vraisemblable de la droite, Raymond Barre ».*

Le quotidien s'interroge aussi sur la capacité de la France, *« vieille nation rurale »,* à entrer dans l'ère moderne de la compétition, à *« remuer »* ses habitudes commerciales. Il souligne aussi que *« les grèves ont porté atteinte à la confiance dans le programme de réforme du gouvernement »* et que les hommes politiques comme les hommes d'affaires *« décrivent l'année 1987 comme médiocre ».*

Enfin, dans un article sur la Bourse, le *Herald Tribune* estime que l'image d'une place financière sud-européenne, *« comme l'Italie ou l'Espagne croissant rapidement mais étroite et risquée »* fait place peu à peu à quelque chose de *« plus sérieux ».* Avec les privatisations, *« Paris est le seul marché qui reste haussier en Europe »,* selon un analyste financier britannique.

En Polynésie française

M. Léontieff pourrait remplacer M. Flosse à la tête de l'exécutif

Le successeur de M. Gaston Flosse à la présidence du gouvernement de la Polynésie française, devrait être élu le jeudi 12 février, par l'Assemblée territoriale. Le mieux placé paraît être M. Alexandre Léontieff, deputé RPR du territoire, qui occupait le poste de ministre de l'économie, du Plan, du tourisme et de la mer, dans le gouvernement sortant, dont les membres se sont démis, samedi, de leurs fonctions en même temps que leur chef de file. Interrogé sur la démission de M. Flosse, dimanche soir, au « Club de la presse d'Europe 1 », le premier ministre a déclaré : *« Je ne suis pas resté tout à fait étranger à cette affaire. L'effort important que j'entends mener pour redresser l'image de marque de la France dans le Pacifique-sud implique de la part du ministre chargé de ce secteur une disponibilité que ne permet pas le fait d'être en même temps président du gouvernement territorial polynésien. J'avais dit depuis longtemps à M. Flosse que l'importance de sa fonction justifierait qu'il prenne quelques distances avec le quotidien en Polynésie. C'est ce qu'il a fait. Je trouve cela très bien. Je ne l'ai pas obligé. »*

Depuis plusieurs semaines, les nombreuses critiques suscitées en Polynésie par les méthodes personnelles de M. Flosse, qui exerçait dans le territoire un pouvoir quasi absolu, créaient une forte gêne à l'intérieur même du gouvernement et dans les relations entre l'Elysée et l'hôtel Matignon (*le Monde* daté 8-9 février).

PAPEETE
Correspondance

C'est devant près d'un millier de fidèles de son parti, le Tahoeraa Huiraatira (Rassemblement populaire), réunis à Pirae, la commune dont il est maire, que M. Gaston Flosse a annoncé samedi 7 février qu'il renonçait à ses fonctions de président du gouvernement territorial. L'homme fort de la Polynésie française, qui dispose de la majorité absolue à l'Assemblée territoriale et qui était à la fois secrétaire d'Etat et chef de l'exécutif local, a tranché en faveur de la *rue Saint-Dominique,* sur l'insistance, a-t-il précisé à ses militants accablés, du premier ministre.

Le message de M. Chirac, qu'il a lu en public, lui laissait peu de latitude. Le premier ministre lui a pratiquement dicté sa décision : *« Ta présence à Paris et les voyages nécessaires que tu devras effectuer chez nos grands partenaires, ainsi que la mission de contacts et de coopération avec tous les Etats de la zone t'imposeront des contraintes qui ne sont sans doute pas compatibles avec l'exercice quotidien de tes responsabilités à la tête du gouvernement de la Polynésie. J'imagine le sacrifice que tu acceptes, et je t'adresse, en mon nom personnel et au nom de mes collègues du gouvernement, mes sentiments de reconnaissance et d'estime. »*

Les observateurs ont aussitôt noté que le mot « *amitié* » avait disparu du message de M. Chirac, qui appelait naguère M. Flosse son « *frère* ».

En fait, le renoncement de M. Flosse est la conséquence d'une crise sociale qui empoisonne la vie du territoire depuis plusieurs mois.

Fin août, des transporteurs avaient paralysé l'île de Tahiti pendant toute une journée et dès lors les signes d'échauffement se multiplièrent. En novembre et décembre, les trois semaines de grève des dockers entamèrent le crédit du gouvernement territorial. Simultanément, le syndicat majoritaire, descendu dans la rue, avait imposé à M. Flosse une révision des accords sociaux, dont il avait fait la pierre angulaire de sa politique.

Souvent absent, le président parvenait à des compromis qui finirent par dresser contre lui toutes les forces vives du territoire, et surtout ceux qui l'avaient porté au pouvoir, le patronat local et les syndicats réformateurs.

Un fusible

Cette dégradation générale du climat social a été amplifiée par la politique économique dirigiste initiée localement par M. Patrick Peaucellier, un ministre territorial jugé maladroit et peu expérimenté par les chefs d'entreprise.

Deux clans s'étaient alors formés au sein du Tahoeraa Huiraatira : un courant libéral, aligné sur la politique nationale et animé par M. Alexandre Léontieff, l'un des deux députés RPR, et le clan formé par les conseillers les plus proches de M. Flosse.

Deux événements ont ensuite servi de détonateur à la crise. D'une part la spectaculaire visite faite par M. Flosse, entouré de ses ministres, à M. Guy Sanquer, conseiller territorial, incarcéré à la prison de Nuutania dans le cadre d'une enquête sur un détournement de fonds, (*le Monde* du 20 janvier), et, d'autre part, la nouvelle poussée de *fièvre des dockers, qui depuis plus* de dix jours ont de nouveau fermé le port de Papeete au trafic maritime.

Les dockers réclamaient la démission de M. Flosse, tandis que le patronat, lui, dénonçait *« la stratégie de pourrissement de la situation ».* C'était la première fois que le patronat mettait en cause ouvertement les compétences politiques et économiques de *M. Flosse. L'opposition,* de son côté, avait relayé les rumeurs d'affairisme qui circulaient à l'endroit du secrétaire d'Etat.

Ainsi isolé, M. Flosse a préféré passer la main et laisser à ses successeurs la tâche de calmer les dockers et de négocier avec eux la réouverture du port.

Trois hommes se disputent son héritage : M. Léontieff, mais aussi le second député RPR, M. Edouard Fritch, gendre de M. Flosse, et M. Jacky Teuira, président de l'Assemblée territoriale, cofondateur du Tahoeraa Huiraatira. L'opposition, le patronat et les syndicats soutiennent la candidature de M. Léontieff, personnalité modérée, partisan d'un apaisement politique et d'une trêve dans la boulimie réglementaire du territoire.

Dans l'immédiat, on s'accorde à estimer, ici, que Paris a préféré sacrifier le fusible Flosse pour éviter le pire dans la perspective de la prochaine élection présidentielle.

En gage d'apaisement, les dockers ont décidé lundi de reprendre le travail au port de Papeete, où près de dix bateaux attendaient d'être déchargés. Ironie ou bégaiement de l'histoire tahitienne : c'étaient les dockers qui avaient déjà fait chuter en 1982 le conseil de gouvernement présidé à l'époque par un rival de M. Flosse.

REPÈRES

Education

Deux professeurs réhabilités à Aix-en-Provence

Le tribunal administratif de Marseille a annulé une décision du ministre de la défense, prise le 23 mai 1986, mettant fin au détachement au lycée militaire d'Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône) de deux professeurs de chaire supérieure de lettres et d'histoire, MM. Claude Maignant et Roland Warin. Cette décision faisait suite à une campagne de dénigrement organisée par des élèves et des parents de l'établissement, accusant ces enseignants de dispenser un enseignement *« trop universitaire »* et ne répondant pas *« aux nécessités du concours d'entrée à l'école spéciale militaire de Saint-Cyr-Coëtquidan »*. Les deux professeurs avaient dénoncé le climat créé dans le lycée par des élèves d'extrême droite, ouvertement partisans de l'idéologie nazie (*le Monde* des 26 et 31 juillet 1986).

Le tribunal a estimé que cette décision avait été prise *« en violation des droits de la défense »*, car *« l'administration n'avait pas communiqué les pièces de leurs dossiers aux intéressés »*, et notamment une lettre adressée au ministre de la défense par le proviseur, le censeur et des professeurs, *« dont les termes n'ont pas manqué (...) d'exercer une influence déterminante »* sur sa décision.

Médecine

Grève à l'hôpital de Villejuif

Le personnel du centre hospitalier spécialisé de Villejuif (CHS), un des plus importants établissements psychiatrique d'Ile-de-France, est en grève depuis le jeudi 29 janvier, ce qui oblige à diriger les patients vers d'autres hôpitaux. Ce mouvement, organisé à l'appel de la CGT, de la CFDT et du comité d'action, touche l'ensemble du personnel administratif, technique, les infirmières et les aides-soignants, à l'exception des médecins.

Les grévistes demandent le maintien des tarifs en vigueur pour la crèche d'entreprise, la budgétisation d'environ 80 postes vacants, l'augmentation du nombre d'élèves-infirmières en promotion (60 au lieu de 25). – *(Corresp.)*

Grenoble

Un rocher à pulvériser

Les sapeurs-pompiers de Grenoble préparent le démantèlement d'un rocher de la Bastille qui culmine près du fort Rabot, en pleine ville, parce que le gel et la pluie auraient déstabilisé la masse de roche qui pèse des centaines de tonnes. Trois maisons situées en contrebas ont été évacuées dimanche 8 février. Les artificiers ont commencé à extraire des carottes de la roche pour y placer des charges explosives. Si tout va bien, le rocher menaçant devrait être pulvérisé mardi ou mercredi.

Une rencontre publique à Toulouse

Catholiques et francs-maçons tentent d'exorciser le passé

« *Condamnations ou malentendu ?* » : un colloque inédit a eu lieu, les 7 et 8 février à Toulouse, sur l'histoire des relations entre l'Eglise catholique et la franc-maçonnerie. Il était organisé conjointement par le Service Incroyance Foi (SIF), *dépendant de la hiérarchie* catholique française, et par l'Institut d'études et de recherches maçonniques (IDERM), fondé par le Grand-Orient de France.

TOULOUSE
de notre envoyé spécial

Si elle est équitable, la petite histoire de France retiendra le nom du lycée technique Déodat-de-Séverac à Toulouse, comme témoin du dégel des relations entre catholiques et francs-maçons. C'est là qu'à la fin des années 60 s'est nouée une amitié entre quelques professeurs : Henri Martin et Paul Dedieu, qui devinrent tous les deux grands maîtres adjoints du Grand-Orient de France (GODF), et Paul Pistre, une belle nature toulousaine, « catho » de la laïque et militant de la Paroisse universitaire.

On retrouve ces trois hommes à l'initiative d'un colloque sans précédent, organisé en dehors des appareils, mais béni par eux, portant sur le sujet tabou des rapports entre l'Eglise catholique et la franc-maçonnerie.

Toulouse, vieille métropole maçonnique, compte aujourd'hui trente-six loges. Dans cette région de tradition anticléricale, il n'est pas rare de pratiquer les « tenues blanches » *ouvertes à des non-initiés.* Bien sûr, on y invite surtout les hommes politiques locaux, mais aussi, dans des villes comme Bayonne, Carcassonne ou Foix, des prêtres, des pasteurs ou des rabbins. En retour, des maçons sont invités à des réunions catholiques.

« De contacts d'homme à homme, on est passé à un dialogue, souvent informel, de groupe à groupe », dit Paul Pistre. Les rencontres dans les loges où se trouvent des catholiques (dans une proportion qu'il est impossible d'estimer), dans les associations, les organismes humanitaires, les syndicats et les partis, déminent un terrain labouré par une longue histoire d'anathèmes. Le 15 novembre 1985, la signature par toutes les autorités religieuses et les obédiences maçonniques du pays d'un appel commun à la fraternité contre le racisme a représenté un grand pas en avant.

Le colloque de Toulouse avait été précédé d'une large publicité dans les temples maçonniques et les paroisses de la ville. Toutes les loges avaient été invitées. Obédience réputée la plus éloignée de l'Eglise, le GODF avait délégué son grand maître adjoint, M. Jacques Léglise, et plusieurs de ses conseillers. Le grand maître de la Grande Loge symbolique d'Espagne avait lui-même fait le déplacement. Sur deux cents participants, on notait une vingtaine d'ecclésiastiques (l'archevêque de Toulouse avait envoyé son vicaire général) et une légère majorité de maçons, surtout des universitaires.

L'exercice historique auquel ils se sont livrés n'était pas de pure forme. L'idée progresse en effet qu'un dialogue authentique entre les catholiques et les maçons ne peut plus faire l'économie d'une confrontation avec le passé. De ce point de vue, l'un des rapports les plus neufs a été présenté par un jésuite espagnol, le Père Ferrer-Benimelli, venu de l'université de Saragosse expliquer le caractère tout à fait politique – et fort peu inspiré par la théologie – des premières condamnations romaines, celles de Clément XII (1738) et de Benoît XIV (1751).

Comme les autres princes de l'époque, ces deux papes estimaient avoir tout à redouter d'associations maçonniques venues d'Angleterre, cultivant le goût du secret et soupçonnées d'hérésie parce qu'elles accueillaient sans distinction toutes les nuances philosophiques et religieuses de l'époque (1). Si elles ont donné naissance à une littérature anti-maçonnique qui aboutira aux pires excès, ces condamnations pontificales sont tombées à plat dans la France gallicane du dix-huitième siècle, qui était déjà à des années-lumières du discours inquisitorial régnant encore au Portugal, en Espagne et en Italie. Il faudra la tourmente révolutionnaire pour écarter des loges les trois mille à trois mille cinq cents prêtres et religieux qui s'y trouvaient avant 1789 et des catholiques déjà frappés d'excommunication. Les hostilités iront *crescendo*. La suite est davantage connue.

Mises en garde sur l'incompatibilité

On ne parle plus aujourd'hui de messes noires, de profanation des hosties ou de satanisme. Mais des sujets de contentieux demeurent à propos de l'école ou des pressions reprochées au pape et à la hiérarchie sur les libertés morales et sexuelles des individus et les lois du pays. Des maçons essuient encore des refus lorsque, par exemple, ils demandent à l'Eglise, pour l'un des leurs, des obsèques religieuses.

Ils affirment surtout ne plus savoir à quoi s'en tenir quant à l'attitude de Rome à leur égard. La dernière édition du droit canon (1983) a supprimé le célèbre canon 2235, excommuniant *ipso facto* tout franc-maçon, accusé de comploter contre l'Eglise. Mais en 1983 et 1985 deux mises en garde de la Congrégation romaine pour la doctrine de la foi sont venues rappeler l'incompatibilité entre l'appartenance à l'Eglise et à la franc-maçonnerie.

Le temps joue-t-il en faveur de la conciliation ? C'est ce que croit Paul Pistre, qui fait le parallèle avec l'attitude de l'Eglise à l'égard de l'adhésion de ses fidèles au Parti communiste : *« Nous menons le même combat que les maçons pour l'homme. Je connais des catholiques maçons qui vivent déchirer par leur double fiabilité. »*

Secrétaire national du Service Incroyance Foi, le Père Xavier Nicolas a lancé un appel, à la fin du colloque de Toulouse, à une meilleure compréhension de la part de Rome : *« Plus que comme un retrait, je vois dans les dernières décisions du Vatican l'expression d'une peur qui s'emparerait de l'institution ecclésiastique, peur d'une perte d'identité chrétienne, peur des déplacements culturels en cours. Nous sommes nombreux à penser qu'il est impossible que le dialogue commencé, le mouvement amorcé, puissent s'arrêter. »*

HENRI TINCQ.

(1) « Maçonnerie, Eglise et Lumière », l'importante thèse du Père Ferrer-Benimelli n'a toujours pas été traduite en français.

Les « coordinations » d'instituteurs appellent à la grève les 10 et 12 février

Les différents regroupements d'instituteurs hostiles au décret sur les maîtres-directeurs, qui avaient vu le jour à Paris et en province sous le nom de « coordinations » ont fait leur jonction samedi 7 février à Paris. Venus de huit départements de l'Ile-de-France et de vingt autres de province, une centaine de délégués se sont érigés en « coordination nationale des instituteurs en lutte ».

Leur assemblée, réunie samedi et dimanche à l'école normale des Batignolles à Paris, appelle à une grève nationale dans les écoles, les mardi 10 et jeudi 12 février, soit la veille et le lendemain de la manifestation nationale pour laquelle les syndicats d'instituteurs mobilisent également.

La coordination parisienne, créée voici un mois par une poignée d'instituteurs, essentiellement des militants du SGEN-CFDT et de la tendance Ecole émancipée du SNI (proche de la Ligue communiste révolutionnaire), a confirmé que son audience s'étendait, au-delà, à des instituteurs déçus par la prudence du SNI (largement majoritaire dans la profession) et par des non-syndiqués.

Comme mercredi dernier, la coordination aura son cortège spécifique dans la manifestation du 11 février. Elle donne rendez-vous à ses sympathisants à midi, à l'angle de la rue de la Paix et de la place de l'Opéra. Elle répond ainsi au secrétaire général du SNI, M. Jean-Claude Barbarant, qui s'était posé, jeudi, en organisateur de la manifestation où, avait-il précisé, *« les minoritaires ou les marginaux »* (la coordination, NDLR) pourraient cependant défiler. De son côté, M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, a estimé dimanche qu'*« un accord est possible sur les maîtres-directeurs si chacun y met du sien »*.

Plusieurs manifestations de parents et d'instituteurs contre le statut de maître-directeur et contre les suppressions de postes ont eu lieu, samedi 7 février à Bobigny (Seine-Saint-Denis), à Rennes, sur le barrage de la Rance (Ille-et-Vilaine) et à Quimper (Finistère), où, selon la police, quatre à cinq mille personnes ont défilé. A Loudun (Vienne), dont le maire est M. René Monory, huit cents manifestants ont bloqué la circulation, nous signale notre correspondant, avant de manifester *« contre l'empoisonneur de Loudun »* et son *« décret à l'arsenic »*.

● **Manifestation antinucléaire à Paris.** – Quelque deux cents personnes ont manifesté, samedi 7 février, place de la Concorde à Paris, contre les explosions nucléaires américaines et françaises à l'appel du Mouvement de la paix, une organisation proche du PCF. Des manifestants ont déposé une protestation à l'ambassade des Etats-Unis et signé la pétition du Mouvement de la paix qui réclame l'arrêt des expériences nucléaires et proteste contre la « militarisation de l'espace ».

Après la manifestation d'étudiants et de lycéens du 4 décembre

Les blessures oubliées

Que sont devenus les manifestants gravement atteints par des grenades lacrymogènes place des Invalides ? Leur état de santé reste préoccupant et leurs familles continuent d'osciller entre le désarroi et la colère

De son porte-monnaie, Mme Rose Berthet sort une médaille argentée, *qu'elle garde comme une relique*, un talisman aujourd'hui inutile. C'est la médaille du marathon de Reims, couru par son fils Patrick au mois d'octobre dernier. Octobre, si loin déjà.

Patrick Berthet, un postier âgé de vingt-huit ans, était allé place des Invalides, à la manifestation des étudiants et lycéens, le 4 décembre. Moins sans doute pour la manifestation que pour le concert prévu. *« Il y avait des chanteurs qu'il aimait »*, dit sa mère. Et puis, ce jour-là, sans que les circonstances exactes soient parfaitement connues, Patryck y a laissé une main, arrachée par une grenade lacrymogène. A-t-il voulu la ramasser pour la rejeter plus loin ? C'est le plus vraisemblable. *« C'est un sportif, mon fils. Enfin... c'était. Alors, quand la grenade lui est arrivée, en sifflant, dans les pieds, il a pensé à protéger ses jambes, et il a dû vouloir la chasser de la main. »*

Après deux semaines d'hôpital et un mois et demi passé dans un centre de rééducation, le jeune homme est rentré chez lui, seul dans son F 2, quelque part dans la banlieue parisienne. Une prothèse provisoire, *« une main qui ne bouge pas, une main qui ne sert à rien »*, a été fixée à son moignon, qui n'est pas encore cicatrisé. Dans l'appartement, il y a son vélo de course et, en bas, dans la rue, sa voiture. Aussi inutiles l'un que l'autre. Depuis six ans, Patrick Berthet était préposé aux PTT. *« Que va-t-il devenir maintenant ? »*, s'interroge sa mère.

A l'horreur de la main perdue s'ajoutent tous les soucis matériels. *« On m'a dit que, pendant trois mois, il toucherait son traitement, moins les primes. Puis la moitié seulement pendant quelques temps*, dit sa mère. *Et après, comment pourra-t-il reprendre son travail ? »* Il doit réapprendre à écrire, il faudrait équiper sa voiture d'un système particulier, payer une nouvelle prothèse : *« C'est aussi mal remboursé que les lunettes. cela coûte entre 20 000 et 25 000 francs. Il faut la changer presque tous les ans. »*

Grenade en pleine tête

Cette petite femme est au-delà du chagrin. Ses larmes coulent sans qu'elle y puisse rien. Elle tremble comme si elle était constamment glacée. Comment faire face ? Elle est seule, sans beaucoup de ressources, elle aussi est employée aux PTT et complètement dépassée par les événements. Jamais elle n'a fait de politique. Des manifestations, jusque là, elle n'en savait que ce qu'elle voyait à la télévision.

« Pour moi, les grenades lacrymogènes, c'était fait pour disperser les gens, pas pour les blesser. » Elle en a appris des choses, depuis plus de deux mois. Elle a lu le nom de son fils dans la presse, constaté que des journalistes pouvaient s'infiltrer en douce dans une chambre d'hôpital, découvert ce qu'étaient une plainte, *une caution*, un avocat. Aujourd'hui, elle se procure des livres de médecine. Timidement, sans trop y croire, elle fait aussi l'apprentissage de la solidarité.

Ce 4 décembre, sur l'esplanade des Invalides, deux autres blessés graves ont été relevés par les secouristes, tous deux avaient reçu en pleine tête une grenade lacrymogène : *Jérôme Duval*, dix-huit ans, élève en 1re B au lycée Maurice-Ravel, à Paris, et François Rigal, vingt et un ans, étudiant en géographie à Brest. Pendant quelques jours, leur bulletin de santé a été diffusé. Puis les nouvelles ont été meilleures et on n'a plus parlé d'eux. On pouvait croire qu'ils allaient bien.

« La santé de nos enfants est fluctuante », se contente de répondre Maurice Duval, le père de Jérôme, professeur d'ethnologie à Paris-VIII. Récemment, il a même pris le soin de photocopier un petit mot : *« Jérôme a été réhospitalisé et ne peut actuellement recevoir ni courrier ni visite (...) Il semble que son état de santé nécessite une distanciation par rapport à ce qu'il a vécu. »*

La boîte crânienne enfoncée, les os du nez brisés, le maxillaire supérieur fracturé, Jérôme Duval a été opéré le 18 décembre. Puis il a quitté l'hôpital le 30 décembre. Le 18 janvier, il était à nouveau hospitalisé. Il n'est toujours pas rentré chez lui, ni bien sûr, au lycée : il vient d'être admis dans un centre de convalescence, où, *doucement*, ses parents espèrent qu'il va reprendre ses études.

Après plus de deux mois d'hôpital, François Rigal a regagné, samedi 7 février, en ambulance, le domicile de sa mère. Il a perdu un œil et subi quatre opérations. La dernière a duré sept heures trente. L'arcade sourcilière et le nez ont été refaits. Les chirurgiens ont pratiqué une greffe de la dure-mère et une greffe osseuse. Mais surtout, il ont tenté d'interrompre un important écoulement du liquide céphalo-rachidien. Pour le moment, il n'y ont que partiellement réussi. Pendant quelques jours, il a été hémiplégique et, durant plusieurs semaines, les machoires bloquées par des tiges métalliques, François n'a pu absorber d'aliments solides. Trachéotomisé, il s'est longtemps exprimé à l'aide d'une ardoise.

Officiellement, personne n'avait prévenu les parents que leurs enfants avaient été blessés. La radio, un journaliste ou un copain s'en sont chargés. La rumeur, insistante, au beau milieu des manifestations étudiantes, a même couru, de la mort de François Rigal.

Au choc, à la douleur, aux mutilations, l'on réagit comme on peut. *« Les dix premiers jours, le pronostic des médecins était réservé : ils craignaient à tout moment un risque d'infection. Une méningite. Chaque heure qui passait était une petite victoire. Jusqu'à présent, j'ai réussi à ne pleurer que lorsque je suis seul. Pour les croyants, il y a la prière. Pour les autres, l'humour et la rage. »* Denis Rigal, professeur de littérature anglo-américaine à l'université de Brest, est plutôt de ceux-là. Et ce petit homme maigre mais chaleureux sourit en rappelant la phrase du poète américain Allen Ginsberg : *« La vie est un tas de merde, et il faut la prendre à poignée. »*

« Obsédé par la mort »

Maurice Duval, lui, a très activement animé le comité des familles des blessés des manifestations (1), répondu tous azimuts aux centaines de lettres venues des quatre coins de France, de Belgique et même du Burkina-Faso. Denis Rigal, rejoint par Mme Berthet, Benamar, l'un des frères de Malik Oussekine, mort sous les coups des policiers du peloton volant motocycliste, rue Monsieur-le-Prince, le 6 décembre, les familles d'autres blessés, des amis, des inconnus ont apporté leur aide. *« Plus jamais ça, c'est vieux comme le néolithique »*, ironise gentiment Denis Rigal. Mais il faut le faire quand même : organiser les actions judiciaires intentées par certains blessés, assurer la liaison avec la commission d'enquête sur les violences policières mise en place sur l'initiative de la Ligue des droits de l'homme et présidée par Me Henri Noguères. Bouger, en somme, parce qu'*« il faut se battre pour qu'il ne puisse plus à l'avenir arriver des choses pareilles lorsque nos enfants manifestent »*, dit Maurice Duval.

De l'assistance juridique au réconfort moral, jusqu'à l'édition de cartes postales *« Plus jamais ça »*, le comité s'agite. Pleines de bons sentiments, désordonnées parfois, ces actions ont pu avoir des effets boomerang sur les plus fragiles. Jérôme Duval a un peu « craqué » à sa première sortie de l'hôpital. Antoine, seize ans, son meilleur copain, l'explique ainsi : *« C'était bien qu'il se sente soutenu, mais en même temps, quand il est revenu chez lui, la première fois, c'étaient les vacances scolaires. Le calme plat. La loi avait été retirée. Il ne se passait plus grand-chose. Il était obsédé par la mort de Malik Oussekine, tout seul dans sa chambre. Et il n'arrivait pas à reprendre pied. »*

De Patrick Berthet, sa mère dit qu'il espère pouvoir participer au marathon de Paris, au printemps. Denis Rigal, lui, rêve d'emmener son fils à l'ouverture de la pêche à la truite. Pour que la vie reprenne.

AGATHE LOGEART.

(1) Domicilié à la Ligue des droits de l'homme, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris.

Tirs tendus

Dans quelles circonstances Jérôme Duval, François Richard, *Patrick Berthet ont-ils été* blessés, et qui est responsable ? A ces questions devraient répondre plusieurs actions judiciaires déclenchées sur plainte avec constitution de partie civile par les blessés et leur famille, après versement d'une consignation généralement fixée à 1 500 francs.

En outre, le 8 décembre, une information judiciaire confiée à M. Jean-Louis Mazières, juge d'instruction, a été ouverte pour violences à agents de la force publique (cent soixante-dix membres des forces de l'ordre ont été blessés selon le ministre de l'intérieur, M. Charles Pasqua, parmi lesquels cent trente-trois CRS, dont trois sont toujours en arrêt de travail), coups et blessures volontaires, vols, destruction et *dégradation d'objets d'utilité* publique.

De nombreux témoignages font état de tirs tendus de grenades lacrymogènes par des CRS *au cours de la manifestation estudiantinse du 4 décembre dernier*. Or ces tirs sont proscrits en ces termes par une circulaire du 13 février 1969 de la direction générale de la police municipale : *« Il va de soi que le tir direct tendu avec le fusil est à proscrire parce que dangereux. Il ne saurait être justifié que très exceptionnellement, dans le cas, par exemple, où le personnel subirait des violences fort graves ou ne pourrait défendre autrement le terrain occupé ou les postes dont il a la garde. »* Des instructions plus *complètes précisent que l'angle* de tir ne doit pas être inférieur à 30 degrés, l'angle normal étant de 45 degrés.

D'autres blessés affirment avoir été atteints – mais moins gravement que Jérôme Duval et *François Rigal – par des tirs* tendus de grenades lacrymogènes. Ainsi, Eric d'Heuckeville, vingt-quatre ans, a reçu une grenade en plein thorax ; Véronique Desclos, vingt et un ans, étudiante, en éducation physique a été touchée à l'épaule ; Stéphane Lorré, vingt-trois ans, étudiant en biologie à Dijon, a reçu une grenade en plein visage (outre des plaies importantes, il a eu les *mâchoires fracturées*) et a dû être hospitalisé pendant trois semaines.

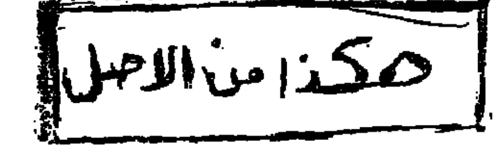
Les enquêtes devront essayer de déterminer quels sont les auteurs des tirs et si l'ordre de tirs tendus a été donné par le commandement. Un jugement de la première chambre du tribunal de grande instance de Paris, en date du 28 avril 1976, statuait sur le cas de M. Richard Deshayes, un *manifestant âgé de vingt-quatre* ans, atteint au visage par une grenade lanvée à tir tendu au cours d'une manifestation interdite, organisée le 9 février 1971, par le Secours rouge. Richard Deshayes, défiguré, avait perdu un œil, et la vision du deuxième œil avait été gravement diminuée. Le gardien de la paix qui avait tiré a bénéficié d'un non-lieu.

En revanche, s'appuyant sur l'article 116 de l'administration communale (le dommage étant la conséquence de mesures prises par l'autorité publique), le tribunal *avait condamné la Ville de Paris à* payer d'importants dommages-intérêts au blessé. Ces dommages avaient été diminués de moitié dans la mesure où la manifesta*tion était interdite*. Richard Deshayes, faisant partie d'un groupe de manifestants en fuite, le tribunal a considéré que *« seul le manque de sang-froid, ou l'inexpérience d'un gardien peut, dans ces conditions, expliquer, sans le justifier, le tir tendu qui, en transformant une grenade lacrymogène en projectile de défense, et non plus de dissuasion, a causé à Deshayes des blessures jamais encore constatées au cours d'événements comparables »*.

Aujourd'hui âgé de trente-six ans, Richard Deshayes ne voit plus que des ombres. Il a recommencé ses études de masseur-kinésithérapeute. Pensionné à vie, *il est marié, père de quatre* enfants. *« Pendant des années, ça a été un KO debout*, dit sa mère. *Je continue à me réveiller en pensant que mon fils voit. Même si maintenant, après tant d'années, il s'en est sorti, ce n'est pas possible que des choses comme ça recommencent aujourd'hui. »*

Ag. L.





Sports

RUGBY : le Tournoi des Cinq Nations

Les premiers essais des sponsors

Alors que le XV de France battait, samedi 7 février au Parc des Princes, le Pays de Galles par 16 à 9 en match d'ouverture du Tournoi des Cinq Nations, l'Irlande triomphait facilement de l'Angleterre à Dublin par 17 à 0.

A 15 heures, le samedi 7 février 1987, le rugby est entré, tête baissée, cœur en berne, dans une nouvelle ère de son histoire. Cela s'est passé à Paris, sous un soleil printanier, dans ce Parc des Princes insouciant comme toujours avant l'hymne gallois. L'événement avait la forme d'une minute de silence, moment solennel décrété par les responsables de la Fédération française de rugby, à la mémoire du PDG de la GMF, groupe de sociétés d'assurances, qui, *depuis deux ans, parraine* la branche française du Tournoi des Cinq Nations. Bien que réduite à une poignée de secondes, cette minute dure encore...

Elle a marqué la fin d'un temps dont on dira plus tard, faute de mieux, qu'il était celui de l'amateurisme, avant qu'on ne découvre, échine pliée, qu'il était celui de la liberté. Exagérations symboliques, dira-t-on. On aimerait qu'il en soit ainsi. L'événement avait été officiellement programmé la veille par M. Albert Ferrasse, empereur du rugby français. En préambule de l'une de ses conférences de presse – numéro qu'il maîtrise à merveille – le président de la Fédération française de rugby avait expliqué à quel point la mort de Michel Baroin, PDG du groupe GMF, l'avait peiné.

A 15 heures, le lendemain, le speaker anonyme du Parc avait confirmé, expliquant à *la foule que « la Fédération française de rugby était en deuil après avoir perdu un ami fidèle »*. C'est que la FFR et le GMF avaient cru bon de sympathiser, dans un entrelacs de sigles et d'argent. Des épousailles de raison au mieux, certainement pas un mariage d'amour.

Sponsorisation galopante

On avait quitté le XV de France l'an dernier aux marches de Bretagne, après une belle victoire sur les All Blacks. Là, événement historique, on l'avait fait sortir de ses vestiaires pour un tour d'honneur publicitaire, les maillots tricolores brandissant un trophée gadget de circonstance, sorte de bouclier des temps modernes. On retrouva ce XV de France coincé entre cette bruyante minute de silence, les messages publicitaires de la mi-temps et les représentations d'après-match. Il y eut aussi, ce samedi, d'autres *symptômes, qui ne laissent plus* guère d'illusion sur l'étendue du mal, à commencer par ce sigle omniprésent, depuis le dos des ramasseurs de balles jusqu'aux bourrelets caoutchoutés qui entourent – côté caméras de télévision – l'extrémité inférieure des poteaux.

Ainsi donc, voilà posé le diagnostic de sponsorisation galopante. Le rugby international est à vendre. Le mal étant, selon toute vraisemblance, d'évolution lente et progres*sive, on* dissertera encore longtemps pour savoir si ce rugby est vendu. Fallait-il donc être naïf ou rêveur pour s'imaginer qu'il puisse en être autrement. Elles sont trop belles ces parties d'échecs avec muscles et cerveau, cœur et âme. Et cette folie programmée attire trop et depuis trop longtemps les foules des deux hémisphères pour que certains ne *voient pas là un superbe* fonds de commerce, curieusement inexploité.

L'intérieur du temple commence à se couvrir de badges. Seuls les communiants en sont dispensés, moins sans doute par respect du culte que par souci inconscient ou marchand de sauvegarder cette *« belle image »* que M. Albert Ferrasse, président éternel, entend aujourd'hui conserver.

Trop longue et trop sévère digression, dira-t-on, qui aura pour effet de guère parler du match. C'est que, précisément, ce premier France-Galles de la sponsorisation au grand jour n'invite guère à faire parler de lui. Non, certes, que le spectacle ait été de trop médiocre qualité, mais à cause de cette désagréable impression que donne, depuis un certain temps déjà, l'équipe de France : celle de pouvoir faire mille fois mieux que ce qu'elle fait. C'est que l'élève est talentueux, mais insaisissable, sujet à des sautes d'humeur, à des maladresses inexplicables qui gâchent les plus beaux moments.

Une fois encore, le XV tricolore joua contre des adversaires qui ne l'égalaient ni dans le talent ni, surtout, dans le plaisir pris au jeu. Une fois encore pourtant, il fallut attendre le dernier acte pour, avec quelques rasades de trois-quarts, commencer enfin à vibrer.

Ce fut donc un match sans vraie saveur, sauf, comme tous les anciens joueurs des cinq de devant, à prendre un plaisir pervers aux lents mais impitoyables crescendos cervicaux imposés par une mêlée qui, d'emblée, pousse plus fort que l'autre. Dubroca l'Agenais, Ondarts *le Basque et Lorieux le magnifique* usèrent leurs vis-à-vis. Pas suffisamment pourtant, ou pas assez vite pour soulager une charnière qu'on aimerait à l'avenir mieux huilée et plus joueuse.

Un match toutefois qui aurait pu basculer si Serge Blanco n'avait comme l'an dernier lancé une peu banale chandelle-commando contre Paul Thorburn. L'arrière gallois venait de réussir deux pénalités de plus de cinquante mètres. Il était éminemment dangereux. Il sortit *peu avant la mi-temps*, un bras en berne mais saluant joliment la foule de sa main valide.

Thorburn à l'infirmerie, la pression monta, révélant un XV gallois d'une fragilité trop fréquente pour être toujours feinte. Mesnel d'abord, Bonneval ensuite, parvinrent à marquer après de belles actions et un sens plus beau encore de l'opportunité. Quelques coups de pied de Bérot, et l'affaire était conclue. La porte du grand chelem 1987 était entrouverte et, derrière elle, celle, *paradisiaque dit-on*, de la première Coupe du monde.

JEAN-YVES NAU.

SKI ALPIN : la domination des Suisses aux championnats du monde

Une mécanique de précision

Superbe finale des championnats du monde de ski alpin avec les victoires en slalom d'Erika Hess, samedi 7 février, et de Frank Woerndl, dimanche 8. La Suissesse, déjà lauréate du combiné, a réalisé un énorme retournement de situation. *Distancée de 1 s 33* par l'Autrichienne Roswita Steiner, elle a reconquis le titre gagné pour la première fois en 1982, au terme d'une seconde manche éblouissante qui lui assurait une cinquième médaille d'or, lui permettant de prendre, à bientôt vingt-cinq ans, une retraite sportive comblée.

L'Allemand de l'Ouest a réussi deux manches parfaites pour créer l'unique surprise de ces championnats. Précédé d'un centième de seconde par son compatriote Armin Bittner sur le premier tracé terminé par dix concurrents dans la même demi-seconde, il a apporté, à vingt-sept ans, la première médaille d'or à la RFA dans cette spécialité depuis 1948 en dominant la seconde manche alors que son meilleur classement dans une épreuve de coupe du monde n'avait jamais excédé une cinquième place.

Piteuse consolation pour les Français bredouilles pour la première fois depuis les Jeux d'Oslo en 1952 : ils détiennent toujours le record de places sur le podium (seize) établi en 1966 à Portillo-du-Chili. Les Suisses, qui avaient déjà dominé les derniers championnats à Bormio avec huit médailles et quatre titres, se sont imposés avec quatorze médailles dont huit titres.

CRANS MONTANA
de notre envoyé spécial

Ah, ils ont du charme, ces bons dirigeants de la Fédération française de ski. Là-haut, sur les pentes du mont *Lachaux, quelques Mexicains* en déroute s'acharnent, encore, dimanche, à contourner les piquets de slalom, ignorant l'art de les bousculer. Nos dignitaires, eux, ont déjà les pieds sous la table, la serviette lissée sur les genoux, avec bien d'autres soucis en tête.

Elle a bonne mine, cette France *qui a perdu*. Inquiète de son frileux confort. Indifférente à la détresse des coureurs. Didier Bouvet s'est effondré dans la seconde manche après avoir réalisé le troisième « chrono » de la première ; Daniel Mougel rivalisait avec les meilleurs avant de sortir de la piste... une tape dans le dos, un clin d'œil leur ferait du bien. Mais nos dignitaires plongent la tête dans leur assiette comme les autruches mettent la leur dans le sable. Quel règlement de comptes, quelle nuit des longs couteaux laisse présager cette manière trop bourgeoise de ne pas y toucher ?

Georges Coquillard s'effondre dans un fauteuil comme un boxeur groggy. Il préside depuis six ans le comité alpin de la fédération. Depuis, « Jojo » avait toujours rapporté au moins une médaille des confrontations internationales. Il ne comprend pas. Les résultats de coupe du monde ont été bons la saison passée. Le budget mis à la disposition des entraîneurs est passé de 11 à 14 millions de francs pour parfaire la préparation. De riches semailles pour une misérable moisson.

Le système suisse

La faute à qui : les coureurs, les entraîneurs, le matériel ? Autant chercher à savoir qui, de la poule ou de l'œuf, a pré-existé. Une seule certitude : il n'y a plus de locomotive pour tirer le train du succès depuis la grande purge de 1974. Pourtant, le 11 février prochain à Annecy, les onze responsables du comité alpin vont retourner la question dans tous les sens. Des actions ont été entreprises en matière de détection des jeunes, de formation des cadres, et de sélection du matériel. Logiquement, *elles doivent déboucher sur* des places de podium un jour ou l'autre.

C'est en out cas la « potion magique » des Helvètes. Ancien entraîneur de Pirmin Zurbriggen, le héros des championnats, le Suisse Roland Francey tente de l'appliquer en France. Hélas ! Il est dans le collimateur des fournisseurs de l'équipe nationale parce qu'il a mis en cause la préparation du matériel de descente et demandé l'ouverture du « pool » des fournisseurs à des marques étrangères. Un crime de lèse-industrie plus grave apparemment qu'une déroute sportive.

Les Français croient viscéralement à la révolution et aux hommes providentiels. Les Suisses sont patients et méthodiques. Quand les coureurs d'Honoré Bonnet ont triomphé en 1966 à Portillo, les Suisses, eux aussi, sont rentrés bredouilles. Un entraîneur, qui est depuis devenu parlementaire, Adolphe Ogi, a alors mis en place le système qui triomphe vingt ans après.

Première base du système helvétique : les jeunes. A partir de huit ans, tous ceux qui le souhaitent peuvent commencer l'ascension d'une énorme pyramide qui culmine au succès. Ils sont deux à trois mille de douze à quatorze ans. Cinq cents restent sélectionnés à quinze ans. Puis soixante-quinze iront dans les trois équipes régionales, et une trentaine arriveront dans le cadre B, un nombre équivalent évoluant dans le cadre A et en équipe nationale. Originalité de cette pyramide où l'on est dégagé des préoccupations scolaires : les aller et retour entre les différents échelons. *« On ne sait jamais pourquoi un champion marche bien. Quand on est sûr qu'il a du talent et qu'il fait tout ce qu'il faut pour se préparer, il faut lui permettre de revenir au sommet. On n'écarte donc jamais quelqu'un définitivement »*, souligne Eddy Peter, le directeur de la fédération suisse.

Après la patience, la formation : les cadres passent tous par l'école de Macolin, où ils apprennent les bases de la préparation physique, technique et psychologique du champion. En France, ce rôle est dévolu à l'ENSA (Ecole nationale de ski et d'alpinisme) de Chamonix. Mais elle se limite à l'approche technique. *« L'entraîneur maîtrise ainsi tous les éléments de la progression de l'enfant, qui, à chaque échelon, entend le même langage »*, note Eddy Peter. De surcroît, ses entraîneurs, constamment recyclés, progressent avec les jeunes dont ils s'occupent s'ils font leurs preuves.

Dernier palier du « miracle suisse » : le large éventail de matériel mis à la disposition des coureurs. *Six marques de skis les équipent* contre trois en France. Cela augmente l'émulation entre les firmes et assure actuellement aux Suisses la meilleure préparation.

Quand tous ces éléments sont réunis, il faut encore une somme de travail et de sacrifices individuels énorme pour que des personnalités exceptionnelles comme celle de Zurbriggen, d'Erika Hess, de Maria Walliser, de Peter Mueller ou de Vreni Schneider arrivent à épanouissement le jour précis d'un grand rendez-vous. *« En toutes choses, il y a des cycles*, remarque Eddy Peter. *Notre structure marche bien. Cela peut durer, à condition que les dix mille bénévoles qui contribuent dans les vallées au succès de nos champions continuent à faire le maximum. »*

En tout cas, un discours de la méthode que les responsables français devraient méditer avant de prendre des mesures de sauvegarde à grand fracas !

ALAIN GIRAUDO.

TIR A L'ARC : championnats d'Europe en salle

Les Soviétiques Igor Prokopiv (1 164 points) et Ludmilla Arzhannikova (1 150 points) ont remporté les titres européens en salle, le 8 février, au Palais omnisports de Paris-Bercy.

Dans le camp français, Vincent Weiss (1 150 points) a pris la dixième place du concours masculin et Nathalie Hibon (1 130 points), la septième du concours féminin.

TENNIS : Noah vainqueur à Lyon

Les services de Moretton

Yannick Noah, en battant en finale le Suédois Joachim Nyström (6-4, 7-5), a remporté dimanche 8 février le premier Grand Prix de tennis de Lyon. Un succès doublé par sa victoire, associé à son partenaire de Coupe Davis, Guy Forget, face à la paire américaine John Pate-Kelly Jones (4-6, 6-3, 6-4). Succès sportif – malgré une finale en demi-teinte en raison de la blessure à l'épaule de Nyström – et surtout succès populaire pour ce tournoi, qui aura d'autres éditions. Un encouragement pour le nouvel organisateur, Gilles Moretton.

LYON
de notre correspondant régional

« Je reviendrai » : la déclaration n'est pas surprenante dans la bouche du vainqueur, Yannick Noah, aussi à l'aise avec le public lyonnais qu'avec la surface rapide du court du Palais des sports, et de surcroît ami du « jeune ancien » Gilles Moretton, qui a délaissé le circuit professionnel pour se transformer en organisateur pointilleux. Mais Nyström aussi reviendra. Et tous les Français de haut niveau, comme *Thierry Tulasne, éliminé cette fois* après trois jours de compétition et qui est malgré tout resté toute la semaine entre Rhône et Saône.

« Un tournoi, ce n'est pas seulement la compétition », dit l'ancien joueur Gilles Moretton, qui a su – dès la première édition – créer un esprit. En restant très près de ses anciens collègues, en organisant pour eux des visites guidées, des séances de cinéma ou des temps de décompression autour des grandes tables locales. Le chœur des compétiteurs était unanime : *« On a été très bien reçus. »*

Côté public, les organisateurs sont comblés : l'équilibre financier était *assuré avec trente mille spectateurs*-payants. Il y en a eu trente-sept mille. Sans compter les enfants des écoles de tennis, spectateurs chahuteurs enchantés, qui ont relevé sans *difficulté le défi des mercredis* dissipés de Roland-Garros, Gilles Moretton, perfectionniste, songe déjà au prochain Grand Prix de Lyon. Avec une véritable salle de presse, *un tableau d'affichage moins* ésotérique et des accès améliorés pour la salle. Des éléments exogènes en somme, auxquels on pourrait ajouter une meilleure adaptation du trinome couleur des balles – teinte du revêtement – luminosité, dont certains joueurs et la plupart des spectateurs se sont plaints.

Ces point réglés, il restera à Gilles *Moretton à gagner son futur pari* : faire entrer Lyon dans la cour et les courts des grands. Passer des tournois « réguliers » – jusqu'à 300 000 dollars de prix, 175 000 cette fois à Lyon – à la haute aristocratie de la trentaine des super-séries. Il a déjà, pour 1988, une date officieuse (le 1er février) et judicieuse pour les meilleurs Européens qui n'envisagent pas une saison débutant aux Etats-Unis

CLAUDE RÉGENT.

ATHLÉTISME : les championnats de France en salle

Hauts et bas

A quinze jours des championnats d'Europe, les championnats de France en salle ont confirmé, samedi 7 et dimanche 8 février à Liévin (Pas-de-Calais) l'éclatante santé du sprint français. Bruno Marie-Rose a battu le record de France du 60 m le samedi, rivalisant avec le Sénégalais Charles Seck (6s 56) et entraînant dans son sillage Antoine Richard et Max Morinière (6s 61), tous deux au-dessous de l'ancien record national.

Le lendemain, il récidivait sur 200 m, portant le record de France à 5 centièmes du record d'Europe (20s 57). Tandis que Laurence Bily égalait le record de France du 60 m féminin (7 s 27). Stéphane Caristan, à la veille de partir en tournée aux Etats-Unis, améliorait son record de France sur 60 m haies en 7s 50), troisième performance mondiale de tous les temps. Hormis Norbert Brige au saut en longueur (record de France égalé avec 7,88 m), les concours ont fait étalage de leur misère.

LIÉVIN
de notre envoyé spécial

« En sport, il y a le haut niveau, le bas niveau et le caniveau. » La boutade d'Henry Eliott, entraîneur national du saut en hauteur, débordait d'amertume après un championnat de France de piètre qualité. Avec un bond dérisoire à 2,15 mètres, le Lyonnais Dany Dhaneus a remporté un titre au rabais. *« Une victoire triste pour le saut en hauteur français »*, soulignait son entraîneur, Daniel Aligne, car Dhaneus était le moins préparé des concurrents, faute de pouvoir disposer, à Lyon, d'une salle d'entraînement pour l'hiver.

Dans deux semaines, ce même sautoir de Liévin accueillera les Allemands de l'Ouest Carlo Thraenhardt et Dietmar Moegenburg, le Soviétique Igor Pakline et le Suédois Patrick Sjoeberg, tous autour des 2,40 mètres. Pas un d'entre eux ne commencera son concours à 2,15 mètres, accentuant ainsi la grande déprime des sauteurs français. *« Ce sont des pros qui s'entraînent trois fois par jour*, commente Henry Eliott. *A dix-sept ans, Sjoeberg a fait le choix d'être recordman du monde. Le système français ne me permet pas d'exiger un tel choix de mes athlètes. »*

L'illustration de ce propos désabusé s'appelle Jean-Charles Gicquel. Ce grand garçon de 1,98 mètre a réussi un prometteur 2,23 mètres en juniors. Depuis, il stagne, partagé entre la fac et le sport. S'il n'obtient pas – comme Bruno Marie-Rose à l'INSA de Lyon – un aménagement de ses études, il rejoindra dans l'anonymat la longue cohorte des espoirs qui, depuis dix ans, ont traversé le désert du saut en hauteur français. Qu'est devenu, par exemple, Ramon Diaz, meilleur cadet mondial il y a quelques années ?

Dhaneus lui-même a attendu quatre ans pour confirmer sa troisième meilleure performance mondiale cadets. *« Parce qu'il s'est pris en main*, dit son entraîneur. *Il a débarqué l'an dernier à Lyon sans un sou en poche, mais avec la volonté farouche de réussir. »* Aujourd'hui employé à mi-temps par la ville de Saint-Fons, dans la banlieue lyonnaise, il peut s'entraîner onze fois par semaine – soit quinze à dix-sept heures de travail hebdomadaire – et viser cet été les 2,30 mètres. Pour Daniel Aligne, ancien entraîneur de Franck Verzy (recordman de France avec 2,32 mètres), on ne peut espérer relever le niveau de l'élite qu'en *« faisant des choix au lieu de saupoudrer les aides »*.

En l'absence de *« champion d'exception »*, Henry Eliott s'accroche à son programme sur trois ans pour sortir *« par palier »* la spécialité de l'ornière. Après avoir recensé une dizaine de sauteurs à 2,20 mètres en 1986, il espère avoir cette année trois hommes à 2,30 mètres et trois femmes à 1,95 mètre, *« sinon je m'en vais*, dit-il. *Pas question d'aller aux Jeux olympiques uniquement pour visiter le pays »*. Des objectifs ambitieux mais qui sont encore à 10 centimètres au-dessous des records mondiaux (2,41 et 2,04 mètres). *« Un écart logique entre le travail de professionnels et celui de bons artisans »*, conclut Henry Eliott avec résignation.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

Les résultats

Athlétisme

RECORDS DU MONDE

Le Suisse Werner Guenthor a amélioré, dimanche 8 février à Macolin, le record du monde en salle du lancer du poids avec un jet à 22,26 mètres. L'Allemande de l'Est Heike Drechsler a battu son record du monde en salle du 100 yards, dimanche 8 février à Senftenberg (RDA), en 10 s 15.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(deuxième phase, deuxième tour retour)

Match	Score
Orthez b. *Antibes	86-85
Limoges b. *Saint-Etienne	112-94
Monaco b. *Lorient	110-98
RCF Paris b. *Challans	94-87
*Villeurbanne b. Vichy	98-97
*Mulhouse b. Tours	92-66

Classement. – 1. Orthez, 37 pts ; 2. Monaco, 35 ; 3. Limoges, 33.

Jeu à XIII

COUPE DU MONDE
(éliminatoires)

La Grande-Bretagne a battu la France par 20 à 10, dimanche 8 février, à Carcassonne. La veille, l'assemblée générale de la Fédération française avait retiré sa confiance au président Jacques Soppelsa, qui envisageait aussitôt de démissionner.

Patinage artistique

CHAMPIONNATS D'EUROPE

L'Allemande de l'Est Katarina Witt a remporté son cinquième titre, samedi 7 février, à Sarajevo, en devançant les Soviétiques Kira Ivanova et Anna Kondrashova. La Française Agnès Gosselin a pris la dixième place.



Culture

THÉATRE

« Monte-Cristo » à Nice

Jacques Weber sur toute la ligne

Jacques Weber, nouveau directeur du Théâtre de Nice, a adapté, mis en scène et il joue Monte-Cristo, *d'Alexandre Dumas.*

Cet homme grave, aux cheveux prématurément blanchis, et qui traîne avec lui un mystère aussi noir que son habit, cet homme au regard impénétrable, qui vient de Malte et se fait appeler le comte de Monte-Cristo est Jacques Weber, sur la scène du théâtre de Nice, dans un décor – de Serge Marzolff – tout en boiseries, à transformations bien entendu. Les cloisons glissent, dégagent des espaces changeants – salons bourgeois, loge à l'Opéra, bibliothèque...

Nommé l'an dernier à la direction du centre dramatique du Sud-Est, Jacques Weber a attendu pour y donner sa première création, mais il n'a pas lésiné : il a adapté le roman de Dumas et, de plus, il en assure la mise en scène et le rôle titre. La prison du château d'If, les enseignements de l'abbé Faria, l'évasion rocambolesque, toute cette partie de l'histoire passe dans les dialogues. Il y a une sorte de prologue avant le drame qui place les personnages Mercédès, Edmond Dantès, ses faux amis. Ensuite, l'arrestation et, tout de suite, le retour.

C'est sur la machination de la vengeance que Jacques Weber a construit son spectacle. L'idée est séduisante, mais Dumas est plus diabolique que machiavélique. Les ressorts de l'intrigue ne pèchent pas par excès de rigueur. On saute d'une situation à l'autre, et sans la musique hautement dramatique de François Rauber, sans la forte présence de Jacques Weber, on s'y perdrait. Ensuite, le mécanisme s'emballe, les personnages se dévoilent, s'affolent. C'est quand le scénario rejoint la frénésie de Dumas que passe l'émotion. On sait ce qui va se passer, et pourtant, avec une jubilation innocente, on se laisse prendre au suspense, à la souffrance de cet homme qui, ayant atteint son but, se trouve face au gouffre d'un échec. Il a causé la mort d'un enfant. *« Cette mort le renvoie à la perte irréparable de sa jeunesse, aux quinze ans de réclusion que rien jamais ne compensera »*, dit Jacques Weber.

Très bien entouré, il est formidablement à l'aise dans ce rôle magnifique qu'il s'est écrit. Il a déjà joué Monte-Cristo dans un feuilleton télévisé. Surout il a osé, parce qu'il a été avec Jérôme Savary à Mogador, un très grand Cyrano. Il se sent à présent sur le chemin qui lui convient. Il n'avait que dix ans quand déjà il rêvait de jouer les vieillards.

C. G.

★ Théâtre de Nice, jusqu'au 21 février.

« La réalisation d'un vieux rêve »

« J'étais en sixième, *dit Jacques Weber* ; une dame m'a séduit avec les *Fables* de La Fontaine. J'allais en vacances chez les Cœurs vaillants. Il y avait une salle de spectacle ; je voulais reproduire les disques qu'on m'offrait. Les disques Adès, avec Jouvet, Dullin... Je me disais que le théâtre, c'est facile : on n'a qu'à imiter les grands. J'avais un modèle, Gérard Séty. Il arrivait avec un imperméable et faisait un numéro de Fregoli, au moins quinze personnages. Je rebalançais ça partout, aux compos de récitation, aux Cœurs vaillants...

» C'est à cette époque que ma grand-mère m'a emmené à la Comédie-Française, où on donnait *l'Avare*. Avec Chamarat, je crois. Mais celui qui m'a fasciné, c'est Henri Rollan. Il jouait le seigneur Anselme ; il arrivait par le fond avec un chapeau, saluait d'un grand geste et disait *« Qu'est-ce, seigneur ? »*, un truc comme ça en faisant traîner la phrase. J'étais foudroyé. J'avais douze ans, j'ai monté *l'Avare*. Je faisais tout comme Dullin. Ensuite, j'ai traversé plusieurs lycées, et, dans l'un, il y avait le cours municipal du dix-septième arrondissement. Florent était professeur, c'est là que j'ai connu Francis Huster, et voilà.

» Tout a été très vite, j'étais accroché. J'ai fait la rue Blanche, où j'ai vécu 68. Il y a eu la rencontre avec Pierre Brasseur, une amitié monstrueuse à partir d'une pièce nulle, *Tchao*, avec une actrice merveilleuse, Elisabeth Wiener. A côté, Depardieu jouait *Une fille dans ma soupe*, avec Bernard Blier. Je suis entré au Conservatoire. J'avais dans l'idée un chemin très ordonné à cause de ma famille. De la bande Huster, Balmer, Chesnais, j'étais le plus classique. J'ai obtenu les prix nécessaires, mais finalement j'ai eu peur. Ça sonnait faux pour moi. Après, il y a eu ma rencontre avec Hossein. Il était à Reims, personne n'y croyait. Moi, j'avais la grosse tête. Il m'avait invité à dîner et m'a fait son numéro, m'a subjugué.

» J'ai été nommé à Lyon – directeur du centre dramatique, Théâtre du VIII[e]. Je me sentais une mauvaise star : quelqu'un dont on dit qu'il a un nom, mais ça ne représente rien. J'avais à mon actif deux ou trois « télés », des rôles au théâtre, rien de consistant. Je me suis dit : *« La fausse carrière, c'est » moche et tu t'ennuies. Il faut que » tu prennes les choses à bras le » corps. C'était mon côté Cœur vail» lant qui remontait. »* Mais, à Lyon, j'ai commencé par me planter. J'ai voulu faire « décentro ».

» J'étais complètement déboussolé. Et puis il y a eu *Cyrano*, le succès. Le plaisir. La réalisation d'un vieux rêve très fort. Mes enfants sont nés. Tout est arrivé en même temps. Et j'ai paumé ma voix. Une histoire folle. J'ai vu je ne sais pas combien de médecins ; je me croyais fichu. J'ai fait une analyse et je me suis senti mieux. Il paraît que ça arrive à des chanteurs. J'ai joué *Deux sur la balançoire*. Jouer avec Nicole Garcia est magnifique.

» Et Nice ? Je n'ai pas choisi. Il y avait un conflit entre la ville et le ministère. J'avais, probablement, le profil qui arrangeait les deux parties... L'équipe de Nice est fantastique, on va avoir une salle neuve. Et j'ai pu faire *Monte Cristo*. Le livre, le personnage, sont fascinants. Edmond Dantès n'a pas le côté clair de d'Artagnan ni le panache de Cyrano. Il est au-delà de Zorro chez Balzac. Quand je pense à lui, une formule me trotte dans la tête, elle est de Montherlant : *« un immense retirement »*.

Propos recueillis par
COLETTE GODARD.

CINÉMA

« Quatre aventures de Reinette et Mirabelle »

Fantasmes d'homme mûr...



D. R.

Deux filles fleurs et des fantasmes. Silence et bavardage, l'univers de Rohmer.

Reinette est fraîche comme une pomme et vive comme une grenouille. Fille de la campagne, elle rencontre Mirabelle, fille de la ville à peau dorée comme une prune, à laquelle elle apprend à réparer la chambre à air d'une roue de vélo.

Vacances, décor rural ; les deux jeunes filles vont goûter ensemble le charme de l'« heure bleue », la minute de silence précédant juste le lever du jour. Ce n'est pas une suite du *Rayon vert*, simplement une histoire qui commence et se poursuit à Paris où, sur l'invitation de Mirabelle, Reinette vient suivre des cours de peinture. La campagnarde a d'abord quelques difficultés d'adaptation et se chamaille avec un garçon de café. Moralement rigoureuse au point d'en paraître puritaine, elle passe un savon à Mirabelle, venue au secours d'une voleuse dans un supermarché. C'est assez délirant. Enfin, Reinette, qui a décidé de ne plus parler pendant une journée, se trouve convoquée chez un marchand de tableaux. A son contact, les vertus du silence sont mises à l'épreuve.

Eric Rohmer a eu l'idée de ce film – qui n'est ni une suite de sketches ni un bout à bout de courts métrages, mais un ensemble de moments où sont saisis des comportements et des mots – en écoutant une jeune comédienne débutante, Joëlle Miquel, à qui il avait accordé un rendez-vous. Elle joue Reinette (Jessica Forde étant Mirabelle), et, à partir de certaines de ses histoires, Rohmer a filmé, en 16 mm avec équipe réduite, ce « divertissement » qui semble faire un pied de nez aux succès de son cinéma littéraire, en revenant à la liberté de ton, à la rapidité de tournage.

Mais Rohmer a beau faire semblant : il ne peut plus être, il ne sera plus jamais l'amateur en courts métrages des années 50, avant *le Signe du lion* (1). Et s'il n'y a pas d'intrigue amoureuse dans *les Aventures de Reinette et Mirabelle*, l'univers rohmérien n'en est pas moins présent dans les actes, les paroles, les oppositions de caractère et une certaine façon de regarder, de goûter, oserait-on dire, les jeunes filles en fleurs, tout en faisant passer leur langage – ce naturel contemporain restant toujours un étonnement depuis les « comédies et proverbes » – dans la fiction de l'écran.

Chaque aventure approfondit donc – et c'est pourquoi on ne peut envisager qu'une critique globale et non le décorticage de chaque histoire – le goût du réalisateur pour le geste, le verbe, le physique de ses héroïnes. Dans *les Cahiers du cinéma* de février, qui consacrent pas mal de pages au film et à son auteur, Alain Philippon relève une phrase de Fabrice Luchini, marchand de tableaux en proie, comme toujours avec cet acteur, au bavardage génial, devant les toiles de la galerie. *« Ce sont des fantasmes d'homme mûr. Et même d'homme mûr. »*

Déplacez la phrase vers les deux comédiennes, leurs deux personnages, et vous aurez la raison nécessaire et suffisante de cette création. Mais sait-on qui se prendra à ce charme délicieusement pervers ?

JACQUES SICLIER.

(1) Le « Ciné-club » d'Antenne 2 présente *le Signe du lion*, le 13 février, et les deux premiers « contes moraux » d'Eric Rohmer, *la Boulangère de Monceau* et *la Carrière de Suzanne*, le 20 février. Le texte intégral des *Six Contes moraux* vient d'être réédité par Ramsay. « Poche-Cinéma », 256 p., 37 F.

MUSIQUES

Concerts et peinture en Limousin

Les jubilations de Daniel Humair

Le plus réputé des batteurs de jazz européens partage sa vie entre musique et peinture. Une exposition et une série de concerts en Limousin.

Daniel Humair est un pur produit de l'école. Il la détestait tellement, quand il était au collège, à Genève, qu'il passait son temps à jouer des rythmes sur ses cuisses et à dessiner des formes répétitives. C'était manière de fuir activement, sur place. A peine échappé de la classe, il jouait au basket-ball.

Aujourd'hui, lorsqu'on le voit, grand, massif, placide mais l'œil vif, on comprend tout : cette énergie jubilatoire dont la nature l'a très évidemment doté, il fallait bien qu'elle se libère des contraintes de l'école, qu'elle les refuse tout net, mais par l'esquive, sinon c'était la délinquance...

De ses refus, Daniel Humair a fait une esthétique, celle de la création instantanée et sans possibilité de repentirs. Qu'on l'appelle jazz ou abstraction narrative, on la retrouve dans son jeu de batterie comme dans sa peinture.

Comme chacun, Daniel Humair a sans doute un capital d'angoisse à gérer. Disons qu'il s'y prend mieux que la plupart de nos contemporains. Ses deux activités, saine répartition de son économie psychique, préservent le bien le plus précieux de ce Suisse de Paris : son indépendance.

Si on lui fait remarquer que c'est au prix, tout de même, d'un travail énorme, il répond : *« Je ne travaille jamais. Que je peigne ou que je joue, je joue ; toujours et tout le temps. Je ne peux faire quelque chose que par plaisir. Il y a deux ans, c'est vrai, j'ai travaillé la batterie, seul, pendant plusieurs semaines dans une maison que j'ai, à la campagne, une ancienne école ! Je voulais acquérir une indépendance technique supplémentaire. En musique, on ne crée qu'au-delà de la technique, quand on n'y pense plus du tout.*

» Quant à la peinture, elle est pour moi une activité purement jouissive et elle l'a toujours été : apprendre à dessiner selon les règles m'aurait enlevé toute envie de continuer. Ce qui ne veut pas dire que mon geste soit sauvage, inculte, brut. Au contraire, il est très maîtrisé, mais souple et constamment ouvert aux surprises qu'il fait naître. C'est ce que je cherche : à me surprendre. J'ai développé des techniques de l'inattendu. »

On connaît l'éclectisme de Daniel Humair en jazz : il a joué avec tout le monde, dans tous les styles, du be-bop classique d'un René Urtreger aux aventures free d'un Michel Portal. Si l'on pêche dans sa production discographique récente, on le trouve aussi bien accompagnateur discret du guitariste Attila Zoller que partenaire provoquant au dialogue Joachim Kühn dans le trio de haut vol qu'ils forment avec Jean-François Jenny-Clark.

A l'occasion d'une exposition de ses peintures qui se tient à Aubusson, puis à Uzerche et enfin à Limoges, Daniel Humair, artiste comme on en rêve, organise une série de concerts présentant quelques-uns de ses musiciens préférés (Billy Hart, Art Farmer, Eric Barret, etc.) et deux des formations qu'il réunit le plus volontiers autour de lui.

MICHEL CONTAT.

★ Daniel Humair : peintures. Centre culturel et artistique.

★ Jean Lurçat, Aubusson (jusqu'au 12 février) ; Uzerche (14 février-7 mars) ; Limoges (13-28 mars).

★ « Jazz en Limousin » : Great Friends (S. Fortune-B. Hart Quintet, Eric Barret-Maurice Vander Quartet, le 7 ; Art Farmer Quintet, le 8, Aubusson ; D. Humair Reunion, le 14, Uzerche ; André Villeger Quartet, D. Humair-J. Kühn-Jenny Clark-D. Friedman, le 21, Limoges.

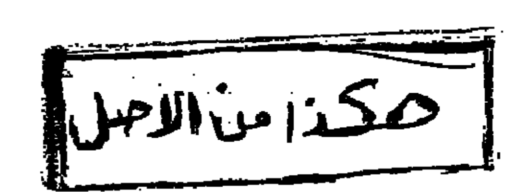
★ Discographie : Attila Zoller, *Memories of Pannonia*, Enja. Humair-Kühn-Jenny Clark, *Easy to Read*, Owl. Distr. OMD.

La semaine du mélomane

Auditeur assidu, chaque automne, des Semaines de musique contemporaine, le mélomane prend des airs de pucelle effarouchée lorsqu'on laisse entendre qu'Orléans n'est peut-être pas la ville la plus musicale de France. N'y organise-t-on pas au Carré Saint-Vincent (tél. 38-53-27-13) un festival Janacek : récital du pianiste J. Palenicek le 11 février, concert du Quatuor Talich le 14, puis de l'Ensemble instrumental du Conservatoire le 17 et de l'Orchestre de chambre tchécoslovaque le 24 ? Reprise des *Perséphone* de Stravinski et d'André Bon le 10 et le 12 par l'Opéra de Nancy.

Mais les Lyonnais ne veulent pas en convenir : ils vont avoir *Falstaff* avec Jean-Philippe Lafont, direction J.-E. Gardiner (les 11, 13, 15, 17 février, 3, 5, 7 et 8 mars, tél. 78-28-09-60), et une intégrale de l'œuvre de Ravel à l'Auditorium, sous la direction de Serge Baudo, avec exposition à la clé, dont le coup d'envoi sera donné le 14 février à 18 heures.

Pris à témoin dans la querelle, un lion parisien mit les plaideurs d'accord en leur offrant une soirée Fauré à la Comédie des Champs-Elysées, par les musiciens Amoureux (lundi à 20 heures), la *Symphonie n° 3* d'Ives, le *Concerto pour violon* de K. Weil et la *Suite lyrique* de Berg par l'Ensemble orchestral de Paris (Auditorium des Halles, mardi à 20 h 30), le *De l'amour et de la mer* de Chausson (avec C. Eda-Pierre) et la *Symphonie n° 2* de Dutilleux, par l'Orchestre de Paris, direction S. Cambreling, salle Pleyel, mercredi et jeudi à 20 h 30, le concert de l'Ensemble de l'Itinéraire (œuvres de Grisey, Vivier, Mannis et Fournier) jeudi à 20 h 30 au Centre Pompidou, *les Noces de Figaro* en version de concert – mais avec une belle distribution – au TNP Châtelet vendredi 13 et dimanche 15, à 20 h 30, et une foule d'autres concerts qu'il faudra manquer, Paris étant la ville de France où l'on passe le plus légèrement à côté des meilleures choses...



Culture

ROCK

Johnny Winter et Dr John à l'Olympia

L'albinos et le sorcier

Johnny Winter et Dr John partagent la même affiche, c'est le retour de deux grandes figures de la musique américaine des années 60 et 70.

Johnny Winter n'a jamais abandonné la route, mais elle ne l'avait pas mené au-delà de ses frontières depuis une bonne dizaine d'années. Quant au second, apparemment dégagé de tout contrat phonographique, on le croyait définitivement timbré, pieds et poings liés dans un asile quelconque de La Nouvelle-Orléans.

A en juger par son album, *3rd Degree*, sorti récemment, l'albinos du blues n'a rien perdu, à quarante-trois ans, de sa verdeur. Il faut l'avoir vu la peau sur les os, cadavérique, le teint rose et les longs cheveux blanc filasse, yeux mi-clos et chapeauté stetson, la veste à franges et le t-shirt mauve (de préférence) : une vraie bombe. Certes, pas sexuelle, mais musicale. Et, comme pour ajouter à cette incongruité perchée sur deux jambes, il y a le contraste de la voix, plus noire que nature, tout en gorge et en râles, chantant le blues, voilée et mouillée, comme les vieux as du genre.

Pour plus de piquant encore, on peut l'imaginer, ce Texan désincarné au pays des Rednecks : Johnny a débuté, guitare en croix, à l'âge de quatorze ans, avec son frère Edgar aux claviers (tout aussi albinos et mordu de musique noire mais versant funk). Virtuose de la six-cordes, il a rejoint sur le tard (début des années 70) le club très privé des guitar-heroes auprès des Clapton, Hendrix, Jeff Beck et autre Jimmy Page. Directement inspiré du blues comme ses pairs, il s'en distingue pourtant par sa manière de coller à la tradition sudiste : grasse et heurtée (les Britanniques sont plus aériens et coulés, préférant les aigus aux graves). C'est évidemment sur scène que le guitariste donne toute sa mesure comme en témoigne *Johnny Winter and Live*, son album enregistré en public en 1971 qui reste le meilleur d'une production fournie.

S'il est de trois ans son aîné (il est né en 1941 à La Nouvelle-Orléans), et qu'il s'est rodé à l'école des bluesmen noirs, Dr John se situe à l'opposé de Winter : enrobé, massif, pas loin du Marlon Brando de *Apocalypse Now*. Après avoir, au début des années 60, travaillé à Los Angeles avec des gens comme Phil Spector, Sam Cooke, Sonny and Cher, Mac Rebennak (de son vrai nom) est revenu à La Nouvelle-Orléans. C'est alors que, se passionnant pour le vaudou, il devient « Dr John The Night Tripper » (en réponse à la chanson des Beatles, *Day Tripper*). Pape de la gumbo music, il s'impose comme le personnage clé de la scène locale, pratiquant un métissage éclaté à partir du jazz New-Orleans, du rhythm'n blues, des traditionnels créole et cajun, et des rituels vaudous. La voix timbrée noire (plus soyeuse que celle de Winter), pianiste émérite et fin mélodiste, il est surtout un arrangeur génial.

La dernière fois qu'on l'a vu sur une scène parisienne (salle Pleyel), c'était au début des années 70 : entouré de danseuses, entièrement drapé de son magnifique costume de sorcier vaudou, bardé de grigris, des plumes sur la tête et jetant de la poudre d'argent sur le public, il avait donné un de ces concerts carnavalesques qui faisaient son succès. Lundi en fin de soirée, il est prévu que les deux hommes se mélangent, ça promet d'être furieusement dingo !

ALAIN WAIS.

★ Lundi 9 février, à 20 h 30, à l'Olympia.

★ Disque : Johnny Winter chez Sonet, distr. Virgin.



Communication

La privatisation de TF 1

Le retrait d'Havas, les interrogations d'Hachette et le oui de Bouygues et de la GMF

« Persister à vouloir racheter la Une en association avec Hachette aurait mis en péril notre équilibre financier », dit-on à Havas. Amertume et déception, lundi 9 février, dans les couloirs et bureaux du siège social de l'agence, à Neuilly, après l'annonce, dans la soirée de dimanche, de l'abandon de la candidature à la reprise de TF 1. Une décision personnelle du PDG, Pierre Dauzier, que l'on explique principalement, dans son entourage, par le prix exigé par le gouvernement. Les 3 milliards de francs (pour 50 % du capital) fixés le jeudi précédent par MM. Edouard Balladur et François Léotard suffisent à eux seuls, assure-t-on, à motiver ce retrait.

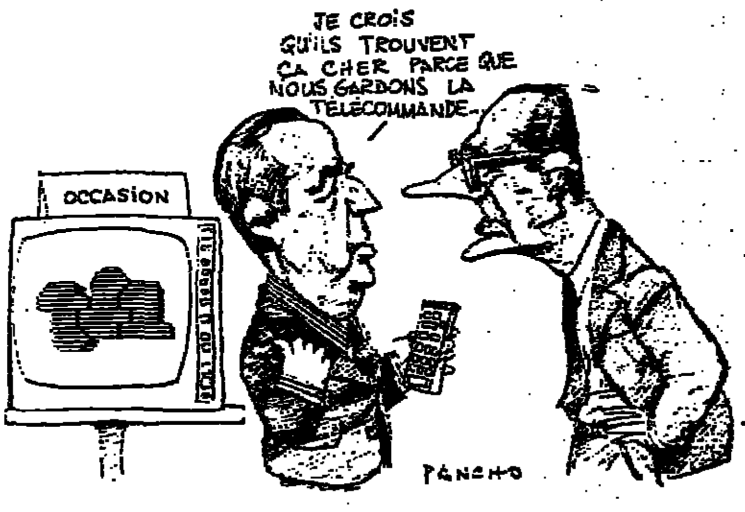
Pour justifier cette affirmation, les responsables d'Havas ne sont pas avares de comparaisons. *« La capitalisation de l'Agence en Bourse, au cours actuel de 2 000 francs par action environ, donne à Havas une valeur globale d'environ six milliards de francs. C'est le prix que l'Etat propose pour la Une. »* Disproportion ? *« Havas totalise dès aujourd'hui un chiffre d'affaires annuel qui est de deux fois et demi celui de TF 1... en 1990 »*, remarque l'un. *« Les 900 millions que nous devions investir pour acquérir 15 % du capital de la chaîne représentent plus du double des investissements que nous avons consentis pour Canal Plus en 1984 et 1985, alors que nous contrôlions 42 % des actions à l'époque »*, précise un autre, en soulignant que le chiffre d'affaires de la chaîne cryptée, sera cette année supérieur à celui de TF 1.

Bref, l'énorme effort à consentir pour acquérir une faible part de TF 1 n'aurait jamais pu être rentabilisé sur les dix années légales de l'autorisation. L'incertitude pesant sur ce qui se passerait à ce terme — renouvellement ou non — n'a pas été levée pour l'instant par les pouvoirs publics. Dans ces conditions, le jeu en valait-il la chandelle ? Etait-il nécessaire d'affronter l'ire des principales agences de publicité, concurrentes d'Havas (*le Monde* du 6 février) ? Etait-il raisonnable de continuer à affronter la colère du gouvernement luxembourgeois, qui, pris à contre-pied par l'accord Hachette-Havas, y voyait une trahison de la Compagnie luxembourgeoise de Télédiffusion (CLT-RTL) — dont Havas est actionnaire — qui, pour sa part, se portait candidate à une autre chaîne ? A la veille de sa privatisation enfin, l'agence pouvait-elle prendre un risque financier aussi important ? Déjà présente dans le secteur de la télévision, Havas a donc choisi le repli puisqu'il n'est pour l'instant question d'aucune candidature de substitution. Tout juste laisse-t-on entendre que sa filiale IP (Information et publicité) pourrait assurer la régie d'une chaîne (la « 5 » ? TV 6 ?) contrôlée par la CLT.

Hachette, dûment prévenue par son partenaire, n'avait toujours pas pris de position définitive lundi 9 février au matin. Même si l'on y soulignait que l'analyse était la même que celle d'Havas : *« Nos conclusions sont identiques, mais notre position définitive n'est pas prise »*. Une seule chose paraissait certaine : le groupe ne se replierait pas sur une autre chaîne.

Seul le groupe Bouygues persistait lundi matin dans ses projets. *« Vous n'imaginez pas qu'avec la promotion que nous avons organisée autour de notre candidature nous allions nous désister »*, disait-on au siège du groupe.

PIERRE-ANGEL GAY.



Havas en chiffres

Fondé il y a cent cinquante ans, le groupe Havas a réalisé en 1985 près de 10 milliards de francs de chiffre d'affaires (en hausse de 8,7 %), celui de la société mère s'élevant à 1,5 milliard.

Société anonyme détenue à 50,26 % par l'État, l'entreprise exerce son activité dans trois grands secteurs de communication : la publicité (62 % du chiffre d'affaires cumulé), les médias (25 % du chiffre d'affaires) et le tourisme (13 %).

En 1986, selon la charge d'agent de change Puget, le résultat de l'agence (part du groupe) devrait s'élever à 250 millions de francs contre 220 millions en 1985 (compte tenu de Canal Plus). La capitalisation boursière est estimée à 4,4 milliards de francs environ. Avec une marge brute d'autofinancement estimée, selon d'autres sources, à environ 400 millions de francs et avec une trésorerie de l'ordre du milliard de francs, le rachat de TF 1 aurait représenté, selon les spécialistes, un investissement dont la rentabilité sur dix ans n'apparaissait pas suffisante.

Le communiqué de l'agence

Voici le communiqué publié, dimanche 8 février, par l'agence Havas : *« L'agence Havas a procédé à un examen minutieux des conditions proposées aux acquéreurs de TF 1 telles qu'elles viennent d'être rendues publiques. Au terme d'une réflexion approfondie, l'acquisition par Havas d'une partie du capital de TF 1, aux conditions fixées par les pouvoirs publics, aurait de telles implications de longue durée sur les comptes de la société qu'elle ferait courir à celle-ci des risques très importants. Cette analyse, identique sur le fond et en parfaite conformité avec celle de son partenaire — le groupe Hachette — amène l'agence Havas, en accord avec celui-ci, à retirer sa candidature à la reprise de TF 1. »*

La crise des imprimeries parisiennes

● Une solution pour l'IMP
● Difficultés pour Paul Dupont

L'une connaît un début de solution, les autres rencontrent de nouvelles difficultés : les imprimeries parisiennes sont toujours sous les feux de la rampe, ainsi que le syndicat du Livre CGT. Vendredi *6 février*, la cour d'appel de Paris a confié pour un franc symbolique l'Imprimerie moderne de Paris (IMP, ex-Georges-Lang) au seul candidat déclaré à sa reprise, M. Maurice Brébart.

Gérant de la Société de publications économiques, féminines et familiales (SOPEFF), M. Brébart avait déjà acquis il y a peu une autre imprimerie en difficultés, l'Imprimerie de Maisons-Alfort (IMA, ex-Del Duca). Il projette de regrouper, d'ici six mois, les deux entreprises sur un même site. Cette nouvelle imprimerie d'héliogravure, baptisée Imprimerie moderne de Maisons-Alfort (IMMA), *devrait bénéficier* des matériels des deux anciennes entreprises et regrouper une partie de leurs salariés, des départs en préretraite, des congés conversion etc. devant réduire leur nombre.

Ce projet, qui sera contrôlé pendant un an par Me Albert Chassagnon, administrateur judiciaire, a l'aval du Livre CGT, qui estimait d'ailleurs que l'arrêt rendu par la cour d'appel *« faisait acte de bon sens »* et de *« justice »*. En revanche, la CFDT et la CGC de l'IMP continuent de se montrer sceptiques, voires critiques, à l'égard du plan de M. Brébart, et mettent en avant les difficultés financières des deux imprimeries comme les problèmes que rencontre la SOPEFF.

Une autre imprimerie parisienne, la Société nouvelle des imprimeries Paul Dupont (SNIPD) de Clichy, connaît de graves difficultés. Le déficit de cette filiale de la Société nationale des entreprises de presse (SNEP), établissement public à caractère industriel et commercial, est de 29 millions de francs en 1986, pour un chiffre d'affaires de 102 millions de francs. Les pouvoirs publics ont décidé, sur la foi d'un rapport établi par un administrateur de justice, de cesser les dotations à l'imprimerie Paul Dupont.

Le départ de M. Sauvageot

M. Jacques Sauvageot, PDG de la SNEP, a, en outre, décidé de faire *valoir ses droits* à la retraite. Le 16 février, un nouveau PDG sera donc nommé par le conseil d'administration de la SNEP, avec l'accord de son ministère de tutelle, le ministère de la culture et de la communication. Mais, à supposer que les pouvoirs publics aceptent épongant son déficit, l'imprimerie Paul Dupont semble s'acheminer vers une liquidation à l'amiable. Le syndicat du Livre-CGT estime pourtant devoir tout faire pour sauvegarder l'activité de l'entreprise qui (assigne notamment *le Figaro magazine, le Nouel Observateur, l'Evénement du jeudi, etc.) et les deux cent cinquante-sept emplois. Une réunion entre délégués CGT doit avoir lieu jeudi 12 février afin d'examiner toutes les solutions.*

Enfin, la polémique à propos de l'hebdomadaire la Vie française se poursuit entre M. Bruno Bertez, PDG du groupe *AGEFI-la Vie française* et le Livre CGT. Ce dernier exige le rapatriement de l'impression du titre dans une imprimerie parisienne, ce qui fournirait du travail à une douzaine d'ouvriers. M. Bertez juge, quant à lui, que la composition du journal représente deux postes de travail au plus : *« Il est malhonnête de dire que les décisions concernant les travaux de* la Vie française *sont vitales pour l'avenir du Livre parisien ou de toute autre entreprise. »* Vendredi dernier, de graves affrontements ont eu lieu autour de l'imprimerie de Torcy (Seine-et-Marne) où était imprimé le journal.

YVES-MARIE LABÉ.

L'appel d'offres de la CNCL est paru au « JO »

Course d'obstacles

A minuit au plus tard, lundi 23 février, les copies des candidats à la reprise de TF 1 devront être déposées sur le bureau du président de la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) en vingt exemplaires. C'est en effet la date retenue par l'appel d'offres de la CNCL paru au *Journal officiel* le 7 février, en même temps que l'arrêté gouvernemental fixant à 3 milliards de francs le prix des 50 % du capital de la chaîne réservée aux repreneurs, comme cela avait été annoncé par MM. Edouard Balladur et François Léotard (*le Monde* du 6 février).

Trois milliards de francs pour une cession qui *« ne fait l'objet d'aucune garantie autre que celle de l'existence des titres cédés »*, comme l'indique de façon lapidaire le texte de l'arrêté. Par contraste avec cette brièveté, l'appel d'offres fourmille, lui, de précisions et d'exigences. Les candidats ont du pain sur la planche, puisqu'ils devront répondre en deux temps s'ils franchissent toutes les étapes.

● *Première épreuve : l'admissibilité.* — Après avoir présenté son groupe et ses alliés (nature du capital, nationalité des actionnaires, etc) et fait la preuve de ses capacités financière et technique, chaque postulant devra décrire dans le détail ses éventuelles activités dans le *« secteur de la communication »* (presse écrite, audiovisuel, publicité, édition, télécommunications). Cela devrait permettre à la CNCL de vérifier que leur candidature à TF 1 ne contrevient ni à la loi anticoncentration dans les médias ni aux obligations légales en matière de pluralisme.

Les candidats auront encore à préciser s'ils ont l'intention d'utiliser les installations de Cognacq-Jay et les services de Télédiffusion de France (TDF), ou s'ils envisagent des *« solutions de substitution »*. Une façon de tester leurs ambitions dans le domaine technique, comme le fait de les interroger sur leur politique de développement et de diversification est une manière, pour la CNCL, d'éprouver leur volonté ou non de monter sur le satellite TDF 1.

● *Deuxième phase du concours : les enchères, au « mieux-disant culturel ».* — Quinze jours après avoir été déclarés admissibles, indique l'appel d'offres, les concurrents restant en lice devront présenter une *« synthèse en vingt à vingt-cinq pages des principales caractéristiques »* de leur projet. A côté de la longue litanie des précisions techniques demandées, c'est bien entendu les exigences en matière de politique de programmes qui retiennent l'attention.

Trois points ressortent : l'information, la production et ce que la CNCL a baptisé la *« nature des émissions »*. Dans le premier cas, la Commission nationale demande en particulier aux candidats de notifier ce qu'ils feront pour assurer *« la sauvegarde du pluralisme des courants d'expression »* et de décrire le *« volume »*, la *« durée »* et la *« périodicité »* des magazines et journaux télévisés. Enfin, ils devront présenter le schéma de leur *« équipe rédactionnelle de journalistes »* et les dispositions envisagées en matière d'*« expression directe »*.

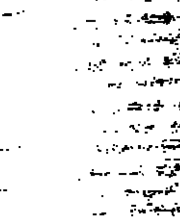
Les éléments demandés sur la *« production de programmes »* sont tout aussi précis, allant de la production interne aux commandes à l'extérieur, de l'utilisation des archives à la politique concernant la Société française de production (SFP). Surtout, l'appel d'offres apparaît comme un moyen pour la CNCL de réintroduire certaines de ses exigences rejetées par le gouvernement lors de l'élaboration du « cahier des charges minimum » de TF 1. Elle demande notamment de connaître le pourcentage du chiffre d'affaires que les candidats consacreront à la production d'œuvres d'expression originale française et d'œuvres d'animation.

Enfin, du descriptif détaillé à fournir sur la nature des émissions, on retiendra surtout celui concernant la *« politique à l'égard du cinéma »*, la *« promotion de la chanson française »*, l'utilisation des *« techniques des nouvelles images »*, ainsi que la contribution envisagée à l'*« expression de la vie locale »*.

A. Rd. et P.-A. G.

Rencontre au TEP

« La culture française se porte bien pourvu qu'on la sauve »... Sur ce thème lancé par Jack Ralite, une rencontre publique a lieu, ce lundi 9 février, au TEP à 20 h 30. Doivent prendre la parole : Jack Ralite, Claude Santelli, Pierre Etaix, Henri Tisot, Anne Hoang, réalisatrice, Fabrice Cazeneuve, réalisateur de télévision, Max Schöndorff, scénographe, Bernard Noël, écrivain, Luc Béraud, cinéaste, Patrice Mestral, compositeur, Anne-Marie Reynaud, directrice du Centre chorégraphique de Nevers, Jean-Claude Fall, metteur en scène, et Michel Dubois, directeur du Centre dramatique de Caen. Cette rencontre publique devrait préparer des états généraux de la culture pour juin 1987.



Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

Les jours de première sont indiqués entre parenthèses.

LE RÉGENT, Théâtre de la Ville (43-74-22-77), 20 h 45.

HORS PARIS

SAINT-DENIS, Th. G.-Philipe (42-33-17-17), 20 h 30 : Les ensorcelés.

Les salles subventionnées

Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.

OPÉRA (47-42-57-50), 14 h 30 + 20 h 30 : Ballet Van Dantzig Balanchine.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15), 20 h 30 : Esther.

CHAILLOT (47-27-81-15), Théâtre Gémier : 20 h 30 : les Désossés ; 20 h 30 : Récitations-Conversations : Poésie : Jean Grosjean.

ODÉON (43-25-70-32), 20 h 30 : la Cerisaie, de Tchekhov.

PETIT ODÉON (43-25-70-32), 18 h 30 : Paysages humains, de Nazim Hikmet.

BEAUBOURG (42-77-12-33). Débats-Rencontres : 18 h 30 : Le débat des débats (bilan de dix années de débats au *Centre G.-Pompidou*) ; *21 h : Paroles sur* la ville : expression urbaine au Japon ; 18 h 30 : Introduction au Japon des avant-gardes ; 21 h : Littérature arabe traduite (littérature populaire) : 18 h : Création-graphisme et les institutions publiques ; 16 h : Les animaux malades de *l'homme, de F. Enderlin ; Concerts-*Spectacles : 20 h 30 : Séminaire de composition à l'Ircam ; 18 h 30 : Saburo Teshigawara.

THÉATRE MUSICAL DE PARIS (42-61-19-83), 20 h 30 : Concerts : S. McNair/H. Schwarz (Mozart).

THÉATRE DE LA VILLE (42-74-22-77), (Portugal) ; Théâtre de la Ville au Th. de l'Escalier d'or : 20 h 45 : La Princesse blanche.

CARRÉ SILVIA-MONFORT (45-31-28-34), 20 h 30 : Yiddish cabaret.

MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-72-30), 20 h30 : Musique traditionnelle chinoise.

Les autres salles

ARTISTIC-ATHEVAINS (43-55-27-10) 21 h : Circuits clandestins.

ATELIER (46-06-49-24), 21 h, sam. 18 h, dim. 15 h 30 : Adriana Monti.

CARTOUCHERIE, Aquarium (43-74-99-61), 20 h 30 : le Procès de Jeanne d'Arc, veuve de Mao Tsé-toung.

CITÉ INTERNATIONALE (45-89-38-69), la Resserre 20 h 30 : la Leçon des ténèbres.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41) 21 : Reviens dormir à l'Elysée.

DAUNOU (42-61-69-14), 20 h 30 : Y a-t-il un otage dans l'immeuble ?

ESCALIER D'OR (42-74-22-77) 20 h 45 : la Princesse blanche.

ESPACE KIRON (43-73-50-25) 22 h 30 : Une femme légère.

GALERIE 55 (43-26-63-51), 19 h : Sir Gawain and the Green Knight ; 21 h : *Master Harold and the Boys.*

GRAND EDGAR (43-20-90-09) 20 h 15 : la Drague ; 22 h : la Mariée mise à nu par ses célibataires, même.

HUCHETTE (43-26-38-99) 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon 21 h 30 : Sports et divertissements.

LUCERNAIRE (45-44-57-34) I : 19 h 30 Baudelaire; 21 h 15 : Kou par Kou. – II : 20 h : Thérèse Desqueyroux ; 21 h 45 : On répète Bagatelle.

MARAIS (42-78-03-53) 20 h 30 : la Comédie sans titre.

MICHODIÈRE (47-42-95-22) 20 h 30 : Double Mixte.

ŒUVRE (48-74-42-52) 20 h 45 : Léopold le bien-aimé.

PALAIS DES GLACES (46-07-49-93) 21 h : Une mouche dans la tête.

RANELAGH (42-88-64-44) 20 h 30 : Saint Erik Satie.

ROSEAU THÉATRE (42-71-30-20) 19 h : Brèves inquiétudes dans une chaise longue, dern. le 7.

TAI TH. D'ESSAI (42-78-10-79), 20 *h 30 : Huis clos.*

TH. D'EDGAR (43-22-11-02), 20 h 15 : les Babas cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40) 21 h : les Taupes niveaux.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24)

19 h, Deaf and Blind, de F. Wiseman (séance réservée aux abonnés).

BEAUBOURG (42-78-35-57)

15 h, Billy the Kid, de K. Vidor ; 17 h, Les damnés, de J. Losey ; 19 h, The Woman who Married Clark Gable, de T. O'Sullivan et The End of the World Man, de B. Miskelly.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU SALLE GARANCE (42-78-37-29)

Cinéma et littérature au Japon

14 h 30, la Danseuse d'Izu, de H. Gosho ; 17 h 30, M. Merci, de H. Shimizu ; 20 h 30, Une page folle, de T. Kinugasa.

Les exclusivités

AFTER HOURS (A., v.o.) : Studio de la Contrescarpe, 5e (43-25-78-37) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

AJANTRIK (Ind., v.o.) : Républic Cinéma, 11e (48-05-51-33).

L'AMIE MORTELLE (A., v.f.) (*) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41) ; Images, 18e (45-22-47-94).

L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

ASTÉRIX CHEZ LES BRETONS (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

AUTOUR DE MINUIT (Fr.-A., v.o.) : Cluny Palace, 5e (43-25-19-90).

AUX FRONTIÈRES DE LA VILLE (Am., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).

LES BALISEURS DU DÉSERT (Tunisien, v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

BASIL DÉTECTIVE PRIVÉ (A., v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Napoléon, 17e (42-67-63-42).

BEAU TEMPS, MAIS ORAGEUX EN FIN DE JOURNÉE (Fr.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

BIRDY (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

BLESSURES LÉGÈRES (Hon., v.o.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34).

BLUE VELVET (A., v.o.) (*) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Escurial Panorama, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Bastille, 11e (43-42-16-80) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

BONS BAISERS DE LIVERPOOL (Ang., v.o.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Saint-Lambert, 15e (43-32-91-68).

CHAMBRE AVEC VUE (Brit., v.o.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14-*Juillet Odéon, 6e* (43-25-59-83) ; Gaumont Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).

CHARLOTTE FOR EVER (Fr.) (*) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26).

COMME UN CHIEN ENRAGÉ (A., v.o.) (*) : 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

LA COULEUR POURPRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Triomphe, 8e (45-62-45-76).

CREATOR (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

Lundi 9 février

DOWN BY LAW (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

LES DIAMANTS DE L'AMAZONE (A., v.f.) : Gaîté Rochechouart, 9e (48-78-81-77).

DOUBLE MESSIEURS (Fr.) : Républic Cinéma, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

EMMANUELLE V (Fr.) (**) : Marignan, 8e (43-59-92-82) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06).

EN DIRECT DE L'ESPACE (A., v.f.) : La Géode, 19e (42-05-06-07).

L'ÉTAT DE GRACE (Fr.) : *Forum* Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Mercury, 8e (45-62-96-82) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

L'ÉTRANGÈRE, (Brit., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Saint-*Germain Village, 5e (46-33-63-20)* ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

FAUBOURG SAINT-MARTIN (Fr.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

LA FEMME DE MA VIE (Fr.) : Cluny Palace, 5e (43-25-19-90) ; *UCG Biarritz*, 8e (45-62-20-40).

LES FUGITIFS (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-86-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01).

HANNAH ET SES SŒURS (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).

HIGHLANDER (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Templiers, 3e (42-72-94-56).

L'HISTOIRE OFFICIELLE (Arg., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).

JEAN DE FLORETTE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ambassade, 8e *(43-59-19-08) ; Montparnos, 14e* (43-27-52-37).

JUMPIN JACK FLASH (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40). – V.f. : UGC Boulevard, 9e (45-49-95-40) ; *UGC Gobelins*, 13e (43-36-23-44).

LA LÉGENDE DE LA FORTERESSE DE SOURAM (Sov., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

LÉVY ET GOLIATH (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57); Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33); Rex, 2e (43-36-23-44); Bretagne, 6e (42-22-57-97); UGC Danton, 6e (42-25-10-30); Ambassade, 8e (43-59-19-08); *St-Lazare Pasquier*, 8e (43-87-35-43); Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23); Bastille, 11e (43-42-16-80); Nation, 12e (43-43-04-67); UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59); Fauvette, 13e (43-31-56-86); Galaxie, 13e (45-80-18-03); Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27); Maillot, 17e (47-48-06-06); Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01); Secrétan, 19e (42-06-79-79); Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE MAL D'AIMER (Fr.-It.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26).

MANON DES SOURCES (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26); Impérial, 2e (47-42-72-52); Montparnos, 14e *(43-27-52-37); Gaumont Convention, 15e* (48-28-42-27).

MASSACRE A LA TRONÇONNEUSE 2 (A., v.o.) (**) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26). – V.f. : Gaîté Rochechouart, 9e (48-78-81-77).

MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36); UGC Odéon, 6e (42-25-10-30); UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40); Lumière, 9e (42-46-49-07); Escurial, 13e (47-07-28-04); Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

MÉLO (Fr.) : 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83); 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

LA MESSE EST FINIE (It., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36); Racine *Odéon, 6e (43-26-19-68)*; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40); 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81); UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44); Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40); 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

MISSION (A. v.o.) : Forum Orient-Express, *1er* (42-33-42-26); *Lucernaire*, 6e (45-44-57-34). George-V, 8e (45-62-41-46); Parnassiens, 14e (43-20-32-20). – V.f. : Français, 9e (47-70-33-88).

MISS MONA (*) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70); Hautefeuille, 6e (46-33-79-38); UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94); *Publicis Elysées*, 8e (47-20-76-23); St-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43); Français, 9e (47-70-33-88); 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81); Fauvette, 13e (43-31-56-86); Mistral, 14e (45-39-52-43); Parnassiens, 14e (43-20-30-19); 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

MORT OU VIF (A. v.f.) (*) : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94); Paris *Ciné, 10e (47-70-21-71).*

LA MOUCHE (A. v.o.) (*) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57); UGC Danton, 6e (42-25-10-30); Marignan, 8e (43-59-92-82); 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79); Maillot, 17e 47-48-06-06); (v.f.) Rex, 2e (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94); Français, 9e (47-70-33-88); UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44); Mistral, 14e (45-39-52-43); Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06); UGC Convention, 15e (45-74-93-40); Pathé Wépler, 18e (45-22-46-01); *Secrétan, 19e* (42-41-77-99); Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LES MURS DE VERRE (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Triomphe, 8e (45-62-45-76).

NOIR ET BLANC (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

NOLA DARLING N'EN FAIT QU'A SA TÊTE (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70); Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18); Colisée, 8e (43-59-29-46); Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40); Images, 18e (45-22-47-94).

LE NOM DE LA ROSE (Fr., v.a.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57); Hautefeuille, 6e (46-33-79-38); Marignan, 8e (43-59-92-82); *UGC Normandie, 8e* (45-63-16-16); Kinopanorama, 15e (43-06-50-50); PLM Saint-Jacques, 14e (45-89-68-42); Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02); *V.f. : Rex, 2e (42-36-*83-93); St-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43); Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31); Nation, 12e (43-43-04-67); Fauvette, 13e (43-31-56-86); Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06); Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50); UGC Convention, 15e (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

ON SE CALME (v.f.) : Maxéville, 9e (47-70-72-86); Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

OUT OF AFRICA (A., v.o.) : Publicis *Matignon, 8e (43-59-31-97).*

PAIEMENT CASH (A., v.o.) : Marignan, 8e (43-59-92-82); V.f. : Hollywood Boule-*vard, 9e (47-70-10-41).*

LE PASSAGE (Fr.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16); UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40); Montparnos, 14e (43-27-52-37).

PEGGY SUE S'EST MARIÉE (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70); Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33); 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83); Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67); 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81); *Gaumont* Parnasse, 14e (43-35-30-40); 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). – V.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).

LA PURITAINE (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LE RAYON VERT *(Fr.) : Parnassiens*, 14e (43-20-30-19).

LA REINE DES NEIGES, LE DÉSERT ET L'ENFANT (Sov., v.f.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80).

ROSA LUXEMBURG (All., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85); Châtelet-Victoria, 1er (42-36-12-83).

LE SACRIFICE *(Franco-Suéd., v.o.)* : Bonaparte, 6e (43-26-12-12).

SALE DESTIN (Fr.) : UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40).

SID ET NANCY (*) (A., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

STOP MAKING SENSE (A., v.o.) : Escurial Panorama, 13e (47-07-28-04).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34).

TERMINUS (Fr.-All.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57); Rex, 2e (42-36-83-93); UGC Odéon, 6e (42-25-10-30); UGC Normandie, 8e (45-63-16-16); Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31); UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59); Fauvette, 13e (43-31-56-86); Galaxie, 13e (45-80-18-03); Mistral, 14e (45-39-52-43); Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06); Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00); Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

THÉRÈSE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-80-25); Lucernaire, 6e (45-44-57-34); Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

37°2 LE MATIN (Fr.) : Saint-Michel, 5e *(43-26-79-17); George-V, 8e (45-62-*41-46); Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

TROIS HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.) : George-V, 8e (45-62-41-46).

TOP GUN (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46). – V.f. : Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

UBAC (Fr) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOQUE (Fr.) : Forum, 1er (42-97-53-74); UGC Odéon, 6e (42-25-10-30); Ambassade, 8e (43-59-19-08); George V, 8e (45-62-41-46); Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43); Nation, 12e (43-43-04-67); Fauvette, 13e (43-31-56-86); Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50); Miramar, 14e (43-20-89-52); Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

WANDA'S CAFE (A., v.o.) : *Forum, 1er* (42-97-53-74); Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

WELCOME IN VIENNA (Autr., v.o.) : Saint-Germain Studio, 5e (46-33-63-20).

Les grandes reprises

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

L'AVVENTURA *(It., v.o.) : Saint-*Lambert, 15e (45-32-91-68).

BARRY LYNDON (A., v.o.) : Templiers, *3e (42-72-94-56).*

LA CHATTE SUR UN TOIT BRULANT (A., v.o.) : Champo, 5e (43-54-51-60).

CEUX DE LA ZONE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (46-33-98-77); Balzac, 8e (45-61-10-60); Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LE CONTRAT (A., v.f.) (*) : Maxéville, 9e (47-70-10-41).

DROLE DE DRAME (Fr.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44 .

L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : *Templiers, 3e (42-72-94-56). V.f. : Maxé-*ville, 9e (47-70-72-86).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Mac-Mahon, 17e (43-80-24-81).

EXCALIBUR (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (43-26-79-17).

LES FANTASTIQUES ANNÉES 20 (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

LA GARÇONNIÈRE (A. v.o.) : Action Christine Bis, 6e (43-29-11-30).

GUÊPIER POUR TROIS ABEILLES (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30); Balzac, 8e (45-61-10-60).

HITLER, *UNE CARRIÈRE* *(All. v.o.)* : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

L'IMPOSSIBLE Mr. BÉBÉ (A., v.o.) : *Action Ecoles*, 5e (43-25-72-07).

INFIDÈLEMENT VOTRE (A., v.o.) : Saint-Lambert, 5e (45-32-91-68).

MAMMA ROMA (It., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Angl., v.o.) : Studio Galande (h. sp.), 5e (43-54-72-71); Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16).

OLIVER TWIST (A., v.o.) : Reflet Logos, *(h. sp.), 5e (43-54-42-34).*

ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (*) : Châtelet Victoria, 1er (45-08-94-14) ; Studio Galande (h. sp.), 5e (43-54-72-71).

OTELLO (It., v.o.) : Vendôme, 2e (47-42-97-52).

SI J'AVAIS UN MILLION (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

LA TRAVIATA (It., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

TENUE DE SOIRÉE (Fr.) (*) : Lumière, 9e (42-46-49-07).

VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A., v.o.) (*) : Templiers, 3e (47-72-94-56).

ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.) : République, 11e (48-05-51-33).

WEST SIDE STORY (A. v.o.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44).

WITNESS (A., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

LES FILMS NOUVEAUX

LES ADIEUX A MATIORA, film soviétique de Elem Klimov (v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36); Epée de Bois, 5e (43-37-57-47); *Cosmos, 6e (45-44-28-80); Gaumont* Parnasse, 14e (43-35-30-40); v.f. : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

CROCODILE DUNDEE, film australien de Peter Fairman (v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57); Hautefeuille, 6e (46-33-79-38); *Marignan*, 8e (43-59-92-82); v.f. : Impérial, 2e (47-42-72-52); Rex, 2e (42-36-83-93); Nation, 12e (43-43-04-67); UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59); Fauvette, 13e (43-31-60-74); Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06); UGC Convention, 15e (45-74-93-40); Mayfair Pathé, 16e (45-25-27-06); Maillot, 17e (47-48-06-06); Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01); Wepler Pathé, 18e (45-22-46-01).

CROSS (*), film français de Philippe Setbon : Forum, 1er (42-97-53-74); St-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20); George-V, 8e (45-62-41-46); Marignan, 8e (43-59-92-82); Maxéville, 9e (47-70-72-86); Paramount Opéra, 11e (47-42-56-31); Bastille, 11e (43-42-16-80); Fauvette, 13e (43-31-56-86): *Montparnasse Pathé*, 14e (43-20-12-06); Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00); Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LE DÉCLIN DE L'EMPIRE AMÉRICAIN, film canadien de Denys Arcan : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36); UGC Odéon, 6e (42-25-10-30); Rotonde, 6e (45-74-94-94); Pagode, 7e (47-05-12-15); UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40); UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40); UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44); Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27); 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79); Images, 18e (45-22-47-94).

GOTHIC (*), film britannique de Ken Russell v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-72-52-36): UGC Danton, 6e (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94); UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40); 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81); v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-494); UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40); *UGC* Gobelins, 13e (43-36-23-44); Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00); Images, 18e (45-22-47-94).

QUATRE AVENTURES DE REINETTE ET MIRABELLE, film français d'Eric Rohmer : Gaumont Halles, 1er (40-26-12-12); St-Germain-des-Prés, 6e (42-22-87-23); Balzac, 8e (45-61-10-60); Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

SABINE KLEIST, SEPT ANS, film allemand de Helmut Dziuba : v.o. *Républic Cinéma, 11e* (48-05-51-33).

LE TEMPLE D'OR, film américain de J. Lee Thompson, v.o. : Forum, 1er (42-97-53-74); George-V, 8e (45-62-41-46); Triomphe, 8e (45-62-45-76); UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16); v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31); UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59); Miramar, 14e (43-20-89-52); Mistral, 14e (43-39-52-43); Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00); UGC Convention, 15e (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01); Secrétan, 19e (42-06-79-79); Gambetta, 20e (46-36-10-96).

27 HORAS, film espagnol de Montxo Armendariz, v.o. : Latina, 4e (42-78-47-86); Lincoln, 8e (43-59-36-14).

PARIS EN VISITES

MARDI 10 FÉVRIER

« Belles demeures des rues de Tournon, Garancière, Servandoni. Un amour de M. de Talleyrand », 15 h 15, 6, rue Férou (G.-S. Barbier).

« Les collections du musée Lambinet à Versailles », 14 h 30, 54, boulevard de la Reine (C. de Chamborant).

« Expositions les ors hellénistiques de Tarente », 14 h 15, 158, boulevard *Haussmann (Arts et curiosités de* Paris).

« Matisse, Derain et Picasso au Musée d'art moderne », 15 heures, 11, avenue du Président-Wilson, caisse (D. Bouchard).

« Les salons de l'ambassade d'Irlande », 15 heures, inscriptions 45-26-26-77 (Paris et son histoire).

« L'Opéra de Paris », 14 heures, hall ou 15 heures haut des marches.

« Le Palais de Justice en activité », 14 h 30, grilles du Palais (M. Pohyer).

« *Hôtels du Marais* (nord). *Place des* Vosges. Le mont de Piété », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie Lobau (G. Botteau).

« Le Musée d'Orsay », 10 h 30, 1, rue de Bellechasse (Paris passion).

« Hôtels du Marais (sud). Place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« De la place des Vosges aux hôtels Rohan Soubise », 14 h 30, métro Pont-Marie (Flâneries).

« Souvenirs de George Sand », 15 heures, 16, rue Chaptal.

« Le Château de Vincennes », 15 heures, entrée principale (côté avenue de Paris).

« Les ateliers de frappe des médailles de l'Hôtel de *la monnaie* », *15 heures*, 11, quai Conti.

« Peinture décorative du XIXe siècle en *l'église Saint-Vincent-de-Paul* », 15 heures, entrée de l'église 5, rue de Belzunce (Caisse nationale des monuments historiques et des sites).

CONFÉRENCES

APLI, 33, place Maubert, 20 heures : « Introduction à l'informatique » (M. Jovanovic).

Salle Chaillot-Galliéra, 28, avenue George-V, 15 heures : « Les nautonniers du Pharaon » (Mme Desroches Noblecourt).

3, rue Rousselet, 19 heures : « La Renaissance en France et dans le Nord ».

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 9 février

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20.35 Cinéma : l'Addition ■
Film français de Denis Amar (1984), avec Richard Berry, Richard Bohringer, Victoria Abril, Farid Chopel, Fabrice Eberhard, Daniel Sarky, Simon Reggiani, Jacques Sereys.
Un acteur, emprisonné à la suite d'un curieux enchaînement de circonstances, est en butte à la haine d'un gardien sadique. Atmosphère glaciale et glauque de l'univers carcéral.

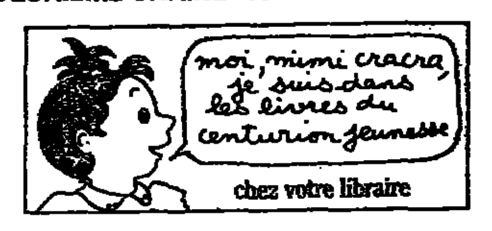
22.00 Magazine : Acteur studio.
Emission de Frédéric Mitterrand et Martine Jouando.
Spécial Japon, avec le cinéaste R. Sakamoti, qui tourne *le Dernier Empereur*.

23.10 Documentaire : Centre Georges-Pompidou, *10e anniversaire*.

23.15 Journal.

23.30 Magazine : Première page.

DEUXIÈME CHAINE : A 2



20.35 Série : Les cinq dernières minutes.
Chassé-croisé. Avec Raymond Souplex, Henri Marteau, Henri Virlojeux.
Charles Frossay est abattu de deux coups de carabine, au cours d'une partie de chasse. Crime passionnel ou crime d'intérêt ?...

22.00 Documentaire : Mégalo-mégalopoles.
▶ Série de quatre émissions d'Eddy Cherki.
1. Douze millions de Tokyo (réal., Mosco).

23.00 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20.35 Cinéma : l'Année des méduses ■
Film de Christopher Frank (1984), avec Valérie Kaprisky, Bernard Giraudeau, Caroline Cellier, Jacques Perrin.
Sur une plage de la Côte d'Azur dont les bords grouillent de méduses, une jeune fille cherche à conquérir le seul homme qui lui résiste et qui préfère sa mère. Des oisifs mondains, un univers romanesque tournant à vide. Mais il y a de belles images, et on aime bien les interprètes.

22.25 Journal.

22.50 Documentaire : Inventaire des campagnes.

23.40 Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

20.35 Cinéma : Papa est en voyage d'affaires ■■ film yougoslave d'Emir Kusturica (1985), avec Moreno de Bartolli, Predgrag-Miki Manojlovic, Mirjana Karanovic, Mustafa Nadarevic, Mira Furlan, Davor Dujmovic. **22.45 Flash d'informations. 22.50 Etoiles et buts. 23.20 Les drives de Canal Plus. 0.20 Basket professionnel américain. 1.25 Cinéma : Une fille dans la peau ■** film français classé X de C. Romana (1983), avec Jean-Pierre Armand, Yoko, Alban Ceray, Christophe Clark, Laura Claire, Tatiana. **2.25 Série : Les monstres.**

LA « 5 »

20.30 Cinéma : la Féline, film de Paul Schrader, avec Natassia *Kinski* et *Malcom McDowell*. **22.15 Série : *Kojak*. 23.15 Série : Supercopter. 0.10 Série : La cinquième dimension. 1.05 Série : Kojak. 2.00 Série : Star Trek.**

TV 6

14.00 6 Tonic. 17.00 Système 6. 19.00 NRJ 6. 19.40 Série : Max la menace. 20.10 Feuilleton : Le temps des copains. 20.30 Série : Les envahisseurs. 21.20 Série : Les superminds. 22.05 6 Tonic.

FRANCE-CULTURE

20.30 Cinq psychanalyses de Freud. Le président Schreber. **21.30 Musique : Latitudes.** La bourrée en Auvergne nous va bien. **22.30 La nuit sur un plateau.** Les écrivains et la banlieue.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Renseignements sur Apollon. Concert (en direct de la salle Gaveau) : Quatuor en mi mineur, de Telemann ; La marésienne, de Marais : 14e Concert royal en ré mineur, de Couperin : Sonate en trio, de C. Philipp Emanuel Bach : Quatuor en la mineur, de Telemann, par le Pariser Quartett (Gérard Schapapan, flûte baroque, Daniel Cullier, violon baroque ; Jay Bernfeld, viole de gambe ; Jocelyne Cullier, clavecin) ; à 22.30, Concerto n° 25 en ut majeur pour piano et orchestre K 503, de Mozart, par l'Orchestre national, dir. Georg Solti ; à 22.50, *Un Tristan sauvé des eaux* : *Bayreuth 1931* ; à 23.08, La vie passionnée et romantique de Louis-Ferdinand Kornfeld ; à 23.20, Les allumés du lyrique ; à 23.30, Un document où les virtuoses s'emmêlent les boutons de manchette. ***24.00 Les soirées de France-Musique.*** American is beautiful... Bon anniversaire, monsieur Gershwin.

Mardi 10 février

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

13.50 Série : La croisière s'amuse.
14.40 Feuilleton : Isaura (27e épisode).
15.15 Ravi de vous voir.
16.00 Série : Alfred Hitchcock présente...
16.30 Ravi de vous voir (suite).
17.00 Variétés : La chance aux chansons.
17.25 La vie des Botes.
17.50 Feuilleton : Huit, ça suffit.
18.20 Mini-journal, pour les jeunes.
18.40 Jeu : La roue de la fortune.
19.05 Feuilleton : Santa-Barbara.
19.40 Cocoricocoboy.
20.00 Journal.
20.25 Loto sportif.
20.30 Football.
Bordeaux-Everton, en direct de Bordeaux.

22.20 *Documentaire : Le grand escalator,* le Centre Georges-Pompidou.
Emission de Reiner Moritz.
Des documents d'archives, des reportages de télévisions étrangères et des interviews de Ben, Pierre Boulez, Pontus Hulten, Jean Tinguely, Kiki Picasso, Pierre Soulages...

23.15 Documentaire : Centre Georges-Pompidou, 10e anniversaire.
23.20 Journal.
23.35 Magazine : C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

13.45 Feuilleton : Le riche et le pauvre.
14.35 Magazine : Ligne directe.
15.35 Feuilleton : Lili, petit à petit.
16.05 C'est encore mieux l'après-midi.
17.35 Récré A2.
18.05 Feuilleton : Madame est servie.
18.30 Magazine : C'est la vie.
18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19.15 Actualités régionales.
19.40 Le nouveau théâtre de Bouvard.
20.00 Journal.
20.35 Mardi cinéma : la Smala ■
Film français de J.-L. Hubert (1984), avec Victor *Lanoux, Josiane Balasko, Dominique Lavanant,* Maurice Risch, Luis Rego, Thierry Lhermitte.
Un accordéoniste en chômage, vivant en province, et dont la femme fait des fugues, part pour Paris à la recherche de celle-ci, avec ses cinq enfants et une aide-ménagère, providence de la famille. Scénario un peu mince, mise en scène dans l'esprit du comique de café-théâtre. Pour passer le temps.

22.05 Les jeux de Mardi cinéma.
Avec Philippe Noiret, Christophe Malavoy.

23.25 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

14.00 Documentaire : L'encyclopédie audiovisuelle du cinéma.
14.30 Boîte aux lettres (rediff.).
15.00 Feuilleton : Un journaliste un peu trop voyant.
15.50 Les métiers d'avenir : Les sécrétaires font peau neuve.
16.00 Documentaire : Les grandes villes.
17.00 Feuilleton : Demain l'amour.
17.25 Dessin animé : Lucky Luke.
17.30 Série : Zorro.
18.00 Feuilleton : Edgar, détective cambrioleur.
18.25 La cuisine des juniors.
18.30 Feuilleton : Flipper le dauphin.
18.57 Juste ciel ! petit horoscope.
19.00 Le 19-20 de l'information.
19.55 Dessin animé : Ulysse 31.
20.05 Jeux : La classe.
20.30 D'accord, pas d'accord.
20.35 Cinéma : Marseille contrat ■
Film franco-anglais de Robert Parrish (1974), avec M. Caine, A. Quinn.
Un agent américain du Bureau des narcotiques cherche à confondre un important trafiquant de drogue de Marseille. Il engage un tueur pour l'abattre : Film d'action au scénario stéréotypé.

22.05 Journal.

CANAL PLUS

14.00 Cinéma : Alphabet City ■ film américain d'Amos Poe (1984), avec Vincent Spano, Kate Vernon, Michael Winslow, Zohra Lampert, Jami Gertz, Laura Carrington, Raymond Serra. **15.25 Cinéma : 5% de risque ■** film français de Jean Pourtalé (1980), avec Bruno Ganz, Jean-Pierre Cassel, Aurore Clément, Pierre Michaël, Alex Métayer. **17.05 Cabou cadin. *17.30 Série : Les monstres. 18.00 Flash d'informations.* 18.05 Dessins animés. 18.15 Jeu : Les affaires sont les affaires. 18.45 Top 50. 19.15 Zénith. 19.50 Flash d'informations. 19.55 Feuilleton : Objectif nul. 20.05 Starquizz. ▶ *20.35 Cinéma :* Excalibur ■■** *film anglais* de John Boorman (1981), avec Nigel Terry, Helen Mirren, Nicholas Clay, Cherie Lunghi, Paul Geoffrey, Nicol Williamson. **22.55 Flash d'informations. 23.05 Cinéma : Macaroni ■■** *film italien* d'Ettore Scola *(1985)*, avec Jack Lemmon, Marcello Mastroianni, Daria Nicolodi, Isa Danieli, Maria Luisa Santella, Patrizia Sacchi (v.o.). **0.45 Cinéma : Un drôle de paroissien ■** film français de Jean-Pierre Mocky (1963), avec Bourvil, Jean Poiret, Francis Blanche, Jean Yonnel, Jean Tissier, Véronique Nordey. **2.05 Série : Cisco Kid.**

LA « 5 »

13.40 Série : Kojak. 14.35 Série : Baretta. 16.30 Série : K 2000. 17.25 Série : Shérif, fais-moi peur. 18.15 Série : Supercopter. 19.10 Série : Happy days. 19.35 Série : Star Trek. 20.30 Cinéma : le Tombeur de ces dames ■■ film américain de Jerry Lewis (1961), avec Jerry Lewis, Helen Traubel. *Un jeune homme abandonné par sa fiancée devient misogyne. Il se place comme domestique dans une pension de famille et découvre qu'elle est habitée par des apprenties starlettes. Le film, burlesque et corrosif, donne la plus juste idée du personnage de Jerry Lewis « demeuré » qui a peur de la vie et des femmes, gaffeur invétéré.* **22.05 Série : Kojak. 23.05 Série : Supercopter. *0.00 Série : Baretta.* 0.55 Série : Kojak. 1.50 Série : Star Trek.**

TV 6

14.00 6 Tonic. 17.00 Système 6. 19.00 NRJ 6. 19.40 Série : Max la menace. 20.10 Feuilleton : Le temps des copains. 20.30 Cinéma : Fiancées en folie ■■■ film de Buster Keaton (1925), avec Buster Keaton, T. Roy Barnes. *Comment se marier dans la journée, pour recueillir un énorme héritage. Sur le principe du gag boule de neige. Keaton (le comique qui ne rit jamais) a réalisé et interprété, avec une logique imperturbable, un film magnifiquement drôle.* **21.25 Cinéma : le Mystère du poisson volant ■** film de John Emerson (1916). *Un détective drogué à la cocaïne devient un héros qui met hors d'état de nuire des trafiquants d'opium. Une parodie de Sherlock Holmes, pas très réussie. Rareté.* **21.45 6 Tonic.**

FRANCE-CULTURE

20.30 Le journal du corps. Tabac : la cure de l'un, la cure de l'autre ; L'homme, la mer et la santé ; Dossier : Folies, l'histoire de la psychiatrie. **21.30 Musique :** Les mardis de la chanson. Ecoute la nuit, en direct du Magnetic Terrace, avec Gilbert Laffaille et Mama Bea. **22.30 Nuits magnétiques. 0.10 Du jour au lendemain.**

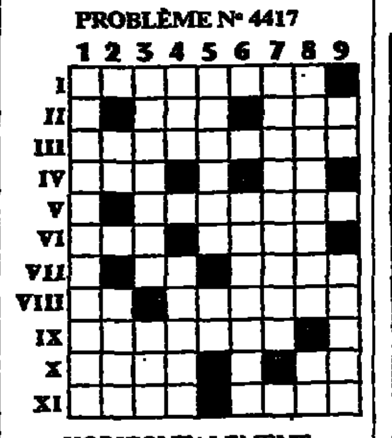
FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert : Trio pour flûte, alto et harpe, de Boieldieu ; duo pour flûte et alto, de Hoffmeister ; Envols d'écailles, de Louvier ; Lachrymae, pour alto et harpe de Britten ; Sonate pour flûte, alto et harpe de Debussy par Catherine Cantin, flûte ; Tasso Adamopoulos, alto ; Frédérique Cambreling, harpe. **22.30 Récital :** Jean-Marc Luisada, piano. Fantaisie en ré mineur, K 397 de Mozart ; Papillons, op. 2 et Humoresque, op. 20 de Schumann ; Trois mazurkas, op. 59, Barcarolle en fa dièse majeur, op. 60, et Polonaise-fantaisie en la bémol majeur, op. 61, de Chopin. **24.00 Les soirées de France-Musique :** Poissons d'or...

Informations « services »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4417



HORIZONTALEMENT

I. Culture des fleurs. – II. Massif des Alpes suisses. Ne doit pas jouer dans une pièce où elle tourne. – III. Peut être « descendu » par des gens au plus bas. – IV. Fait partie d'un plan. Mesure. – V. Ne travaille pas sans filet. – VI. Tire ses revenus du jeu. Chute d'eau. – VII. Sortie d'enfants. Bâtiment de la sûreté. – VIII. Saint normand. Peuvent faire des reliefs ou des creux. – IX. Pris par le corps ou par l'esprit. – X. Gaz d'éclairage. Coule de source. – XI. Fit donc montre de fermeté. Un poisson ou un poison.

VERTICALEMENT

1. Commence à courir après une période d'échauffement. – 2. Comme un pigeon avec un faisan. Observé en étant suivi. – 3. Partie du globe. Peut s'obtenir par la bande. – 4. Jaune et rouge. Au plus haut point. – 5. Traitement de choc. Conjonction. – 6. Stupides au plus haut point. – 7. Peut donc être apprécié ou estimé. – 8. Conduit à des débordements ou à des embrasements. Participe passé. – 9. Abréviation d'élu. Passage protégé.

Solution du problème n° 4416

Horizontalement

I. Promiscuité. ONU. – *II.* Eunecte. Voraces. – *III.* Draisienne Ri. – IV. Nie. Réa. Ergot. – V. Tee. Errata. Né. – VI. Un. Niveleur. – VII. Rabâchée. Emmaüs. – VIII. Linné. In. – IX. Fuient. Fesses. – X. Aa. Voleur. Lei. – XI. Clou. Replante. – XII. Coule. Vie. In. Oc. – XIII. Réservée. Bec. (Cf. « Zizi »). Ut. – XIV. Ost. Outrée. Eger. – XV. Esse. Sûre. Ere.

Verticalement

1. Peinture. Accroc. – 2. Ru. Iéna. Aloès. – 3. Ondée. Bof! Oust! – 4. Mer. Râ. Uvule. – 5. Icare. Clio. Eros. – 6. Stiernhielm. Vue. – 7. Césarienne. Vêt. – 8. Aventuriers. – 9. Ivette. Rée. Eu. – 10. Ton. Ale. Ber. – 11. Erne. Embellie. – 12. Aérium. Séance. – 13. Oc. Raisin. Gê. – 14. Néron. Une. Toner. – 15. Usitées. Spectre.

GUY BROUTY.

BIBLIOGRAPHIE

Les publications de la Documentation française

La politique asiatique de la Chine, ouvrage de la Fondation pour les études de défense nationale (*FEDN*). *Bilan* diplomatique, militaire et économique de presque quarante ans de politique extérieure de la Chine populaire en Asie orientale (358 pages, 110 F).

Panorama de l'Europe de l'Est par le Centre d'études et de documentation sur *l'URSS*, la Chine et l'Europe de l'Est (CEDUCEE). Evolution économique et réalité actuelle des pays d'Europe de l'Est (sauf URSS). Analyse de certains problèmes communs à ces pays : évolution socio-politique, niveau de consommation, pénurie énergétique... (304 pages, 120 F).

Revue **Maghreb-Machrek monde arabe** n° 114. Tribu et citoyenneté en Jordanie rurale. L'endettement du Maghreb. Nord-Yémen : sur la voie du développement ? La FINUL en question (128 pages, 28 F).

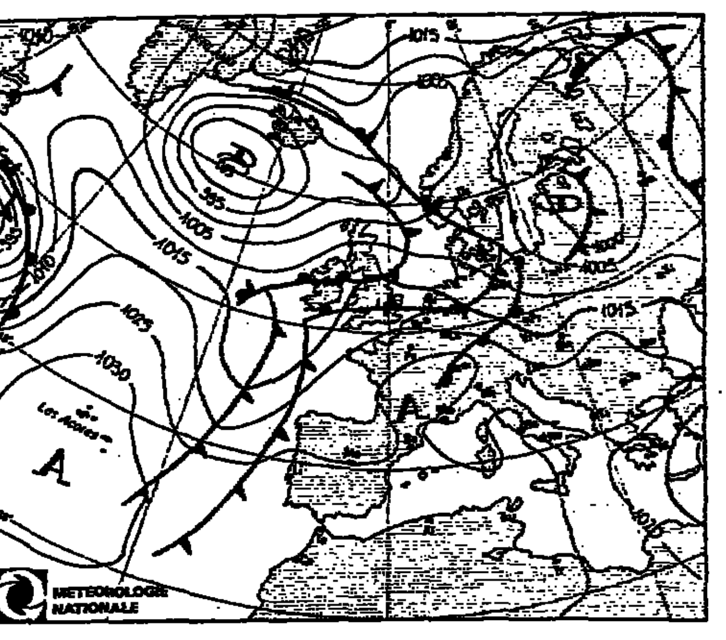
Revue **Problèmes d'Amérique latine** n° 82. Argentine 1983-1986 : bilan politique, économique et social de *trois années de gouvernement* du président Raul Alfonsin. Relations Brésil-Etats-Unis (128 pages, 48 F).

L'Espagne et le Portugal dans la CEE, intégrations et enjeux. Collection des notes et études documentaires. Présentation du traité d'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la CEE. Le défi économique et social que représente l'intégration pour la péninsule Ibérique. Les risques et les enjeux du troisième élargissement pour l'Europe du Sud (144 pages, 48 F).

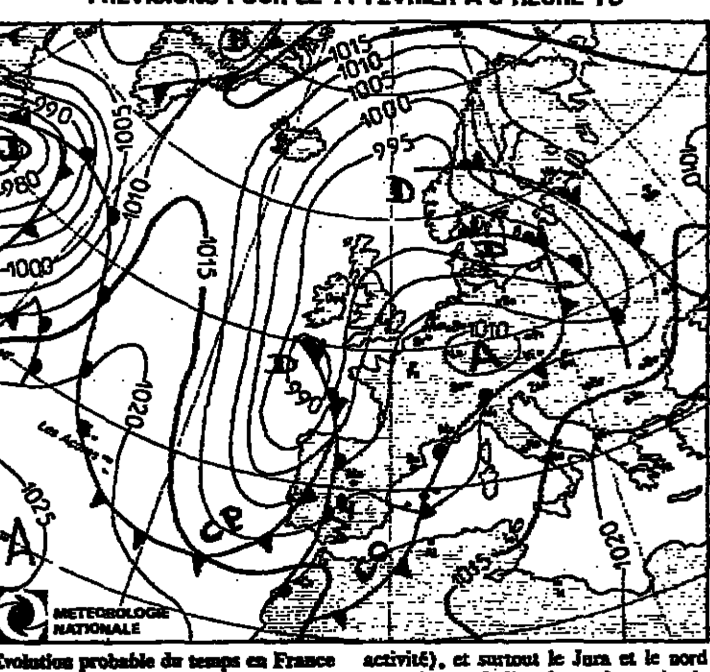
★ *29-31, quai Voltaire, 75340 Paris. Cedex 07. Tél. : 42-61-50-10.*

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 9 FÉVRIER 1987 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 11 FÉVRIER A 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le lundi 9 février à 0 heure et le mardi 10 février à 24 heures.

Un flux d'ouest perturbé circule sur l'Atlantique et l'Europe. Une première zone pluvieuse atteindra lundi soir les régions proches de la Manche avant de s'enfoncer vers le sud-est ; elle sera suivie d'un temps nuageux mais agréable avant l'arrivée d'une nouvelle onde mardi soir sur les régions atlantiques.

Mardi matin : il fera très doux avec des températures souvent comprises entre 7 et 10 degrés, 5 à 8 degrés sur les régions de l'Est.

Les nuages, abondants sur toute la France, seront accompagnés le matin de faibles pluies sur l'Aquitaine, modérées *du Nord au Massif Central,* à la Lorraine et à l'Alsace.

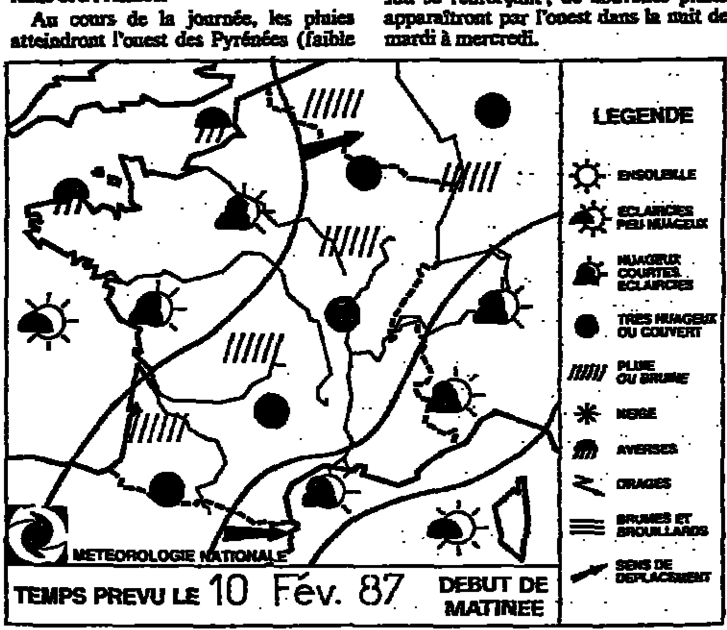
Au cours de la journée, les pluies atteindront l'ouest des Pyrénées (faible activité), et surtout le Jura et le nord des Alpes, où il neigera à partir de 1 800 mètres environ.

A l'arrière de ces pluies, les nuages seront abondants avec *toutefois* des éclaircies qui permettront aux températures maximales d'avoisiner 10 à *13 degrés sur le nord, 14 à 16 degrés* plus au sud.

Les régions méditerranéennes connaîtront un temps souvent nuageux, avec éclaircies plus larges en fin de journée ; quelques petites averses sont probables sur la Corse.

Le vent d'ouest dominant (excepté près de la Méditerranée) sera faible à modéré, assez fort près de la Manche.

Le ciel redeviendra très chargé le soir *près de l'Atlantique, avec des vents de* sud se renforçant ; de nouvelles pluies apparaîtront par l'ouest dans la nuit de mardi à mercredi.



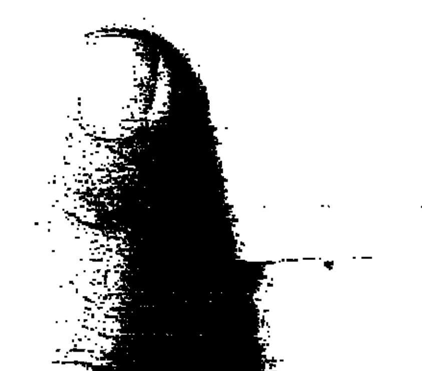
TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 8-2 à 6 h TU et le 9-2-1987 à 6 h TU — le 9-2-1987

Ville	Max	Min	Temps
FRANCE			
AJACCIO	15	6	N
BIARRITZ	13	9	D
BORDEAUX	12	10	D
BOURGES	10	7	C
BREST	11	8	P
CAEN	13	10	C
CHERBOURG	10	8	P
CLERMONT-FERR.	14	7	D
DIJON	7	–5	B
GRENOBLE St-M-H	11	–2	B
LILLE	10	7	P
LIMOGES	8	5	P
LYON	9	7	C
MARSEILLE-MAR.	18	4	N
NANCY	6	6	P
NANTES	11	8	P
NICE	14	8	C
PARIS-MONTS.	12	9	B
PAU	12	9	C
PERPIGNAN	19	6	D
RENNES	12	8	P
ST-ÉTIENNE	13	4	B
STRASBOURG	8	7	C
TOURS	11	8	N
TOULOUSE	12	9	C
POINTE-A-P.	12	9	C
ETRANGER			
ALGER	20	4	D
AMSTERDAM	7	4	B
ATHÈNES	12	6	D
BANGKOK	33	22	N
BARCELONE	17	6	D
BELGRADE	3	–2	C
BERLIN	2	1	P
BRUXELLES	9	6	C
LE CAIRE	19	11	C
COPENHAGUE	3	1	B
DAKAR	23	17	D
DELHI	27	12	D
DJERBA	18	11	D
GENÈVE	9	–1	B
HONGKONG	21	18	P
ISTANBUL	8	0	N
JÉRUSALEM	11	4	N
LISBONNE	17	7	C
LONDRES	13	9	P
LOS ANGELES	28	16	C
LUXEMBOURG	6	6	B
MADRID	20	3	B
MARRAKECH	21	7	D
MEXICO	19	2	B
MILAN	7	–2	B
MONTRÉAL	0	–10	*
MOSCOU	–3	–14	C
NAIROBI	27	9	N
NEW-YORK	10	0	A
OSLO	2	–12	N
PALMA-DE-MAL.	18	7	B
PÉKIN	13	0	D
RIO-DE-JANEIRO	29	26	C
ROME	15	5	B
SINGAPOUR	31	24	N
STOCKHOLM	–6	–11	C
SYDNEY	26	22	N
TOKYO	15	4	D
TUNIS	16	8	D
VARSOVIE	0	0	A
VENISE	7	0	B
VIENNE	5	4	P

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)



« Services »

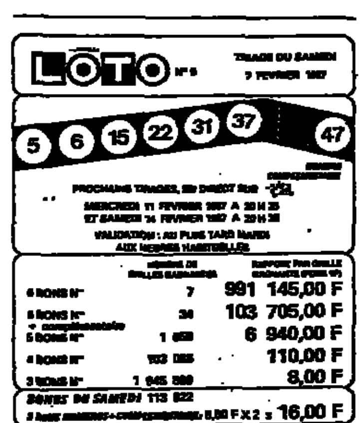
EN BREF

● **GUIDE : handicapés.** – La quinzième édition du Guide Néret des handicapés recense dans ses 644 pages les principaux textes législatifs et réglementaires et 600 adresses utiles de services, associations ou institutions destinés aux handicapés physiques ou mentaux – qu'il s'agisse d'adolescents ou d'adultes, – *par régions et départements.*

★ Editions Néret, 23, rue de Chabrol, 75010 Paris. Tél. : 48-24-70-79. 644 pages, 240 F.

● **REVUES : parcs.** – A la différence des parcs nationaux, les parcs naturels régionaux sont peu connus. La Fédération des parcs naturels de France, qui regroupe les vingt-cinq parcs régionaux et les sept parcs nationaux, vient donc de lancer un magazine intitulé *Parcs*. Au sommaire du premier numéro, qui a pour thème l'habitat, on trouve des articles consacrés aux Vosges du nord, à la Brière, au Lubéron, à la montagne de Reims et au parc national des Ecrins.

★ *Parcs*, 4, rue de Stockholm, 75008 Paris (tél. : 42-94-90-84). Le numéro : 20 F.


LOTO N° 6 — TIRAGE DU SAMEDI 7 FÉVRIER 1987

5 6 15 22 31 37 — 47

PROCHAINS TIRAGES, EN DIRECT SUR TF1 : MERCREDI 11 FÉVRIER 1987 A 20 H 35 ET SAMEDI 14 FÉVRIER 1987 A 20 H 35. VALIDATION : AU PLUS TARD MARDI AUX HEURES HABITUELLES

	NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1 F)
6 BONS N°s	7	991 145,00 F
5 BONS N°s + complémentaire	34	103 705,00 F
5 BONS N°s	1 [illegible]	6 940,00 F
4 BONS N°s	103 [illegible]	110,00 F
3 BONS N°s	1 945 [illegible]	8,00 F

BONUS DU SAMEDI 113 822 — 2 BONS NUMÉROS + COMPLÉMENTAIRE 8,00 F X 2 = 16,00 F

N'OUBLIEZ PAS : LA SEMAINE PROCHAINE UNE SUPER CAGNOTTE LE MERCREDI UNE SUPER CAGNOTTE LE SAMEDI — LES 2 SUPER CAGNOTTES DE LA Sᵗ VALENTIN

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 7 février 1987 :

DES DÉCRETS

● Nº 87-71 du 6 février 1987 modifiant le code électoral.

● Du 6 février 1987 fixant la date des prochaines élections à l'Assemblée territoriale des îles Wallis et Futuna.

DES ARRÊTÉS

● Du 5 février 1987 relatif à la fixation du prix de 50 % du capital de TF 1 cédés au groupe d'opérateurs désigné par la Commission nationale de la communication et des libertés.

● Du 5 février 1987 fixant la *valeur d'échange de titres de* l'emprunt d'Etat 7 % 1973, remis en règlement des obligations assimilables à celles de l'emprunt d'Etat janvier 1987 émises en février 1987.

Du 3 février 1987 portant création du baccalauréat professionnel (section Exploitation des transports) et fixant les modalités de préparation et de délivrance de ce baccalauréat.

UNE DÉCISION

● Nº 87-8 du 6 février 1987 de la Commission nationale de la communication et des libertés relative à un appel aux candidatures pour l'acquisition de 50 % du capital de TF 1.

⁂

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 8 février 1987 :

DES DÉCRETS

● 87-77 du 6 février 1987 fixant le montant de divers avantages de vieillesse et d'invalidité.

● 87-78 du 6 février 1987 fixant le montant de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité.

UN ARRÊTÉ

● Du 21 janvier 1987 complétant la liste des centres hospitaliers qui doivent disposer de moyens mobiles de secours et de soins d'urgence.



	Equipe 1	Equipe 2	Résultat
1	ATHLETIC BILBAO	CADIX	1 [X] 2
2	VALLADOLID	MAJORQUE	1 N [X]
3	REAL MADRID	SANTANDER	[X] N 2
4	ESPANOL	F.C. BARCELONE	1 [X] 2
5	MURCIE	OSASUNA	1 [X] 2
6	LAS PALMAS	REAL SOCIEDAD	1 N [X]
7	GIJON	BETIS	[X] N 2
8	SARAGOSSE	ATLETICO MADRID	[X] N 2
9	ASCOLI	TORINO	1 [X] 2
10	ATALANTA BERGAME	MILAN A.C.	1 N [X]
11	COME	SAMPDORIA	1 [X] 2
12	FIORENTINA	BRESCIA	[X] N 2
13	INTER MILAN	UDINESE	[X] N 2
14	JUVENTUS	EMPOLI	[X] N 2
15	NAPLES	AVELLINO	[X] N 2
16	VERONE	ROMA	1 N [X]

Tirage des "7 Numéros de la Chance" du Dimanche 8 Févr. 1987 : 2 5 10 13 14 15 16

loterie nationale — TRANCHE Nº 11 DU SUSPENSE

1 SEUL BILLET POUR LA SEMAINE. DU SUSPENSE TOUS LES JOURS

RÉSULTATS COMPLETS

CETTE LISTE NE TIENT PAS COMPTE DES CUMULS ÉVENTUELS

DATES DU TIRAGE	NUMÉROS OU TERMINAISONS	MONTANT DES LOTS
LUNDI 2 FÉVRIER 1987	202 382	1 000 000 F
	832	1 500 F
MARDI 3 FÉVRIER 1987	093 115	1 000 000 F
	700	1 500 F
MERCREDI 4 FÉVRIER 1987	070 850	1 000 000 F
	277	1 500 F
JEUDI 5 FÉVRIER 1987	365 043	1 000 000 F
	237	1 500 F
VENDREDI 6 FÉVRIER 1987	094 521	1 000 000 F
	128	1 500 F
SAMEDI 7 FÉVRIER 1987	296 809	1 000 000 F
	291	1 500 F
DIMANCHE 8 FÉVRIER 1987	112312	6 000 000 F
	123 836	1 000 000 F
	011 440	50 000 F
	018 885	50 000 F
	090 389	50 000 F
	118 495	50 000 F
	143 092	50 000 F
	157 588	50 000 F
	168 511	50 000 F
	206 231	50 000 F
	236 173	50 000 F
	240 075	50 000 F
	260 630	50 000 F
	286 347	50 000 F
	303 782	50 000 F
	317 882	50 000 F
	333 514	50 000 F
	350 403	50 000 F
	356 723	50 000 F
	381 959	50 000 F
	382 617	50 000 F
	399 740	50 000 F
	773	1 500 F
	4	100 F

SUR MINITEL. Prévision complètes. Météo marine. Temps observé Paris, province, étranger. 36.15 Tapez LEMONDE puis METEO.

Le Carnet du Monde

Décès

– Le président et les membres du bureau du Cercle de Paris, Association maç∴ interobédientielle

ont la douleur de faire part du passage à l'Or∴ Et∴ de leur B∴ A∴ et Ill∴ F∴,

Michel BAROIN.

Ils invitent leurs membres et amis à être *présents très nombreux aux cérémonies* de ses obsèques.

Lieu de recueillement : ce lundi 9 février, au 4, rue de Lasteyrie, à Paris-16ᵉ, à partir de 19 heures et jusqu'au mardi *10 février*, à *11 h 30*.

Obsèques officielles : jeudi 12 février, à 9 h 30, église Saint-François-de-Sales, 15, rue Ampère, à Paris-17ᵉ.

« Gémissons ! Gémissons ! Gémissons !
Et espérons. »
(*Le Monde* du 7 février 1987.)

– Le président,
Le conseil d'administration de la SOPAREMA,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Michel BAROIN,
administrateur de la Société.

– Mᵐᵉ André Baudoin,
M. et Mᵐᵉ Maxime Muller,
Laurent et Alain,
Mᵐᵉ Evelyne Vignal-Baudoin,
Thierry et Sophie,
Mᵐᵉ Arlette Fallik
et son fils,
M. et Mᵐᵉ Francis Fallik
et leurs enfants,
M. et Mᵐᵉ Serge Monnin,

ont l'immense douleur de faire part du décès de

M. Michel André BAUDOIN,
commandeur de la Légion d'honneur,
ancien des Forces françaises libres,
officier de l'ordre du Mérite,
croix de guerre 1939-1945
(quatre citations),
combattant volontaire de la Résistance,

leur époux, père, grand-père, oncle et beau-frère,
survenu le 5 février 1987, à l'âge de soixante-douze ans.

Selon sa volonté, les obsèques auront lieu dans l'intimité familiale et d'amis fidèles, le lundi 9 février.

28-32, rue Parmentier,
92200 Neuilly-sur-Seine.

– *Millau, Paris.*

M. et Mᵐᵉ Pierre Catala
et leurs fils,
Mᵐᵉ Nicole Catala
et sa fille,
Mᵐᵉ Jean Virenque,
M. et Mᵐᵉ Michel Virenque
et leurs fils,
M. et Mᵐᵉ Thomas Molina
et leur fille,
M. et Mᵐᵉ Gérard Virenque
et leurs enfants,
Les familles Bro, Dausse et Soulier,
Parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Charles CATALA,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre *1914-1918*,
avocat honoraire au barreau
Millau-Saint-Affrique,
ancien bâtonnier,

leur père, grand-père, *beau-frère*, oncle et grand-oncle,

survenu dans sa quatre-vingt-neuvième année, muni des sacrements de l'Eglise.

Place Bion-Marlavagne, à *Millau*.

Les obsèques ont eu lieu le mercredi 4 février 1987, en l'église du Sacré-Cœur, à Millau.

– Millau.

Le président de la Confédération générale des producteurs de lait de brebis,
Les industriels de Roquefort,
Le conseil d'administration,

ont le regret de faire part du décès de

Mᵉ Charles CATALA,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
président d'honneur
de la Confédération générale
de Roquefort.

Les obsèques ont eu lieu le mercredi 4 février 1987, en l'église du Sacré-Cœur, à Millau.

– Millau.

Le président de la Fédération régionale des syndicats des éleveurs de brebis et son conseil d'administration

ont le regret de faire part du décès de

Mᵉ Charles CATALA,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
président d'honneur
de la Fédération régionale SEB.

Les obsèques ont eu lieu le mercredi 4 février 1987, en l'église du Sacré-Cœur, à Millau.

– *Mᵐᵉ Raoul Célérier,*
sa mère,
Mᵐᵉ Trudy Célérier,
son épouse,
Jean,
Philippe et Thérèse,
Christophe et Patricia,
ses enfants,
Julie et Maud,
ses petites-filles,

ont la douleur de faire part du décès accidentel de

M. Jacques CÉLÉRIER,

survenu le 5 février 1987, dans sa soixantième année.

Un dernier hommage pourra lui être rendu en la chapelle ardente dressée, le mardi 10 février, de 8 h 30 à 11 h 30, en l'hôtel GMF, 4, rue Lasteyrie, à Paris-16ᵉ.

61, rue Brancas,
92310 Sèvres.
(*Le Monde* des 8-9 février.)

– La Société TECHNIP
fait part du décès accidentel de

M. Jacques CÉLÉRIER,
son président-directeur général
de 1972 à 1985,

survenu le *5 février 1987*.

– Le conseil d'administration,
Les collaborateurs des Sociétés CFTS et CIDECO Export,

ont la douleur de faire part de la disparition de leur président,

Jacques CÉLÉRIER,

décédé lors d'un accident aérien, survenu au Cameroun, le jeudi 5 février 1987.

– Marie-Edith Claude
et ses neveux

ont la douleur de faire part du décès de

Mᵐᵉ François CLAUDE,

leur mère et grand-mère,
le *6 février* 1987, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 11 février, à 15 h 45, en l'église Saint-Honoré d'Eylau.

204, rue de Vaugirard,
75015 Paris.

– Sa famille,
Ses amis,

ont la douleur de faire part du décès du

docteur Michel DREYFUS,
chevalier de l'ordre national du Mérite,
titulaire de la médaille
de l'American Legion,

survenu à Ottawa, le 3 janvier 1987.

248, boulevard Labrosse, Gatineau,
Québec (Canada),
S8P-4 P 3.
Roland et Denise Delcour,
Cobonne, 26400 Crest.

– *Le conseil d'administration,*
Le personnel de la Société SETIMEG,

ont la douleur de faire part du décès accidentel de leur président directeur général,

M. Georges GAVARRY,
chevalier de la Légion d'honneur.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité familiale, le mercredi 11 *février* 1987, à 15 heures, à Naussac.

– Les familles Goux, Fossey, Lantz ont la douleur de faire part du décès de.

M. Albert GOUX,
ancien journaliste
de la presse professionnelle,

survenu le 5 février 1987, dans sa soixante-treizième année.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Gentilly, *le* mardi *10 février*, à 11 h 30.

7, rue de Thiberville,
93250 Gentilly.
15, rue du Pavé,
Le Tremblay-sur-Mauldre,
78490 Montfort-l'Amaury.

– *A ceux qui l'ont connue et aimée,*
ses enfants ont la douleur de faire part du décès de

Mᵐᵉ Albert HUBERT,
née Renée Damecourt,

et rappelle à leur souvenir

M. Albert HUBERT,
son époux, décédé le 4 août 1986.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

– Mᵐᵉ Julie Kessous,
M. et Mᵐᵉ Roland Kessous
et leurs enfants,
M. et Mᵐᵉ André Enkaoua
et *leurs enfants*,
M. Alain Kessous
et sa fille,

ont la douleur de faire part du décès de

Jacques KESSOUS,

survenu à Nice, le 31 janvier 1987, dans sa soixante-seizième année.

Les obsèques ont eu lieu à Nice, le 3 février.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– *Mᵐᵉ Pierre Long*
et sa fille, Béatrice,
Les familles Long, Bouée et Favre,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre LONG,

survenu en son domicile, le 2 février 1987.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité, le vendredi 6 février 1987, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, à Paris-16ᵉ, suivie de l'inhumation dans le caveau de *famille*, au cimetière de Fontainebleau.

42, rue de l'Yvette,
75016 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde *», sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.*

– Mᵐᵉ José Pinatel,
Marie-Françoise, Yvon Le Bizec,
et leurs enfants,
Bruno, Roseline Pinatel
et leurs enfants,
Odile, Henry Milliard
et leurs enfants,
Denys Pinatel,
Vincent Pinatel,

ont la tristesse de faire part du retour à Dieu de

Mᵉ José PINATEL,
avocat honoraire,
membre de l'Académie de Marseille,

enlevé brusquement à l'affection des siens, à l'âge de soixante-quinze ans.

Les obsèques ont eu lieu le mercredi 4 février 1987, en l'église des Chartreux, à Marseille.

Remerciements

– Les familles Sénéchal et Bolo remercient tous ceux qui leur ont montré leur amitié lors du décès de

Anicet SÉNÉCHAL,
agrégé de l'Université,
ancien professeur
au lycée Faidherbe, à Lille
et au lycée Buffon, à Paris,

et invitent ses amis qui luttent pour un monde plus juste et plus tolérant à poursuivre leur action.

Verquilleux, 71125 Ozolles.

Anniversaires

– Il y a dix ans disparaissait

Shika VOLOCH.

Il y a vingt-cinq ans disparaissait

Netty VOLOCH.

– Il y a deux ans, le 10 février 1985,

Victor Alexandre ZIPSTEIN

était ravi à l'affection de sa famille et de ses amis.

Que *tous ceux qui l'ont connu*, aimé et estimé aient ce jour une pensée pour lui.

4, rue Lhomond,
75005 Paris.

Communications diverses

– Rudyard Kipling. Nouvelle maçonnique, première traduction française : *Dans l'intérêt des frères*. Envoi gratuit sous pli fermé. Frais d'expédition : 10 F.

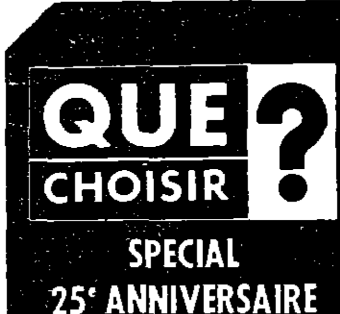
Renaissance traditionnelle BP 277-75160 Paris Cedex 04.

CARNET DU MONDE

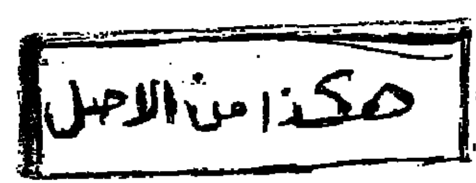
Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques	69 F
Abonnés (avec justificatif)	60 F
Communications diverses	72 F

Insertion minimum 10 lignes (dont 4 lignes de blancs). Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes.









Le Monde CADRES

Professionnels, vous avez sans doute remarqué la place que prend de plus en plus Digital dans la presse. Cela tient, certes, à ses performances globales - techniques, commerciales, sociales et financières - mais aussi au professionnalisme du service Communication dont vous ferez partie pour y prendre, précisément, le poste de

Responsable des Relations Presse

Entretenir des relations de qualité avec les journalistes et les rédactions de la presse, de la radio et de la télévision en leur fournissant, dans les meilleures conditions, l'information disponible; constituer en interne des groupes de travail pour élaborer vos dossiers d'informations; maintenir avec les autres filiales du groupe un niveau d'échange fructueux et enfin, à terme, manager une petite équipe.

Voilà ce que nous proposons à un professionnel possédant environ 7 ans d'expérience, occupant actuellement un poste à responsabilité dans la rédaction d'un journal ou un poste similaire dans une entreprise "Hightech" internationale. Bien entendu, vous parlez l'anglais.

Merci d'envoyer votre dossier sous référence MON344 à Marie-Josée LE ROUX - DIGITAL EQUIPMENT FRANCE - 2, rue Gaston Crémieux - 91004 EVRY CEDEX.

Digital : un choix de société

digital

CURRICULUM

Société prestataire de services, 1ère en France dans sa branche (activité triplée en 10 ans - 600 personnes - C.A. 230 MF/an)
recherche dans le cadre d'une nouvelle phase de son expansion un

INGENIEUR

responsable du service méthode et développement

en cours de création

Vous aurez pour missions :
- d'être à l'écoute des évolutions technologiques susceptibles d'offrir de nouvelles opportunités à l'entreprise,
- de participer au lancement de nouvelles prestations,
- de développer la fonction méthode et susciter par tous les moyens (analyse de la valeur, cercle de qualité) l'innovation et l'amélioration de la productivité,
- de structurer et animer la fonction formation professionnelle,
- d'organiser la diffusion auprès des agences de l'information technique.

Ingenieur généraliste (ou mécanique et électricité), vous êtes un débutant à fort potentiel ou avez une première expérience qui vous a permis de mettre en œuvre votre créativité, votre esprit d'analyse et votre sens de l'organisation.

Veuillez adresser lettre man. et C.V. détaillé sous la réf. 7028/M à **Eric de CABROL** qui étudiera votre dossier en toute discrétion - Sélé-CEGOS Tour Chenonceaux 92516 BOULOGNE CEDEX.

sélé CEGOS

Membre de Syntec — PUBLIVAL

THOMSON COMPOSANTS

Pour une maîtrise opérationnelle de l'organisation

Aujourd'hui, THOMSON COMPOSANTS c'est 14.000 personnes, 5,1 Milliards de CA, 30 centres industriels dont 10 à l'étranger, une structure mise en place depuis 1983, une extension récente aux Etats-Unis et un objectif : être parmi les 10 leaders mondiaux de cette activité en 1990.

Dans un environnement où vitesse de réaction et adaptation permanente à un marché hautement concurrentiel sont impératives, il est vital de s'appuyer sur des bases rigoureuses. Nous recherchons donc un

CHEF DE PROJET ORGANISATION

Ses missions : en étroite relation avec les services informatiques, identifier tout problème d'organisation d'origine administrative ou financière - domaines commercial, financier, achats, stocks... - proposer des plans d'action et assurer la réalisation et le suivi des solutions adaptées.

Le candidat qui viendra rejoindre notre direction de l'informatique et de l'organisation doit avoir idéalement le profil suivant : formation supérieure (Ecole de Commerce ou diplôme d'ingénieur + 3ème cycle de gestion) ; 5 ans environ d'expérience professionnelle en tant que contrôleur de gestion ou ingénieur en organisation ; connaissance de l'entreprise industrielle et de ses circuits d'information.
De nombreux déplacements sont à envisager en France et à l'étranger, par conséquent la pratique de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, C.V., prétentions) sous référence 91499/LM à *THOMSON COMPOSANTS - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES*, 101, boulevard Murat, 75016 PARIS.



THOMSON COMPOSANTS

HAVAS CONTACT

INRS INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE ET DE SÉCURITÉ

recrute

UN INGENIEUR ELECTRONICIEN-AUTOMATICIEN DIPLOME D'ETAT H ou F

Cet ingénieur travaillera au sein d'une équipe de recherche dans le domaine de la sûreté de fonctionnement des systèmes électroniques industriels (contrôle-commande, protection du personnel...).

Profils requis :
- Expérience industrielle ou en laboratoire de recherche d'au moins 5 ans dans la conception de systèmes électroniques numériques et à microprocesseurs.
- Solide connaissance du matériel : microprocesseurs 8 bits, microcalculateurs.
- Connaissance du logiciel : assembleurs et éventuellement langage haut niveau (PLM, C).
- Pratique de l'anglais technique.

UN INGENIEUR GRANDE ECOLE OU UNIVERSITAIRE DIPLOME D'ETAT H ou F

pour prendre la responsabilité d'une petite équipe de recherche principalement orientée vers la mécanique des fluides et la ventilation industrielle.

Le (la) candidat (e) devra utiliser et développer différentes techniques de mesure (traçage, anémométrie...) et de calculs, définir les plans des expérimentations réalisées en laboratoire ou sur site industriel et assurer la diffusion des résultats sous forme de publications.
Il (elle) bénéficiera d'une large autonomie dans le cadre des objectifs visés.

Expérience de plusieurs années en recherche appliquée exigée. Dynamisme et facultés créatives recherchées.

TECHNICIEN SUPERIEUR H ou F

pour travailler au sein d'une équipe de recherche où sont conduites des études de mécanique des fluides et ventilation industrielle.

Ce poste conviendrait à un (e) candidat (e) ayant une bonne connaissance des techniques de mesures physiques, traitement du signal et micro informatique et ayant quelques années d'expérience en recherche appliquée, titulaire au minimum d'un D.U.T.
Dynamisme et facultés créatives recherchées. Rémunération annuelle brute : 130.000 F minimum.

Faire parvenir les candidatures (avec C.V. détaillé) à : Institut National de Recherche et de Sécurité, Avenue de Bourgogne, B.P. 27, 54501 VANDŒUVRE CEDEX. A l'attention de Monsieur LEMAITRE, Chef du Personnel.

PUB. SWEERTS

Informatique Transport

DIRECTEUR GENERAL

SEREFI INFOPARC crée et commercialise - en liaison avec de puissants partenaires nationaux - une gamme de solutions informatiques intégrées (mini/micro/informatique embarquée) destinée aux entreprises de Transport ou aux services spécialisés des grandes entreprises. Afin de gérer la forte croissance attendue, pour laquelle l'entreprise s'est dotée des moyens financiers nécessaires, elle recherche son Directeur Général.

Indépendamment des responsabilités classiques du Directeur Général, il aura également pour mission de définir la politique commerciale de l'entreprise et de constituer une équipe de vente.

Ce poste s'adresse à un cadre dirigeant, rompu à la commercialisation de produits informatiques et possédant, entre autres, des qualités de gestionnaire et d'animateur. Le rôle opérationnel qu'il sera amené à jouer correspond aux besoins de l'entreprise ; il doit aussi correspondre aux goûts et aux talents du candidat. La connaissance du milieu Transport serait appréciée. La réussite dans sa fonction de Directeur Général pourra lui ouvrir l'accès au capital de l'entreprise.

Si ce poste correspond à vos acquis et à vos projets, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. complet, photo et prétentions sous référence M 10/2085 A à :

EGOR S.A.
19, rue de Berri - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN



Peu de sociétés peuvent se prévaloir d'un succès aussi remarquable que celui de TELERATE dans le domaine des

SERVICES D'INFORMATION FINANCIÈRE EN LIGNE

Notre croissance, en effet, a été forte et régulière (+ 100 %, en France, chaque année depuis 3 ans) et nous permet maintenant de desservir 12 000 abonnés avec 35 000 terminaux dans le monde, parmi lesquels les institutions françaises et étrangères les plus représentatives des marchés financiers nationaux et internationaux contribuent elles-mêmes à la constitution et à la mise à jour permanente de nos données.

Pour atteindre nos objectifs très ambitieux en France, nous recherchons :

COMMERCIAUX TRÈS MOTIVÉS

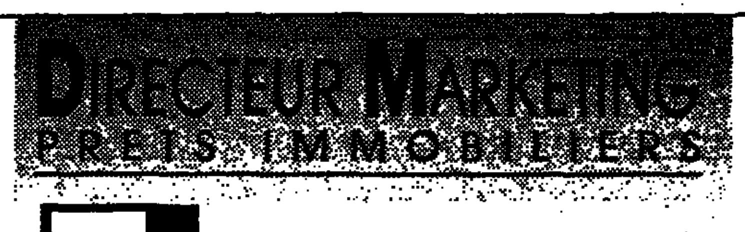
qui ont déjà obtenu des résultats remarquables dans la vente, par exemple de produits et services informatiques ou de communication et qui ont acquis, si possible, une certaine connaissance des marchés financiers, monétaires ou boursiers.

Les candidats idéaux sont probablement diplômés de l'enseignement supérieur et âgés de 30 ans environ. Compte tenu de nos exigences, nous sommes prêts à leur assurer, pour objectifs atteints, un revenu annuel de :

400.000 FF

Il y a là une opportunité rare à saisir pour des candidats de valeur, au moment où les déréglementations et les décloisonnements des marchés financiers en France offrent des perspectives nouvelles, et cela dans une société qui est maintenant n° 1 aux Etats-Unis et n° 2 en Europe.

Les candidatures (lettre manuscrite + CV + photo) sont à adresser confidentiellement à :
TÉLÉRATE FRANCE
Référence AA/87 C, 128, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 PARIS.





- 3 MILLIARDS DE F D'EN-COURS DE PRETS GERES
- 1 MILLIARD DE F DE CREDITS ACCORDES EN 1986.

FICOFRANCE

Société financière du Groupe Maison Familiale, spécialisée dans les prêts immobiliers, notre progression est constante depuis 1981 (+ 25 % en 86) et notre politique de développement particulièrement ambitieuse.

Aussi, créons-nous aujourd'hui le poste de Directeur Marketing.
Une fonction-clé, ouverte et novatrice.

Mise au point des produits nouveaux, communication commerciale, suivi permanent de la concurrence : là sont les responsabilités prioritaires de ce professionnel du Marketing moderne, diplômé de l'Enseignement Supérieur.
Une solide connaissance des prêts aux particuliers, une imagination créative et de bonnes notions juridiques et fiscales, lui permettront de réussir dans sa mission.

Poste basé à Paris ou à Cambrai.

Adresser votre candidature manuscrite avec c.v., photo et prétentions à Bertrand Leriche, Groupe Maison Familiale, 1461 avenue du Cateau, 59342 Cambrai Cedex.

DIRECTEUR D'USINE

Proche banlieue Est Paris

Une société française leader sur le marché du second œuvre du bâtiment recherche UN DIRECTEUR D'USINE. Sous l'autorité du directeur exploitation, il sera chargé d'assurer la production d'une unité produisant 300.000 tonnes de plâtre, dans le respect des conditions optimales de qualité, de prix de revient et d'utilisation des équipements et matières premières. Il dirigera l'exploitation d'une carrière avec prise en compte de son évolution à moyen terme. Il supervisera un service entretien chargé de la maintenance d'équipements lourds et d'un parc de gros engins de carrière. Il participera à la définition des investissements. Il dirigera un effectif supérieur à 135 personnes. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 35 ans, de formation ingénieur type A & M, ICAM, ECAM, IDN,... et possédant plusieurs années d'expérience en direction d'usine, acquise dans le secteur de l'industrie lourde (métallurgie, cimenterie,...). Il aura manifesté de solides qualités d'animateur, d'organisateur et de gestionnaire.

Écrire sous référence 888/M à :

GRH Conseils

3, avenue de Ségur 75007 PARIS - Discrétion assurée.

Le Monde CADRES

NOTRE OBJECTIF

Devenir le n°1 français de la distribution d'ordinateurs personnels IBM.

Créé à l'initiative de 12 responsables d'entreprises AREDIA regroupe des distributeurs IBM indépendants et souhaite élargir son réseau.

Le développement de notre activité nous conduit à recruter un **animateur** chargé de coordonner et dynamiser l'activité relationnelle du groupe.

Manager avant tout, autonome, organisé, ayant le sens des contacts et de la négociation à haut niveau, vous êtes opérationnel grâce à une formation supérieure **(SUP DE CO ou équivalent)** complétée par une première expérience *dans la distribution et une bonne connaissance de l'environnement IBM.*

Venez vous associer à la réussite d'un groupe ambitieux...qui se donne les moyens de l'être.

Adresser C.V. et prétentions à AREDIA
178, rue de Courcelles 75017 Paris

groupe aredia

Hay Management Consultants

Directeur général

futur P.D.G. 1 000 KF+

Nous souhaitons entrer en contact avec un Dirigeant de bonne envergure, intéressé par la conduite d'une affaire moyenne (250 millions de C.A./an) spécialisée dans la commercialisation de matériels de haute technicité.

La réussite dans cette mission exige :
- une formation technique supérieure (Sup. Elec ou Grandes Ecoles) et une bonne préparation aux affaires (M.B.A.) ;
- *une carrière diversifiée ayant permis la maîtrise des problèmes de gestion, le sens des affaires, la négociation au* niveau international et le management des hommes ;
- une spécialisation (ou du moins une grande sensibilisation) dans les produits de haute technicité (robotique, bureautique, composants électroniques, informatique, instrumentation...).

Plus qu'un bon gestionnaire, nous souhaitons rencontrer un homme fiable et averti capable d'anticiper les tendances du marché mondial afin de concevoir une politique de développement à laquelle il sera naturellement *associé.*

Les candidatures, sous la référence 870120, seront examinées confidentiellement par

Sonia Lipzyc
13, RUE ALPHONSE DE NEUVILLE - 75017 PARIS

COMPETENCES INFORMATIQUES

MADE IN EUROPE

Avec 23 000 personnes, une croissance de 20 % par an et 10 % du CA consacrés à la recherche et au développement, Nixdorf prépare l'avenir. Pour les hommes et les femmes que stimulent un large pouvoir d'autonomie et une grande capacité d'action, nous proposons de partager notre challenge de 1990 : Devenir le premier constructeur informatique européen de communication.

LYON

Assistant contrôle de gestion HF

Il participe à la conception et au bon fonctionnement du système d'information dans l'ensemble de la filiale tant pour l'élaboration des prévisions, programmes et budgets que pour le contrôle des réalisations. Pour cela, il propose et met en oeuvre des solutions relatives à l'organisation informatique.
De formation école de commerce ou de gestion, il a acquis une première expérience du contrôle de gestion ou d'organisation.
Ses qualités relationnelles, pédagogiques et sa bonne ouverture aux problèmes de l'entreprise vont lui permettre d'établir un climat de confiance dans ses relations avec les services et les divisions de la filiale.
Anglais indispensable. (Réf. ACG 39).

LYON

Animateur de formation HF

Au sein du centre de formation Nixdorf Lyon, il assure la formation des clients essentiellement comptables et gestionnaires et la réalisation des supports de cours.
Sa facilité à communiquer et son sens commercial lui permettent de faire passer l'image de marque Nixdorf auprès des clients.
Il doit être mobile pour assurer également des cours à l'extérieur. (Réf. AF 40).

Pour ces deux postes, venez nous rencontrer, nous vous exposerons nos projets et les opportunités d'évolution qui en découlent.
Adressez votre candidature (avec CV et prétentions) sous réf. choisie à Jacques LEFEBVRE, DRH, NIXDORF, 2 avenue Georges Pompidou, 69003 LYON.

NIXDORF COMPUTER

média-system

Lee Cooper

Des résultats performants, Des produits diversifiés, Une renommée mondiale

Lee Cooper France offre une opportunité particulièrement attractive à un

Jeune professionnel du marketing

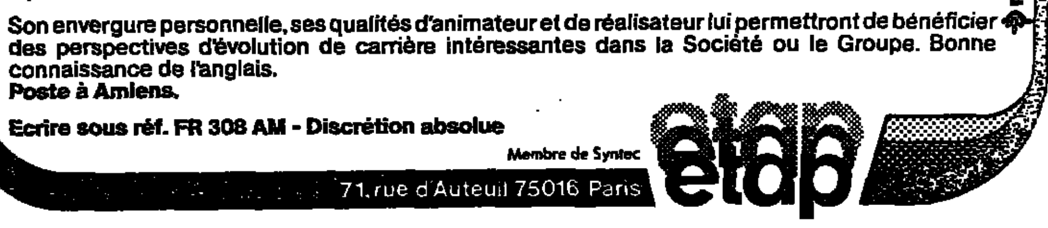
Dépendant directement du Directeur Commercial, il sera le
Responsable Marketing et Communication.

Sa mission : il s'agit d'un poste "clef" qui associe conception et terrain avec les missions suivantes :
- *participer à la définition de la stratégie marketing* (produit - image de marque...),
- gérer un budget publi-promotionnel important en liaison avec des agences renommées,
- initier, animer et suivre les actions de promotion de vente, en s'affirmant comme un interlocuteur qualifié auprès de la force de vente,
- coordonner les actions de sponsoring et de relations publiques,
- constituer et entretenir un outil d'études commerciales directement et par organismes spécialisés.

La réussite à ce poste nécessite :
- une formation supérieure HEC, ESSEC, ESCP...,
- 3 à 5 ans d'expérience et des résultats particulièrement probants en marketing produits grand public.

Son envergure personnelle, ses qualités d'animateur et de réalisateur lui permettront de bénéficier des perspectives d'évolution de carrière intéressantes dans la Société ou le Groupe. Bonne connaissance de l'anglais.
Poste à Amiens.

Ecrire sous réf. FR 308 AM - Discrétion absolue



PUBLIPANEL

Responsable de la communication institutionnelle externe et interne

Société industrielle française implantée au plan international, leader mondial dans plusieurs de ses domaines d'activité, recherche le Responsable de Communication "Corporate" de la société.

Rattaché à l'équipe de communication (10 personnes), il sera chargé :
- de participer à l'élaboration de la stratégie générale de communication,
- d'élaborer, proposer, réaliser toutes actions de communication externe et interne, en veillant à leur cohérence avec la stratégie globale,
- de réaliser et gérer les "outils de communication",
- d'assurer les contacts avec les médias et les organismes conseils en communication,
- de développer des indicateurs permettant de tester l'efficacité des actions engagées.

Ce poste conviendrait à un candidat Sciences Po., Sup. de Co, Droit... ayant 5 ans d'expérience en communication acquise dans un environnement industriel.
Ses qualités d'imagination, de dynamisme et de contact lui permettront de prendre une part active dans le développement de la société en participant au déploiement de son "image".
Connaissance de l'anglais nécessaire.

Poste banlieue immédiate est Paris. **Rémunération : 220.000 F.+**

Ecrire sous réf. DP 307 AM
Discrétion absolue

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



PUBLIPANEL

Esprit d'analyse et contact commercial les deux facettes de votre réussite

Technico-commercial

ESC ou équivalent

Autonomie, curiosité, écoute et dialogue. Ces atouts sont nécessaires pour vous adapter rapidement à nos techniques et nos produits au service de notre clientèle.
Technico-commercial au service des Promoteurs immobiliers, ou des PME et PMI les plus dynamiques, vous aurez à apprécier la qualité de leurs projets de financement, à les mettre en place et à suivre leur déroulement.
Vous êtes diplômé d'une **Ecole de Commerce** (ESC ou équivalent) et souhaitez après 1 ou 2 ans d'expérience professionnelle élargir votre champ d'action.
Rejoignez l'**U.C.B.**, leader des établissements spécialisés dans le financement immobilier.
Notre professionnalisme, notre sens de l'innovation et notre appartenance à la **Compagnie Bancaire**, premier groupe européen de services financiers vous permettront d'évoluer vers un poste d'encadrement pour peu que vous acceptiez une certaine mobilité géographique.
Relevez le défi en adressant votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. 702 M à
Jocelyne LE JONCOUR - Compagnie Bancaire -
Service orientation recrutement - 5 avenue Kléber 75116 Paris

UCB

groupe de la compagnie bancaire

SOURCES

Jeune Assistante de Recherche

Paris

Un cabinet parisien, d'excellente notoriété, spécialisé dans la recherche de Cadres et Dirigeants vous propose de devenir le support indispensable de son équipe de consultants.
Votre mission : bien identifier le profil des candidats recherchés, développer et exploiter tous les moyens de recherche mis à votre disposition (documentation, annuaires, fichiers, etc...) ; établir les premiers contacts téléphoniques.

Vos qualités : organisation, vivacité, aisance relationnelle, esprit d'équipe, «débrouillardise».
Si vous êtes certaine de les posséder, si vous avez une formation supérieure, une première expérience professionnelle dans un métier de communication et si vous parlez anglais, adressez une lettre de motivation et un CV s/réf. AR à C. Sorre, 6/8 rue des Guillemites, 75004 PARIS, qui transmettra.

JEUNE MANAGER

A 35 ans environ, vous avez une **formation Grande Ecole de Commerce** *(HEC, ESSEC, SUP de CO), ou équivalent.*
Rompu aux **contacts de haut niveau** *vous souhaitez, aujourd'hui valoriser votre expérience réussie de la gestion d'une unité décentralisée.*

Groupe privé dans le secteur de la Santé, nous vous proposons **la Direction d'un établissement de soins** *utilisant des techniques de pointe en évolution constante.*

A la fois **financier, homme de développement et manager,** *vous pourrez vous appuyer sur un encadrement compétent et des moyens techniques (en particulier informatique).*

Poste basé en proche Province.
Les dossiers de candidatures (en indiquant la rémunération actuelle) seront traités confidentiellement par notre Conseil FIDORGA, Monsieur EVANGELISTA - 2 bis, rue de Villiers - 92309 LEVALLOIS PERRET Cedex.



Ingénieurs Commerciaux Confirmés

Enthousiastes, les femmes et les hommes qui participent au développement commercial de Digital ont su conforter notre réussite au cours de ces 10 dernières années : 45% de croissance annuelle moyenne. Aujourd'hui les ingénieurs commerciaux expérimentés qui nous rejoignent, trouvent chez Digital les meilleurs atouts du marché pour réussir : une gamme complète offrant une solution à toutes les demandes de l'entreprise, des investissements soutenus en Recherche et Développement et en formation pour assurer l'avenir.

Votre formation supérieure - nécessaire pour évoluer au sein de notre structure - et votre première expérience dans la vente de produits et services similaires vous permettront de réussir rapidement au sein de nos équipes. Selon vos compétences et affinités vous rejoindrez l'une de nos agences à Paris ou en Province, interviendrez sur un marché spécifique (Banques, Assurances, Automobile, Grands Comptes, OEM,...) ou valoriserez votre acquis au sein d'autres départements : marketing, formation, management.

Parlons de votre projet ensemble! adressez pour cela votre dossier sous réf. MON346 à Marie-Josée LE ROUX, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, 2, rue Gaston Crémieux - 91004 EVRY CEDEX.

Digital : un choix de société

digital

CURRICULUM

Dans un environnement international

TIMKEN® Leader mondial du roulement à rouleaux coniques, 17000 personnes, 20 usines dans le monde, présent en avec 3 usines et près de 4000 personnes.
Nous recherchons pour le siège de **TIMKEN FRANCE à Colmar** :

GESTION DES CADRES ET DE LA COMMUNICATION

Assiste le D.R.H. pour le recrutement, la formation, l'évaluation des performances, la gestion des rémunérations le plan de formation. D'autre part, il anime les communications sociales par l'édition du journal d'entreprise, le développement des communications internes et externes.
Nous souhaitons rencontrer un candidat de formation supérieure avec une expérience de la gestion du personnel, une maîtrise de la langue anglaise et une bonne connaissance de la langue allemande. Ref. M 31/1831 C

ASSISTANT DE GESTION

Rattaché au responsable de la comptabilité industrielle, il se verra confier le contrôle budgétaire, les prévisions et études financières ainsi que des missions financières ponctuelles.

Nous souhaitons rencontrer un candidat de formation grandes écoles de commerce HEC, ESSEC, ESCP... débutant ou avec une expérience. La pratique de la langue anglaise est impérative, la connaissance de l'allemand serait un atout supplémentaire. Réf. M 31/1831 A

Ces deux postes sont basés à COLMAR dans le HAUT-RHIN. Nous offrons un **Groupe Multinational** ayant une forte notoriété sur le plan international, *une gestion dynamique des hommes, une formation aux méthodes de gestion propres à notre groupe, des évolutions de carrière pour des candidats* à fort potentiel ainsi qu'une rémunération attractive.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle en précisant la référence choisie à :

EGOR S.A.
8, rue de Berri - 75008 PARIS

egor
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE — BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

jeunes commerciaux, devenez chefs de publicité dans la presse



Joignez-vous au **GROUPE TESTS**, numéro un de la presse informatique en France et filiale de **CEP COMMUNICATION** dont le C.A. a dépassé trois milliards de francs en 1986. Au nombre de nos journaux : 01 INFORMATIQUE, RESSOURCES TEMPS REEL, l'ORDINATEUR INDIVIDUEL, DECISION INFORMATIQUE...
Rattaché(e)s au directeur de la publicité, vous avez pour mission d'accroître encore nos ventes d'espaces publicitaires. Vous vous adressez, en particulier, aux agences de publicité et aux annonceurs (constructeurs, SSII...). Vous participez également à la plupart des grands salons professionnels.

Vous avez 24 ans minimum et vous bénéficiez, de préférence, d'une première expérience commerciale.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M/87.005, à notre conseil, Nicole DOGNIN, qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION
66, rue de Ponthieu
75008 PARIS.

SERTI SELECTION

SECONDER NOTRE DIRECTEUR,
c'est ce que vous propose notre entreprise, une **SOCIETE D'ASSURANCES** de moyenne importance, très dynamique, implantée en **Normandie**, qui recherche

UN JEUNE CADRE A POTENTIEL

Dans le cadre d'un travail d'équipe avec le Directeur, il sera étroitement associé :
- à l'élaboration des politiques et stratégies de développement,
- au management des différents départements.

Ses responsabilités directes pourront s'élargir très sensiblement à moyen terme.

Ce poste convient à un cadre ayant : ● une formation supérieure ● une expérience professionnelle significative de 5 à 10 ans de préférence dans l'assurance ● une trempe de leader ● une capacité à travailler en équipe ● de réelles aptitudes à la négociation ● une forte implication professionnelle.

Si cette proposition vous intéresse, adressez lettre manuscrite de motivation, CV, photo et prétentions à notre Conseil sous référence EVM.2.

ceforpe — *marc forget et associés*
10, rue de la Victoire, 75009 Paris.

Revue Mensuelle d'Informations Juridiques, Economiques, Immobilières de large notoriété dans sa branche (30 000 exemplaires) recherche :

SECRETAIRE DE REDACTION EXPERIMENTE(E)

Autonomie et responsabilité, grande sécurité d'emploi pour professionnel(le) qualifié(e).

Adressez lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence 2655 M à CEPIAD, 135 avenue de Wagram 75017 PARIS.

Cabinet d'expertise comptable implantation nationale

recherche pour PARIS

COLLABORATEURS(TRICES) CONFIRMÉS(ÉES)

Les candidats de niveau DECS, BTS UV 1 à 12 auront une première expérience d'au moins deux ans.

Adresser c.v. et prétentions sous le nº 8 322 M
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Importante P.M.E. à vocation internationale, sous contrôle américain, spécialisée dans la réalisation d'ensembles de haute technologie

50 km Sud de Paris

Ingénieur d'Affaires de haut niveau

Rattaché à la Direction Générale, il aura la responsabilité d'exploiter et de développer les marchés des secteurs nucléaire, hydraulique, aéronautique, etc. en étroite collaboration avec la Direction Technique.

Expérience réussie de 5 à 10 années à un poste similaire impliquant des négociations techniques de haut niveau.

Ingénieur diplômé A & M, ECAM, ICAM ou équivalent, spécialisation Mécanique. Parfaite maîtrise de l'Anglais ou de l'Allemand indispensable.

Rémunération très motivante liée à l'acquis professionnel du candidat.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé (joindre enveloppe pour réponse plus rapide), sous réf. 27001 M à Danièle Chapuis

MRI conseil 13, rue Madeleine Michelis 92522 Neuilly.

Société d'établissements gastronomiques de haute réputation de Basse-Saxe et du Hanovre recherche pour son „Park-Restaurant Bristol-Grill" un jeune

Chef de Cuisine

disponible rapidement.

Notre clientèle touche autant la société régionale qu'internationale. Nous recherchons un chef dynamique et responsable; capable de composer une cuisine variée, imaginative et moderne à base de produits frais.
Apte à assurer achats, contrôles des produits et comptabilité.

Une étroite collaboration avec le gérant du restaurant vous garantit la plus large indépendance et votre responsabilité vis-à-vis du seul conseil de direction.

Nous vous offrons une rémunération correspondant à votre position. Merci d'adresser c. v. et lettre de candidature à



Theodor-Heuss-Platz 1-3
D-3000 Hannover 1 RFA

FRANCHE COMTE

CRÉDIT AGRICOLE

propose à 2 jeunes commerciaux de formation supérieure ou universitaire l'opportunité d'accéder aux postes de :

RESPONSABLE D'AGENCE

Véritable manager, vous serez chargé de la gestion et du développement de l'agence et de la clientèle.
Homme de contact, vous animerez votre équipe et contrôlerez le bon fonctionnement de l'agence. Réf. CA1

ANIMATEUR COMMERCIAL

Homme de contact et d'analyse, vous serez le véritable trait d'union entre le marketing et la force de vente.
Au sein d'une équipe, votre fonction clé sera d'informer, de communiquer, de motiver et d'animer le réseau des agences. Réf. CA2.



Pour ces 2 postes, une formation vous est assurée.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions avec la réf. du poste choisi à notre Conseil
J.P. DORNIER - B.P. 2032 -
25000 BESANÇON



SYSECA (350 MF de C.A., 900 collaborateurs dont 85 % d'ingénieurs) Société de service et d'ingénierie en informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale, recherche :

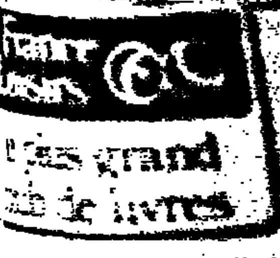
pour assurer son expansion dans le domaine des Télécommunications et du Génie logiciel

ingénieurs

possédant 2 à 5 ans d'expérience dans les domaines suivants :
- systèmes de messagerie
- protocoles de télécommunications
- sécurité des réseaux
- génie logiciel

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 225 à SYSECA SELECTION, 315, Bureaux de la Colline, 92213 ST-CLOUD CEDEX.

SYSECA SELECTION



Le Monde
CADRES

d'Affaires de haut niveau

ef de Cuisine





CRÉDIT AGRICOLE

SPONSABLE D'AGENCE

IMATEUR COMMERCIAL

SYSECA

ingénieurs



LA RÉGION DE LORRAINE
(METZ)

RECRUTE

Par concours sur titres

POUR SON SERVICE INFORMATIQUE ET DÉVELOPPEMENT

- **UN INFORMATICIEN CHEF DE PROJET :**
  Docteur ingénieur, DESS ou DEA en informatique

POUR SA *MISSION PLANIFICATION*

- **UN CHARGÉ DE MISSION :**

Doctorat en sciences économiques ou diplôme de l'une des écoles ci-après :

École des hautes études commerciales, École nationale des Ponts et chaussées, École nationale de la statistique et de l'administration économique, École nationale supérieure des Mines de Paris, École polytechnique, École supérieure de commerce de Paris, École supérieure des sciences économiques et commerciales.

– Pour suivre l'évolution économique et de l'emploi des 17 bassins d'emplois de Lorraine.
– Pour évaluer et suivre en matière d'emploi les politiques régionales.
– Pour participer à l'élaboration des stratégies de développement régional.

POUR SA MISSION AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

- **Un ingénieur des ponts et chaussées ou ingénieur confirmé des travaux publics de l'État.**

Pour assurer la conduite du schéma régional des transports.

RÉFÉRENCES EXIGÉES

Les candidatures devront être transmises avant le 25 février 1987 accompagnées d'un curriculum vitae, d'une photo d'identité et de la copie du diplôme exigé à :
M. le Président de la région de Lorraine
Service du personnel
1, place Saint-Clément, B.P. 1004
57036 METZ CEDEX 1.

UNE NOUVELLE ADRESSE A RETENIR !



A partir du lundi 9 février, CONTESSE PUBLICITÉ LYON s'installe au :

3 rue Pierre Robin
69363 LYON CEDEX 07

78 58 90 23

Papeteries de Condat
branche papier bois de Saint-Gobain

Un des leaders européens du papier d'impression de haut de gamme (CA 1,2 milliard). Connu dans notre profession pour notre image de qualité, d'efficacité et de rigueur du service, nous recherchons notre

Responsable des ventes directes

aux utilisateurs : imprimeurs, éditeurs, agences de publicité, transformateurs...

Une formation commerciale supérieure, une expérience réussie de vente de produits industriels d'au moins 5 ans, des qualités de battant et de negociateur lui donneront les atouts nécessaires pour motiver une équipe de 4 cadres commerciaux, gérer et développer une clientèle importante, préparer et mettre en œuvre des stratégies efficaces.
Sa réussite dans la fonction lui ouvrira des possibilites de développement de carrière intéressante. **Poste basé à Paris.**

Ecrire sous réf. GV 301 AM à Annie SANTAMARIA
11, rue Calvé, 33000 Bordeaux
Discrétion absolue

Membre de Syntec etap

PUBLIPANEL

THOMSON-CSF
DIVISION RCM

recherche le

Responsable du personnel

de son unité de Bordeaux (800 personnes dont 50% d'ingénieurs et techniciens)

Patron d'une équipe compétente (10 personnes), il privilégie dans sa mission la dimension relationnelle et une présence active sur le terrain. En cohérence avec la politique sociale du Groupe, il assiste les Responsables opérationnels dans la gestion des hommes, anime, coordonne et assure le suivi et l'optimisation des actions mises en place : motivation, formation, appréciation...

Ce poste suppose une formation de niveau supérieur, une solide expérience de la fonction acquise dans un environnement industriel et permet de valoriser des qualités de rigueur, de disponibilité et de doigté.

Ecrire sous réf. HW 302 AM à Annie SANTAMARIA
11, rue Calvé, 33000 Bordeaux
Discrétion absolue

Membre de Syntec



PUBLIPANEL

Ingénieur et économiste

Une importante société chimique, filiale d'un grand groupe industriel français, recherche un jeune Ingénieur grande école (X, ECP, *Mines...*) *ayant une formation complémentaire* en économie (Sciences Eco, IAE...) *et/ou* 3 à 5 ans d'expérience à dominante économique dans une entreprise industrielle.

Il sera essentiellement chargé :
- d'études de projets d'investissements (investissements industriels ou acquisition d'entreprises),
- de la préparation du plan à 5 ans,
- d'études économiques sectorielles.

Il supervisera également la gestion de la documentation et participera aux activités de communication de l'entreprise.
Ce poste enrichissant conviendrait à un candidat rigoureux, d'excellent contact, capable de mener plusieurs activités de front.
Connaissance de l'anglais nécessaire.
Réelles possibilités d'évolution.

Poste : Paris-La Défense.

Ecrire sous réf. KZ 304 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris



PUBLIPANEL

Contrôleur de gestion

Une importante société chimique, filiale d'un grand groupe industriel français, recherche un Contrôleur de Gestion.

Il sera rattaché à un contrôleur de gestion central et son action concernera une partie des activités de la société correspondant à un CA de 750 M.F.
Il sera chargé de participer :
- à l'élaboration des budgets (industriels et commerciaux) et d'en assurer l'analyse et le suivi,
- à l'évaluation de projets,
- à l'élaboration du tableau de bord de l'entreprise.

Ce poste conviendrait à un candidat, formation ESSEC, ESCP, ESC (+ DECS apprécié), ayant environ deux ans d'expérience en contrôle de gestion acquise impérativement en milieu industriel, témoignant de qualités de rigueur associées à un sens marqué des relations humaines.
Connaissance de l'anglais appréciée.
Réelles possibilités d'évolution de carrière.
Poste : Paris-La Défense

Ecrire sous réf. BN 305 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris



PUBLIPANEL

LA FILIALE FRANCAISE D'UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL MONDIAL
recherche pour l'un de ses sites industriels de province un

Directeur des ressources humaines

De formation supérieure, vous êtes un solide professionnel de la fonction, habitué aux entreprises cherchant à valoriser leurs ressources humaines et vous êtes passionné par cette démarche de motivation fondée sur la participation et la communication.

Vous avez développé en 10 ans d'expérience vos qualités d'organisateur, d'entraineur, de négociateur et de conseiller en milieu industriel très évolué.
La maîtrise de l'anglais est obligatoire.

L'importance du Groupe garantit votre évolution en fonction de vos résultats.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence GB7 à
MUTATIS - 22, rue Royale - 75008 PARIS.



MUTATIS

Organisation et Publicité

INGENIEUR MARKETING
BENSON

Benson, est le créateur et l'un des leaders mondiaux de l'infographie.

Vous entrez dans le marketing et vous êtes au coeur de la stratégie.
- Analyser le marché potentiel, la pénétration de la concurrence, définir la stratégie de lancement de nouveaux produits,
- Imaginer, réaliser la documentation commerciale propre à motiver et former vendeurs et clients sur l'intérêt du produit,
- Animer des stands d'exposition, réaliser des démonstrations convaincantes,
- *Identifier de nouvelles applications,*

telles sont les responsabilites que nous confions dès leur entrée à nos jeunes Ingénieurs.

Une formation supérieure Marketing-Management (HEC, ESSEC, ESCP), et la connaissance parfaite de l'anglais sont indispensables. Une compétence en informatique est un plus.

Si la perspective de rejoindre notre équipe Marketing France (basée à Vincennes) vous *séduit, adressez rapidement (sous réf. IM/B),* CV, lettre manuscrite à la *Direction* du Personnel. BENSON, 1 rue Jean Lemoine, BP 113, 94003 CRETEIL CEDEX.

BENSON
Schlumberger

média-system



FRANCE LOISIRS continue son expansion et privilégie sa politique de diversification.
Cet axe de développement stratégique nécessite la collaboration d'un

RESPONSABLE DES OPERATIONS DE DIVERSIFICATION H/F

SON ROLE :
- participer à la conception des stratégies
- prendre en charge et développer les opérations définies.

SON PROFIL :
De formation commerciale supérieure, le candidat justifiera d'une expérience concrète de plusieurs années en **Marketing Direct** dans des sociétés commerciales et de services.

Merci d'adresser votre candidature avec photo et prétentions s/réf. MO/9 à Danielle LECHARPENTIER, FRANCE LOISIRS, BP 6, 75725 Paris Cedex 15.

CONTESSE

POUR FAIRE FACE A SA FORTE EXPANSION
IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS DE DISTRIBUTION
EN GROS DE MATÉRIEL ÉLECTRONIQUE
(photo, vidéo, son) recherche :

directeur commercial

Il prendra en charge, en coordination avec la direction générale, l'animation commerciale, le merchandising et la gestion des six plates-formes de vente (Paris, Lille, Lyon, Marseille, Nantes, Nice). Il sera responsable du C.A. et de la rentabilité de ces centres de profit.
Ce poste, basé à Paris, est doté d'une large autonomie et exige évidemment de fréquents et courts déplacements en province.

directeur financier

Sa mission sera double :
– Il assistera le service comptable et assurera la gestion de trésorerie à court terme ;
– Il devra mettre en place, en relation avec l'informatique, des procédures de contrôle budgétaire et de contrôle de gestion des centres de profit.
Ce poste est basé à Paris.

Pour ces deux postes, les candidats seront de formation supérieure (grande école de commerce) et devront avoir une expérience confirmée d'au moins 6 à 8 ans dans des fonctions similaires. Des qualités de contact, d'organisation et de rigueur sont indispensables.

Merci d'adresser lettre manus., c.v. et photo à :
M. A RICHY, GROUPE JAPAN DIFFUSION
3, boulevard Ney, 75018 PARIS.

Challenge pour un ingénieur chimiste...

Passer de la Production au DEVELOPPEMENT des METHODES et des PRODUITS NOUVEAUX

Jeune diplômé d'une ENSI de Chimie, vous avez peut-être une première expérience de production. Curieux, ouvert, vous souhaitez mettre en *œuvre vos compétences tant théoriques (fibres synthétiques, macromolécules...)* que pratiques au sein d'une Direction Technique pour **conseiller les unités de production** en optimisant les process et les matières premières utilisés, mais aussi pour développer des **produits nouveaux.**

Filiale française d'un Groupe américain, nous sommes l'un des leaders mondiaux d'une branche technologiquement en pointe consacrant une part importante de notre budget aux investissements et à la recherche.

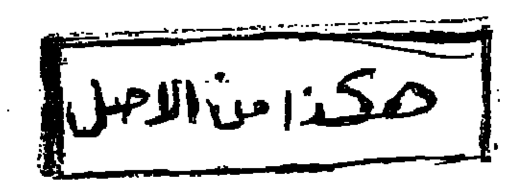
Vous maîtrisez l'anglais, vous souhaitez vous impliquer avec des équipes très motivées. Vous rêvez de vivre en Bretagne...

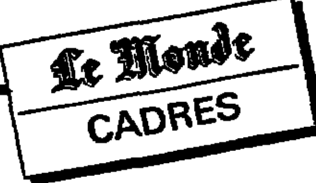
Laurence LENOIR et Denis *SESBOÜÉ attendent avec impatience* votre dossier complet, sous la réf. G/IC/LM (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) pour le traiter en toute confidentialité.



Raymond Poulain Consultants
5, rue d'Alger - 44000 NANTES

MEDIA PA





Le Monde
CADRES

Direction France

Outils coupants...

En Allemagne Fédérale, notre MARQUE se situe au tout premier rang dans le domaine des outils en acier rapide, forêts et systèmes d'accouplement. Les performances de nos produits et la qualité de notre service ont contribué à l'orientation résolument internationale de notre Société. Dans le cadre du succès que nous connaissons déjà en France, nous envisageons de modifier notre structure actuelle... et d'aller plus loin.

De formation technique, type ENSAIS, INSA, ENI..., confortée par quelques annees d'expérience industrielle, le candidat recherché *sera aussi un homme de* contact, capable de mettre en œuvre une politique de développement commercial, marchés et produits. Il saura, en outre, assurer l'animation des hommes sur l'ensemble de la France tout en veillant à la gestion administrative et à la logistique. Idéalement, il connaît notre secteur d'activité... Le poste est basé à Strasbourg. La langue allemande est nécessaire pour les relations avec la Maison-Mère.

Notre Conseil, André MOOG vous remercie de lui adresser votre dossier complet, sous référence E/CAF/LM, au 24, place Kléber - 67000 STRASBOURG. Discrétion totale assurée.

MEDIA PA

Raymond Poulain Consultants
PARIS - LYON - STRASBOURG - NANTES - SOPHIA ANTIPOLIS - DÜSSELDORF

Installations d'ascenseurs - Paris

DIRECTEUR TECHNIQUE

Cette PME de 60 personnes, filiale d'un grand groupe européen, est spécialisée dans la conception et la réalisation, tous corps d'état, d'installations et de rénovations d'ascenseurs spécifiques, dans des immeubles déjà existants de la région parisienne. Face à son développement, elle réorganise aujourd'hui ses structures en créant le poste de Directeur Technique.

Rattaché au Directeur Général, et en autorité sur une trentaine d'effectifs répartis entre différents services (Etudes, Ordonnancement, Achats et sous-traitance, Réparations, Montage sur site, etc), il assurera au quotidien et en liaison étroite *avec les services commerciaux*, l'entière responsabilité du suivi des affaires et de la gestion des chantiers, en coûts et en délais, depuis la commande jusqu'à la recette en clientèle.

Ce poste s'adresse à un spécialiste du bâtiment, homme de terrain et personnalité affirmée, âgé de 28 ans au moins, et pouvant impérativement justifier d'une première expérience réussie, acquise à ce niveau de responsabilités, en études d'installation et dans la conduite de chantiers, tous corps d'état (gros oeuvre, serrurerie, électricité, ...). Des connaissances en ascenseurs constitueraient un atout supplémentaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 1/2082 A à :

EGOR S.A.
8, rue de Berri - 75008 PARIS

egor
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

Région Parisienne

DIRECTEUR GENERAL

Cette Société est la filiale française d'un leader mondial dans le domaine des biens d'équipement industriels. Elle commercialise des machines fabriquées en RFA qui intéressent un Marché diversifié et très porteur.

Son développement implique une implantation nationale, organisée et rigoureuse, dont elle souhaite confier la *maîtrise à son Directeur Général.*

Rattaché au Directeur Marketing International, il se verra confier la responsabilité de l'application de la stratégie globale à mettre en œuvre, définie au préalable en accord avec lui.
Il sera chargé de la gestion totale de la Société aux plans financier, commercial et humain.

Par ailleurs, il développera les liaisons Clients/Entreprise pour participer à une approche marketing très complète : nouveaux Marchés et nouvelles applications de produits existants.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un véritable manager de 35/45 ans, dynamique, motivé et responsable, possédant une expérience significative de Direction Commerciale (**avec une bonne connaissance *des techniques marketing***) *exercée de préférence dans un domaine identique.*

Ce professionnel trouvera dans cette Entreprise l'opportunité de valoriser l'ensemble de ses compétences.
Langue allemande indispensable.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 36/2098 A à :

EGOR S.A.
8, rue de Bern - 75008 PARIS

egor
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

ECONOMISTE CONFIRME(E)

Vous avez valorisé votre formation supérieure (X, Centrale, Mines, HEC, ESSEC, ESCP, IEP... + formation économique complémentaire) par une expérience d'au moins 3 ans dans une banque, un établissement financier ou en bureau d'études économiques. Vous suivrez l'évolution conjoncturelle de l'économie française.

Vous présenterez régulièrement aux comités internes et aux clients, les prévisions en matière de change et de taux d'intérêt.

Vous assurerez la responsabilité d'une publication sur l'économie française et les marchés financiers.

Bien évidemment, vous parlez couramment anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo) sous la référence JC 10 à

Banque Indosuez,
Service Recrutement, Carrières Formation,
9 rue Louis Murat,
75371 Paris Cedex 08.

SOURCES

BANQUE INDOSUEZ
Tout un monde d'opportunités

BERGER

Nous sommes un Groupe agro-alimentaire diversifié, coté en Bourse, à taille humaine (650 personnes), largement exportateur.
De l'ANIS BERGER, nous avons su nous diversifier : SIROPS, COGNAC, CHAMPAGNE... et notre bonne santé financière s'accorde bien avec nos projets de diversification.
Nous recherchons aujourd'hui notre

Chef du service juridique

Vous aurez la responsabilité **globale** *de la fonction, grâce à une large délégation* du Directeur Administratif et Financier auquel vous serez rattaché : aspects juridiques des activités commerciales, des marques et brevets, droit des Sociétés, droit social et immobilier, assurances, assistance auprès des filiales, etc.
Assisté de deux personnes compétentes dans leur domaine, vous interviendrez dans un esprit de véritable négociateur et conseil juridique à l'intérieur comme à l'extérieur de la Société.
Ce poste, évolutif, basé près de Melun, à 30 mn au Sud de Paris, permettra à un juriste déjà rodé à l'entreprise (5 ans au moins) de donner la pleine mesure de ses talents et compétences dans un environnement de qualité et de sérieux.
Notre Conseil, Michèle DUCHER, attend votre dossier complet (lettre, C.V., photo et prétentions), sous la réf. C/ANI/LM, qu'elle traitera en toute confidentialité.

MEDIA PA

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Nous sommes un important GROUPE D'ASSURANCES. Nous comptons 1 000 personnes et sommes implantés en France et en Europe. Nos projets d'organisation sont ambitieux et nous recherchons pour notre siège social de STRASBOURG, un

Responsable du service organisation

Sous la responsabilité directe du Directeur des systèmes d'information et d'organisation, vous
- dirigerez le service organisation du groupe,
- élaborerez et superviserez l'application du «plan organisation»,
- participerez, en amont et en aval, en étroite liaison avec l'informatique, à la mise en œuvre de l'automatisation administrative,
- procéderez à la conception et à la mise en place des procédures administratives et des systèmes de gestion, dans un environnement mettant en œuvre les techniques informatiques les plus évoluées, et contribuerez ainsi à l'amélioration de nos performances administratives.

Nous souhaitons rencontrer un candidat diplômé d'une Grande Ecole (Ingénieur et/ou Gestion), possédant une expérience de 5 à 10 ans en matière d'organisation administrative et des connaissances *informatiques approfondies.*

Nous coordonnons cette recherche avec le Cabinet BERNARD JULHIET PSYCOM ALSACE et nous vous remercions de lui adresser votre dossier (lettre, CV, photo) sous référence 5186/M. 4, Quai Kléber - 67056 Strasbourg Cedex.

SOURCES

Bernard Julhiet
Psycom ALSACE

Membre de Syntec

DEPARTEMENT INTERNATIONAL
JEUNE DIPLOME(E)
DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
(HEC, ESSEC, ESCP, IEP, X, CENTRALE, MINES...)

Vous êtes débutant ou vous pouvez faire valoir une première expérience de 2 à 3 ans dans un cabinet anglo-saxon.

Nous vous proposons de définir, arrêter et analyser les budgets, bilans et résultats de notre réseau international. Pour ce faire, vous serez en étroite liaison avec les entités concernées et les grands services de la banque.

Bien évidemment, vous parlez couramment anglais.

Par ailleurs, la pratique de la micro-informatique serait appréciée.

Nous vous offrons la possibilité de développer vos compétences et de saisir de nombreuses opportunités d'évolution tant dans la banque qu'au sein du groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo) sous réf. DI 49 à

Banque Indosuez,
Service Recrutement, Carrières Formation,
9 rue Louis Murat,
75371 Paris Cedex 08.

SOURCES

BANQUE INDOSUEZ
Tout un monde d'opportunités



N°1 en France du sport de loisirs - 500 personnes
recherche

• CADRES COMMERCIAUX

Ayant un fort goût du contact et de la négociation, les candidats devront justifier d'une expérience réussie dans la vente de services.

• ASSISTANTS COMMERCIAUX

Ayant acquis une expérience sérieuse dans l'administration commerciale, ils seront capables de seconder les responsables commerciaux dans le suivi d'une clientèle en plein développement.

Merci d'adresser lettre motivée + CV + Photo à G. Boone, 35, rue de Chazelles 75017 Paris qui transmettra.

Dans le cadre de son expansion, MUTATIS, Conseils de direction en stratégie d'entreprises et mutations techniques, industrielles et sociales cherche des

Consultantes expérimentées
pour des missions terrain

Agée de 30-35 ans, vous êtes une professionnelle avisée ayant fait ses preuves en entreprise ou en cabinet, en particulier en out placement, grâce à votre goût des relations humaines, de la gestion du potentiel psychologique et professionnel des candidats.

Vous maîtrisez parfaitement les outils d'évaluation des hommes et des techniques d'entretien ainsi que le marché de l'emploi et de la formation.

Vous établirez des diagnostics fiables, indispensables à la réussite des stratégies de réinsertion *professionnelle des candidats et vous devez avoir la capacité d'animer des groupes sur le terrain.*

Si vous réunissez les critères indispensables au succès de ces missions, notre équipe de consultants sera heureuse de vous accueillir.

Envoyer C.V. photo à MUTATIS - 22, rue Royale - 75008 PARIS sous la réf. GB8.

MUTATIS

INGÉNIEURS
Débutants
AÉRODYNAMIQUE
Nicole Tourrade
94, rue Saint-Lazare, 9e
Tél. : 42-85-39-74.

CAISSE NATIONALE
D'ASSURANCE MALADIE
DES TRAVAILLEURS
NON SALARIÉS
recrute

CADRE RESPONSABLE
SERVICE STATISTIQUES

IL EST DEMANDÉ :
- Formation Supérieure sanctionnée par une maîtrise de sciences économiques.
- Option économétrie souhaitée ou équivalent.
- *Connais. informatique* et micro-informatique.
- Une première expérience professionnelle.

Adres. lettre manusc. CV, photo et prét. s/s réf. 1094
LTA Antenne Saint-Lazare
39, rue de l'Arcade
75008 PARIS, qui transm.



BANQUE PRIVEE (quartier Bourse), filiale d'un groupe financier puissant recherche pour accompagner son développement et soutenir son réseau un

chef de groupe produits

Véritable maître d'œuvre, ce professionnel intervient à tous les niveaux du processus de développement.

Il assure la conception de nouveaux produits destinés à une clientèle diversifiée (entreprises, particuliers, associations, mutuelles) et suit attentivement leur évolution. Dans cette perspective, il engage les actions de communication et de formation internes adaptées.

Ce poste convient à un(une) diplômé(e) de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, ESCP) pouvant se prévaloir d'une expérience de 3 ans en tant que chef de produit bancaire et/ ou d'exploitant(e). Un jeune diplômé à fort potentiel peut valablement postuler. Poste basé à Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, s/réf. 4563/LM.

MEDIA PA 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS,
qui transmettra en toute confidentialité.

Le Monde
CADRES

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

RECHERCHE

UN (E) ANIMATEUR ENSEIGNANT EN COMPTABILITÉ ET ANALYSE FINANCIÈRE

Titulaire DECS ou équivalent.
Adresser lettre manuscrite, C.V. + prétentions.

A.C.O.S.S.
67, bd Richard-Lenoir
75636 PARIS CEDEX 11.

URGENT

Sté Nationale recherche

AGENTS COMMERCIAUX

Pour diffusion produits
Toutes activités
Sur secteur I de F, Ouest, Nord, Est
Fortes commissions
Profits mensuels nets de 10 000 à 50 000 F

Ecrire ou téléphoner
Ch. GENEAUX - 37, rue de la République
92800 PUTEAUX - (1) 47.76.13.69

Ingénieur AM, ENSI

Directeur technique - 350.000 F

La filiale francaise d'un constructeur allemand de machines outils de précision dont la renommée est mondiale, recherche son directeur technique. Il sera responsable du soutien technique à la force de vente, animera les services techniques intérieurs (bureau d'études, service des offres) et assurera les liaisons avec la maison mère (conception et fabrication). Il dirigera également l'équipe des monteurs, l'atelier de réglage ainsi que le service après vente. Ce poste intéresse un ingénieur AM, ENSI ou similaire, âgé de 35 ans au moins, pouvant justifier d'une expérience d'une dizaine d'années dans la production, les méthodes, le bureau d'études ou le service après vente d'une industrie où il se sera également familiarisé avec l'utilisation de machines outils par enlèvement de métal, technologiquement évoluées. En plus de compétences techniques, l'exercice de cette fonction requiert une bonne capacité d'animation ainsi qu'un sens éprouvé du contact. La pratique de l'allemand est nécessaire. Le niveau de rémunération prévu est de l'ordre de 350.000 francs et les possibilités d'évolution sont réelles pour un candidat de valeur. Le poste est basé dans le sud de la région parisienne. Ecrire à D. MORETTE en précisant la référence A/R 9169M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Futur directeur financier

Du contrôle de gestion à la direction financière - Cette société (400 personnes, chiffre d'affaires 150 millions de francs), filiale d'un des premiers groupes industriels français, est un des leaders dans son domaine. Elle recherche un contrôleur de gestion confirmé qui prendra la succession de son actuel directeur financier appelé, prochainement, à d'autres fonctions. En un premier temps, il devra porter un audit sur le système d'information et affiner la comptabilité analytique existante. Ensuite, il mettra en place des méthodes de gestion rigoureuses et adaptera l'outil informatique afin d'apporter aux opérationnels un support efficace. Parallèlement, il prendra connaissance du service qu'il sera amené à diriger à brève échéance. Ce poste ne peut convenir qu'à un diplômé de l'enseignement supérieur maîtrisant parfaitement les techniques du contrôle de gestion. Le poste est à pourvoir en banlieue sud-ouest. La rémunération annuelle sera à la hauteur des compétences requises. Ecrire à PH. LESAGE en précisant la référence A/D 2811M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

SOREP

Notre savoir-faire technologique nous a hissés en quelques années au premier rang européen pour les circuits hybrides, que nous concevons et réalisons pour l'électronique professionnelle.
Pour continuer notre développement international, notre Président cherche

un ingénieur, responsable export Europe

Ingénieur électronicien, vous avez orienté votre carrière de façon commerciale sur des produits techniques, de préférence des composants électroniques. Bilingue anglais, venez parcourir l'Europe, animer nos agents, visiter les grands électroniciens, les aider à bâtir leurs cahiers des charges et négocier d'importants marchés d'études, puisque nos produits sont surtout sur mesure.

Merci d'écrire à notre consultant, J.P. DOURY, (réf. 4972 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTEC

AGRI + VERSAILLES ! Pour notre filière Fleurs...
Le « Possible », le « Faisable », le « Réel »...

Diplômé d'une AGRI, vous avez, en faisant votre spécialisation horticole à Versailles, démontré votre intérêt pour la production florale. Homme du « POSSIBLE », vous savez dialoguer avec les chercheurs pour évaluer l'intérêt de telle ou telle déclinaison de variété existante... Homme du « FAISABLE », vous pouvez réaliser avec le Marketing une analyse affinée de la demande et extrapoler l'avenir de celle-ci. Homme du « REEL », vous devez tirer les consequences de vos analyses pour développer les nouveaux produits dans les réseaux de vente du Groupe. Vous êtes donc tout désigné pour la

Promotion produits 130 000 F +

de notre filière FLEURS, au sein de notre Division Développement. En France, mais aussi à l'étranger (Hollande, R.F.A., U.K., U.S.A., Japon), vous serez l'homme de synthèse entre la Recherche, le Marketing et la Promotion des Ventes. L'anglais courant vous est indispensable. Si vous aviez des notions d'allemand, pourquoi pas ? De toutes façons, un rôle passionnant pour un jeune, MOBILE, OPINIATRE et... RELATIONNEL. A bientôt le plaisir de vous accueillir !
René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la référence V/PRO/LM.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA PA

Responsable Services Généraux

Nous sommes une société industrielle en forte expansion - 300 personnes. Notre domaine d'activité : l'informatique et l'électronique est très porteur et nous nous y sommes faits rapidement une place de premier plan.
Responsable d'un budget de plus de 10 MF -, vous coordonnerez les différents projets d'extension de locaux. Vous en maîtrisez, bien entendu, les aspects technique, esthétique et économique. Vous superviserez la logistique des moyens généraux, la négociation et le suivi de contrats, les investissements en mobilier et agencements de locaux.
Vos responsabilités seront étendues ! Il s'agit bien sûr de prendre en charge le quotidien mais très vite de proposer et de mettre en place de véritables outils de gestion. Et puis, l'entreprise toute entière attend beaucoup de vous.
Pour réussir dans ce poste en - création - il est indispensable que vous ayez demontré votre professionnalisme au cours de fonctions similaires.
Adresser votre dossier de candidature et votre niveau de rémunération en précisant la référence 153M à CURRICULUM. « l'Atelier », 6, Passage Lathuile 75018 Paris.

Banque Populaire de l'Yonne

recherche

RESPONSABLE RELATIONS HUMAINES (H./F.)

Outre la gestion des aspects administratifs pour laquelle il sera efficacement secondé, ce cadre devra assurer le développement d'une politique ambitieuse de formation. Il prendra appui pour cela sur une équipe jeune et dynamique qui l'attend.

Il aura, bien sûr, à conduire l'évolution des carrières, les recrutements et l'adaptation des hommes aux nouveaux métiers. Responsable des réalisations devant le directeur général, il est, bien sûr, force de proposition au sein d'un établissement aux structures souples et rajeunies.

Connaissant le droit du travail, il aura en charge les relations avec les élus et la préparation des rencontres sociales.

Professionnalisme, tempérament et intégrité sont indissociables de la fonction.

Formation supérieure et expérience en banque très appréciées.

Confidentialité assurée.

Contacter Mme Gollot, Tél. : 86-48-15-89
et adresser c.v. détaillé, photo et prétentions à :
B.P.Y., B.P. 299 PERRIGNY, 89005 AUXERRE CEDEX.

Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26 000 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.
Au sein du Groupe, BULL SYSTEMES conçoit, développe et industrialise nos grands et moyens systèmes. 5 000 personnes dont 1 500 ingénieurs y participent.

INGENIEURS ET UNIVERSITAIRES BULL ENGAGE DES FUTURS PRO. DES ETUDES

Que vous soyez Ingénieur ou Universitaire (Bac + 5 en Maths, Physique...), l'informatique vous attire.

Nous vous offrons l'opportunité de trouver votre voie dans nos équipes d'études (matériel et systèmes d'exploitations).

Si vous voulez exprimer votre potentiel et votre dynamisme dès votre premier emploi, nous sommes décidés à investir sur la mise en œuvre de vos talents.

Venez-nous rejoindre, **nous vous assurons 4 mois de formation initiale à nos métiers d'études.**

Vous intégrerez alors nos équipes et pourrez évoluer dans l'avenir entre ces différents métiers.

Si vous êtes l'un de ces futurs Pro. animés comme nous, de l'esprit d'équipe, adressez dès aujourd'hui votre dossier de candidature (lettre + CV et photo) sous réf. 113 M à Georges HIRSCH, Groupe Bull, PR 11009D, 94 av. Gambetta, 75990 Paris cedex 20.

Bull

SOURCES

BANQUE ORGANISATEUR INFORMATICIEN

Nous sommes une banque à taille humaine (110 personnes) filiale d'un important groupe financier. Notre informatique essentiellement «batch» est sous traitée à une SSII spécialisée. Notre volonté de la faire évoluer très vite vers le «temps réel» implique l'adoption d'un nouveau système et le choix d'un sous traitant capable de l'exploiter. Si ce «challenge» vous intéresse et que vous nous rejoigniez, vous serez rattaché à la Direction Informatique et Organisation, vous participerez activement à l'organisation de la Banque et vous serez responsable de l'ensemble des applications informatiques mises en oeuvre par notre façonnier.

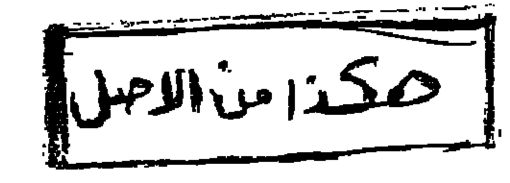
Cela impliquera de votre part :
- d'analyser des besoins
- de concevoir des cahiers des charges
- de faire réaliser les applications et de contrôler leur efficacité.

La réussite dans ce poste nécessite d'être diplômé de l'enseignement supérieur (Grande Ecole ou Université) et d'avoir 2 à 4 ans d'expérience dans l'informatique bancaire.

Le poste est à pourvoir à Paris 9ème.

Merci d'adresser un dossier complet de candidature sous référence 176 BM à : HB, 66 avenue Victor Hugo, 75116 PARIS.

DESSEIN





Une dimension internationale...

Nous sommes la filiale française (1,5 milliard de F, 2 300 personnes) d'un Groupe leader mondial pour certains biens d'équipement... ceux justement que nous produisons et commercialisons dans notre pays et... dans beaucoup d'autres ! Notre développement, tant en France qu'à l'étranger, conduit notre Directeur Financier à s'attacher les services d'un

Juriste d'affaires

qui deviendra le « conseiller interne » auprès de notre structure pour veiller à ce que la LÉGALITÉ et la SÉCURITÉ de nos transactions soient *envisagées, mises en œuvre et contrôlées.* C'est dire que son intervention portera sur tous les actes de la vie de notre entreprise, qu'il s'agisse du montage d'opérations courantes et/ou exceptionnelles tant dans l'hexagone qu'en *Asie du Sud-Est par exemple... Les domaines abordés* touchent au droit international, commercial, administratif et celui de la propriété industrielle... mais aussi les assurances, les litiges et le contentieux... *Une responsabilité* très large donc, où, au-delà de « l'expertise technique », nous attendons une personne rigoureuse, certes, mais qui adopte une attitude positive et active, c'est-à-dire FACILITANTE...

La pratique de l'anglais est impérative, l'italien serait apprécié.

Rene DAGIRAL, notre Conseiller, attend votre résumé de carrière, sous la référence V/JUR/LM.

MEDIA PA



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

JEUNE CHEF DE ZONE EXPORT
Nantes

ARMOR Cette entreprise française (400 personnes, 175 millions de chiffre d'affaires) leader sur son marché, est spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de produits consommables pour matériels bureautique et informatique (rubans, cassettes, carbones, stencils...). Elle recherche pour son service export, réalisant 25 % du chiffre d'affaires, un jeune responsable de zone.

Rattaché au Directeur du service, il devra s'intégrer à l'équipe déjà en place et assurera le développement commercial de son secteur géographique (RFA, Suisse, Autriche, Hollande, Extrême-Orient) avec pour tâches principales : le suivi de la distribution, l'accroissement des ventes, les études de marché, etc. Il entretiendra pour ce faire des relations commerciales directes et suivies (plus du tiers de son activité) *auprès des agents et importateurs qu'il devra sélectionner et animer.*

Ce poste basé à Nantes, doit motiver un commercial de terrain, âgé de 27 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole de commerce international...), et pouvant justifier d'une première expérience de la vente des biens de consommation. La pratique courante de l'anglais et de l'allemand est exigée. La réussite dans la fonction implique un tempérament de battant, une grande disponibilité, liés à un bon esprit d'équipe, de l'organisation et un sens aigu de la négociation.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence *M 17/054 G* à :

EGOR OUEST ATLANTIQUE
15, rue Charles Monselet - 44000 NANTES

egor
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA-PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

Responsable maintenance et travaux neufs

Dunlopillo

Dunlopillo est la seconde marque de literie en France ; elle emploie 640 personnes et son unité de production est située à Mantes-la-Jolie.

Nous recherchons notre RESPONSABLE MAINTENANCE ET TRAVAUX NEUFS.

Directement rattaché au Directeur de la Division Dunlopillo, vous serez responsable des études, de l'établissement des budgets d'investissement, de la réalisation de l'ensemble des installations, de l'entretien des moyens de production, des bâtiments, de la gestion de l'énergie, de la sécurité et des services généraux.
Vous encadrerez une équipe importante qui vous aidera dans cette mission.
De nombreux déplacements en France et à l'étranger sont à prévoir.

A 30-40 ans, vous êtes diplômé d'une école *d'ingénieur (Arts et Métiers ou équivalent) et avez* une expérience similaire de ce type de poste. Vous avez de bonnes connaissances en automatismes et si possible quelques notions de chimie.

Vos qualités de manager font avant tout de vous un homme de contact et de terrain, également capable de rigueur et de méthode.
Vous parlez anglais.

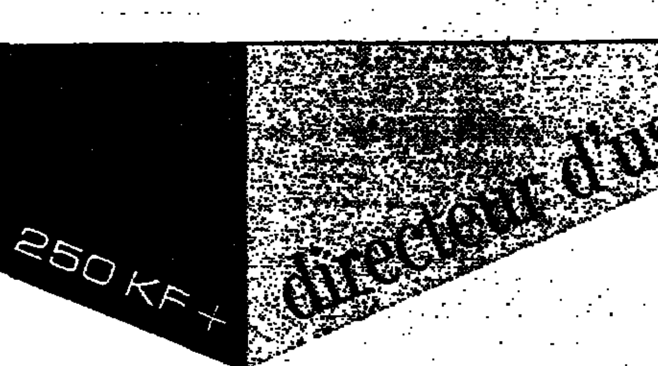
Résidence souhaitée à proximité de Mantes-la-Jolie.

Merci de bien vouloir adresser votre dossier (lettre manuscrite + C.V.), s/réf. LM, à **DUNLOP FRANCE** Direction du Personnel - 62, rue Camille-Desmoulins - B.P. 41 - 92133 ISSY-LES-MOULINEAUX Cedex.

MEDIA PA



DUNLOP FRANCE



Société réputée (imprimerie offset, emballages, pliages), nous recherchons aujourd'hui le DIRECTEUR de notre unité de production (70 personnes - 100 km Nord de Paris).

A 35 ans environ, de formation supérieure (AM, IDN...), vous justifiez d'une expérience d'une dizaine d'années à un poste similaire (des connaissances en informatique de gestion seront appréciées).

Meneur d'hommes, vous avez avant tout un tempérament actif. Dynamique, très organisé, vous savez faire preuve d'initiative et d'innovation.

Entièrement autonome, en collaboration avec la Direction Générale de Paris, vous assurerez le développement de la productivité et le suivi des techniques nouvelles.

Une formation à notre domaine d'activité étant assurée, l'expérience du secteur de l'imprimerie n'est pas nécessaire.

Prêt à vous investir dans cette fonction !

Disponible immédiatement !

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo, sous la réf. LM, à 2 M IMPRESSIONS - IMPRIMERIE MAILLET - 161/163, boulevard Mc-Donald - 75019 PARIS.

MEDIA PA

IMPRIMERIE MAILLET

BMC SOFTWARE

BMC Software est une société jeune qui connaît une croissance rapide. Elle développe et commercialise des logiciels avancés destinés aux gros systèmes IBM. Ces dernières années, elle a vu ses ventes doubler et son expansion ne fait qu'augmenter. Parmi ses clients, elle compte des multinationales, des banques importantes et des sociétés financières.

Au cours de ces dernières années, BMC Software a créé un certain nombre de filiales en Allemagne, au Royaume-Uni ainsi qu'en Italie. Elle fonde actuellement une autre filiale en France.

La création de cette filiale, basée à Paris, implique le recrutement de personnel, etc. En conséquence, nous recherchons :

UN DIRECTEUR FRANCE : salaire de départ 400 000 F + commission + avantages très intéressants. Le candidat idéal devra justifier de plusieurs années d'expérience chez un constructeur de matériel informatique ou dans une société de logiciels fonctionnant sur IBM. Après une brillante réussite antérieure, le candidat devra présenter de réelles compétences d'encadrement et d'animation de personnel. La personne retenue sera amenée à gérer tous les aspects de BMC France, et sera chargée du recrutement d'une équipe hautement compétitive. La pratique de l'anglais courant est impérative.

VENTES : nous recherchons des ingénieurs commerciaux de haut niveau présentant une expérience similaire à celle précédemment mentionnée. La rémunération se composera d'un salaire de 300 000 F + un plan de commission très intéressant + importants avantages. Une bonne connaissance de l'anglais technique est souhaitée.

SUPPORT TECHNIQUE : il sera assuré par des ingénieurs techniques hautement qualifiés, dotés d'une solide expérience technique et d'une bonne connaissance des logiciels fonctionnant sur des gros systèmes IBM. Ils devront aussi être familiarisés avec quelques-uns des produits suivants : IMS, DB et DC, CICS, VM et DB2, en qualité d'ingénieur système. Le salaire proposé aux candidats de valeur se décompose comme suit : un salaire attirant (300 000 à 350 000 F) + nombreux avantages intéressants. La pratique de l'anglais courant est impérative afin de dialoguer avec notre siège aux USA et avec le personnel technique des autres pays de l'Hexagone.

Si vous êtes attiré par les réelles opportunités que nous vous offrons, vous pouvez nous faire parvenir un c.v. détaillé et toute autre information pertinente à l'adresse mentionnée ci-dessous.

Les dossiers seront traités en toute confidentialité.

BMC SOFTWARE

ÉCOLE DE MUSIQUE DÉPARTEMENTALE DES ALPES-MARITIMES

RECRUTEMENT :
- 1 DIRECT. PÉDAGOGIQUE
- 1 PROFESSEUR DE PIANO (20 h)
- 1 PROFESSEUR DE FORMATION MUSICALE (20 h)

RENSEIGNEMENT :
Délégation départementale de la Musique et de la Danse des Alpes-Maritimes.
1, rue Maurice-Jaubert, 06000 Nice.
Tél. : (16) 93-88-08-08.

Association de coopération internationale

cherche pour son secteur COMMUNICATION INTERNE

ANIMATEUR-FORMATEUR H. ou F.

- Pour soutenir ses groupes locaux.
- Nombreux déplacements en province à prévoir.
- Nécessité de connaître les problèmes du sous-développement.
- Capacité d'organisation, facilité de contacts ;
- *Expérience du milieu associatif indispensable.*

Envoyer c.v. à TDHF
28, rue des Bateliers,
93400 SAINT-OUEN.

Société en pleine expansion

Bien introduit dans les milieux grande cuisine et froid pour fabrication spécifique et personnalisée.

RECHERCHE

Sud-Est, base Lyon.

Agent exclusif

ou non pour nous représenter.

Tél. : 35-85-80-40.

LE DIRECTEUR DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL D'ÉPINAY-S/SEINE

RECHERCHE

UN RESPONSABLE

pour la direction d'un équipement culturel de quartier d'ÉPINAY. *Prière* d'env. candidatures et c.v. à :
Centre culturel d'ÉPINAY
3, rue Mulot,
93800 ÉPINAY-SUR-SEINE.

LDC/Milton Roy
1 ingénieur technico-commercial

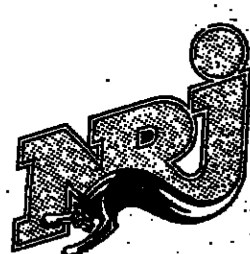
Vous êtes un véritable professionnel de la vente de matériel scientifique, plus particulièrement le HPLC ; une expérience réussie le prouve. Vous êtes introduit auprès de l'industrie, des centres de recherche privés et publics.

Alors adressez-nous une lettre manuscrite de candidature avec c.v. et photo.

SALAIRE MOTIVANT
+ commissions sur C.A.

LDC/MILTON ROY
15, rue Guyton-de-Morveau,
75013 PARIS.

Directeurs de filiales



Première station sur la tranche d'âge 15/34 ans
Premier réseau F.M. de FRANCE
... et UNE GESTION RIGOUREUSE.

Pour se développer encore, N.R.J. souhaite mettre en place plusieurs Directeurs de filiales ; ils seront à la fois :

ANIMATEURS DE LEUR EQUIPE (commerciaux, gestion, antenne), ils sont responsables de son résultat.

PATRONS D'UNE VERITABLE P.M.E., ce sont des gestionnaires qui ont le souci de la rigueur et l'ouverture du développement.

Nous souhaitons rencontrer des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur ayant au minimum 4 ANNEES D'EXPERIENCE de la vente et de la GESTION D'UN CENTRE DE PROFIT dans une structure décentralisée.

De réelles perspectives existent dans un groupe au développement rapide.

Merci de nous adresser CV, photo récente et rémunération actuelle sous la référence 702 096 M (à mentionner sur l'enveloppe).



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris
PARIS-LYON-NEW-YORK-MILAN



ORGANISATION DE COOPERATION ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES PARIS

recherche

REDACTEUR EN CHEF

pour sa revue bimestrielle «l'Observateur de l'OCDE». Il sera chargé de :
- superviser et participer à la rédaction et la mise en forme des articles ;
- préparer, coordonner et contrôler toutes les phases de l'édition.

Qualifications requises :
- Diplôme universitaire en sciences humaines et/ou en sciences économiques.
- Expérience en tant que rédacteur dans une revue économique de langue française ou anglaise à diffusion internationale.
- Excellente connaissance du français et de l'anglais.

L'engagement initial sera pour une période de deux ans.

Traitement annuel de 288 792 frs auquel peuvent s'ajouter des indemnités selon la situation de famille et de résidence.

Les ressortissants masculins ou féminins des Pays Membres de l'OCDE qui désirent faire acte de candidature devront adresser leur curriculum vitae en spécifiant «REDACTEUR» :
Division du Personnel, OCDE,
2, rue André Pascal, 75775 PARIS Cedex 16.
Date de clôture des inscriptions : 7 Mars 1987.

CONTESSE

GRANDS PROJETS SPATIAUX
3 POSTES D'INGÉNIEURS DÉBUTANTS

(ou premières expériences)
Diplômés d'une grande école

- recherche de trajectoires, études des phases de décollage, simulation pilotage.
- Simulation sur environnement IBM et Fortran.

Les candidatures sont à adresser à :
DATATRAME : 42, rue Saint-Lambert, 75015 Paris.

Conquérons ensemble des marchés rentables à l'étranger

Manager autonome des 4 filiales sud Europe & Afrique d'un groupe international réputé de Services et produits, recherche un nouveau Challenge expatrié ou export.
Dynamique, expérience de créations de filiales et de négociations au meilleur niveau en AFRIQUE, aux USA et au MOYEN-ORIENT (EGYPTE, GOLFE).

Tél. : 39-63-26-54 ou écrire sous le n° 8.330
le Monde Publicité 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Le Monde CADRES

AUBE

Vous possédez une expérience pratique de quelques années dans une entreprise industrielle ou bancaire.
Vous avez une formation supérieure (grande école de commerce ou équivalent), impliquant un bon niveau comptable et financier.
Vous avez 30 ans environ, le goût des actions concrètes et l'esprit de persuasion.

ALORS VOUS ÊTES LE

RESPONSABLE DU CONTROLE DE GESTION

QUE NOUS RECHERCHONS

Vous aurez la responsabilité de l'animation d'une équipe de cinq personnes, et serez chargé de :

- Contribuer au développement du système d'information et de gestion de la caisse régionale ;
- Réaliser des études ponctuelles pour la direction générale ;
- Contribuer à l'établissement de plans à court et moyen terme de l'entreprise et de suivre en permanence les écarts entre les prévisions et les résultats auprès de chaque responsable de budget.

Merci d'adresser cv, photo et prétentions à :
CRÉDIT AGRICOLE DE L'AUBE, 269, faubourg Croncels, 10000 Troyes.

NOUS SOMMES UNE SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN INFORMATION.

Nous délivrons, immédiatement, par téléphone, «l'information-utile» à la prise de décision de nos 12000 clients : Chefs d'entreprise, Consultants.

Notre Département de Législation Sociale (30 experts) recherche

UN JURISTE

Maîtrise en Droit Social
DESS

Vous avez acquis une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans la fonction Personnel, dans un cabinet de Conseil en Droit Social, venez rejoindre notre équipe.

Adressez votre candidature détaillée à :
SVP, Direction du Personnel,
54 rue de Monceau,
75384 Paris Cedex 08.



SVP

CABINET DE CONSEILS JURIDIQUES
Nord/Picardie

recrute

CONSEIL EN DROIT DES SOCIÉTÉS

OU

FUTUR CONSEIL EN DROIT DES SOCIÉTÉS

pour prise en charge progressive de la responsabilité du suivi et du développement d'une clientèle.

La fonction suppose de l'ambition, ainsi qu'un esprit dynamique et commercial.
De bonnes connaissances en droit des affaires, ainsi qu'une pratique du droit des sociétés sont nécessaires.

Le cabinet offre d'intéressantes perspectives d'évolution de carrière.

Adr. c.v. détaillé, photo et rémunération actuelle au MONDE PUBLICITÉ, sous le nº 8 321
5, rue Monttessuy, Paris-7e.

LE « LOOK » DE LA RÉUSSITE EN FRANCE A CHANGÉ

Un jeune peut gagner beaucoup d'argent avec le « Système Américain »

SI VOUS AVEZ DE 23 ANS A 33 ANS (environ)

Pourquoi attendre dix à vingt ans pour réussir ?

- Si vous n'avez pas peur de vendre et de travailler dur.
- Si vous voulez vraiment gagner beaucoup d'argent.

Envoyez immédiatement votre C.V. + photo à
PROPINVEST FRANCE
47 bis, avenue Hoche, 75008 PARIS.
qui est une société internationale de vente.

PEUT-ETRE Y AURA-T-IL UNE PLACE POUR VOUS ?

Importante S.A. HLM, ayant son Siège à Paris, recherche pour son
SERVICE EXPLOITATION

Ingénieur Bâtiment

SECTEUR ENTRETIEN
E.S.T.P. - A.M....

Il devra :

- assurer la coordination et le contrôle de la procédure et de la gestion d'une important parc de logements,
- justifier d'une solide expérience en matière de conception et d'exécution de travaux neufs et de travaux d'entretien.

En liaison constante avec le Responsable Financier et le service de gérance des immeubles, il sera en mesure d'assurer la maîtrise, la surveillance et la gestion des différents paramètres de l'exploitation locative.
Une expérience de plusieurs années dans le domaine du bâtiment est indispensable. Implantation Paris 15ème. Déplacements fréquents en région parisienne.
Pratique de la micro-informatique souhaitée.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous référence 4735 à Organisation et Publicité, 2, rue Marengo, 75001 Paris cedex, qui transmettra.

BANQUE PARIS-8e

recherche

UN EXPLOITANT GRANDES ENTREPRISES

âgé de 30 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur et bénéficiant d'une certaine expérience en ce domaine, il se verra confier un portefeuille de clientèle auprès de laquelle il devra promouvoir les différents services bancaires.

Il sera également en charge du montage et de l'étude des dossiers de financements à court, moyen et long terme.

Le poste requiert de solides connaissances techniques, notamment en analyse financière, et une pratique de la micro-informatique (IBM PC).

Adresser c.v. et prétentions s/réf. nº 1 582 à :
Centre de Psychologie et d'Efficience
17, rue des acacias, 75017 Paris

INRA

(Labo recherches arômes Dijon)

RECRUTE

UN CHARGÉ DE RECHERCHE

Concours ouvert à titul. doctorat.

Rens. 80-63-30-70.

ORGANISME DE FORMATION
recherche

FORMATEURS VACATAIRES

HAUT NIVEAU

- Management et relations humaines.
- Techniques de vente.

Envoyer rapidement c.v. à :
OBEA, immeuble Montréal
3, rue du Javelot,
75013 PARIS.

Pour son service information et relations extérieures une fédération bancaire

RECHERCHE

UN JOURNALISTE

Il participera à la promotion de l'image de l'entreprise, il prendra une part active à la réalisation de sa revue nationale.
Dans ces missions, il assistera le responsable du service.

Le(la) candidat(e) aura une trentaine d'années. Outre une réelle capacité d'animation, il(elle) aura déjà une expérience réussie dans la presse ou dans la communication d'entreprise.

Une formation économique et une connaissance de l'activité bancaire seraient des atouts supplémentaires.

Envoyer lettre manuscrite, c.v. et prétentions.

RHC Ressources Humaines et Communication — 2, rue du Parc, 92300 LEVALLOIS.

Mairie de Valence (26)

(68 000 hab. dans agglomération de 120 000 habitants)

recherche

DIRECTEUR URBANISME

Chargé de diriger les services d'urbanisme prévisionnel et opérationnel, il animera une équipe pluridisciplinaire et aura à développer et maîtriser les nombreuses relations avec les administrations, les acteurs de la construction et de l'aménagement sur la ville.

Ce poste convient à un cadre ayant :

- Une expérience d'au moins 5 ans avec collectivités territoriales ;
- Une forte capacité de négociation et de dialogue.

Et possédant :

- Maîtrise universitaire ou équivalent en urbanisme-aménagement ;
- Solides connaissances juridiques en législation foncière ;
- Importante expérience de gestion.

Conditions :

- Possibilité titularisation fonction publique territoriale ;
- Salaire brut de début 105 000 F à 170 000 F/an selon niveau.

Adr. dossier de candidature, c.v. + photo + copies diplômes à Monsieur le Député Maire, direction du personnel 26021 Valence.
Avant le 28-2-87 dernier délai.

GENRAD

LEADER DU TEST
nous recherchons pour poste

d'INGÉNIEUR d'APPLICATION

INGÉNIEUR ou TECHNICIEN
Connaissant le test IN-CIRCUIT et ayant une expérience pratique sur un testeur.

Envoyeur c.v. lettre manuscrite photo et prétentions à :

GENRAD
SERVICE SUPPORT
96, rue Orfila,
75020 PARIS.

Institut cherche

ENSEIGNANT

Spécialisé en stylisme et modélisme textile, diplôme supérieur en arts appliqués ou diplôme du CNAM (cuir et textile) ou équivalent
Ecrire Havas nº 14268
34063 MONTPELLIER CEDEX.

Importante société micro-informatique recrute pour son siège parisien

UN ANALYSTE-PROGRAMMEUR

niveau DUT
Connaissances micro (PC, XT, AT...) et langages (DBASE) appréciées. Merci d'envoyer c.v., photo et prétentions à MID, M. LAMARRE, 96, bd Richard-Lenoir, Paris-11e.

---

1) AT3 et TECHNICIENS SUPÉRIEURS

ÉLECTRONIQUE

Expét. hte fréquence appréciée ainsi que tube à vide souhaitée.

2) AT3 ÉLECTRONIQUE
BTS-DUT, connaiss. langue anglaise appréciée, domaine hardware micro-informatique
DIXIT-ETT 42-71-23-60
3, r. Cunin-Gridaine, Paris-3e.

Organisme de formation de l'industrie pharmaceutique
recherche

JEUNE CADRE

Ayant le sens de la négociation et du contact, diplômé de l'enseignement supérieur.
Formation pharmaceutique appréciée.
Adresser c.v., prét. et photo à nº M/16 674 BLEU, 17, rue Lebel, 94307 Vincennes Cedex, qui transmettra.

Notre Groupe crée et développe des Méthodes et des Moyens pour **le traitement des Vibrations et des Bruits.** Nous continuons à renforcer notre potentiel à LYON avec des

INGENIEURS DE PROJETS ETUDES

MX02
Ingénieur Mécanicien, spécialiste **Matériaux et Vibrations** ayant quelques années d'expérience d'Etudes et de Recherche appliquée en Entreprise pour développer de nouvelles techniques d'amortissement des structures.

AC02
Ingénieur Electronicien ou Mécanicien ayant de très bonnes connaissances en **Traitement du Signal et Acoustique** pour développer et appliquer de nouvelles méthodes de mesure en milieu industriel.

Envoyez votre CV, photo, prétentions, à...

BM

Le département du VAL-DE-MARNE

ORGANISE

Un concours normal et un concours spécial (Option informatique) « Programmeur et Pupitreur » pour le recrutement de Secrétaires Administratifs du Cadre Départemental à partir du :

14 AVRIL 1987

CONDITIONS :

- être âgé au 1er juillet de l'année du Concours de 17 ans au moins et de 45 ans au plus (sauf dérogations exceptionnelles prévues par dispositions particulières en vigueur) ;
- être titulaire du Baccalauréat de l'enseignement du second degré, ou d'un titre ou diplôme équivalent ;
- être de nationalité française.

DATE LIMITE DE CLOTURE DES INSCRIPTIONS :
VENDREDI 27 MARS 1987, à 16 H.
délai de rigueur, le cachet de la poste faisant foi.

POUR TOUS RENSEIGNEMENTS, S'ADRESSER A :
Hôtel du Département du Val-de-Marne
Direction du Personnel Départemental
Bureau de recrutement
4e étage – Bureau 405
Avenue du Général de Gaulle
94011 CRETEIL CEDEX
Tél. : 48-99-94-00, poste 24.05.

INGÉNIEURS MÉCANICIENS

CNAM, INSA, ENSAM, ECAM, ESEM, etc.
Envoyer c.v. ESSAIR,
129, rue du Fg-Poissonnière,
75009 Paris. T. 42-85-53-53.

SERV. ET DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUES

recherche

MIAGE + DEA ING. GDES ÉCOLES

débutants / 1re expérience pour

Développement et support d'application de gestion
IBM – MVS – CICS

Développement de gestion de production
IBM VM/CMS L4G

Ecrire : SDI
tour Gallieni
78-80, avenue Gallieni,
93174 BAGNOLET CEDEX.

Centre de gestion d'Indre-et-Loire

recrute

UN RESPONSABLE

Pour son Service Fiscal et Juridique.
Il sera le collaborateur direct du Directeur.

MISSION :

- Etude de textes ;
- Information et formation du personnel ;
- Conseil fiscal et juridique de haut niveau :
- Fonctionnement technique du Centre Agréé (contrôles, relations avec les administrations).

Formation supérieure en droit + expérience de plusieurs années en conseil fiscal, spécialisé B.A. Toutefois une formation initiale limitée en droit peut être suppléée par une solide expérience.
Bonne connaissance de la comptabilité appréciée.

Poste pouvant évoluer rapidement vers d'importantes responsabilités pour candidat motivé.
A pourvoir immédiatement.

Adr. cand et c.v. détaillé au Directeur du CGER, 38, rue Augustin-Fresnel, B.P. 139, 37171 Chambray-lès-Tours Cedex.

LABORATOIRE D'ANALYSES MÉDICALES

régime minier SS
région LENS (Pas-de-Calais)
recherche pharmaciens biologistes pour postes

DIRECTEUR ET DIRECTEUR ADJOINT

Contacter : Société de secours minière, 62420 Billy-Montigny.
Tél. : 21-75-59-32.

Dans le cadre du développement de ses secteurs livres et cassettes
MAISON D'ÉDITIONS

recherche

2 AGENTES(TS) COMMERCIALES(AUX)

Régions : Paris et Nord-Ouest
Sud-Ouest et Sud-Est.
Excellente présentation.
Voiture nécessaire
fixe + % + frais.

Envoyer c.v. et photo
sous le nº 8 334 M
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue Monttessuy, Paris-7e.

URGENT
Ecole privée recherche professeur de maths, sciences éco., histoire géo., libre de suite 8 h/12 h hebdo. Tél. pour R.-VS au 42-81-26-30.

DIRECTION JURIDIQUE
recherche

1) Pour société mère Paris
2) Pour importante filiale Lille

2 JURISTES

SPÉCIALISTES EN DROIT DES SOCIÉTÉS

- Pour prise en charge des dossiers de constitution sociétés.
- Préparation assemblées, conseils.
- Gestion titres.

EXPÉRIENCE CONFIRMÉE indispensable dans fonction identique.
Adr. lettre manuscrite, c.v. prétent. sous nº 501 449 à COFAP, 20, avenue de l'Opéra, 75001 Paris qui transmettra.

INGÉNIEURS MÉCANICIENS

débutants ou petite expérience pour études de dimensionnement statiques et dynamiques.
Tél. pour R.-VS 42-85-39-74
Nicole TOURRADE
94, rue Saint-Lazare, Paris-8e.

Organisme à structure décentralisée

recherche

RESPONSABLE DE HAUT NIVEAU EN VUE D'ASSURER DIRECTION DÉPARTEMENT GESTION DE TRÉSORERIE

POUR

- mise en place de circuits de trésorerie,
- placement d'importantes disponibilités sur les marchés financiers,
- développement d'applications informatiques sur mini et micro ordinateurs.

ENVIRON 35 ANS

- expérience bancaire exigée directeur d'agence durant 2 à 3 ans minimum.
- qualités de management et de communication indispensables.

Adresser lettre manuscrite, C.V. + prétentions :
Sous le nº 8.329 Le Monde publicité
5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

---

escae

d'Amiens Picardie
recrute :

UN PERMANENT

chargé de la mise en place des opérations de développement de l'école, en particulier dans le domaine de la communication.
(Profil : niveau 3e cycle, environ 27 ans.)

- Pour la rentrée 1987 :
  intervenants en finances et marketing
  (niveau grande école de gestion).

Votre c.v. est à adresser à :
G. POUZOT
18, place Saint-Michel, 80038 AMIENS CEDEX.

Important organisme professionnel PARIS-8e

recherche son :

CHEF DE SERVICE JURIDIQUE

30 ans minimum, formation juridique 3e cycle.
Expérience de quelques années dans l'immobilier exigée.
Solides connaissances en droit immobilier.

Ecrire sous le nº 8.328 M Le MONDE Publicité
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Groupe International, basé à Paris, leader sur son marché, recherche pour son Service d'Information Financière

UNE (UN) CONSULTANT JUNIOR

Vous avez 2 ans d'expérience professionnelle dans la fonction financière d'une entreprise et/ou dans une banque,

Adressez votre candidature à :
SVP, Direction du Personnel,
54 rue de Monceau,
75384 Paris Cedex 08.

SVP

UNIVERS DE LA GESTION

alain manoukian

cotée au second marché de la bourse de Lyon, notre société connaît un développement extrêmement rapide :
CA 425 millions de francs, résultat net 33 millions en 1986. Nous créons le poste de :

RESPONSABLE TRÉSORERIE

rattaché au directeur financier, il assurera :

- La mise en place du progiciel de gestion de trésorerie puis son exploitation ;
- Les prévisions de trésorerie à court et moyen terme ;
- La négociation des conditions bancaires et des financements ;
- Le placement des excédents saisonniers (100 millions de francs) ;
- Le suivi du portefeuille titres ;
- La gestion du risque devises.

Nous recherchons un candidat âgé de 35 ans environ, justifiant d'une expérience de la fonction d'au moins 5 ans.

Poste basé à proximité de Valence.

Adresser c.v. et prét. à : ALAIN MANOUKIAN SA
domaine de Blanchelaine
MERCUROL
26600 TAIN-L'HERMITAGE.


UNIVERS DE
LA GESTION

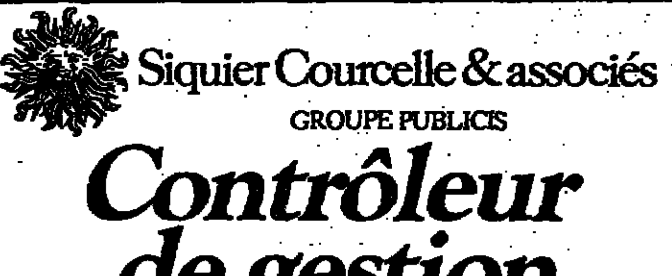

CHEF DE PRODUIT


Hertz
HERTZ. LA VOITURE
PAS L'AVENTURE.


LE DEFI TECHNIQUE


MESSIER HISPANO BUGATTI


GROUPE SNECMA


Siquier Courcelle & associés


Spontex

UNIVERS DE LA GESTION

Finance et Administration dans l'Audiovisuel

Nous sommes une société de production et de distribution de programmes audiovisuels en forte croissance. Notre métier, nous le connaissons bien et possédons déjà une solide notoriété, en France et à l'étranger : nos perspectives y sont très ouvertes...
HEC, ESSEC ou Ingénieur Grande Ecole, vous avez acquis une bonne maîtrise des techniques de gestion dans un cabinet international ou au sein d'une entreprise ayant de préférence une vocation similaire.
En liaison étroite avec la Direction Générale, vous prendrez en charge l'ensemble des problèmes de gestion et d'administration (budget et reporting, comptabilité et trésorerie, finance, juridique...).
Il vous faudra imaginer, trouver et mettre en place des solutions nouvelles de financement au niveau national et international.
Bien entendu, vous parlez l'anglais et votre sensibilité "culturelle" est un atout pour réussir au sein d'une structure légère et dans ce milieu particulièrement attractif.
Merci d'adresser votre candidature sous référence 701/M à CURRICULUM, 6, Passage Lathuile 75018 PARIS, qui nous la transmettra en toute confidentialité.

US BANK

Une des banques américaines les plus performantes recherche son

Responsable du Back-Office Nouveaux Produits

Paris **FF 300.000 + bonus**

Répondant directement au Directeur Administratif de la Banque dont il sera un des adjoints, il aura pour mission d'animer la cellule spécialisée dans le traitement de tous les nouveaux instruments financiers (Bonds, Matif, Futures, Options, Réméres ...). Il aura à diriger une équipe de 4-5 personnes.
A environ 30 ans, vous avez une première expérience d'environ 5 ans dans ce domaine, acquise en banque, dans une charge ou dans un établissemnt financier. Votre expérience vous amenera à particulièrement bien connaître le marché domestique et vous parlez bien sûr l'anglais couramment.
Vous souhaitez rejoindre une banque performante et active sur ces marchés en plein développement et qui pourra -à terme- vous offrir de nombreuses possibilités d'évolution de carrières.

Contactez **Yves Boissonnat** au **(1) 40.70.00.36** ou envoyez sous réf 13734 MO un CV + tél + rém actuelle à **Michael Page International, 19 Av. George V, 75008 Paris.**

MP
Michael Page International
Spécialiste en recrutement financier
Paris · Londres · Bruxelles · New-York · Sydney

CHARGEURS S.A.

Première entreprise privée française dans le domaine des transports, Chargeurs S.A. est aussi un groupe industriel en Europe et sur le continent américain. Chargeurs SA compte parmi ses principales filiales Causse Walon, Chargeurs Réunis, Paquet, Spontex, UTA.
Dans cet ensemble de plus de 100 sociétés, nous développons la fonction :

Analyse financière et consolidation

Assistant de notre responsable de département, vos missions seront :
– d'établir les consolidations trimestrielles,
– de maintenir et développer les systèmes informatiques utilisés pour le reporting consolidé,
– d'assurer le suivi financier et le contrôle de filiales du Groupe.
A 26 ans au moins, vous êtes diplômé(e) d'une Grande Ecole, d'une ESC ou titulaire d'une maîtrise de gestion avec de solides connaissances comptables. Votre expérience de 3 à 5 ans en entreprise ou dans un cabinet d'audit vous a permis d'utiliser l'informatique. Vous savez parler anglais.
Ce poste vous conduira à remplir des tâches de réflexion et d'analyse et, à travers vos différents contacts, vous permettra de connaître notre Groupe et nos méthodes de gestion.
Nous étudierons votre candidature en toute confidentialité et vous remercions de l'adresser s/référence 279/33 à Marc SIBOLD - COFROR - Tour Fiat - Cedex 16 - 92084 PARIS LA DEFENSE.

Organisation et Publicité

Auditeur Senior

Paris **FF 220.000 +**

Un groupe industriel français, réalisant FF 12 milliards de CA, recherche un Auditeur Senior **pour diriger son service d'audit.**
Le candidat sera responsable de missions d'audit comptables et opérationnelles. Les missions demanderont environ 25 % de temps de déplacement en province et seront de courte durée.
Le candidat doit posséder une formation supérieure comptable (ESC, DECS ou équivalent), une expérience d'environ 3 ans dans un cabinet d'audit et une première expérience dans le milieu industriel.
Des possibilités d'évolution au sein de la Société peuvent être offertes au candidat après quelques années.

Veuillez contacter **Ivan Pacaud** au **(1) 40.70.00.36** ou envoyer votre CV + salaire actuel, sous réf IP/MO 747, à **Michael Page International, 19 avenue George V, 75008 Paris.**

MP
Michael Page International
Spécialiste en recrutement financier
Paris · Londres · Bruxelles · New-York · Sydney

Société de services dynamique, **filiale d'un groupe international**, en raison de son développement constant, recherche son

CONTROLEUR INTERNE

Il analyse les résultats opérationnels : ventes, retour sur investissements, gestion. Il prépare les prévisions, budgets et plans. Il en suit l'exécution, analyse les écarts et propose les solutions correctives.
Il doit donc pouvoir appréhender l'entreprise dans son ensemble et être en relation constante avec les services et les agences.
Il reporte directement au Directeur Général. Il prépare et lui présente l'ensemble de la situation chiffrée ainsi que propositions et simulations. Il est impliqué naturellement dans toute situation nouvelle : choix des développements, étude de rachats de sociétés.
Le poste à créer conviendrait parfaitement à un candidat jeune diplômé de l'enseignements supérieur (ESC - ISC - DECS - IAE, etc.) **ayant une première expérience budget ou contrôle.**
Poste à pourvoir proche banlieue Nord-Est.
Envoyer CV + photo et prétentions sous réf. 21298 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 qui tr.

CONTESSE

L'équipe commerciale d'une Banque de dimension moyenne, membre d'un important groupe bancaire, recherche à élargir son champs d'action par le recrutement

d'un
CADRE COMMERCIAL EXPÉRIMENTÉ

d'un
GESTIONNAIRE DE PORTEFEUILLE
de valeurs mobilières

Adresser CV avec lettre man. et photo sous la réf. 4564/M MEDIA PA 71, av. Victor-Hugo 75116 PARIS, qui transmettra.

Assurances : une belle direction technique.

400 000 F +

Société d'Assurance-vie, nous sommes la filiale d'un très important groupe financier. Des assises solides et le grand professionnalisme de nos équipes nous valent de connaître un important développement. (CA 86, 120 MF).

Nos points forts : les produits individuels d'assurance épargne et les contrats collectifs retraite.

Une formation supérieure (économique ou actuariat) et plusieurs années d'expérience *du montage*, de la vente et de la gestion de produits vie, d'épargne *individuelle pour* le compte d'une Compagnie d'Assurance, *Banque ou Caisse de Retraite* vous qualifient globalement pour le poste. Cette expérience *vous a permis* d'acquérir des qualités incontestables de négociateur, *auprès d'un vaste panel de clients* (Entreprises, particuliers, CE).

A 35/40 ans environ, vous possédez le jugement sûr et implicitement la crédibilité professionnelle pour faire «passer» vos vues, tant auprès des clients que de vos équipes.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et rémunération souhaitée sous référence 771 M.



18 Avenue Matignon, 75008 PARIS

DESSEIN

CHARGE D'ETUDES

CAEN

PROMODES, premier grossiste multidistributeur en Europe. 16.000 personnes en France, CA consolidé : 30 milliards de F. recherche **UN CHARGE D'ETUDES (H/F)** pour renforcer son *activité Etudes de Marché* **(S.E.T).**

MISSIONS : ce cadre sera plus particulièrement en charge de tous les problèmes statistiques *intervenant dans les diverses activités du service :*
- enquêtes et sondages,
- études économiques et statistiques,
- prévision, déssaisonalisation,
Il pourra également être associé aux Etudes de marchés réalisées dans le cadre des nouvelles implantations commerciales.

PROFIL :
- *formation* **ENSAE** *ou ISUP souhaitée,*
- *Espagnol ou Italien apprécié,*
- *pratique de la micro-informatique.*

Ce poste basé à CAEN nécessite des déplacements fréquents.
Alain DESCHAMPS vous remercie de lui adresser votre candidature (C.V., prétentions et photo) sous ***réf. 7MSI,*** à
INTERACTIONS, 27 avenue de Verdun - 14300 CAEN.

Promodès

HAVAS CONTACT

Grande banque Nord-Américaine

recherche pour PARIS

SON CHEF DE SERVICE BOURSE-TITRES CLASSE V/VI

Dans le cadre de son département gestion privée en pleine expansion.

Le candidat devra avoir au moins 7 ans d'expérience au sein d'un service titres d'une banque ou d'un agent de change et parler anglais.
Une expérience de la gestion des fonds communs de placement et l'habitude des procédures comptables liées à l'informatique seront aussi déterminantes.

Le poste proposé est rattaché directement au directeur gestion privée et entraîne de nombreux contacts avec le réseau international de la banque.

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous nº 8.335 M.
Le Monde Publicité. 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

LA COMPAGNIE INTERNATIONALE DES WAGONS LITS ET DU TOURISME

recherche pour le service central des études de la Direction Générale

contrôleur de gestion

Sa mission comprend la préparation des divers travaux d'études effectués par le service, ainsi que la réalisation des analyses nécessaires des dépenses, des résultats de gestion...
Ce poste évolutif convient à un jeune débutant diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole de Commerce-option Finance, Maîtrise de Gestion) ayant le sens des résultats et le goût des contacts.
Envoyer CV + photo + lettre manuscrite + prétentions sous réf. CAR 130 à la Direction du Personnel 40, rue de l'Arcade 75008 Paris



LFR-TOURNAY/ASSCOM

DIRECTEUR TECHNIQUE

RHONE-ALPES - *Leader européen sur notre marché des équipements électriques destinés à l'industrie automobile, nous connaissons une forte croissance (CA 86 : 180 MF). Notre potentiel de développement nous amène à rechercher un Directeur Technique pour lui confier l'animation technique et humaine d'une équipe de 19 ingénieurs et techniciens (B.E., Industrialisation, Méthodes, Conception outillage) Attaché à la Direction Générale, il travaillera en étroite collaboration avec le Directeur de la Recherche et le Directeur Commercial et aura pour mission essentielle d'assumer la bonne gestion des études confiées par les clients (qualité technique, respect des délais), de dynamiser ses équipes afin d'optimiser la performance (qualité du climat, originalité de solutions techniques), afin d'utiliser le savoir-faire de l'entreprise et de participer activement à son développement par une forte contribution personnelle. Il aura la responsabilité d'un budget de 14 millions de francs.*

Cette fonction s'adresse à un ingénieur de Grande Ecole âgé d'au moins 35 ans ayant démontré sa réussite à la tête d'un service technique dans le secteur électrique et électronique. Il possèdera impérativement de réelles capacités dans le domaine du management humain, une maîtrise de la langue anglaise est nécessaire, complétée si possible par une bonne connaissance de l'allemand. La rémunération sera adaptee à l'importance de cette responsabilité.

Merci d'adresser sous référence 1157 un dossier de candidature à REALISE - BP 3143 - 69397 LYON Cedex 03, qui nous assiste dans cette recherche et garantit une totale confidentialité.

CONTESSE



Chez un AGENT de CHANGE ! Dans un marché sophistiqué...
Pour des produits en plein développement...

En effet, lorsque l'on fait partie de l'une des toutes premières CHARGES D'AGENTS de CHANGE, et que l'on veut mettre l'accent sur le Portefeuille Obligataire, on se doit de posséder, aux côtés des Commerciaux, du Trading et de la gestion administrative, un RESPONSABLE de la

Gestion obligataire 500 000 F ++

qui puisse mettre à disposition de la Charge sa connaissance du marché, ses capacités d'anticipation et de réaction face aux « tressaillements » de celui-ci... et prendre les décisions qui conduisent à une gestion affinée et pointue de nos SICAV, FCP et autres Clients Institutionnels (2 milliards de F++)... Vous êtes un Professionnel connu et reconnu ; sans doute exercez-vous votre activité dans une Banque, auprès d'une Compagnie d'Assurances ou dans une Caisse de Retraite... Peu importe l'endroit ! Du moment que l'accent est mis sur le qualitatif...

Vous trouverez, chez nous, pour pratiquer votre métier, un environnement de professionnels, une grande liberté pour vos choix et un niveau de rémunération lié à la qualité de vos performances. Bien sûr, un service Etudes efficace et une informatique adaptée vous aideront dans votre mission. En toute discrétion, venez nous faire partager votre passion... A bientôt !

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la référence V/GO/LM.

MEDIA BA



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS



CENTRE NATIONAL DES CAISSES D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE

La Direction de l'Organisation Technique, Département des Techniques Bancaires et Moyens de Paiement, recherche

4 ASSISTANTS

- **Crédit - prêts**
- **Tenue des comptes clients et comptabilité générale**
- **Echanges interbancaires et internes au réseau**
- **Techniques Cartes**

Sous l'autorité du responsable du secteur concerné, vous : • contribuerez à la définition fonctionnelle des systèmes de gestion, informatiques et administratifs, de l'activité concernée, • rédigerez les documents d'études, • assumerez le suivi de la mise en œuvre des systèmes de gestion dans le Réseau, • participerez et éventuellement animerez des groupes de travail associant les utilisateurs du réseau et les Centres Informatiques, • participerez éventuellement à des groupes spécialisés interbancaires, • apporterez assistance et conseil aux utilisateurs du réseau et Centres Informatiques.

35 ans environ, de formation supérieure (Bac + 4 ou 5). Scientifique ou Economique, vous avez une expérience de quelques années en environnement bancaire. La pratique de la méthode de conduite de projet SDM/S serait appréciée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre man., CV, photo et prét.), en précisant le secteur choisi, au CENCEP, 5, rue Masseran, 75007 PARIS.

Organisation et Publicité

Jeunes assistants de gestion

Important groupe d'établissements financiers, nous avons une mission motivante, impliquante et évolutive à confier à de jeunes assistants de gestion possédant le DECS ou une maîtrise, débutants ou confirmés par une première expérience.

Vous assisterez un Responsable Régional de notre société financière en prenant en charge des responsabilités induisant une polyvalence tant comptable, commerciale, qu'administrative.

• Vous assurez l'analyse comptable et financière des bilans de nos différents clients.

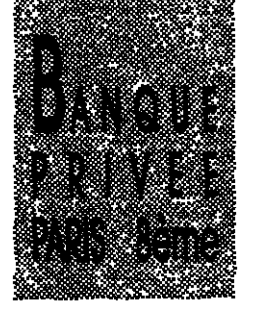
• Vous entretenez des contacts privilégiés avec notre clientèle essentiellement constituée de PME.

• Vous gérez le bureau régional sur le plan administratif. (La connaissance de l'outil informatique est un plus).

Ces premières responsabilités assurées avec succès vous assureront de réelles possibilités d'évolution.

Notre organisation largement décentralisée implique mobilité géographique, sens de l'autonomie et des responsabilités.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à Média-System (réf. 5137), 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.



RECHERCHE POUR DEVELOPPER SON ACTIVITE FINANCIERE

GESTIONNAIRE DE PATRIMOINE

Intégré à la Direction Financière et dépendant du Directeur adjoint responsable de cette activité, il aura pour mission de suivre et développer les portefeuilles titres et OPCVM d'une clientèle de particuliers.

Véritable conseiller privilégié de sa clientèle pour l'ensemble des aspects patrimoniaux la concernant, il devra être âgé d'une trentaine d'années et justifier d'une expérience réussie d'environ 5 ans dans cette fonction exercée impérativement au sein d'une banque, d'un établissement assimilé ou d'une charge d'agent de change.

Le salaire de départ sera fonction de la qualité du candidat et aura un caractère motivant pour un professionnel de valeur.

ADJOINT DE SON CHEF DE SERVICE TITRES

Rattaché au Chef du Service Titres de la Banque et amené à prendre sa succession, il assurera le traitement administratif des transactions réalisées sur les bourses françaises et étrangères.

Il aura la responsabilité des différents aspects de la fonction.

Ce poste ne peut convenir qu'à un spécialiste du domaine, de classe V ou VI, pouvant justifier d'une expérience bancaire réussie d'environ 7 ans et désireux d'évoluer dans une structure de taille humaine.

La rémunération sera fonction de l'expérience acquise.

Merci d'adresser lettre de candidature, avec c.v., photo et prétentions, en précisant le poste qui vous intéresse, sous réf. 4076 à AXIAL Publicité, 27 rue Taitbout, 75009 Paris, qui transmettra.

PAPETERIES MAUNOURY

550 MF DE C.A. - 170 personnes - Paris
Filiale de Distribution du Groupe



recherche son

directeur de la gestion

membre du comité de direction

Outre des responsabilités complètes de Directeur Administratif et Financier, il aura la responsabilité du Contrôle de Gestion et des Services Administratifs. Promoteur d'une gestion rigoureuse dans tous les secteurs de l'entreprise : produits, budget, reporting et actifs circulants, il animera une équipe de 15 personnes dont 3 cadres. Il sera l'interlocuteur des directions fonctionnelles du Groupe et à ce titre, participera avec la Direction Informatique Centrale, à la mise en place d'un nouveau système informatique.

Ce poste s'adresse à un DIPLOME type HEC, ESSEC, ESCP ... ayant une double expérience : quelques années d'audit afin de posséder la maîtrise des techniques comptables et des procédures, et expérience de responsabilité opérationnelle financière et de contrôle de gestion en entreprise. Bon professionnel rigoureux, animateur ayant l'esprit d'équipe sont les principales qualités requises pour ce poste offrant une grande autonomie. Poste à pourvoir rapidement en raison de la promotion dans le Groupe de son titulaire actuel.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 3294 LM à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris

MEMBRE DE SYNTEC

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE RÉASSURANCES

recherche

UN COLLABORATEUR DU SERVICE CONTROLE DE GESTION

- FORMATION SUPÉRIEURE :
  GESTIONNAIRE (BAC + 2 minimum),
  CONNAISSANT LA MICRO-INFORMATIQUE
  (DUT INFORMATIQUE du CFTS ou autre).
- CHARGÉ DU TABLEAU DE BORD, DE LA COMPTABILITÉ ANALYTIQUE.

Adresser c.v. détaillé, photo et prétentions sous référence nº 3 862 à :
Agence PRAIRIAL, 47, rue des Tournelles,
75003 PARIS
qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE BANCAIRE

DIRIGER LE DEPARTEMENT ASSURANCE-VIE

C'est à un cadre de très haut niveau que notre groupe propose de continuer le développement de ce créneau.

Vous avez bien entendu une solide expérience du produit Assurance-Vie : celle-ci va vous permettre de dynamiser votre département, d'y créer de nouveaux produits et d'en suivre les implications financières, administratives et informatiques.

Vous dirigerez votre équipe de manière à mener ce département vers le succès que le groupe attend de lui.

Une formation supérieure, des qualités certaines d'encadrement et l'enthousiasme des entrepreneurs seront vos meilleurs atouts.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, rémunération actuelle et photo), en précisant sur l'enveloppe la réf. 4874, à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris, qui transmettra.

Importante banque étrangère à Paris

RECRUTE
POUR SON SERVICE DU PERSONNEL

UN(E) TECHNICIEN(NE)

Traitement de la paie – Gestion du personnel.
Connaissances en informatique.

– MAITRISE INDISPENSABLE DU LOGICIEL PACHA

Ecrire au MONDE PUBLICITÉ sous le nº 8 323 M
5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

L'EUROPEENNE DE BANQUE

Siège Social à Paris,
recherche pour ses succursales parisiennes

Exploitants HF

CLIENTELE PME - PMI
CLASSE V à VI

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur ou bancaire avec une expérience d'au moins 3 ans dans la prospection et la gestion d'un portefeuille de clients PME - PMI.

Vous avez le goût des contacts et de la démarche. Nous vous offrons des perspectives de carrière intéressantes au sein de succursales autonomes.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions, sous la référence EX/M. à L'EUROPEENNE DE BANQUE - Direction des Relations Humaines - 21, rue Laffitte - 75009 PARIS.

MEDIA BA



21, rue Laffitte - 75009 PARIS

Société industrielle et commerciale (CA de 900 MF) filiale d'un groupe étranger de réputation mondiale, premier dans son secteur, recherche

Trésorier HF

ayant :
- *26 ans minimum,*
- *diplômé d'une école de commerce,*
- *au moins 3 ans d'expérience de la fonction.*

Pour ce poste à pourvoir rapidement, basé dans le centre de Paris, la pratique de l'anglais est obligatoire.

La connaissance de tableurs et de logiciels de gestion de trésorerie serait un atout supplémentaire.

Veuillez adresser un dossier complet (C.V., lettre de candidature, photo, rémunération actuelle), sous réf. 02-01 à notre Cabinet Conseil :
GESPER - 91, rue du Faubourg Saint Honoré
75008 PARIS.

MEDIA BA





Exploitant clientèle entreprises confirmé

PARIS - LILLE

Banque privée, filiale d'un groupe implanté dans 45 pays, nous cherchons pour nos agences de Paris et de Lille un exploitant clientèle entreprises confirmé.

Il sera bien accueilli : un fonds de commerce de départ lui sera confié. A charge pour lui de le développer, en dirigeant sa prospection sélective selon ses affinités, sa culture économique et son savoir-faire, et de le gérer.

25-30 ans, diplômé de l'enseignement supérieur ou de formation bancaire, vous exercez ce métier depuis 2 à 5 ans environ. Vous avez un tempérament commercial, une méthode de travail rigoureuse et autonome.

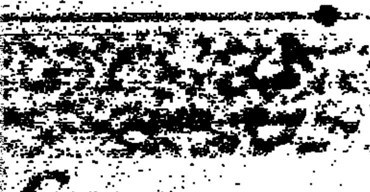
Vos qualités relationnelles, votre mobilité et votre connaissance de l'anglais sont autant d'atouts qui favoriseront votre carrière dans notre établissement.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous la réf. 514, pour PARIS et 540 pour LILLE, à Catherine de La Roche Saint André - **JACQUES TIXIER S.A.** - 7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.

jacques tixier s.a.
MEMBRE DE SYNTEC

MEDIA BA

UNIVERS DE LA GESTION





Kellogg's®

1906-1986 : 80 ans de succès pour le n°1 des céréales prêtes à consommer.

(Kellogg's Corn Flakes, Country Store, Kellogg's Extra, Smacks, Frosti, Krispi, All-Bran...)

Nous connaissons un taux de croissance important (+ 52% en 86) et créons le poste de

Jeune Contrôleur de Gestion.

180-200.000 F

Votre mission : Améliorer et assurer les procédures de contrôle budgétaire, affiner notre système de gestion prévisionnelle (plans, procédures, construction budgétaire...), collaborer au reporting par des analyses rigoureuses, réaliser des études de simulation ; faire vivre nos outils de contrôle de gestion qui joueront un rôle moteur dans la maîtrise de notre croissance.

Jeune diplômé d'une école supérieure de commerce et de gestion, votre expérience de 2 ans environ des sociétés anglo-saxonnes acquise soit en cabinet d'audit international, soit au sein d'une direction financière vous a préparé à assumer cette fonction d'avenir.

Le poste est situé à Rosny II (93).

Merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo sous réf. IB 62202 à TEG - Isabelle BOYER - 113, rue de l'Université 75007 PARIS.



SUD OUEST
Industrie de Productique

2 USINES - 550 PERS. - 430 MILIONS F
Filiale d'un Groupe Français de taille internationale grâce à sa technologie avancée et son réseau commercial mondialement implanté
recrute son

DIRECTEUR ADMINISTRATIF & FINANCIER

Dépendant du Pt du Directoire. IL AURA EN CHARGE • COMPTABILITÉ générale et analytique • FINANCES/TRÉSORERIE • BUDGET-CONTROLE DE GESTION • PERSONNEL (sauf Relations Sociales) • CONTRATS commerciaux France et Exportation.
(32/34 personnes sur 2 sites)
Déplacements fréquents dans la 2e usine, à Paris et épisodiquement à l'Etranger.

- **Moins de 40 ans • Formation supérieure : DECS complet + si poss. Certificats Supérieurs**
- **ANGLAIS parlé (important)**
- **EXPÉRIENCE réussie de D.A.F. en titre dans INDUSTRIE de taille comparable, avec un «vécu» en Usine.**

S.C. vous garantit une DISCRÉTION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération) sous réf. 8594 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

Une équipe jeune et de haut niveau rattachée au Directeur de la Comptabilité et du contrôle de gestion

- **Un X, ECP, Mines...** réf. KV 270 CC
- **Un ESSEC, ESCP, Expert Comptable** réf. LW 271 CC

Un groupe du secteur tertiaire, puissant, dynamique et diversifié (CA 13 milliards) recrute, au sein de la société mère, une équipe de deux Cadres de haut niveau, qui sera rattachée au Directeur de la Comptabilité et du Contrôle de Gestion.

Leur première mission sera de faire profondément évoluer les services comptables : analyse des procédures actuelles, élaboration de méthodes plus performantes, développement de l'informatique, tant dans le domaine des gros systèmes que dans celui de la micro-informatique et de la bureautique.

Tous deux auront une première expérience professionnelle et de préférence une bonne connaissance du secteur banque ou assurances.
L'un (1 à 2 ans d'expérience) apportera des compétences acquises en organisation et informatique, l'autre (3 à 5 ans d'expérience) en comptabilité et fiscalité.
La réussite dans cette mission permettra à ces candidats de premier plan d'accéder rapidement à des responsabilités à la mesure de leur valeur, dans la société mère et dans le Groupe.

Postes à Paris.

Ecrire en précisant la référence.
Discrétion absolue

Membre de Syntec



71, rue d'Auteuil 75016 Paris

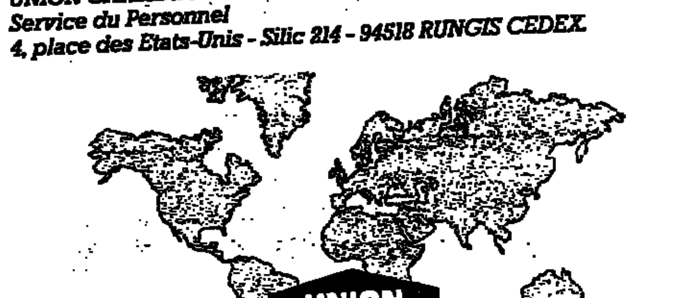
PUBLIPANEL

assistant du contrôleur de gestion

Après une formation Ecole Supérieure de Commerce et une expérience de contrôle de gestion, vous voulez seconder le Contrôleur de Gestion d'une unité de 400 personnes voisine d'ALBERTVILLE (Savoie).

Vous écrivez et parlez l'anglais et vous êtes familiarisé avec l'informatique de gestion.

Envoyez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :
UNION CARBIDE FRANCE
Service du Personnel
4, place des Etats-Unis - Silic 214 - 94518 RUNGIS CEDEX.



Emplois et Entreprises

GROUPE COMMERCIAL ET INDUSTRIEL

implanté à Paris et en Province
chiffre d'affaires 800 M.F. recherche un

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Le candidat devra avoir une solide expérience en matière de contrôle interne et de contrôle budgétaire et devra avoir le sens de l'organisation.

L'anglais est indispensable.

Envoyer CV et prétentions à :
G.F.P. - 18, rue de l'Arcade - 75008 PARIS

Rejoignez le N° 1 du loisir



Leader du loisir-locatif, nous sommes présents dans 50 stations les plus prestigieuses à la mer et à la montagne.
Pour donner le maximum d'autonomie et d'efficacité à nos directions régionales, nous décentralisons et recherchons

2 RESPONSABLES COMPTABLES ET FINANCIERS

pour les régions **ATLANTIQUE** (La Rochelle) et **Côte d'Azur** (Antibes).
A la tête d'une petite équipe, ils superviseront la comptabilité des sociétés d'exploitation organisées en centre de profit, gèreront la paie et la facturation et assureront le reporting auprès de la direction financière du groupe.
28/30 ans environ, diplômés d'une école supérieure de commerce - option gestion/finances et/ou titulaire du DECS, ils ont quelques années d'expérience au sein d'une direction financière, où ils auront acquis une bonne technique comptable.
Les perspectives d'évolution sont réelles pour des cadres mobiles dans la dynamique d'expansion du groupe.
Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 701 093 M (à mentionner sur l'enveloppe).

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
115, rue du Bac - 75007 Paris
PARIS-LYON-NEW-YORK-MILAN

Contrôleur Financier dans la Presse
Un poste tremplin pour un contrôleur de gestion + expérience comptable

Notre Groupe, animé par une Direction dynamique, exigeante, est considéré aujourd'hui comme la première entreprise de presse du Tiers-Monde, en Afrique et au Moyen-Orient (150 MF de C.A. consolidé ; 200 personnes).
Rattaché au Directeur Général Adjoint Finances-Gestion, vous coordonnerez, à Paris, les activités des services comptables, prendrez en charge personnellement le contrôle de gestion, ainsi que la trésorerie. Vous dirigerez et animerez une équipe d'une dizaine de collaborateurs, avec pour objectifs la qualité de l'information, le respect des délais.
Ce poste intéresse un professionnel de la gestion d'entreprise, de formation DECS ou niveau, parlant l'anglais, ayant idéalement acquis une double expérience cabinet d'audit + contrôle de gestion en entreprise. Sa personnalité, ses capacités à animer, dialoguer, convaincre seront les critères déterminants du choix.
Pour recevoir des informations complémentaires, merci d'écrire en précisant votre niveau de rémunération, sous référence 37 8208 M, à notre Conseil.



EQUIPES ET CARRIERES
11 bis rue Portalis 75008 PARIS

Toulouse

CHEF DU SERVICE COMPTABILITE



A Toulouse c'est 8 000 personnes qui exercent leurs activités dans un domaine de pointe : étude et construction d'avions (Airbus, ATR ...).

La carrière du Chef de Service actuel évoluant à l'intérieur de la Société, il faut en assurer la succession. En dehors des activités classiques liées à la fonction (élaboration du bilan et des comptes de résultats, prévisions de trésorerie, contrôle budgétaire, études économiques et financières), ce service assure la comptabilité de tous les grands programmes de la Division Avions. Au cours des trois prochaines années, le Chef du Service devra également piloter une importante rénovation des procédures et outils informatiques. Enfin, il doit animer efficacement son service (90 personnes, 7 cadres).

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, ESCP, ...) de 35 ans minimum. Son expérience professionnelle de 10/15 ans a été acquise dans un groupe industriel. Elle lui a permis d'élargir ses compétences en comptabilité à des fonctions de gestion et d'organisation. Il a déjà animé un service important. La connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 4/863 P à :

EGOR MIDI-PYRENEES
Le Sully - 1, place Occitane
31072 TOULOUSE

ou

EGOR S.A.
8, rue de Berri
75008 PARIS

egor
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

Filiale française d'un groupe bancaire européen, nous sommes fortement positionnés dans notre marché commercial.
Notre croissance s'appuie sur le renforcement de nos activités financières comportant notamment le développement des

OPERATIONS DE HAUT DE BILAN et D'INGENIERIE FINANCIERE,

plus particulièrement orientées vers le marché franco-européen.

Le professionnel que nous recherchons pour assumer cette responsabilité aura entre 33 et 40 ans et sera parfaitement à l'aise dans le contexte des affaires françaises. Outre l'anglais courant, il maîtrisera correctement l'allemand économique. Son know-how aura été acquis au cours de plusieurs années au service soit d'une firme internationale de consultants établie à Paris, soit dans une banque d'affaires, ou encore dans une fonction équivalente d'une grande entreprise française.

Il sera en contact personnel suivi pour les affaires relevant de ses responsabilités, avec les dirigeants des entreprises concernées.

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. 654 à M. A. DANNENBERGER qui vous garantit la discrétion
CEPIAD 135, avenue de Wagram 75017 Paris

ORGANISME BANCAIRE, FILIALE D'UN RESEAU NATIONAL recherche

EXPLOITANT DE BON NIVEAU

L'Homme :
Vous êtes âgé de 30 à 35 ans, vous êtes de préférence diplômé d'enseignement supérieur (grande école commerciale, sciences PO, ECO. Fi ou Gestion, etc... CESB ou ITB appréciés).
Vous avez acquis en tant qu'exploitant de banque une expérience diversifiée des clientèles PME (commerçants, artisans, tertiaire, etc).
Vous êtes à l'aise dans le montage des crédits afférant au cycle d'exploitation mais aussi au haut de bilan (éventuellement actions et obligations convertibles comprises).

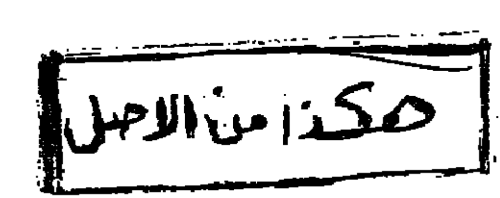
VENEZ PARTICIPER A NOTRE DEVELOPPEMENT PARIS.

La mission :
Vous adapterez vos connaissances, votre expérience ainsi que vos qualités d'analyse et de synthèse à la gestion des crédits d'une clientèle sélectionnée de petites et moyennes entreprises.
Activité variée à caractère évolutif dans le cadre d'un organisme financier à taille humaine.



Veuillez adresser votre CV détaillé avec photo et prétentions (sous lettre manuscrite) au **Cabinet MORACCHINI (Département Sélébanque, réf. 8730)** 22 bis, rue des Belles-Feuilles, 75116 Paris, qui vous garantit une discrétion absolue.

CONTESSE



UNIVERS DE LA GESTION

DIRECTEUR JURIDIQUE
PARIS — HF

3 500 personnes, 11 filiales et un C.A. de 3 milliards placent notre groupe français privé parmi les premiers dans l'emballage carton.

Rattaché au D.A.F., le Directeur Juridique prendra en charge et traitera directement ou en liaison avec les filiales, toutes questions relevant des :
- Conseils, Assemblées, Services des Titres.
- Contrats, litiges, recouvrement des créances contentieuses,
- Assurances et Immobiliers.

Agé de 40 ans environ, de formation juridique supérieure, praticien du droit des Sociétés, très à l'aise et aimant traiter de ces problèmes, vous avez acquis une solide expérience en Entreprises après un passage éventuel en Cabinet.

Vous animerez une petite équipe. Vos qualités de rigueur, de contacts et la faculté de traiter plusieurs problèmes en passant rapidement de l'un à l'autre faciliteront votre réussite à ce poste.

Merci de faire parvenir votre candidature, sous référence 101.PA.049M, à notre Conseil Michel BARBEY qui, traitant confidentiellement cette recherche, vous documentera avant de vous rencontrer.



13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS

PARIS 42 85 15 55 ■ LYON 78 69 37 15 ■ MULHOUSE 89 32 26 26

L'efficience et le dynamisme
dans un environnement international

JEUNE DIRECTEUR FINANCIER

"FINANCIERE STRAFOR" est la holding d'un groupe de 8500 personnes aux activités diversifiées (CA de 3,5 milliards de Francs). Sa filiale "AIRBORNE" est spécialisée dans le mobilier et les sièges de bureau. Avec ses trois unités de production et un effectif de 450 personnes, elle réalise un CA de 200 millions de francs. Cette société recherche son Directeur Administratif et Financier.

Rattaché au Directeur Général, il supervise la comptabilité et la fiscalité et est directement responsable du contrôle de gestion, de l'établissement du reporting, de la gestion de trésorerie et des relations avec les banques. Il participe à *l'élaboration et la mise en place du plan informatique.* Membre du Comité de Direction, il conseille et assiste le Directeur Général.

Nous souhaitons rencontrer des candidats âgés de 30 à 35 ans, de formation commerciale ou économique supérieure (HEC, ESC, Maîtrise de gestion + ICG, ...) ayant une bonne expérience du contrôle de gestion. La pratique courante de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand serait appréciée.

Le poste est basé à Bordeaux. Le groupe est performant et est coté en bourse. Les possibilités d'évolution sont importantes et la rémunération attractive.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 30/1329 L à :

EGOR REGION EST
18, rue Auguste Lamey - 67000 STRASBOURG

egor
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

Expert comptable ou ESC + DECS
Pour diriger un service back-office

Dans le cadre du développement important de ses activités de marchés, une grande banque de dépôts à Paris recherche **le responsable de son service " Trésorerie Back-Office ".**

A la tête d'une équipe et dans un environnement informatique poussé, il sera chargé d'assurer la gestion comptable et administrative des opérations de trésorerie en francs et en devises et de faire évoluer les procédures.

Une expérience pratique de plusieurs années et une bonne maîtrise de l'anglais sont nécessaires.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV + photo et prétentions sous la référence 2317 M à

SOURCES 108 rue Saint-Honoré - 75001 Paris
qui transmettra en toute confidentialité

BANQUE BONNASSE
Marseille - Aix

FILIALE DU GROUPE C.I.C.
10 AGENCES DANS LE SUD EST
AYANT UNE IMPLANTATION RÉGIONALE TRÈS ANCIENNE
RECRUTE POUR DÉVELOPPER SES PROPRES PRODUITS FINANCIERS

SPÉCIALISTE Gestion Obligataire

Mission
METTRE EN PLACE, SUR LES PLANS «TECHNIQUE» *ET ADMINISTRATIF, PUIS GÉRER DES* FONDS COMMUNS DE PLACEMENTS OBLIGATAIRES.

Evolution
souhaitée, dans les 2-3 ans, vers des responsabilités *élargies.*

L'Homme
• LA TRENTAINE • FORMATION SUPÉRIEURE, si poss. mathématique • Aimant la Bourse et la Finance • 3 à 5 ANS D'EXPÉRIENCE DANS LE SECTEUR OBLIGATAIRE • *Connaissant bien les* instruments de trésorerie.

S.C. vous garantit une DISCRÉTION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération) sous réf. 8596 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

Financement des exportations

Notre groupe réalise plus de 70% de son chiffre d'affaires à *l'étranger.*

Au sein du Service Financement Export de notre Direction Financière, vous aurez pour mission d'analyser le risque à l'exportation et de prendre les garanties nécessaires dans chaque cas.

Diplômé HEC ou école d'ingénieur (+ INSEAD ou ISA), vous avez éventuellement une première expérience financière en milieu bancaire; vous avez un tempérament aussi commerçant que financier, un esprit d'initiative, le sens des négociations, le goût des contacts.
Votre anglais est courant, vous parlez aisément l'espagnol et/ou l'allemand.

Le poste implique une grande disponibilité.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V.), sous référence 103/M à Claudine MAUSHART Direction de l'Encadrement et de la *Formation 35, boulevard des Invalides, 75007 PARIS.*

ROUSSEL UCLAF 

CURRICULUM

ETABLISSEMENT FINANCIER DU SECTEUR IMMOBILIER (SICOMI)

responsable immobilier

Etablissement financier du secteur immobilier (SICOMI), notre activité connaît un fort développement et nous créons un poste de RESPONSABLE IMMOBILIER.

Au sein d'une structure souple (10 personnes), vous aurez la responsabilité de la gestion et de la maintenance des immeubles locatifs :
- relations avec les intervenants techniques et suivi des travaux ;
- suivi des budgets, contrôle des charges ;
- assemblées de copropriété ;
- relations avec les locataires, contentieux, assurances.

En outre, vous participerez au montage des opérations d'investissement et à la commercialisation des immeubles.

A 35-40 ans, de formation supérieure, vous avez acquis une expérience confirmée dans la gestion d'immeubles commerciaux et connaissez bien le droit immobilier. Bon négociateur, vous savez prendre des initiatives et avez le sens de l'organisation.

Ce poste vous intéresse ? Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions), sous la réf. 4567/LM, à

MEDIA PA
71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra

MUTUALITE FRANCAISE

IMPORTANT ORGANISME SOCIAL
recherche
POUR SON SERVICE JURIDIQUE

JURISTE
Maîtrise de droit privé + D.E.A.

Expérience de 5 années minimum comme **généraliste,** indispensable.

Adresser lettre manuscrite, CV avec photo (restituée)
et prétentions à F.N.M.F. - Division des Relations Sociales
56 à 60, rue Nationale, 75649 Paris Cedex 13.

CONTESSE

HOTEL - CLUB MARTINIQUE
(100 chambres)
recherche pour engagement immédiat son



Ce poste sera confié à un homme capable d'animer une équipe de 40 personnes et d'insuffler, grâce à une expérience similaire en hôtellerie de séjour ou centre de profits, un sens aigû des relations humaines et une connaissance réelle de la commercialisation, le dynamisme indispensable à la pleine réussite de l'établissement.

Adresser CV, photo et prétentions à : SETLEM
95, rue d'Amsterdam 75008 PARIS

LM-TOURNAY/ASSCOM

---

créez votre agence bancaire!

ORLEANS NICE

BANQUE PRIVEE, *nous recherchons dans le cadre de l'expansion de notre réseau des*

JEUNES DIRECTEURS

Créer un fonds de commerce diversifié (particuliers, entreprises, associations) puis le développer avec votre équipe tel sera l'essentiel de votre mission.

De formation supérieure renforcée par une expérience bancaire significative vous *possédez un sens commercial développé.*

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), qui sera traité en toute confidentialité, sous la *référence* 4566/LM, à MEDIA P.A. - 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

MEDIA PA

Le Monde
CAMPUS

LA FONDATION NATIONALE POUR L'ENSEIGNEMENT DE LA GESTION DES ENTREPRISES

organisent un colloque :

« AU-DELA DU DIPLOME : LA QUALIFICATION »

Frédéric Gaussen, rédacteur en chef de Campus,
et Jean-Marie Doublet, secrétaire général de la FNEGE,
animeront plusieurs débats.

- **9 h 30 :** les diplômés dans les entreprises, présentation de l'enquête FNEGE / Campus : « Que deviennent les diplômés en gestion trois ans après l'obtention de leur diplôme ? » ;
- **11 h :** importance et limite des diplômes ;
- **12 h 30 :** déjeuner à l'Hôtel Intercontinental ;
- **15 h 30 :** diplômes, gestion des compétences et nouveaux profils ;
- **16 h 30 :** stratégie de formation et de gestion des compétences en Allemagne ;
- **17 h 30 :** fin du colloque.

Ce colloque se tiendra à l'Hôtel Intercontinental le 11 février.

Pour tous renseignements et inscription,
contacter : Anne Kostromine, téléphone : 47-66-03-08.

GESTION DES RÉMUNÉRATIONS

La Direction des Ressources Humaines d'un Groupe Industriel français (8 000 personnes, dont une forte proportion d'Ingénieurs et Cadres) souhaite intégrer un professionnel *confirmé de la gestion des rémunérations.*

Vous disposez d'une solide expérience de l'élaboration des politiques salariales en milieu industriel.

Vous connaissez l'ensemble des éléments constituant les rémunérations de populations diverses (salaires, primes, intéressements, participation, actionnariat...) et vous maniez les techniques statistiques appropriées.

Vous piloterez, pour le Groupe et ses filiales, les opérations salariales annuelles et vous serez le garant de l'application des politiques générales dans ce domaine.

Vous élaborez et vous proposerez ces politiques à partir d'enquêtes, d'études et de contacts internes et externes. Les responsabilités couvertes par ces fonctions nécessitent de réelles qualités de contact et de négociations.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, sous référence 2004, à notre Conseil, qui vous garantit une discrétion totale.

MILO Ressources Humaines
3, Av. des Ternes. 75017 PARIS.



AD'COM.

UNIVERS DE LA GESTION

UNE DES PREMIERES SOCIETE D'ASSURANCE-VIE

R E C H E R C H E

Juriste

Au sein du service juridique, il prend en charge la gestion des dossiers contentieux.

A ce titre :
- il est chargé du suivi des procédures et des instructions aux avocats ;
- il assure pour la direction, les départements, le réseau et la clientèle le rôle de conseiller et de chargé d'études juridiques.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un jeune juriste titulaire d'un diplôme de 3ème cycle en Droit Privé ou en Droit des Assurances et ayant si possible une première expérience de ce type d'activité.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 21286 à Contesse Publicité - 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01.

CONTESSE

BANQUE PRIVEE

Filiale d'un groupe bancaire international recherche pour PARIS

REDACTEUR ANALYSTE HF

Classe IV ou V.

30 ans environ, niveau études supérieures.

Ce poste requiert :
- quelques années d'expérience dans la gestion administrative des engagements.
- une maîtrise des techniques bancaires et de l'analyse financière.

Adresser lettre manuscrite, photo, C.V. et prétentions, sous réf. 89/LM, à O.C.B.F - 66, rue de la Chaussée-d'Antin - 75009 PARIS.

OCBF services

VOUS ASSISTE DANS LE RECRUTEMENT BANCAIRE

MEDIA PA

---

audit interne

LYON

Division d'un Grand Groupe industriel de forte notoriété internationale, notre développement nous conduit au renfort de nos moyens et méthodes de contrôle.

Nous recherchons un AUDIT INTERNE lequel sera directement rattaché à la Direction Générale de la Division (C.A. > à 4 milliards).

Il aura pour mission principale d'auditer les procédures comptables et de gestion des différents départements et filiales.

Formation type DECS complétée d'une expérience d'au moins 2 ans en cabinet d'expertise comptable ou en entreprise.

La connaissance de l'anglais et/ou de l'allemand constituera un atout.

Intéressantes possibilités d'évolution au sein de la Division et dans le Groupe.

Merci d'écrire avec C.V. détaillé, sous la référence 5395-M à Mamrégies qui transmettra.

Mamrégies

3 RUE D'HAUTEVILLE, 75010 PARIS

Institution financière parmi les leaders sur un marché porteur et en pleine expansion ayant des bureaux dans les grandes villes de France et aux U.S.A., recherche

2 conseillers financiers

DEBUTANTS OU AVEC EXPERIENCE POUR PARIS ET MARSEILLE

Le candidat idéal aura fait des études supérieures (Economie, Droit, E.S.C., etc), sera motivé à analyser la situation patrimoniale des clients et à proposer les produits financiers correspondant à leurs besoins en gardant à l'esprit que chaque client est différent. La mentalité de "forcing" n'est pas notre philosophie.

Nous vous offrons une formation, un soutien logistique (IBM 43XX), un secrétariat et une gamme de produits très compétitifs.

Pour MARSEILLE vous pourrez rester uniquement 2 ou 3 ans ou à titre permanent.

Merci d'envoyer votre C.V. indiquant surtout si vous êtes candidat pour Paris ou pour Marseille, sous référence 5386-M à Mamrégies qui transmettra.

Mamrégies

3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 PARIS

FOUGEROLLE

recherche pour son

SERVICE FINANCIER FRANCE
SECTION TRESORERIE

JEUNE DIPLOME HF

ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE

OPTION FINANCE ET COMPTABILITE

Aidé d'un logiciel, vous serez chargé :
- du suivi quotidien des mouvements financiers,
- de leur contrôle,
- des prévisions de trésorerie à court et moyen terme.

Ce poste nécessite :
- aisance dans le maniement des chiffres,
- sens des relations humaines pour contacts avec banques et filiales régionales,
- dynamisme et disponibilité.

De réelles possibilités d'évolution de carrière vous seront offertes.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, et photo récente sous la référence F/1004/LM, à Mme JACQUOT - FOUGEROLLE - 3, avenue Morane-Saulnier 78140 VELIZY.

MEDIA PA

Nous sommes un Cabinet d'Expertise en risque industriel travaillant exclusivement pour les Compagnies d'Assurances, dans le cadre de réglement de sinistres.

Pour poursuivre notre développement et répondre aux exigences de professionnalisme de nos mandants, nous souhaitons intégrer dans notre équipe comprenant trois ingénieurs, un MBA et une juriste un

CHARGE DE MISSION

HEC, ESSEC, SCIENCES PO, ESC, MBA, INSEAD...

Possédant une expérience professionnelle d'au moins 3 ans dans le domaine de l'audit ou du contrôle de gestion et une bonne connaissance de l'anglais et/ou de l'allemand.

Le poste exige dynamisme, capacité de négociation et disponibilité pour de fréquents déplacements.

Dans un premier temps, vous assisterez le responsable du cabinet pour acquérir les techniques de l'assurance et du réglement des sinistres en participant aux études et aux négociations, puis serez amené à les diriger personnellement. Les perspectives de carrière répondent aux attentes d'un candidat de valeur.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 618M à CURRICULUM, « l'Atelier » 6, Passage Lathuile 75018 Paris.

FAITES DE LA COMPTA UN METIER QUI BOUGE

Avec GO SPORT, la compta n'est plus un métier assis. Nous le concevons comme notre état d'esprit : celui d'une entreprise jeune, dynamique et qui s'implique totalement. Nos résultats prouvent notre esprit sportif et notre goût de la compétition.

Créés en 1977, nous sommes aujourd'hui leader dans notre domaine : la grande distribution sportive.

Agé d'environ 30 ans, de formation DECS, vous possédez 2 ou 3 ans d'expérience professionnelle. Vos atouts principaux : une grande disponibilité et un esprit de réflexion et de synthèse.

Responsable de la gestion des documents et des procédures comptables de la région parisienne, votre mission ne s'arrêtera pas là : vous aurez également un véritable rôle d'audit auprès de nos directeurs de magasins.

Mettons nos ambitions en commun ! Prouvez-nous votre volonté de gagner !

Prenez l'avenir au bout du fil ! Contactez les collaboratrices d'ALLO-CARRIERES. Elles vous informeront et vous conseilleront rapidement et en toute discrétion du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, au (1) 45.02.15.74. (Précisez la réf. 491).

Si vous ne pouvez pas téléphoner, adressez votre dossier de candidature, sous la réf. 491/LM, à ALLO-CARRIERES - 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

GO SPORT

(1)45.02.15.74

MEDIA PA

FUJI BANK

IMPORTANTE BANQUE JAPONAISE
implantée à PARIS (Champs-Elysées)
recherche dans le cadre de son expansion

• Pour sa DIRECTION CREDITS

CADRE - H/F

- de formation supérieure, - bilingue anglais indispensable,
- avec expérience bancaire environ 3 ans.

qui devra : - traiter les demandes de crédit, - procéder à l'analyse économique et financière, - évaluer les risques, - mettre en place les opérations bancaires, - traiter en appui commercial avec la clientèle. Réf. DC

• Pour son SERVICE COMPTABILITE

EXPERT COMPTABLE FISCAL H/F

Responsable du contrôle des comptes bancaires. Diplômé HEC, ESSEC, ou formation similaire, avec minimum 2-3 ans d'expérience professionnelle. Possibilités d'évolution. Réf. CF

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prét. sous réf. du poste choisi à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui trans.

CONTESSE

Attaché de clientèle
Banque privée Marseille HF

Nous sommes une banque privée, filiale d'un important groupe financier. Afin d'accompagner le développement de notre centre de Marseille, nous recherchons un attaché de clientèle.

Vous avez la trentaine, une formation supérieure et bancaire si possible. Une expérience de 5 ans acquise impérativement dans la banque et dans la région fait de vous un bon professionnel des produits bancaires. Vous avez notamment une bonne connaissance de la clientèle particulière (conseils en placement, titres, fiscalité...).

A l'homme de terrain, autonome et dynamique que vous êtes, nous confierons la responsabilité de développer, gérer et fidéliser un portefeuille de clients dont vous serez l'interlocuteur privilégié.

Votre rémunération sera directement fonction de votre valeur et de votre expérience.

Si vous êtes l'homme de la situation, veuillez nous faire parvenir votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous référence 411 PGP, en précisant votre salaire actuel, à notre Conseil PATRICIA PERONA, 1 rue de la République 13002 MARSEILLE.

patricia perona
conseil en recrutement.

média-system

EXPERT COMPTABLE

Il sera chargé de :
- examiner le système comptable existant. Assister le département de l'hydraulique et les communes concernées par le projet dans la mise en place des procédures de comptabilité, de facturation et de recouvrement,
- former des comptables communaux.

Poste à pourvoir immédiatement pour une durée de 3 ans.

Expérience 10 ans souhaitée, notamment dans le domaine de la comptabilité des entreprises de service public.

Ecrire avec C.V., sous la réf. 4512/1102, à

MEDIA PA 71, avenue Victor-Hugo 75116 PARIS, qui transmettra.

Pour faire face au développement rapide de son

SECTEUR OBLIGATAIRE

la Banque Hervet recherche un

GESTIONNAIRE

Intégré au sein d'une équipe performante, il participe à l'ensemble de la gestion et assure la responsabilité de divers comptes gérés et d'OPCVM.

De formation supérieure, avec de solides connaissances en mathématiques financières et actuarielles, le candidat possède une expérience réussie dans ce domaine, acquise de préférence dans le secteur bancaire.

Sa bonne maîtrise de l'ensemble des instruments du marché financier, notamment du MATIF, et sa pratique de la micro-informatique doivent lui permettre de répondre aux exigences de ce poste très évolutif.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à BANQUE HERVET - Département du Personnel et des Relations Sociales, 127, av. Charles-de-Gaulle - 92201 NEUILLY-SUR-SEINE.



Plan Champs

G.CAM

L'une des premières sociétés de services et d'ingénierie informatique - C.A. 300 MF, effectif 500 personnes - solidement implantée dans des secteurs de pointe, recherche sur PARIS

jeune CONTROLEUR DE GESTION

Au sein d'une équipe, sa mission consiste à :
- réaliser le suivi budgétaire des unités opérationnelles,
- contrôler la bonne exécution des procédures,
- participer à l'analyse financière et à l'étude de rentabilité des investissements.

Diplômé d'études supérieures, il a de préférence, une première expérience du contrôle de gestion.

Dans un contexte jeune et créatif, le candidat retenu bénéficiera d'une rémunération motivante et de possibilités d'évolution liées à sa valeur et à son efficacité.

Adresser c.v. et prétentions sous référence 357 au G.CAM, Direction des Ressources Humaines, Tour Maine Montparnasse, Boîte Postale 8, 75755 Paris Cedex 15.

G.CAM
UN GRAND NOM - DE GRANDS PROJETS

AVAL Publicité

FIDUCIAIRE JURIDIQUE
ET FISCALE DE FRANCE
2 bis, rue de Villiers
92309 LEVALLOIS-PERRET
recherche pour son développement en Province

SPECIALISTES EN DROIT DES SOCIETES

- PV d'Assemblées, Conseils.
- Constitutions, modifications statutaires...
- Expérience indispensable 5 ans minimum exigée.

Pour de plus amples renseignements, écrire ou téléphoner Mme LECLERCQ Tél. : 47.58.13.20 poste 1341.

Pierre Lichau

BANQUE ETRANGERE PARIS - 9e

CAMBISTE

recherche pour sa Salle de change un CAMBISTE.

A 30 ans environ, vous justifiez d'une expérience de 5 ans minimum dans la profession et vous avez une parfaite maîtrise de l'anglais courant (lu et parlé).

Nous vous offrons une rémunération motivante et la possibilité de mener des activités polyvalentes au sein d'une cellule « à taille humaine ».

Si ces perspectives vous intéressent, merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V. et photo, sous la référence 4559/LM, à

MEDIA PA 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.



UNIVERS DE LA GESTION

Soyez le garant de nos intérêts

Société de premier plan (15.000 personnes) dans le domaine des technologies de pointe, nous connaissons un développement rapide et notre ambition est de relever le défi de la concurrence internationale.

Dans ce contexte où la rapidité d'action et l'efficacité sont des critères essentiels, notre

Responsable des Affaires Juridiques

intervient sur des thèmes variés : contrats et accords de toute nature, en particulier dans les domaines technologiques et commerciaux, pré-contentieux et contentieux, assurances.

Rattaché au Directeur des Affaires Extérieures, il anime une équipe de 4 juristes internationaux expérimentés, dont un spécialiste de la propriété industrielle. Avec le support des experts techniques de la société, cette équipe conseille et assiste dans leurs négociations l'ensemble des unités et filiales (françaises et étrangères) de l'entreprise.

Le candidat idéal pour ces fonctions de haut niveau est titulaire d'un DEA de droit des affaires + MBA ou équivalent. Il justifie d'une expérience professionnelle de 8 ans environ au sein d'un cabinet international et d'une entreprise du secteur industriel dans une fonction proche. Une parfaite maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 616M à CURRICULUM, «L'Atelier» 6, Passage Lathuile 75018 PARIS.

FORMATION PROFESSIONNELLE

L'Institut de Bureautique et d'Informatique Appliquée

recrute ses nouvelles promotions :

• Micro-Informatique Appliquée à la Gestion

Durée 3 mois et demi.
Participants : diplômés de l'enseignement supérieur ou cadres confirmés.

Recrutement immédiat

• Responsables Projets Informatisation et Formation

Durée 8 mois et demi.
Participants : formation supérieure.
Réunions d'informations les Jeudi 12-19 et 26 Février à 14 heures.

IBIA

33, Boulevard Gouvion-Saint-Cyr - 75017 PARIS
pour inscription contacter Catherine VOYEUX au 45.72.02.08

BC

Demandeurs d'emploi

L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE

vous propose un stage gratuit et rémunéré de 6 mois

INFORMATIQUE ET CONTROLE DE GESTION

participants : BAC + 4 - 21 ans et +
habitant Paris depuis plus d'un an - Connaissances de base en comptabilité générale
Cette formation vous apportera une compétence double en informatique et gestion



Début du stage Avril 1987 - recrutement immédiat
Renseignements : Tél. : 47.66.84.22 poste 25

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

63, Avenue de Villiers - 75017 PARIS

B.C.

DEMANDEURS D'EMPLOI

ADIP vous propose 2 stages

D'ASSISTANTES DE GESTION INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE

Participants :

● 1er Stage : durée 800 heures
Bac à Bac + 2 minimum - 21 ans et + habitant Paris depuis plus d'un an.
- Stage gratuit et rémunéré

● 2ème Stage : durée 1100 heures
Bac à Bac + 2 minimum - 21 ans et +
2 Cas - Stage gratuit et non rémunéré
- Stage rémunéré et payant (6.500 F.)

Début des stages : 6 Avril 1987

Recrutement immédiat

Renseignements : 47.66.84.22 poste 25

B.C.

Cadres expérimentés (H./F.) en évolution professionnelle

L'Institut de Gestion et de Management vous propose un cycle de formation en

STRATÉGIES ET MÉTHODOLOGIES DE MANAGEMENT

Durée : 10 semaines + 4 semaines optionnelles en entreprise.
Dates de début et lieux : Paris, le 7 avril 1987 et à Lyon, le 21 avril 1987.
Pour s'informer sur le programme, les conditions de participation et les modalités de prise en charge, contacter :

● à Paris : Charlotte LACROIX ou Jacques PAQUET (1) 42-22-33-71 ;
● à Lyon : Marie-Renée ROLLET ou Michel ALLAFORT 78-42-29-53

INSTITUT DE GESTION ET DE MANAGEMENT (I.G.M.)

26, rue d'Assas - 75006 PARIS
55, montée de Choulans - 69323 LYON.

VOUS AIMERIEZ

RÉUSSIR

en PROVINCE ou à L'ÉTRANGER
Vous avez de l'initiative. Devenez enseignant d'une nouvelle méthode d'art et de peinture.
Formation complète + aide au démarrage assurés.
Investissement de départ vite amorti.
(Ouvert aux débutants sans limite d'âge).

CRÉATION ET FUTUR INTERNATIONAL
Tél. : (1) 69-28-78-66.

DEMOS

15 ans d'exp. en formation commerce international ouvre le 26 mars 87 un

CYCLE DE PERFECTIONNEMENT DESTINÉ AUX CADRES DE L'EXPORTATION (CPCE)
1 an à temps partiel.

Programme, dossier d'inscription, validation.
20, rue de l'Arcade, 75008 Paris.
Tél. : 42-66-66-27.

propositions diverses

Emplois et Carrières de la fonction Publique
n° spécial de FRANCE CARRIÈRES chez votre marchand de journaux (R.P.)

secrétaires

AGENCE DE PUBLICITÉ recherche

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

BILINGUE ANGLAIS

environ 30 ans.
BONNE EXPÉRIENCE DU SECRÉTARIAT DE HAUT NIVEAU, ACQUISE de préférence EN AGENCE DE PUBLICITÉ.

Excellente présentation motivée et disponible.

Adresser c.v. + photo.
Ecrire en précisant bien sur l'enveloppe la réf. 7 036
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue Monttessuy, Paris-7e.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

R 4 Sixties juil. 85, rouge verni, 2 toits ouvrants bdtax posé équip. radio, 21 500 km. Px : 29.500 F.
Vallée 42-96-14-00 p. 457 ou 48-85-84-76 ap. 19 h.

Vds Golf GTI noire 82, 79 500 km
— Alarme, radio, Jantes BBS
— Prix à débattre.
Tél. 46-44-11-65 ap. 19 h 30.

DEMANDES D'EMPLOIS

Jeune fille très sérieuse garderait enfants le soir toute l'année et dans la journée aussi Du 25 avril au 10 mai. Christine Cousin.
Travail : 42-66-31-10 p. 263 ou 43-74-45-29 ap. 21 h.

Jeune femme 37 ans. Journaliste, secrétaire de rédaction, expér. professionnelle rech. poste fixe dans Presse ou édition. Tél. 42-28-74-91 (le matin ou ap. 18 h).
Libre immédiatement.

J.F. 22 ans dynamique, b. prés. Conn. de l'anglais, espag. en regie publicitaire, ch. emploi de *secteur publicité, agence* conseil ou domaine édition.
Etudie ttes propos.
Tél. : 39-64-87-36 après 17 h.

Homme 30 ans DESS Droit DES affaires, 4 ans exp. cab. juridique.
Recherche poste évolutif
Ecrire sous n° 1.015
Service annonces classées
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jeune femme 30 a., ét. supérieures ch. emploi représentation. Fixe + %.
Tél. : 61-48-55-99.

CADRE 39 ANS
10 ANS expérience trs internat. air, mer, rail, route, douane, transit.

RESPONSABLE

Trs de Sté. Etudierait toutes propos. (Tél. (1) 47-22-07-23 le soir ou écrire sous n° 6.931
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J.H. 23 ans dégagé oblig. milit. étud. photo
cherche emploi. Expér. libr. bibl. docum. rep. P. SAMAMA
56, rue Amelot, Paris-11e.
Tél. 43-55-30-18

H. 34 a. DECS Resp. compt. adm. recherche collab. tps part. ou ponct. Tél. : 40-05-19-50.

Dynamique et méthodique secrétaire de direction 28 ans, bilingue anglais 7 années d'expérience dans les domaines du marketing, du commercial et de la communication, recherche emploi stable dans les secteurs presse, publicité, radio ou tous secteurs dynamisants.
Tél. : 47-07-55-39
ou 45-55-91-82 p. 43-13.

J.H. 29 ans, étudiant langue arabe, relations internationales + thèse histoire de l'art et archéologie. Bonne expér. pays arabes et Galerie d'art, étudierait ttes propositions d'emploi en relation avec pays arabes.
Ecrire sous le n° 1.023
Le Monde Publicité
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J.F. att. de presse, rel. publ., longue expér. enseig. animat. publ. ch. emploi avec mobilité Paris. 16-20 h. Tél. 43-48-77-49.

SECRÉTAIRE DIRECTION CONFIRMÉE Ch. poste stable.
Ecrire sous n° 8.327 M
Le Monde Publicité
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

GÉNÉRALISTE FONCTION PERSONNEL

24 années d'expérience pouvant assurer un poste à responsabilités avec des missions polyvalentes et autonomes.
— administrat. et gestion personnel ;
— ensemble des travaux de la paie ;
— comptabilité générale ;
— suivi relationnel ; clients/fournisseurs.
— facilité d'adaptation.
Disponibilité, libre rapidement.
Ecrire sous n° 8.324 M
Le Monde Publicité
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J.F. 30 ans, ch. poste responsable, presse moyenne entreprise. Tél. : 30-71-07-52.

H. 37 ans. Dynamique, ouvert maîtrise de droit, excel. spécial. droit social, 13 ans d'exp., rech. poste responsabilité dans DRH entrep. Etud. ttes propos.
Ecrire sous n° 8.326 M
Le Monde Publicité
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

La Communication c'est votre job. *Le mien aussi. J'ai 24 a., un DEA en* médiatique et 1 an et demi d'exp. de les nouvelles technologies de communicat. Réussissons ensemble. *Intensément.*
T. : 47-07-81-20 (disp. imméd.).

SECRÉTAIRE STENODACTYLO expérimentée not. anglais ch. poste avec responsabilités dispon. Tél. 47-48-02-96.

J.F. 22 ans, bne présent., not. droit + angl. CAP-BEP Sténodact. Exp. ch. p. stable. Lib. de suite. 46-51-62-60.

GÉRARD SANNA, 35 ans, licence lettre exp. animation, formation, communication, spectacle, étud. ttes propos.
2, rue Archereau, apt 13 75019 PARIS. Tél. 40-05-97-48.

H. 44 a. ING + IAE rech. resp. Org. Conseil système information réduct. coût/schéma directeur national. choix informatiques. Gest Adm. & Product. (MAPICS-IBM).
Ecrire sous n° 8.332
Le Monde Publicité
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

5e arrdt

AUSTERLITZ HOPITAL
Studette kitchen., s. d'eau. 175.000 F. 43-22-61-35.

7e arrdt

DUROC 46 m²
Très beau 2 p., cuis., bains. Imm. rénové, asc., charme.
GARBI 45-67-22-88.

8e arrdt

ÉTOILE 200 m²

Bel imm., 4e ét., dble réception, s. à manger, 3 chbres.
GARBI 45-67-22-88

14e arrdt

OBSERVATOIRE

Pptaire vd plusieurs GD 6 P. TT CFT 200 m², GD STAND. LIBRES ET OCCUPÉS RÉCUPÉRABLES. 42-88-96-61.

19e arrdt

Magnifique 2 p., cuisine, salle de bains, refait neuf.
A SAISIR : 265.000 F
Tél. : 43-21-48-12.

20e arrdt

PROPRIÉTAIRE VEND PARIS 20e HOTEL PARTICULIER 7 pièces, garages 5 voitures, sous/sol total sur 3 niveaux avec ascenseur, possib. cdal 10 lignes tél. REFAIT A NEUF, 3 000 000 F. 42-89-12-10.

92 Hauts-de-Seine

SÈVRES R.G.

Petit immeuble. Site boisé.
STUDIO AU 4 PIÈCES
LIVRAISON IMMÉDIATE.
Belles prestations.
Prêt conventionné.
Appt témoin de 14 h 18 h.
Tél. : 46-26-64-83.
ÉVOLUTION 42-60-13-09.

92 SÈVRES/VILLE-D'AVRAY
Maison et duplex avec jardin et terrasse dans parc, plein sud. Prestations de qualité exceptionnelles. Livraison fin 87.
Nous vous attendons
35, rue de la Croix-Bosset.
Sur place : samedi, dimanche 10 h 30/12 h et 14/17 h. Lun. 14 h/18 h, 45-34-88-29 et en semaine 42-60-13-09.

94 Val-de-Marne

LA VARENNE

3 p., neuf 65 m² + jardin privatif, prêt convent., 325 000 F

CHARENTON-ÉCOLES

Appts NEUFS 4 p., chf. individuel. PRÊT CONVENTIONNÉ.

THUMAL 48-83-12-11.

CRÉTEIL PRÈS MARNE
Exceptionnel et DUPLEX grand standing, 127 m², terrasse, grande cuisine équipée, box, 1 300 000 F, 43-44-43-87.

Minitel

30 000 offres

Paris-province
36.15 Tapez
LEMONDE puis FNAIM

appartements achats

Recherche 1 à 3 p. PARIS préfère RIVE GAUCHE avec ou sans travaux.
PAIE CPT chez notaire
48-73-20-67 même le soir.

RECHERCHE URGENT

Appts toutes surfaces, même à rénover. Tél. 42-52-01-82.

Rech. PARIS BON QUARTIER dans imm. pierre de t. 130 m².
REDES 47-00-29-73.

M.D. INVESTISSEMENTS

Achetons du studio au 6 p., comptant chez notaire.
Tél. : 43-21-48-12.

appartements occupés

CAMBRONNE

Appts occupés loi 48. Dans bel imm. pierre de t. de 350.000 F à 450.000 F.
42-60-64-74 poste 233.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE

8, avenue de Messine.
75008 PARIS recherche en location ou à l'achat
APPTS DE GDE CLASSE pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE
Corps diplomatique et cadres de Stés multinationales.

TÉL. : 45-62-78-99.

MICHEL BERNARD

TÉL. 46-02-13-43.

Recherche 3/4 p.

Bien placé, location 1er ordre.

locations meublées demandes

Paris

OFFICE INTERNATIONAL
rech. pour sa direction
Beaux appts de standing.
4 pces et plus. 45-26-18-95.

bureaux

Locations

SIÈGE SOCIAL

Secrétariat + bureaux neufs.
Démarches RC et RM.
SODEC SERVICES
Champs-Elysées : 47-23-55-47.
Nation : 43-41-81-81.

Domiciliation depuis 80 F/mois
av. des Champs-Elysées (Étoile)
Rue Saint-Honoré (Concorde)
Rue Cronstadt Paris-15e
21 bis, rue de Toul, Paris-12e
Constitution SARL 2000 F H.T.
INTER DOM TEL 43-40-68-50.

Votre adresse commerciale ou

SIÈGE SOCIAL

bureaux, secrétariat, télex

CONSTITUTION STÉS

Prix compétitifs. Délais rapides.

ASPAC 42-93-60-50 +

BUREAUX ÉQUIPÉS

DE 15 à 100 m²-STANDING

OUVERT 24 H/24

Location courte ou longue durée.
Tous services : Tél., télécopie, télex, restaurant, parking, secrétariat, tél. personnalisé.

ACTE 43-80-90-10.

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

SARL — RC — RM
Constitutions de sociétés
Démarches et tous services.
Permanences téléphoniques

43-55-17-50.

ÉTOILE

très grand standing

BUREAUX MEUBLÉS

toutes durées, tous services.
TÉL. : (1) 47-27-15-59.

VOTRE SIÈGE SOCIAL A L'ÉTOILE

16e CHAMPS-ÉLYSÉES ou AVENUE VICTOR-HUGO
Loc. burx, secrét., tél., télex
Domiciliation : 170 à 380 F/M.

CIDES, 47-20-41-08.

DOMICILIATIONS

Forum des Halles. Bureaux.
Constitution de Sociétés
Télex, secrétariat. 40-26-15-12.

DOMICIL. CIALE 8e
SECRÉTARIAT/BUREAUX

AGECO 42-94-95-28.

DOMICILIATIONS
Location burx et ATELIERS
Permanence téléph. (Télex, Teletex, télécopie, photocopie, secrétariat)
CONSTITUTION Sociétés commerçants, artisans
CENTRE D'AFFAIRES INITIATIVES 2000
— PARIS-1er Rue St-Honoré
Téléphone : 42-60-91-63.
PARIS-15e Tél. : 40-56-02-82
95 GONESSE 42-60-41-81.

immeubles

PLACEMENT CLAMART

petit imm., 7 appts.
dont 3 libres rapport brut 95.000 F prix demandé 1.200.000 F.
IN 30-45-29-09.

pavillons

BOIS-D'ARCY (78390)

Prox. gare, idéal grande famille, solide construction s/620 m², séj. dble, cuis., 6 chambres, bureau, 2 bains, atelier, garage, à saisir 1.070.000 F
I.N. 30-45-29-09.

MONTFERMEIL

Magnifique pavillon sur sous-sol
Cuisine, grande salle de séjour, 3 chambres, w.c., salle de bains + lingerie, grenier aménageable, garage 2 voitures.
Terrain 500 m²

PRIX : 800.000 F

Tél. : 43-30-76-71.

villas

TOURS (Indre-et-Loire), centre ville, quartier Prébendes, particulier vend maison très agréable, excellent état, tout confort, 7 pièces, beau jardin, parking. Téléph. après 18 h 30 au (16) 47-20-97-68 à Tours.

BRETAGNE villas pds de l'eau
Panoramas splendides
— Mer d'Iroise. Ppté gde classe, 9 p.
— Estuaire Trieux, en 2 logts, 6 et 3 p.
— Rég. Perros G. 6 p. caractère.
HOUDIARD BP 910 LAVAL
Tél. : (16) 43-56-61-60.

manoirs

BRETAGNE MANOIRS régions
— Perros-G. 16e s., 9 p., 6 ha.
— Lannion bd mer 15e s., 7 p., petit parc, vue.
— Morlaix 17e s., 7 p., futaies 30 ha.
— Dinan, près Rance, 17e s., 7 p., petit parc.
HOUDIARD B.P. 910 LAVAL
Tél. : (16) 43-56-61-60.

domaines

ANJOU en bloc ou par lots. Superbe domaine 240 ha forestier et agricole. Petit château.
HOUDIARD B.P. 910 LAVAL
Tél. : (16) 43-56-61-60.

immobilier information

Pour vendre ou acheter
Maison, appartement, château, propriété, terrain, commerce sur toute la France.
LAGRANGE
9, r. Le Chatelier, 75017 Paris
Tél. : 16 (1) 40-54-08-08.

Le Monde

ECONOMIE

LE JAPON FACE A SES RESPONSABILITÉS MONDIALES

« Gérer sa puissance »

Le renforcement de l'aide aux pays en développement permet de concilier la générosité et les affaires

« *RENÉ a divorcé.* » Surprise ! On aurait donc fait 14 000 kilomètres rien que pour entendre ce jeune Japonais ânonner, comme s'il prononçait des onomatopées, cette phrase quelque peu triviale. Koji est un de ces jeunes qui par centaines se portent volontaires pour la coopération dans les pays en voie de développement. S'il vivait en France, il ferait sans doute partie des Volontaires du service national (VSN).

Au Japon, c'est de lui-même qu'il a décidé de consacrer deux ou trois ans de sa vie à un service à l'étranger. Auparavant, il effectue un stage de trois mois en consacrant une bonne partie de son temps à l'apprentissage de la langue du pays dans lequel il va se rendre, en l'occurrence un pays d'Afrique. Il perfectionnera ses connaissances linguistiques par un stage de six semaines à Vichy.

Koji est un stagiaire de la JICA — Japan International Cooperation Agency, autrement dit l'Agence japonaise de coopération internationale, organisme paragouvernemental qui regroupe, sous l'égide du ministère des affaires étrangères, le Gaimusho, toutes les activités de l'aide au développement. Chaque année, un millier de candidats sont retenus parmi les trois mille ou quatre mille qui voudraient faire partie du JOCV (Service des volontaires japonais pour la coopération).

Formés pendant trois mois dans un des centres de la JICA, les volontaires apprennent tout du pays dans lequel ils vont servir et complètent leur formation dans la spécialité qu'ils ont choisie. Ceux que nous avons rencontrés avaient le visage grave des pionniers qui partent pour une mission civilisatrice. Ils acceptaient, visiblement sans discuter, le discours officiel selon lequel le Japon a décidé d'accroître son aide aux pays en voie de développement pour des raisons essentiellement humanitaires ou à tout le moins désintéressées.

Vue de Tokyo, l'affaire paraît menée rondement, « à la japonaise », comme on dit en France avec un mélange de crainte et d'admiration. Peu de choses sont laissées dans l'ombre. Outre l'« entraînement » des jeunes volontaires, une autre structure, l'Institut international de la coopération, accueille les stagiaires étrangers et dispense une formation aux experts nationaux envoyés à l'étranger.

Sans le commerce des armes

La JICA, en effet, s'occupe essentiellement de coopération technique ; mais le développement de ses activités participe des efforts entrepris par le Japon pour accroître son aide publique, qui devrait, selon le dernier plan, lui permettre d'égaler sur ce point les Etats-Unis. Le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, réuni le 20 janvier dernier, reconnaît que le Japon a été en 1985 l'une des principales sources d'aide publique au développement (il a versé au total 3,80 milliards de dollars, contre 2,77 milliards pour la France) et lui donne acte qu'il entend doubler son aide d'ici à 1992.

On peut se demander ce qui fait courir le Japon et quels ressorts l'animent. D'abord concentré sur la zone Pacifique — les aides japonaises relayant les « réparations » d'après guerre, — l'effort se porte maintenant vers les pays d'Afrique et ceux d'Amérique latine, avec pour priorité la « promotion des ressources humaines ». Un esprit soupçonneux, et peut-être trop cartésien, voit dans cette entreprise une manière de conquérir de nouveaux marchés.

Cette suspicion n'est pas admise à Tokyo. Elle paraît même offensante, et certains interlocuteurs nous ont fait comprendre, avec une fermeté souriante, que la France serait malvenue d'insister sur ce point, compte tenu de sa position d'ancien pays colonisateur. Le Japon, au demeurant, nous a-t-on fait remarquer, n'est pas de ceux qui ont le droit de faire le commerce des armes. Sa collaboration ne peut être que désintéressée. Voire !

Le discours officiel est en tout cas unanime. Du vice-ministre des transports, M. Kakizawa, au vice-président du Keidanren (la principale organisation patronale), M. Yoshida, en passant par M. Ichikawa, chargé de la coopération au même Keidanren, les réponses à nos questions « impertinentes » restent identiques, à quelques nuances près : le Japon a changé, il est devenu une grande puissance économique et se doit de coopérer au développement des autres pays.

« *Nous ne voulons pas de la puissance militaire. Accroître la coopération, c'est assurer la paix mondiale, empêcher les pays pauvres de basculer dans l'orbite de l'URSS, ne pas laisser le terrorisme international faire la loi,* nous affirme M. Kakizawa. *L'aide aux pays en voie de développement est utile non seulement pour élever leur niveau de vie, mais encore pour assurer la sécurité dans le monde.* »

Le vice-ministre des transports a été en France, il y a vingt ans, stagiaire de l'ACTIM — l'organisme français qui, pour partie, correspond à la JICA — et s'en montre des plus reconnaissants. Chaque année, il finance sur ses propres deniers la venue d'un stagiaire français au Japon. Il veut bien admettre que la coopération puisse servir à terme les intérêts économiques de son pays, mais ce n'est vraiment pas, affirme-t-il, la préoccupation première.

« *La progression de nos dépenses pour l'aide aux pays en voie de développement,* insiste-t-il, *est désormais supérieure à celle du budget militaire, que les Américains nous pressent cependant d'augmenter chaque année. Et ce sont les seules qui s'accroissent dans un budget en stagnation.* »

FRANÇOIS SIMON.

(*Lire la suite page 32.*)

FRANCE, TUNISIE, SYRIE, MAROC, ÉGYPTE, ARABIE SAOUDITE, ÉTHIOPIE, KENYA, TANZANIE, GHANA, ZAMBIE, MALAWI, PAKISTAN, INDE, NÉPAL, SRI-LANKA, BANGLADESH, BIRMANIE, CHINE, THAILANDE, PHILIPPINES, SINGAPOUR, MALAISIE, INDONÉSIE, PAPOUASIE-NLLE-GUINÉE, SAMOA OCCIDENTALES, FIDJI, AUSTRALIE, CANADA, ÉTATS-UNIS, MEXIQUE, HONDURAS, RÉP. DOMINICAINE, COLOMBIE, PÉROU, BRÉSIL, BOLIVIE, PARAGUAY, CHILI, ARGENTINE

Les bureaux de la JICA — Agence japonaise de coopération internationale — à travers le monde.

Apprendre une nouvelle croissance

Le renouvellement des générations peut conduire la population à ne plus vivre au-dessous de ses moyens

par MICHEL GASPARD (*)

DE l'évolution récente de l'économie japonaise, l'étranger retient surtout l'excédent record de la balance des paiements : 86 milliards de dollars en 1986. Aucune force de rappel ne semble devoir réduire ce surplus colossal, identifié comme l'une des principales sources de désordres internationaux par le reste du monde, et, ce qui est nouveau, par les dirigeants japonais eux-mêmes. Certains d'entre eux ont encore en mémoire les réactions protectionnistes américaines et européennes des années 30 et l'isolement économique et politique de leur pays qui s'ensuivit, point de départ du cauchemar des années 40.

Recentrer la croissance japonaise sur une demande intérieure affaiblie dans les dernières années : telle est la stratégie officielle du gouvernement libéral-démocrate de M. Nakasone, formalisée dans un rapport du Comité spécial pour la restructuration économique, présidé par M. Maekawa. L'objectif est de réduire les excédents japonais en soutenant à la fois la croissance du Japon et l'économie mondiale par des actions conjoncturelles et structurelles énergiques : stimuler la consommation privée, agir en direction d'un « redéveloppement urbain », restructurer les échanges extérieurs.

La condition de base d'une reprise de la consommation privée est une croissance plus vive des revenus disponibles des ménages, en particulier des revenus salariaux, qui en représentent 80 %. Les uns et les autres ont eu depuis 1980 une progression très lente. Bloqués en valeur réelle sur la période 1980-1983, ils n'ont augmenté pour les trois dernières années que de 1,9 % par an, alors que les progrès de la productivité et les gains sur les termes de l'échange auraient justifié, selon l'OCDE, une croissance de 4,4 % par an du pouvoir d'achat.

Tandis que les entreprises remportaient des succès brillants et que profits et investissements s'envolaient, les salaires de base sont restés gelés et les revenus des ménages salariés n'ont un peu augmenté que grâce aux primes, au gonflement des heures supplémentaires et à la progression de l'activité féminine. Comment pourraient-ils s'accroître plus vite aujourd'hui alors que tous les responsables ne parlent que des conséquences de la hausse du yen : laminage des profits, perte de parts de marché, révision en baisse des plans d'investissement et projets de déménagement d'usines à l'étranger ?

Un investissement affectif

Réduire les horaires de travail constitue une autre condition du développement de la consommation. La durée du travail avait beaucoup baissé avant 1975, mais elle a augmenté à nouveau depuis pour avoisiner les 2 150 heures par an en 1985, selon l'enquête officielle (qui ne couvre que les entreprises de plus de 30 salariés...). A peine un quart des salariés ont leur samedi libre, situation qui n'a guère évolué depuis dix ans. Les congés payés, dans la pratique, n'excèdent pas une semaine par an, la plupart des salariés renonçant volontairement à une partie de leurs droits.

Le gouvernement affiche un objectif d'abaissement à 2 000 heures de la durée annuelle moyenne du travail en 1990, les standards européens et américains actuels étant compris entre 1 600 et 1 800 heures. Dans les circonstances présentes, on peut craindre que les employeurs et les syndicats ne soient peu enclins à s'engager dans cette direction.

La pression n'est pas très forte du côté des salariés, en dehors de la fraction des jeunes générations qui conteste le modèle traditionnel. Celui-ci ne fixe aucune limite nette entre le temps du travail et un temps de vie sociale avec les collègues : ainsi s'exprime l'investissement affectif des salariés qui est à la base du consensus nécessaire à la vie de l'entreprise japonaise. Réduire la durée du travail nécessite des révolutions mentales individuelles et collectives qui ne s'accompliront pas facilement dans un contexte de croissance ralentie.

Les prévisionnistes gouvernementaux tablent sur une baisse des taux d'épargne pour stimuler la consommation des ménages. Cela peut difficilement s'appliquer au taux d'épargne non financière, qui remonterait à coup sûr si la reprise espérée dans le secteur du logement avait lieu. Le taux d'épargne financière, quant à lui, est le plus élevé du monde : 13 % des revenus directs des ménages ; mais il reflète en grande partie le besoin d'épargne de précaution pour faire face à l'éducation des enfants (largement payante) et aux risques sociaux insuffisamments couverts.

La baisse de l'épargne financière nécessiterait en particulier une amélioration des pensions de retraite qui ne semble pas à l'ordre du jour : la dernière réforme, en avril 1986, a porté de trente-deux à quarante ans la durée de cotisation nécessaire pour toucher une retraite correspondant à 45 % environ du dernier salaire.

Une comparaison rapide des structures des dépenses des ménages en France et au Japon révèle des différences étonnantes de modes d'existence, à niveau de vie équivalent. Les dépenses sont voisines pour l'alimentation et l'habillement. Mais les Français dépensent presque deux fois plus pour le logement et son équipement, et beaucoup plus également pour les transports, même si les Japonais sont aussi bien pourvus en automobiles. En sens inverse, les Japonais dépensent deux à trois fois plus pour les sorties, les spectacles et les loisirs : situation paradoxale puisqu'ils travaillent bien plus longtemps et partent peu en vacances.

L'encombrement de l'espace-temps

Ces différences doivent se comprendre dans le contexte d'un encombrement de l'espace et du temps propre au Japon. L'exiguïté des logements a entraîné la saturation à bas niveau de la demande de meubles et d'équipements domestiques. L'immensité et la densité des villes interdisent un usage de l'automobile comparable à ce que la France connaît. Les Japonais ont trop peu de temps libre pour voyager, faire du sport ou utiliser les magnétoscopes et les micro-ordinateurs qu'ils exportent dans le monde entier ; en revanche, ils acceptent des prix élevés pour une sortie de deux ou trois heures au restaurant, au théâtre, au concert ou au spectacle de sumo.

Il est à craindre que ces blocages structurels de la consommation ne persistent si les modes de gestion collective du temps et de l'espace ne se transforment pas rapidement. La demande des ménages resterait alors peu dynamique en dehors de quelques secteurs comme les produits de luxe, la restauration ou les spectacles. La trépidante machine productive japonaise devrait encore et toujours chercher à l'extérieur les débouchés de son expansion, et s'expatrier elle-même, comme elle a commencé à le faire, pour permettre le rééquilibrage des échanges mondiaux.

Le gouvernement semble miser aujourd'hui sur un scénario opposé, dans lequel les blocages socio-économiques du Japon se résoudraient au cours des prochaines années sous la pression du renouvellement des générations, des prises de conscience et des politiques publiques. La reprise de la construction entraînerait des vagues de dépenses d'infrastructures, de logement et d'équipement du logement. La réduction du temps de travail permettrait une croissance rapide des investissements et des consommations du temps libre. La demande intérieure deviendrait un moteur puissant de la croissance japonaise, et l'ouverture aux importations permettrait une résorption progressive des excédents commerciaux.

Cette vision idyllique de l'avenir est-elle vraisemblable ? La considérer comme franchement utopique serait la marque d'un pessimisme excessif. Mais sa réalisation suppose de toute évidence des bouleversements : d'abord, une croissance des revenus et une baisse du temps de travail en rupture complète avec les tendances passées et présentes, et, plus profondément, des changements structurels touchant la culture, les valeurs et les régulations de la vie quotidienne des entreprises et des ménages. Quoi qu'il arrive, cette mutation risque d'être lente si elle n'est pas accompagnée et accélérée par des interventions énergiques de l'Etat dans de nombreux domaines.

Il est clair que les Japonais vivent aujourd'hui au-dessous de leurs moyens. Leur pays doit donc contribuer activement à une relance de la croissance mondiale, mais il ne peut certainement pas en devenir la seule locomotive. Des politiques de relance concertée au niveau international sont nécessaires, dans lesquelles l'Europe a un rôle essentiel à jouer. Les pays en développement ne peuvent être laissés à l'écart : y investir davantage les capitaux des pays excédentaires donnerait un nouveau souffle à la croissance mondiale.

(*) Chargé de mission auprès du commissaire au Plan.

A chacun sa crise

L'Association internationale des étudiants en sciences économiques et commerciales (AIESEC) de l'université Paris-X-Nanterre et *le Monde* organisent, le jeudi 12 février, à 12 h 30 (Nanterre, bâtiment G, amphithéâtre C), une conférence-débat sur le thème : « A chacun sa crise ». MM. Michel Aglietta, directeur scientifique du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII), Gérard Maarek, directeur des études à l'Institut de prévisions économiques et financières pour le développement des entreprises (IPECODE), et Edmond Malinvaud, directeur général de l'INSEE, participeront à ce débat, qui sera animé par Alain Vernholes, responsable de la conjoncture et des finances publiques au *Monde*.

★ AIESEC-Paris-X, 200, avenue de la République, 92001 Nanterre, Cedex. Tél. : (1) 47-25-92-34, poste 870.

Notes de lecture

par Alfred Sauvy

MICHEL AGLIETTA

La fin des devises-clés

Professeur d'économie, copromoteur de la théorie de la régulation, devenu l'un des premiers spécialistes mondiaux sur les questions monétaires, l'ancien statisticien nous présente ici la redoutable question de la monnaie internationale de base, du point de vue historique et technique.

A la primauté de la livre sterling jusqu'en 1931, a succédé la suprématie du dollar, consacrée à Bretton Woods, mais disparue dans les années 60. Depuis l'abandon de l'étalon or, la question monétaire est, comme les monnaies elles-mêmes, flottante. Or la méthode des changes flottants et de la mobilité des capitaux a entraîné des mécomptes, ainsi que le serpent monétaire.

L'étalon or avait naguère supprimé, ou du moins, réduit, la souveraineté nationale en matière monétaire, le pouvoir fondamental de *battre monnaie*. Condamnation *ici d'un retour à l'étalon or*, hypothèse curieusement étudiée avec attention, pour les Occidentaux, par les économistes soviétiques.

Les désastres monétaires ont-ils vraiment créé le problème douloureux de l'endettement ? Utile eût été de signaler que ce problème douloureux est, au contraire, aggravé par l'arrêt de la hausse des prix, qui amortissait discrètement le passif.

Coordination : qui se prononcerait contre ? Mais ce n'est qu'un mot rassurant, un soulagement très temporaire. Supranationalité, monnaie des monnaies ? Il faudrait préciser en se plaçant, bien entendu, dans les conditions les plus défavorables.

L'opposition à toute perte de pouvoir national ? L'auteur ne fait pas allusion, fût-ce pour le combattre, à la monnaie mondiale, basée sur un panier de matières premières, proposée par P. Mendès France.

Bonne mise au point. Texte toujours accessible.

★ *Agalma*. La Découverte. Paris 1986. 21 cm. 110 pages. 69 F.

ROBERT BOYER

La théorie de la régulation. Une analyse critique

Pourquoi notre machine économique ne fonctionne-t-elle plus à plein, malgré les mécanismes de la régulation ? Avant l'explication, nous trouvons un bref historique *de la régulation, d'inspiration plus keynésienne* que marxienne, qui ne remonte qu'à dix ans. Une curiosité, décevante pour les créateurs : comme, selon *la loi* de Gresham, pour les monnaies, les mauvais usages de la régulation l'emportent sur les bons. Il y a certes des précédents.

Après d'intéressants rapprochements entre historiens et économistes et des vues sommaires sur les prétendus cycles de longue durée, nous trouvons de précieuses lumières sur ce que nous appelons la crise, par une singulière assimilation avec la, combien différente, crise des années 30. Celle-ci n'est d'ailleurs analysée que sommairement, sans allusion à sa cause fondamentale.

Il est constamment dans le champ, le chômage, bien que le terme soit souvent évité. Est signalé, en particulier, le chômage dit *frictionnel*, dans un passage que l'on eût aimé plus étoffé. Il va cependant plus loin, le professeur aux Hautes Etudes, puisqu'il a le courage, devenu si rare, de mettre en cause le niveau élevé des salaires. Utile eût été de préciser si cette observation est générale ou si elle porte sur le salaire minimal. Sur cette question délicate, diagnostic n'est d'ailleurs pas ordonnance.

En dépit de sa responsabilité dans les déboires *contemporains, il revient souvent à Keynes, mais de* façon curieuse, puisqu'un chapitre a pour titre « A la recherche d'un nouveau Keynes ». Ce nouveau prophète, il reste à souhaiter qu'il quitte le globalisme aveugle et se rapproche de W. Léontief plus que de Kalecki.

L'école économique française, réputée s'intéresser plus aux doctrines qu'à l'observation des faits, est en voie de rénovation. Important le chemin parcouru, mais plus important encore celui qui se présente.

Un excellent traité que rendrait plus maniable un index des nom cités.

★ *Agalma*. La découverte, Paris 1986, 21 cm, 143 p., 75 F.

RENÉ SÉDILLOT

Le coût de la Révolution française

Parmi les nombreuses recherches sur l'économie et les finances de la période 1789-1815 figurent celles de *E. Labrousse* et de *J.-C. Toutain*, largement utilisées ici. Le financier qui a longtemps dirigé *la Vie française* et écrit l'histoire de l'or, celle du pétrole et bien d'autres, nous donne *ici le bilan le plus complet qui* semble avoir été établi.

Il ne peut être question de dresser des bilans annuels sur le modèle des comptes de la nation, ou du Plan. C'est un inventaire général qui est dressé, sans que, pour les destructions, un chiffre d'ensemble puisse être donné.

Une série de bilans : démographique (2 millions de *morts violentes, y compris les guerres civiles)* ; juridique, culturel. Franchement décevant pour l'alphabétisme, celui-ci est plus favorable pour la science, grâce *à Monge, Lavoisier, Laplace, etc. et en dépit du* fameux *« La République n'a pas besoin de savants »*.

Malgré les progrès réalisés sur la betterave sucrière et la diffusion de la pomme de terre, déceptions agricoles. Le nombre de calories alimentaires consommées par personne a cependant augmenté. Dans l'industrie apparaissent des noms nouveaux : de Wendel, Peugeot, qui depuis...

A travers les déceptions et les jours sombres, quelques notes font sourire, par exemple les erreurs de Napoléon dans ses additions. Et de surcroît, une évo*lution intéressante : malgré pertes et drames, le PIB* a augmenté en moyenne de 3 % par an, rythme que nous ne sommes pas sûrs d'obtenir cette année.

Conclusion de l'auteur : *« 1789-1815, un quart de siècle faste pour le genre humain, une péripétie cruelle pour la France. »*

★ *Perrin*, Vérités et légendes, Paris 1986, 22,5 cm, 285 p., 95 F.

JACQUES RIBOUD

Controverse sur la banque et la monnaie

Le créateur du Centre Jouffroy, pour la réflexion *monétaire, confirme ici les divergences qui le séparent* tant des concepts classiques sur la monnaie que des principaux spécialistes des questions monétaires.

Le système bancaire est *créateur de monnaie. Cette* création s'ajoute à la fonction reconnue de distributeur de crédit ; d'où le *seigneuriage* bancaire. Livré à lui-même, ce système pourrait en venir à fabriquer une quantité de monnaie quasi illimitée. Si le système créé à Bretton Woods, encore rattaché à l'or par le dollar, a craqué, c'est parce que l'accroissement de monnaie avait dépassé l'accroissement de la production.

Des applications suivent : ne dépassant pas 4 % du PIB, l'épargne à long terme aux États-Unis est inférieure au déficit du budget et n'en finance que 60 %, ce qui oblige l'industrie à se reporter sur le crédit bancaire, tout cela avec un taux d'intérêt élevé.

La nationalisation des banques en France avait été, en 1981, conçue en fonction de l'intérêt général. Mais, quatre ans plus tard, il a fallu recommander à ces banques de gérer leurs affaires comme des affaires privées.

La création de l'ECU n'entre qu'en partie dans les vues de l'auteur. Il *resterait, en effet,* à assurer la constance de son *pouvoir d'achat. Il faudrait alors,* nous semble-t-il, déterminer le pouvoir que conserve chaque nation, même dans sa politique économique et financière. L'étalon or comportait *lui-même une perte* de pouvoir, est-il possible de répondre.

L'ECU constant doit, précise l'auteur, être une monnaie relais entre deux monnaies nationales, comme l'est, ou plutôt l'a longtemps été, le dollar. Une image est donnée : l'ECU est le bief, maintenu à un niveau constant (pouvoir d'achat), entre deux écluses (bureaux de change). Mais les gouvernements ne suivent pas.

★ *PUF*. Diffusion Revue politique et parlementaire. Paris 1986. 22 cm. 146 pages. 58 F.

« Gérer sa puissance »

(Suite de la page 31.)

Les observateurs français installés au Japon se gardent de prendre ce discours au pied de la lettre, tout en reconnaissant qu'on assiste à un changement de mentalité qui touche sûrement les milieux d'affaires. Le Japon, parvenu au faîte de son développement économique, ne veut pas passer pour un pays égoïste, et c'est pourquoi il se lance dans cette opération de générosité envers les pays plus démunis, comme l'affirme M. Ichikawa. *« Notre pays pense que le commerce ne peut se faire que dans un climat de paix »*, souligne M. Nakamura, directeur de la JICA.

Rien de tout cela n'est faux, reconnaît M. Jean-Charles Rouher, ministre conseiller économique et commercial à l'ambassade de France, mais se demander si le Japon a des préoccupations commerciales par-delà ses intentions humanitaires *« n'est pas une question japonaise »*. Tout simplement parce que rien, là-bas, ne se fait sans le *« consentement »* (pour employer un euphémisme) des *entreprises*.

L'imbrication entre le secteur privé et les pouvoirs publics est telle qu'on n'imagine pas que les intérêts des uns et des autres puissent être divergents. Cela n'apparaît pas nécessairement à travers les lois et les règlements ? Peu importe, attendu que, comme le soulignait malicieusement M. Patrick Taillandier, directeur du Centre français d'information industrielle et technique à Tokyo, *« au Japon, il n'y a pas de règles, mais tout le monde les suit »*.

La force de la JICA est de ne pas se disperser et de concentrer ses efforts sur des « projets-types » qui combinent l'envoi de volontaires et d'experts, l'accueil de stagiaires en provenance des pays en voie de développement et la livraison de matériel — japonais de préférence. Le « projet-type » peut concerner tout aussi bien le transport, la santé, la pêche et l'agriculture que l'industrie lourde ou minière. On ne doute pas, parmi les experts français résidant à Tokyo, que le secteur privé japonais soit fortement intéressé par cette forme achevée de coopération économique, qui permet de tisser, ou d'affermir, des liens avec les pays bénéficiaires, de familiariser les stagiaires étrangers aux techniques japonaises, bref de se rendre à certains égards indispensable et donc de préparer les futurs débouchés commerciaux.

Le comité d'aide au développement de l'OCDE lui-même a du mal à faire la part des choses. D'un côté, il souligne que *« la part de l'aide bilatérale japonaise susceptible d'être utilisée pour financer l'acquisition de biens et services ailleurs qu'au Japon est importante »* ; de l'autre, il se préoccupe du fait que, *« dans certains cas, le choix des projets a contribué à conférer un avantage aux fournisseurs japonais »*.

Inquiétude existentielle

Plus crûment, le dernier numéro de *Forum du développement* (1) considère que le Japon doit résoudre le problème du recyclage de ses excédents d'exportations. Il peut le faire en *« élaborant des mécanismes d'intermédiation financière »*, c'est-à-dire en orientant directement ses capitaux vers des pays en voie de développement à des conditions qui satisfassent à la fois ceux qui cherchent à financer certains projets et ceux qui subissent déjà le poids d'un endettement excessif. Et il est rappelé que le Japon possède actuellement la plus grosse part, soit 25 % de l'actif bancaire international, contre 18 % pour les Etats-Unis.

Ainsi le Japon est-il amené à *« gérer sa puissance »* et à se présenter sous un jour nouveau. Il s'agit tout d'abord pour lui de modifier son image de marque. Vis-à-vis de certains pays asiatiques *« qui vivent encore dans le souvenir de la guerre »*, comme le souligne un membre de la JICA, M. Noriko Suzuki ; vis-à-vis des pays d'Amérique latine et d'Afrique qui cherchent à échapper à la dépendance américaine pour les premiers, ou à s'affranchir de la tutelle d'anciens pays colonisateurs pour les seconds, et seront amenés à regarder le Japon comme une nation riche et politiquement neutre, comme nous le dira M. Ichikawa.

Et pour M. Yoshida, qui fut expert auprès de l'OCDE à Paris, le Japon a compris qu'il ne pouvait plus agir seul. Il a pris conscience de la dimension internationale de ses relations et doit faire admettre aux autres que sa situation n'est plus la même.

Mais, et c'est le deuxième point, cet avertissement vaut également pour les pays industrialisés qui se partagent la responsabilité des organismes internationaux. L'accroissement de la contribution japonaise à l'aide au développement devrait s'accompagner, estime-t-on à Tokyo, d'une meilleure représentation dans ces organismes, y compris — peut-être est-ce le but final — au Conseil de sécurité de l'ONU.

Reste enfin que le Japon vit actuellement une crise d'identité, du fait même de sa richesse. Il est devenu la deuxième puissance économique du monde, derrière les Etats-Unis, avec lesquels il s'efforce même de parler d'égal à égal. Il ne faudrait pas que cette réussite lui donne trop d'arrogance, souligne lui-même M. Ichikawa. On pourrait ne voir dans cette préoccupation que le souci de ne pas effaroucher le partenaire commercial, mais il semblerait que l'inquiétude soit plus profonde.

« Beaucoup de Japonais pensent qu'ils sont riches en termes de biens matériels, que leur pays a survécu aux ravages de la guerre et qu'en quatre décennies il est devenu la deuxième puissance économique, écrivait le *Japan Times* du 22 janvier. *« Mais sont-ils réellement satisfaits de leur vie spirituelle ? »*, ajoutait-il. On aurait tort de mésestimer cette inquiétude qui fait que l'aide japonaise au développement peut tout aussi bien être inspirée par la générosité.

FRANÇOIS SIMON.

(1) Organe de l'ONU, n° 124, janvier-février 1987.

Force de frappe

FONCTIONNANT sous l'égide du ministère des affaires étrangères, le Gaimusho, l'Agence japonaise de coopération internationale, la JICA, a été fondée le 1er août *1974. C'est le seul organisme* officiel qui soit chargé d'apporter un appui technique aux pays en *voie de développement, tout en* octroyant les financements consentis au titre de l'aide bilatérale.

Disposant de moyens importants en locaux et en personnel, la JICA a pour activités principales l'accueil des stagiaires de pays en voie de développement (5 000 environ chaque année), l'envoi d'experts et volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) pour une durée minimale de deux ans, et moyennant un salaire mensuel moyen *de 340 dollars* (on estime à 20 % ceux qui prolongent leur séjour). L'envoi d'équipes chargées *d'aider à établir des plans* et des projets de développement ; la fourniture du matériel *nécessaire à la coopération technique.*

Sous certaines conditions, la JICA offre une aide financière à des entreprises privées japonaises qui participent à cette œuvre de développement.

Le budget de la JICA, entièrement subventionnée par le Gaimusho, est de 98,8 milliards de yens (4,2 milliards de francs), pour l'exercice qui commence au 1er avril 1987, en augmentation de 8,2 % sur l'année précédente. Les aides financières non remboursables s'élèvent à 1,8 milliard de yens. Pour ses activités proprement dites, la JICA dispose de 2,5 milliards de yens.

Au cours des deux dernières années, la JICA a accentué sa coopération technique à destination de l'Afrique, vers laquelle en 1986 ont été envoyée 37 % des jeunes volontaires, contre 31 % *en Asie (déjà bien* pourvue il est vrai). Elle multiplie les programmes de stages à l'intention *des experts japonais* au sein de l'Institut de coopération internationale, où sont regroupés les *renseignements* recueillis à la faveur des missions.

Une vitrine pour la France

LA France ne dispose pas d'un organisme tout à fait comparable à la JICA japonaise. Celui qui s'en rapproche le plus est l'ACTIM (Agence pour la coopération technique, industrielle et économique) qui dépend de la direction des relations économiques extérieures (DREE) du ministère de l'économie et des finances. Son action visait prioritairement les pays en voie de développement ; mais, depuis quelque temps, elle a décidé de renforcer sa présence auprès des pays industrialisés, ce que ne fait pas la JICA.

Ainsi un bureau a été ouvert en août 1986 à Tokyo dans les locaux du Poste d'expansion économique. La responsabilité en a été confiée à un jeune volontaire du Service national *en entreprise* (VSNE) (1), M. Patrick Taillandier. Celui-ci a, par la suite, été nommé directeur du bureau, dont la raison sociale est devenue Centre français d'information industrielle et technique pour la presse (CEFI), tout en bénéficiant du statut d'attaché près l'ambassade de France.

Tout en dépendant officiellement du Poste d'expansion économique, le CEFI est maintenant installé dans ses propres locaux. Son budget de fonctionnement est entièrement supporté par l'ACTIM. Selon M. Taillandier, qui a l'avantage de parler le japonais, le travail du Centre auprès des journalistes japonais commence à *porter ses fruits. De plus* en plus nombreux sont les professionnels spécialisés qui diffusent l'information technologique qui leur est fournie.

Enfin, le CEFI reste en contact permanent avec l'Association des anciens stagiaires japonais de la SABTECH accueillis en France. Forte de six cents membres, cette association organise toutes sortes d'activités (visites d'usines, soirées de dégustation de vins français, assemblée générale annuelle) et a fait publier un ouvrage, dont la DATAR assure une partie de la distribution, sur les industries françaises de haute technologie. Elle diffuse un bulletin quatre fois par an.

Les membres de la SABTECH s'efforcent de participer à l'organisation de manifestations régionales. Depuis un an et demi, ils s'occupent de l'accueil des jeunes Français qui viennent au Japon, et souhaitent même — si les moyens leur en sont donnés (ici l'appel est fait en direction de Paris) — créer une fondation d'aide aux Français.

Les industriels japonais membres de la SABTECH se disent très motivés. Ils sont allés jusqu'à nous citer le cas d'un des leurs qui voudrait offrir ses terrains — ce qui est rare et cher au Japon — pour y faire construire une *« Maison franco-japonaise »*. Reste à trouver un promoteur...

(1) L'ACTIM est chargée d'organiser les départs à l'étranger (700 en 1986) des volontaires du Service national *en entreprise* (VSNE).

La crise du rail

Les trois semaines de grève qui viennent de secouer la SNCF ont attiré l'attention sur les maux qui la contraignent à mettre ses cheminots au régime « sec » : un déficit annuel de 3,3 milliards de francs environ et un endettement qui dépasse 80 milliards de francs. Certains censeurs libéraux voient dans ces chiffres les preuves de l'impéritie de la Société nationale.

Selon les articles de nos correspondants dans trois grandes nations ferroviaires – le Japon, la Grande-Bretagne et la RFA, – le mal est pour le moins partagé. Et les chemins de fer français sont encore ceux qui tirent le mieux leur épingle du jeu.

Seul British Rail équilibre ses comptes, mais *en investissant trois fois moins que la SNCF*. Le déficit de la Bundesbahn est le triple de celui de la SNCF. Les JNR japonais possèdent un *superbe réseau TGV et l'équivalent de 1 540 milliards de francs de dettes*...

RFA

10 000 cheminots de moins chaque année

BONN

LA remise à la Bundesbahn des premiers prototypes encore expérimentaux du train à grande vitesse ouest-allemand (ICE) était tombée à pic fin 1985 *pour permettre aux* chemins de fer d'outre-Rhin de *fêter* dignement *leur 150e* anniversaire. Davantage qu'une prouesse, compte tenu du retard sur la France pour la mise en service de trains rapides, cette livraison, accompagnée de grands *renforts* de publicité, symbolisait l'effort entrepris par les dirigeants ouest-allemands pour sortir le rail de la crise.

En retard d'une modernisation, la Bundesbahn présentait au début des années 80 un visage plutôt morose. Sa part des voyageurs transportés ne cessait de diminuer, la situation n'était guère plus brillante dans le domaine des marchandises, et les déficits accumulés, malgré l'aide de *l'Etat fédéral*, ne cessaient de faire croître son endettement.

Un important effort d'assainissement et d'investissement a été lancé ces dernières années pour tenter de remédier à la situation. *Cet effort a porté sur la fermeture* progressive de lignes non rentables, qui sont remplacées par des services de cars, et une diminution importante des effectifs – au rythme de 10 000 *emplois par an* actuellement sur un total d'environ 270 000, dont un peu moins des deux tiers sont fonctionnaires.

Les dépenses de personnel représentent environ 70 % d'un budget qui s'élevait, en 1986, à 30,8 *milliards de DM* (102 milliards de francs), dont 13,7 milliards (45 milliards de francs) provenant du budget fédéral, au titre de compensations pour service *public ou d'investissements*. Le déficit annuel a été ramené à 3 milliards de DM (10 milliards de francs), avec un endettement total de 38 milliards de DM (125 milliards de francs) en 1986.

Un plan de modernisation

Les responsables de la Bundesbahn espèrent voir la situation s'améliorer dans les années 90, quand ils pourront mettre en service, entre les principales villes, de nouveaux trains rapides qui la remettront en position concurrentielle. *Avec l'aide de l'Etat, qui* a consenti dans son plan de programmation de 1985 un budget de 35 milliards de DM (115 milliards de francs) sur cinq ans, deux premières voies rapides doivent être achevées d'ici à 1991 entre Wurzburg et Hanovre (327 km) – sur l'axe nord-sud Hambourg-Munich – et entre Mannheim et Stuttgart (100 km).

D'ici à l'an 2000, il est prévu de construire ou d'équiper en tout 2 000 kilomètres de voies pour permettre le passage de *trains* circulant à plus de 250 km/h. Ce plan de modernisation s'est heurté depuis le début à des difficultés considérables, liées à la fois à la géographie et à *la densité de population, deux fois plus importante* en RFA qu'en France, qui multiplient les problèmes d'environnement. A cet égard, la SNCF est regardée avec jalousie.

Ces difficultés allongent non seulement les délais de construction, mais également les coûts. Un tiers de la voie rapide Wurzburg-Hanovre passera par exemple sous des tunnels. La Bundesbahn a également été obligée de prévoir *ses nouvelles voies pour le passage* à la fois des trains de voyageurs a grande vitesse et des trains de marchandises, beaucoup plus lourds.

HENRI DE BRESSON.

JAPON

Une dette de 1 540 milliards de francs

TOKYO

LA *compagnie nationale des* chemins de fer japonais, JNR, sera démantelée le 31 mars prochain, à la suite de la politique de privatisation menée par le gouvernement Nakasone, qui s'est déjà concrétisée pour les télécommunications et la régie des tabacs. La loi décidant la *dénationalisation des chemins de* fer a été votée le 28 novembre dernier malgré l'opposition des partis de gauche (PS et PC). Les chemins de fer étaient constitués en entreprise publique, placée sous la tutelle du ministère des transports, depuis 1949.

Au cours de ces vingt dernières années, les JNR ont accumulé une dette énorme, s'élevant à 245 milliards de dollars (1 540 milliards de francs). En moyenne, les JNR perdent 34 millions de dollars (214 millions de francs) par vingt-quatre heures et la *compagnie* paye chaque année 8,4 milliards de dollars (52 milliards de francs) simplement en intérêts.

Instrument politique

Pour la seule année budgétaire 1986, qui s'achève le 31 mars, les JNR enregistreront une perte de 8,7 milliards (54 milliards de francs) Ce déficit est dû en majeure partie aux dépenses engagées par le ministère de tutelle et la régie de construction des lignes de chemin de fer qui décident, sans consulter les JNR, de la mise en service de nouvelles lignes.

En fait, les JNR ont *été* au cours de ces vingt *dernières* années un instrument politique utilisé à des fins électorales. Beaucoup de lignes non rentables mais jugées politiquement utiles ont ainsi été mises en service ; en outre, de grands travaux (comme le tunnel de 50 kilomètres entre l'île de Honshu et l'Hokkaido) se sont *révélés non rentables*.

La privatisation des chemins de fer, qui suppose la reprise du réseau par sept sociétés privées, a pour première conséquence une *réduction importante des effectifs* : sur les 275 000 employés des JNR, guère plus de *200 000* seront repris par les nouvelles sociétés appelées à gérer le réseau. Selon la direction, compte tenu d'une diminution du trafic (51 % du total en 1968, mais 23 % en 1984), les sureffectifs absorbaient *en 1985 plus de 55 %* des revenus de la compagnie.

La direction des JNR attend 21 000 « départs volontaires » et envisage de reclasser 41 000 personnes *dans* d'autres entreprises publiques. En réalité, elle s'efforce par différents moyens de pression de décourager en particulier les salariés connus pour leur militantisme syndical.

Cet décision s'inscrit en fait dans le *cadre d'une vaste offensive* menée par le gouvernement pour affaiblir les syndicats du secteur public. La principale fédération syndicale des JNR (Kokuro), qui, en 1984, regroupait 70 % des salariés syndiqués, *voit chaque jour diminuer* le nombre de ses adhérents (94 000 début décembre : en un an, Kokuro aura perdu près de 30 000 adhérents).

PHILIPPE PONS.

GRANDE-BRETAGNE

Des subventions réduites de moitié

LONDRES

LE ministère des transports *vient de démentir une* nouvelle rumeur faisant état de la prochaine privatisation des chemins de fer britanniques. Cependant, comme d'autres entreprises nationalisées largement déficitaires, la compagnie *British Rail* n'en continue pas moins d'être soumise aux rigoureuses exigences du gouvernement de Mme Thatcher.



NICOLAS VIAL

Après avoir enregistré en 1984-1985 des pertes s'élevant à plus de 400 millions de livres (3,7 milliards de francs environ) notamment dues à la grève d'un an dans les houillères (principal client pour le fret), British Rail est tout juste revenue à une situation d'équilibre au début de 1986. Le chiffre d'affaires a représenté 3,1 milliards de livres (28,5 *milliards de francs*) – *subventions* incluses – à la fin du dernier exercice, en mars 1986.

Ce résultat encore fragile est d'autant plus remarquable que depuis 1983, British Rail a lancé *une vaste campagne* d'investissement pour renouveler des équipements particulièrement vétustes. Cependant le gouvernement a imposé à la société une sévère *réduction des subventions* d'Etat. Leur montant qui était d'environ 1,1 milliard de *livres* (10,1 milliards de F) en 1985 ne sera plus que de 736 millions en 1987 et de 555 millions en 1990, soit une diminution de moitié en cinq ans.

L'effort d'assainissement de la gestion s'est, évidemment, traduit par d'importantes réductions de personnel (180 000 employés en 1977, 140 000 en 1986) qui ont provoqué la colère des syndicats. Mais ceux-ci ont subi en 1985 une *retentissante défaite lorsque* leur mot d'ordre de grève illimitée a été rejeté par la base après une consultation à bulletin secret, conformément aux nouvelles lois promulguées sous le gouvernement Thatcher afin de limiter le *« pouvoir syndical »*.

Avant le tunnel

British Rail a investi 1,4 milliard de livres (12,9 milliards de francs) en quatre ans et 2,5 milliards (23 milliards de francs) supplémentaires le seront d'ici à 1992. *Ces sommes seront* notamment consacrées à l'extension de l'électrification du réseau et au remplacement d'un matériel roulant datant souvent de plus de vingt-cinq ans.

Amplement soulignée par une publicité sur le thème de « Voici l'ère du chemin de fer... », cette campagne devrait permettre à British Rail de rattraper un retard considérable et de pouvoir soutenir la comparaison *avec la plupart* des autres compagnies européennes lors de l'ouverture du tunnel sous la Manche, qui devrait mettre fin à l'isolement du *réseau britannique*. Cette transformation a aussi pour objectif une reconquête du marché du fret que les transporteurs routiers dominent en Grande-Bretagne plus que sur le continent.

Si le gouvernement n'a pas pour l'instant l'intention de « vendre » British Rail, dans son ensemble, la privatisation de ses filiales, comme celle des ferries Sealink il y a deux ans, n'est pas écartée à terme. *Déjà, BREL* (British Rail Engenering) est mis en concurrence avec des sociétés privées pour la construction du nouveau matériel. En 1986, le *plus grand atelier de la compagnie*, celui de Swindon (deux mille cinq cents employés) a été fermé.

FRANCIS CORNU.

La chronique de Paul Fabra

Les conditions euphorisantes des années 30

DANS quelle mesure les taux d'intérêt actuellement pratiqués sur les principales places financières du monde pour les *emprunts à long terme peuvent* être considérés comme encore très élevés ? De l'importance cruciale de cette question, les économistes contemporains recommencent seulement à prendre conscience. A leur suite, les hommes politiques font le même chemin. Ces *derniers sont en général doués de plus* de bon sens (grâce à leur contact avec l'opinion publique), mais les premiers *avaient fini par* loger dans leur tête un certain nombre d'idées qui, sur le plan scientifique, ne sont qu'approximativement fausses, mais qui, une fois traduites en préceptes pour l'action, deviennent carrément dangereuses.

Parmi ces idées figure celle qu'un pays peut être jugé comme pratiquant une politique sage si sa masse *monétaire* croît à un rythme modéré. Comme *j'ai eu l'occasion de le dire dans de pré*cédentes chroniques, il serait plus judicieux de s'attacher au niveau de ses taux d'intérêt (*le Monde* des 20 et 27 janvier). Et cela pour des raisons encore plus décisives que celles qui sont en général alléguées pour illustrer les dangers d'un endettement excessif.

Etant donnée la forte baisse constatée en France et à l'étranger sur le coût des emprunts obligataires depuis quelques années (allégement non remis en question par sa récente remontée), on est en droit de se demander *quelle est* l'ampleur des progrès déjà accomplis. L'évolution des taux (à la hausse ou à *la baisse) s'inscrit en général sur* de longues périodes. Les replacer dans une perspective historique paraît donc une bonne méthode — en tout cas la seule que nous ayons à notre disposition — pour essayer d'y voir plus clair. A ce compte, les taux actuels, sauf à l'extrême rigueur en Suisse (4,45 % pour des obligations à vingt-cinq ans émises en francs suisses selon l'indice Lombard Odier de Genève), sont encore hauts, voire très hauts. Les obligations émises par les sociétés rappor*tent actuellement autour de* 8,50 % aux Etats-Unis (contre un maximum de 16,20 % en 1981), 9,97 % en France (contre 18,4 % au plus haut en 1981), 10,94 % en Grande-Bretagne (contre *un maximum de 16,89 % en 1981)*, 5,26 % au Japon (maximum 10,25 % en 1980).

L'*année* 1920 fut, aux Etats-Unis et dans le monde, une année d'intense spéculation et de troubles financiers (bientôt suivie par une courte mais profonde dépression). Le taux pour les émissions obligataires des sociétés américaines offrant la meilleure signature atteignit 5,56 %. *Il fallait remonter* à 1870 (période agitée qui suivit la guerre de Sécession) pour retrouver un *pareil niveau. Quant au taux le plus bas* qu'on ait jamais constaté de l'autre côté de l'Atlantique, il fut atteint en 1946 ; cette année-là, il en coûtait en moyenne 2,37 % aux meilleures sociétés pour emprunter à long terme (et seulement 1,93 % au gouvernement américain). Il importe, au vu de la situation qui prévaut aujourd'hui dans le monde, de rappeler que ce point bas était l'aboutissement d'une évolution qui s'était poursuivie sur plus de quinze ans.

Autrement dit, aux Etats-Unis, mais aussi dans l'autre pôle financier du monde de l'époque (et de la nôtre), à *savoir Londres, les annés 30 de la* grande dépression furent des années de baisse quasi continue des taux (brièvement interrompue aux Etats-Unis en 1931-1932). Ce fait est très connu. Il est d'autant plus étonnant qu'un autre, pourtant lié par nature au premier, ne soit pratiquement jamais mentionné.

Tout le monde garde à la mémoire la date fatidique du jeudi 24 octobre 1927, marquée par le krach de Wall Street. Il s'ensuivit une chute profonde du cours des actions, entrecoupée de reprises vite avortées. Mais personne, ou presque personne, ne parle — une exception est le professeur Antal *Fekete, d'origine hongroise, enseignant* les statistiques aux Etats-Unis et au Canada, et prêchant dans le désert le *retour à l'étalon-or — de la spéculation,* extrêmement lucrative, qui commença sur les obligations quasiment dès le lendemain du « jeudi noir ». La débandade du marché boursier conduisit à *une baisse précipitée des taux d'intérêt.* Qui dit diminution des taux dit hausse des valeurs à revenus fixes. La hausse fut, sauf au moment du retour de flamme déjà signalé pour les Etats-Unis, pratiquement continue jusqu'au lendemain de la guerre mondiale. Pendant cette période, la plus-value sur les obligations américaines a été, pour les titres à trente ans, de l'ordre de 60 % (*dans un climat de baisse des prix*).

Les Français ont eu une tout autre expérience. En gros, la période de l'entre-deux-guerres a été marquée par la ruine des détenteurs de valeurs à revenus fixes, ceux qu'on appelait les rentiers. Le marché obligataire tomba dans un profond discrédit. Le gouvernement, pour attirer les prêteurs, dut par la suite leur offrir de coûteuses indexations. Ces temps sont bien révolus. Avec la désinflation, le marché obligataire a connu sur la place de Paris *un succès aussi foudroyant qu'à New-*York et que dans beaucoup d'autres centres financiers. La France a rejoint la norme internationale, et l'a même battue à la faveur des encouragements prodigués par les pouvoirs publics, tant de gauche que de droite. Mais la norme internationale d'aujourd'hui n'a-t-elle pas rejoint, fondamentalement pour les mêmes raisons, les conditions euphorisantes... *des années 30* ?

UN des traits les plus marquants de la *phase actuelle* de la « crise » est qu'il existe, de par le monde, une demande quasi illimitée d'obligations et de titres assimilés. Cela s'explique par la conjonction de deux phénomènes qui jouent l'un et l'autre aussi puissamment en faveur des marchés financiers qu'au détriment de l'activité économique, et donc de l'emploi. D'un côté, les taux sont encore très *élevés*, par suite de l'accumulation de l'endettement (des Etats, des entreprises, des particuliers), accu*mulation qui se poursuit à un rythme* accéléré, notamment aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne. D'un autre côté, le poids du même endettement conduit les débiteurs à comprimer leurs *dépenses. Les producteurs de biens* réels (produits manufacturés et agricoles, matières premières, services) se font une concurrence acharnée qui pèse sur les prix, contribuant à maintenir un taux d'inflation relativement bas. Résultat : il est devenu plus rémunérateur d'acheter des titres que de procéder à des investissements matériels (équipements, usines, etc.).

« La totalité des gros profits que nous avons encaissés l'an dernier provenaient de nos placements sur le marché financier », me disait *récemment* le président de la filiale argentine d'un très important groupe français. Les comptes de cette entreprise représentant le cas limite, caricatural (aux conséquences monstrueuses pour le niveau de vie général), d'une situation qui gagne, un peu partout, en virulence.

C'est aussi à la lumière d'une telle analyse qu'il convient d'accueillir et d'interpréter plusieurs des bonnes nouvelles qu'il arrive aux citoyens de notre temps de recevoir. Par exemple, la dernière *Lettre mensuelle à la presse,* publiée par la Caisse des dépôts (en date du 26 janvier 1987) annonce en *fanfare : « Les SICAV gérées par la Caisse des dépôts en 1986 : progression des souscriptions nettes (+ 35 %) et des actifs gérés (+ 55 %).* » Pour faire bonne mesure, le rédacteur de la *Lettre* rappelle le mouvement général dans lequel ce beau succès commercial s'inscrit : *« Dans un contexte une nouvelle fois marqué par une forte croissance des marchés financiers et un niveau élevé des performances, les SICAV ont poursuivi leur essor en 1986 ; au terme de cette année, l'actif net de l'ensemble des SICAV peut être estimé à 706 milliards de francs, contre 452 milliards de francs et 299 milliards respectivement en 1985 et 1984.* » La progression est en douze mois de 56 %. Comme chacun sait, les SICAV *constituent un instrument parti*culièrement efficace d'absorption des émissions obligataires, d'où, soit dit en passant, la sollicitude du Trésor à leur égard.

Quant au gouvernement, il a pris l'*engagement de financer* en 1987 la totalité du déficit budgétaire par emprunt. Cela vaut sans doute mieux que le financement par l'Institut *d'émission*. Mais l'erreur serait de présenter cette promesse pour de l'austérité ou de la rigueur. L'innovation de la *semaine dernière a été l'émission — sur* le magnifique modèle américain ! — d'un emprunt du Trésor à vingt-cinq ans au taux de 8,5 %. Il a rencontré un grand succès.

ON s'en serait *douté*. L'Etat fait d'avance aux souscripteurs (compagnies d'assurances, etc.) un beau cadeau sous forme *de confortables plus-values* quasi certaines. La vérité est que la demande pour les titres d'Etat est immense et que l'Etat offre généreusement ce qui lui est demandé. La seule chose qu'on puisse dire, qui n'est pas rien, est qu'en limitant ses dépenses il mesure sa générosité.

Aussi longtemps que les taux resteront élevés, le déficit budgétaire, tant en France qu'aux Etats-Unis et ailleurs, se perpétuera. Non pas surtout, comme on pourrait le penser à première vue, *parce que de hauts taux d'intérêt alour*dissent d'autant la charge du service de la dette, mais, plus profondément, parce que, aussi longtemps que l'Etat offrira aux souscripteurs un placement plus avantageux que la plupart des investissements réels, l'épargne n'aura aucune raison de financer l'expansion économique. Mais si les capitaux retrouvaient en masse le chemin des investissements productifs, les progrès de l'activité fourniraient les recettes fiscales pour combler, et au-delà, le déficit du budget. Tels sont les termes de la difficile équation, tant économique que financière et monétaire, à résoudre par les hommes politiques de l'Occident.

∴

ERRATUM. — *Une erreur d'impression* s'est glissée dans notre précédente chronique (*le Monde* du *3 février*), *à la deuxième ligne du der*nier paragraphe de la quatrième colonne. Il fallait lire : « Aujourd'hui, la stratégie de la dette est *menacée* » (et non pas « nuancée »).

Secrétaire d'Etat à la consommation et à la concurrence

M. Arthuis s'inquiète des modalités de tarification des chèques

Les banques factureront-elles les chèques au 1er avril prochain ? Après l'envoi par les principaux réseaux d'une lettre d'information sur les modalités de la tarification à leur clientèle, la réponse semblait acquise. Elle n'est peut-être pas définitive. M. Jean Arthuis, le nouveau secrétaire d'Etat chargé de la consommation et de la concurrence, a en effet décidé de s'attaquer à ce dossier.

Le ministre conteste la décision des banques pour trois raisons : les conditions dans lesquelles elle a été prise semblent, à ses yeux, relever de l'entente, les modalités de la facturation envisagées sont pour certains contestables, les contreparties sont insuffisantes.

« Je n'exclus pas d'avoir à saisir le conseil de la concurrence si j'ai des éléments prouvant qu'il y a eu action concertée. » M. Arthuis, qui a fait cette déclaration à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la revue *Que choisir ?* reprend donc à son compte l'analyse des organisations de consommateurs, notamment de l'Union fédérale des consommateurs.

Y a-t-il eu entente ? Il est vrai que les grands réseaux annoncent au même moment leur intention de facturer et que les tarifications qu'ils proposent sont très proches par leur architecture. . Il y a pratiquement chaque fois une commission forfaitaire trimestrielle de base qui donne droit à un certain nombre de chèques gratuits. Des chèques gratuits supplémentaires sont accordés ensuite en fonction du solde moyen du compte. Le montant total à payer est plafonné.

Les banques rejettent l'accusation de cartel. Certains réseaux ont annoncé qu'ils ne factureront pas (voir encadré). Dans une architecture commune, proche de celle adoptée dans les pays étrangers, les paliers proposés par chaque banque diffèrent fortement, ainsi que les exonérations proposées (pour les jeunes, pour les porteurs de certificats d'investissement...).

M. Arthuis critique ensuite les modalités. A propos, par exemple, du calcul du solde moyen, il s'interroge sur les conditions dans lesquelles le client pourra vérifier. *« Ce système me paraît être source de nombreuses contestations »*, estime le secrétaire d'Etat.

Estimant néanmoins *« non contestable »* l'objectif de la tarification (la lutte contre la multiplication des petits chèques), M. Arthuis juge nécessaire de prendre le temps de rediscuter. *« Ce dossier me paraît perfectible »*, nous a-t-il déclaré, notamment sur les contreparties. Les projets de baisse du taux du crédit à la consommation (la BNP a annoncé une réduction d'un point) ne lui semblent pas suffisants. Satisfait de la perspective d'une plus large ouverture des agences — à la suite de l'accord signé au Crédit lyonnais, — le ministre souhaite des propositions plus précises de la part des banques pour la suppression des dates de valeur.

Quant à la rémunération des dépôts à vue, à laquelle une large majorité des personnes interrogées par IPSOS pour l'INC se déclarent favorables, le ministre n'y est pas opposé. Le Comité des usagers des services bancaires a été chargé par M. Balladur d'étudier cette question. Un premier rapport doit être remis pour le 15 mars. Les banquiers font remarquer que les modalités proposées par certains établissements font ressortir une *« rémunération implicite »*, des chèques gratuits étant accordés en fonction du solde moyen.

Dans cette affaire, M. Arthuis sait qu'il peut compter sur l'opinion publique. Selon un sondage à paraître dans le prochain numéro de la revue de l'Institut national de la consommation *50 millions de consommateurs* et réalisé par IPSOS, 87 % des Français seraient opposés à la facturation des chèques. Mais il y a aussi une autre préoccupation, à laquelle M. Balladur pourrait ne pas être insensible : l'indice des prix. L'INSEE, qui révise actuellement la composition de son indice, y introduit cette année un 296e poste : les services financiers des banques qui comprend notamment la facturation des chèques. Pour éviter un dérapage de l'indice au printemps, les banques vont-elles être incitées, une nouvelle fois, à reporter leur projet de tarification ?

ERIK IZRAELEWICZ.

Changer de banque ?

A partir du 1er avril, votre banque facturera votre compte-chèque. Vous pouvez, c'est le jeu de la concurrence, changer de banque. Plusieurs réseaux ne factureront pas dans l'immédiat : les Caisses d'épargne, le Crédit municipal de Paris (« ma tante »), certaines caisses régionales du Crédit agricole, le Crédit mutuel dans certains cas, en Ile-de-France notamment. La poste ne facturera pas non plus pour l'instant. Mais un groupe de travail regroupant des fonctionnaires du budget, du Trésor et du ministère des P et T, planche depuis quelques jours sur les services financiers de la poste et ses relations avec le budget. L'une de ses conclusions pourrait être l'introduction d'une véritable facturation des CCP (une taxe forfaitaire annuelle de 5 francs est actuellement perçue).

Les banquiers qui vont facturer ne sont guère inquiets. 18 % seulement des personnes interrogées pour l'INC déclarent leur intention de transférer leurs comptes. Celles des caisses régionales du Crédit agricole, qui facturent depuis l'été dernier — et alors que les autres établissements ne faisaient pas encore payer leurs chèques, — n'auraient perdu que 1 % de leur client, qui plus est généralement de gros tireurs de chèques. Il est vrai qu'il est difficile de changer de banques : elles tiennent bien leur clientèle par les domiciliations, les virements automatiques et autres prêts...

Les fluctuations du dollar

Une réunion du groupe des Cinq : pour quoi faire ?

Un mois après le réaménagement du système monétaire européen, provoqué par la baisse accélérée du dollar, les ministres des finances des Douze étudieront une fois de plus, ce lundi 9 février, à Bruxelles, les moyens de limiter les mouvements désordonnés du dollar. De bonnes intentions difficiles à orchestrer, même si le dollar continuait sa reprise en ce début de semaine. Il a clôturé à 154,70 yens à Tokyo contre 154,15, vendredi et s'échangeait à 1,87 DM et 6,23 FF le matin en Europe.

Face à l'accélération de la chute du dollar depuis le début de l'année, les marchés des changes du monde entier attendent une hypothétique réunion du fameux groupe des Cinq, à savoir les cinq pays les plus industrialisés du monde (Etats-Unis, Allemagne, France, Grande-Bretagne et Japon), qui permettrait d'obtenir une stabilisation des parités monétaires. La rumeur ne cesse de courir, apparaissant, disparaissant, réapparaissant, tel le furet : la réunion devait se tenir les 7 et 8 février ; mais non, c'est pour le 15, ou pour le 21, ou pour la fin du mois.

Au premier rang des demandeurs, le Japon, qui voudrait désespérément stopper la montée du yen, parvenu à son plus haut cours historique, pour éviter une trop forte diminution de ses exportations et une stagnation de son économie. Les Allemands, à leur tour, s'inquiètent d'une hausse du deutschemark, qui affecterait également leurs exportations. La France craint moins la baisse de l'or qu'une ascension de la devise allemande, qu'elle ne peut guère suivre. Voilà donc au moins trois pays candidats à une nouvelle réunion du groupe des Cinq, analogue à celle qui s'est tenue le 22 septembre 1985 à l'hôtel Plaza à New-York, avec pour objectif la baisse du dollar, objectif atteint au-delà de toute espérance.

Qu'est-ce qui empêche donc de rééditer l'exploit ? Tout simplement ceci : une réunion de ce genre suppose que les bases d'un accord aient été jetées auparavant. Or ce n'est pas le cas, loin de là, et les pays précités le savent fort bien. A Bonn, le ministre des finances, M. Stoltenberg s'est montré sceptique sur les chances d'un tel accord et, à Paris, M. Balladur se dit, certes, prêt à participer à une telle rencontre, mais *« à condition qu'elle soit utile et efficace »*. En fait, tout le monde est hanté par la même crainte : un échec serait pire que tout et mieux vaudrait une absence de réunion qu'un semblant d'accord sans fermes résolutions de part et d'autre, dont l'effet immanquable serait d'accélérer la baisse du dollar, ce que l'Europe et le Japon essaient précisément d'éviter.

Incertitudes américaines

Deux obstacles s'opposent à la réédition pure et simple de l'accord de Plaza ; tout d'abord, en septembre 1985, un consensus s'est établi pour faire baisser le dollar, d'autant plus que ce dernier avait déjà commencé à fléchir, après son sommet de février 1985 et que les marchés des changes n'attendaient qu'un signal pour en accentuer le fléchissement. Ce signal fut l'abandon par les Etats-Unis de leur attitude de douce insouciance *(benign neglect)* vis-à-vis de la hausse du dollar, en raison de ses effets meurtriers sur l'industrie américaine. Au surplus, la mise en œuvre de l'accord n'avait pas coûté très cher, une dizaine de milliards d'interventions par les banques centrales, rapidement récupérés.

Cette fois-ci, il n'en va plus de même. Il s'agit de stopper un processus de baisse, qui peut devenir irrésistible, l'énormité des capitaux susceptibles de se déplacer (des centaines de milliards de dollars) ôtant aux banques centrales toute possibilité d'intervenir durablement et efficacement. Or, aujourd'hui, et contrairement à l'accord de Plaza, un brouillard épais règne sur les intentions réelles des Etats-Unis et, surtout, sur leur capacité de s'engager.

Que veut vraiment la Maison Blanche dont les représentants ne cessent de multiplier les déclarations sur la nécessité absolue de réduire le déficit commercial, sous-entendu en obtenant une baisse supplémentaire du dollar ? Sans doute, M. James Baker, le secrétaire au Trésor, a-t-il bien voulu reconnaître, il y a huit jours, que les cours du dollar s'établissaient maintenant à un niveau *« plus approprié que par le passé »*, mais sans vouloir fixer une quelconque valeur. Sans doute avancera-t-on, à la décharge de la Maison Blanche, cette dernière carte : un nouveau repli du billet vert est une arme vis-à-vis d'un congrès qui prépare une législation protectionniste et que l'on pourrait ainsi tenter d'apaiser.

Sans doute remarquera-t-on enfin, M. Baker semble reconnaître qu'une accentuation du repli du dollar serait susceptible de relancer l'inflation outre-Atlantique en élevant le prix des produits importés et d'effrayer les souscripteurs de bons du Trésor. Mais bien des experts estiment qu'une réduction significative du déficit commercial américain (170 milliards de dollars en 1986, record historique) passe par une diminution supplémentaire de la valeur de la devise américaine. Ainsi, le chef économiste de la banque new-yorkaise Morgan estime que pour ramener ce déficit à 70 milliards de dollars en 1988, il faudrait obtenir une baisse supplémentaire de 10 à 15 % du dollar qui tomberait ainsi à 1,60 DM contre 1,85 DM actuellement et à 125 yens contre 155 yens, soit 5,30 F à Paris contre 6,15 à la veille du week-end.

On peut aller plus loin. Au forum économique mondial de Davos, qui s'est tenu la semaine dernière, les participants ont sursauté en écoutant deux éminents professeurs d'économie au prestigieux Massachussetts Institute of Technology, MM. Thurow et Dornbusch, avancer tranquillement qu'il faudrait ramener brutalement le dollar à 100 yen et 1,1 DM (3,65 F) pour éliminer le déficit commercial américain *« dans les circonstances actuelles »*. Et d'ajouter avec un humour très particulier qu'en ce cas les Européens feraient mieux d'émigrer après avoir lancé aux Etats-Unis des obligations à haut risque et en avoir placé le produit moitié en obligations allemandes et moitié en usines au Brésil.

Ne riez pas trop, bonnes gens : M. Lester Thurow a de bonnes chances de devenir le conseiller économique de la Maison Blanche si un président démocrate était élu aux Etats-Unis en 1988, ce qui n'est pas du tout improbable.

Quant aux capacités de s'engager présentées par l'administration américaine, elles paraissent douteuses. Quelle crédibilité peut offrir aujourd'hui une Maison Blanche déstabilisée par le scandale de l'« Irangate », et dont l'état-major se disloque à vue d'œil dans une atmosphère de fin de règne ? De quel pouvoir réel dispose encore le président Reagan face à un Congrès foncièrement hostile, bien décidé à ne lui rien passer et à voter une législation protectionniste ? En face de lui et de ses collaborateurs, les partenaires japonais, allemand, français et britannique représentent des gouvernements appuyés sur des majorités parlementaires, avec des politiques plutôt cohérentes et des performances appréciables, fruits de mesures de rigueur parfois douloureuses, comme en France.

La fuite des prêteurs étrangers

De l'autre côté de l'Atlantique, rien de tout cela et, au contraire, un hymne forcené à la croissance, alors que la réduction des déficits budgétaires et commerciaux imposerait, au contraire, l'austérité, l'augmentation des impôts et la réduction de la consommation intérieure. A Washington, nul ne peut donc rien promettre. On l'a bien vu avec l'accord américano-japonais du 31 octobre 1986 sur une prétendue stabilisation de la parité yen-dollar : cet accord a duré un peu plus que la floraison des cerisiers au pays du Soleil-Levant, mais guère davantage.

A ce même forum de Davos, M. Raymond Barre, qui avait présidé dix heures d'entretiens confidentiels entre de nombreux ministres et personnalités du monde entier, et que l'on questionnait sur une réunion du groupe des Cinq, répondit qu'il fallait obtenir, en ce qui concernait la politique économique des partenaires la *« comptabilité »* la *« crédibilité »* et la *« prédictabilité »*.

Rien n'indique à l'heure actuelle que ces conditions puissent être remplies. Un accord-replâtrage pourrait peut-être stabiliser le dollar pendant quelque temps, mais il est à craindre que sa chute ne reprenne rapidement. La seule chose capable de faire réfléchir alors les Américains serait la fuite des prêteurs étrangers, surtout des Japonais avec pour effet immédiat une hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis et un arrêt de la croissance. Il faudra peut-être en passer par là, et en subir les conséquences à l'échelle du monde entier.

FRANÇOIS RENARD.

Etranger

Au Japon

Vive polémique sur la réforme fiscale

TOKYO
de notre correspondant

La cent huitième cession ordinaire du Parlement japonais a été surnommée la « *Diète de la réforme fiscale* ». Un dirigeant du Parti socialiste n'hésite pas à la comparer, en importance, à celle qui, en 1960 examina, dans un climat d'émeutes, le traité de sécurité nippo-américain. L'opposition a formé un front uni pour refuser l'introduction d'une taxe sur les ventes, version japonaise de la TVA, qui est la pierre angulaire de la réforme. Largement minoritaire depuis la victoire « historique » du Parti libéral-démocratique (PLD) de M. Yasuhiro Nakasone aux élections de juillet 1986, les partis d'opposition ont choisi la politique de la chaise vide pour bloquer le débat parlementaire.

Cette guérilla trouve un écho grandissant dans le pays. Aux syndicats, alliés traditionnels des partis de l'opposition de gauche, viennent se joindre des groupes de pression habituellement favorables au PLD. Au cours d'une rencontre insolite avec quatre des cinq formations d'opposition (seuls manquaient les communistes), onze associations de distributeurs, y compris celle des grands magasins, ont apporté leur soutien à la lutte contre la TVA.

La création de cette taxe, au taux de 5%, est contraire aux engagements électoraux du premier ministre.

La proximité d'élections régionales et locales, en avril, aggravé l'inquiétude au sein du PLD, où l'atmosphère est empoisonnée par le problème de la succession de M. Nakasone. Certains président à ce dernier le sort de Nobosuke Kishi en 1960 : le débat houleux sur le traité de sécurité avait contraint le premier ministre à quitter le pouvoir peu après sa ratification. Mais le PLD ne peut abandonner la TVA « *à la japonaise* » sans remettre en cause la raison d'être de cette réforme fiscale, sans précédent depuis 1950.

Le système fiscal mis en place à cette époque sur les recommandations du professeur américain Carl Schoup se caractérise par un déséquilibre considérable en faveur des impôts directs. Pour l'exercice budgétaire en cours, 73,8 % des recettes fiscales proviendront de l'imposition directe des ménages et des entreprises. Le déséquilibre n'a cessé de s'accentuer depuis 1955, où la fiscalité directe ne représentait que 51,4 % des recettes de l'Etat contre moins de 35 % avant la guerre. Pour les particuliers, le taux marginal d'imposition le plus élevé est de 70 % (88 % avec les taxes locales). La contrepartie est une fraude fiscale ahurissante, sauf de la part des salariés qui n'en peuvent mais et supportent l'essentiel du fardeau.

Les revenus des entreprises sont très fortement taxés également, avec un taux de base de 43,3 %, et un taux effectif de 52,92 %. « *La fiscalité directe a atteint ses limites* », a déclaré le ministre des finances, M. Kiichi Miyazawa. La réforme représente une nouvelle tentative, après celle qui avait échoué en 1969 sous la pression de l'opinion, pour modifier radicalement la structure fiscale du pays.

Les autorités japonaises ont été encouragées à agir par l'exemple américain et la pression de leurs partenaires commerciaux en faveur d'un volet fiscal à la politique de stimulation de la demande intérieure. Un objectif contesté par l'institut de recherche Nomura qui estime que la réforme projetée aurait en fait une incidence négative de 0,3 % sur la croissance.

Mais, selon une tradition bien ancrée, le bloc formé par la direction du PLD et la haute bureaucratie, notamment le ministère des finances, a utilisé cette pression extérieure pour avancer vers la réalisation de ses propres objectifs : une réforme fiscale aux effets « *neutres* » dans l'immédiat sur les recettes de l'État, mais qui introduit une taxe indirecte dont le taux et l'assiette pourront être révisés afin d'augmenter « *sans douleur* » le produit de l'impôt. La création d'une TVA reflète le pessimisme du ministère des finances. Le Japon est aujourd'hui le pays de tous les excédents, sauf au plan budgétaire. En pourcentage du produit national brut, la dette publique a atteint *43 %, plus qu'aux Etats-Unis.*

Le plan de retour à l'équilibre budgétaire en 1990 se révèle inapplicable. Un récent rapport du ministère des finances le reconnaît et indique que même un gel complet de la croissance des dépenses jusqu'en 1990 n'empêcherait pas un déficit du budget général de 2,220 milliards *de yens (88 milliards de francs)* à cette date. Une diminution de 1,600 milliards (64 milliards de francs) chaque année des emprunts d'Etat, indispensable pour parvenir à leur élimination à la fin de la décennie, laisserait un trou de 7 000 milliards en 1990 (280 milliards de francs). A plus long terme, le vieillissement accéléré de la population japonaise creusera de profonds déficits dans le « budget social ». Le Japon s'oriente inéluctablement vers une augmentation de la fiscalité, mais M. Nakasone, son gouvernement et son parti refusent de le dire ouvertement.

Dans leur démarche, c'est le *tatemae* (l'apparence) qui l'emporte. Ainsi, les sept produits exemptés de taxe sur les ventes dans le projet initial du ministère des finances sont maintenant cinquante et un, et les entreprises ayant un chiffre d'affaires annuel inférieur à 100 millions de yens. (87 % des sociétés *japonaises) ne seront pas assujetties.*

Mais ces « blancs », destinés à amadouer la clientèle du PLD, feront de l'application de la taxe un casse-tête redoutable, et incitent à la fraude (notamment par la création de sociétés multiples disposant chacune d'un chiffre d'affaires inférieur à 100 millions de yens).

En outre, cette réforme contribuera à élargir l'éventail des revenus, encore relativement étroit au Japon (sous réserve des effets de la fraude fiscale des catégories non-salariées). La moindre progressivité de l'impôt sur le revenu comme la fiscalisation des comptes d'épargne et l'alourdissement de la fiscalité indirecte bénéficieront aux plus aisés et pénaliseront les salariés modestes.

Il est vrai que le système fiscal « égalitariste » du professeur Shoup est un élément de l'héritage de l'occupation américaine, dont M. Nakasone se veut le liquidateur. – *(Intérim.)*

Les principaux points

● **Réductions.**

Ménages. – Impôt sur le revenu : six tranches (de 10 à 50 %), au lieu de quinze actuellement (de 10,5 à 70 %). Taxes locales : quatre tranches (de 5 à 15 %), contre quatorze actuellement (de 4,5 à 18 %). **Entreprises.** – Taux de base ramené *de 43,3 à 37,5 % sur les bénéfices*, distribués et non distribués (ces derniers étant taxés actuellement à 33,3 %). Réduction de 31 à 23 % du taux appliqué aux petites et moyennes entreprises.

● ***Charges nouvelles.***

Taxe sur les ventes. – TVA de « style japonais », au taux uniforme de 5 %. 51 produits d'usage courant sont exemptés et les entreprises, dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur à *100 millions de yens ne sont pas* assujetties. Suppression de l'exonération fiscale pour les intérêts des comptes d'épargne postaux et bancaires inférieurs à 3 millions de yens (les « *maruyu* » et mise en place d'une taxe uniforme de 20 % (exemption pour les personnes âgées, les handicapés et les foyers sans père).

● **Neutralité et progressivité.**

Montant identique en année pleine pour les réductions et les charges nouvelles : 4,5 trillions de yens, mais application progressive : années fiscales 1987 et 1988 pour l'impôt sur le revenu, 1er octobre 1987 pour la taxe sur les intérêts des comptes d'épargne, 1er janvier 1988 pour la TVA.

Affaires

Au « Grand Jury RTL » - *le Monde*

« *Il faut dénationaliser Renault* »
déclare M. Jacques Calvet, PDG de PSA

Interrogé, le dimanche 8 février, sur la concurrence « *déloyale* » entre Peugeot et Renault sur le marché français, M. Jacques Calvet, PDG de Peugeot SA, a estimé : « *Il faut dénationaliser Renault !* » ajoutant : « *Il ne peut y avoir deux logiques, deux systèmes de pensée, deux modes d'attitude dans une même branche industrielle. Nous ne produisons pas des produits stratégiques (...). Je trouve tout à fait mauvais que l'actionnaire de la régie Renault, c'est-à-dire l'Etat, puisse à certains moments faire passer ses préoccupations de puissance publique, qui sont des préoccupations légitimes, avant ses préoccupations d'actionnaire, c'est-à-dire faire prendre à telle ou telle entreprise une attitude mauvaise pour elle, pour son personnel, pour tout l'environnement, parce que cela rentre dans une espèce de cadre légitime, de motivation de puissance publique.* »

M. Calvet a ajouté, parlant des dénationalisations, « *problème extraordinairement compliqué* », que le gouvernement avait « *raison de faire les choses progressivement* ». Mais il s'est inquiété tout à la fois de l'« *opération des quatre coins* » dans laquelle un groupe d'assurance devient l'actionnaire d'un groupe industriel qui entre dans l'actionnariat d'une banque qui prend le contrôle du groupe d'assurance. Cela aboutit à « *une capitalisation insuffisante des assurances et des banques* », affirme l'ancien directeur de cabinet de M. Giscard d'Estaing. Quant à l'actionnariat populaire, M. Calvet s'interroge sur son attitude en cas de retournement de la Bourse ou « *s'il y a une OPA avec un différentiel important lancée par tel ou tel groupe français ou étranger* ».

Le redressement du groupe

Commentant les hausses de la réparation automobile et des tarifs d'assurance, l'ancien PDG de la BNP a estimé que les réparations en France étaient beaucoup moins chères qu'en Suisse ou en Allemagne et qu'il avait préconisé, pour les concessionnaires des marques du groupe, une augmentation de l'ordre de 6 %. Quant aux assurances, si les primes sont chères, c'est à cause des taxes qui sont de 35 % en France, contre 5 % en RFA, 7 % en Italie, 9,25 % en Belgique et 0 % en Grande-Bretagne.

Rappelant que Peugeot avait une productivité qui croissait de 8 % par an, M. Calvet a annoncé, pour 1986, des résultats qui marqueront « *un redressement extraordinairement notable du groupe* » en même temps qu'une première étape seulement, car la concurrence fait mieux financièrement : Fiat va gagner environ de 9 milliards de francs, General Motors 16 milliards et Ford près de 20 milliards de francs.

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Colas (routes) : bénéfices en hausse

« *La société Colas, numéro un français des travaux routiers, qui fait partie du groupe Bouygues, a réalisé, en 1986, un bénéfice en nette progression par rapport à celui de 1985 (84 millions)* », a annoncé, le jeudi 5 février, le directeur général du groupe, M. Alain Dupont. « *Pour la première fois depuis longtemps,* a-t-il précisé, *nos effectifs (17 000 personnes) n'ont pas diminué entre le début et la fin de l'année.* » Colas (8,3 milliards de francs de chiffre d'affaires) réalise 42 % de ses activités à l'étranger (Afrique francophone, Madagascar, Océan indien, Amérique du Nord).

Isoroy modernise ses usines

Isoroy va investir 200 millions de francs dans son usine de Saint-Dizier (Haute-Marne) et construire une deuxième usine de panneaux de fibres de bois d'ici à la fin 1989, dans le centre de la France. M. Leprince, PDG de la société, estime que le marché des panneaux (30 000 mètres cubes cette année) décuplera d'ici à cinq ans. Isoroy, en redressement judiciaire, a été repris, en juillet dernier, par le groupe Pinault pour le franc symbolique. Le repreneur s'était engagé sur la sauvegarde de 3 100 personnes contre 4 400 fin 1986 et sur un investissement de 450 millions de francs. Il avait bénéficié d'une aide publique de 250 millions de francs.

BSN renforce son implantation en RFA

Déjà présent en RFA avec Gervais-Danone, Diepal et Générale Biscuit, le premier groupe agro-alimentaire *français*, BSN, vient de racheter la totalité du capital de la société allemande Sonnen-Bassermann, spécialisée *dans la* fabrication de pâtes, de plats cuisinés, de soupes et de conserves (BSN en détenait jusqu'à *présent 20 %). Cette société réalise* un chiffre d'affaires de 150 millions de deutschemarks (500 millions de *francs).*

Nouvelles Frontières construit désormais des hôtels

Nouvelles Frontières se lance dans l'hôtellerie. La société, connue pour ses bas tarifs dans le « transport sec », a créée une filiale, *Nouvelles* Frontières Hôtellerie, avec le groupe Maurice Gozlan. Quatre établissements sont déjà ouverts, d'autres seront construits au Sénégal, en Tunisie et même à Paris. Le chiffre *d'affaires de Nouvelles Frontières* est, en 1986, en augmentation de 23 % par rapport à l'exercice 1985. Il s'élève à *1,9* milliard de francs pour 620 000 clients.

● **Baisse de 8,4 % du trafic portuaire à Hambourg.** – Le trafic de marchandises de Hambourg, premier port d'Allemagne fédérale, a baissé de 8,4 % en 1986 pour revenir à 54,5 millions de tonnes, a annoncé le 5 février l'administration portuaire. Le recul a été particulièrement net pour les produits en vrac *(minerais, céréales). En revanche,* le trafic de conteneurs a progressé pour atteindre 56,5 % du total de l'activité *fin 1986. – (AFP.)*

Social

Une enquête de l'INSEE sur « l'éclatement de l'emploi »

Vulnérabilité, précarité, mobilité...

Le numéro de la revue *Economie et statistiques* publié par l'INSEE (1) a été entièrement consacré à l'analyse de l'évolution récente du marché du travail. Réalisé sous la conduite de M. Claude Thélot, à la suite du rapport de M. Edmond Malinvaud, remis par le directeur général de l'INSEE au gouvernement en juillet dernier, ce document de référence fait mieux que mettre en lumière les caractéristiques de la période. Il les explicite. Il oblige à les reconnaître. Son titre parle de lui-même. *« L'emploi et le chômage : l'éclatement »*

« Les situations intermédiaires, les emplois précaires ne forment qu'une toute petite part de l'emploi, mais ils révèlent une grande importance dans les flux d'embauche, dans l'alimentation du chômage récurrent et pour nombre de jeunes (...). Depuis quatre ans, la croissance des emplois à temps partiel équilibre la chute des emplois à temps plein », écrit, dès son introduction, M. Claude Thélot. D'autres phénomènes s'accélèrent. Le sous-emploi a doublé, lui aussi en quatre ans. L'insertion des jeunes, *« souvent intermittente ou inadaptée »*, ne se réalise qu'au prix d'*« une déqualification »*, heureusement provisoire. Les différentes formules d'attente prolifèrent, à la lisière de l'emploi, pour nombre de catégories. *« Au milieu de toutes ces situations proches ou qui se chevauchent, le tracé des frontières à un moment donné entre emploi, chômage et inactivité est de plus en plus conventionnel »* au point que, loin du plein emploi ou de l'activité fixe, stable et à plein temps, on en vient à discerner l'existence d'*« un halo »*, ou d'une *« frange »*, qui constituerait une nouvelle réponse à la crise.

En quatorze articles, tout est dit de cette situation, jusqu'alors mal connue et encore moins admise, malgré la constatation de signes préoccupants. Certes, l'emploi s'est amélioré entre mars 1985 et mars 1986 (*le Monde* du 12 décembre), mais la différence positive serait essentiellement due au développement des statuts « intermédiaires » qui viennent aggraver la précarité.

A peu près 70 % des créations nettes d'emplois proviennent des divers stages. L'existence de 407 000 stagiaires rémunérés et recensés, dont 200 000 TUC, a aidé au maintien du niveau de chômage mais s'accompagne de quelques déceptions. Environ 59 % de ces stagiaires touchent moins de 2 000 F par mois et 20 % entre 2 000 et 4 500 F. Un sur deux travaille à temps partiel (52 %) et près de deux sur trois sont employés par l'Etat ou les collectivités locales.

A la périphérie, les emplois précaires gagnent du terrain et deviennent le moyen privilégié de l'embauche. Les contrats à durée déterminée (+ 23 % en un an) représentent la moitié des recrutements d'une année, mais ne figurent que pour 3 % parmi les effectifs employés. De même pour l'intérim, dont il est constaté qu'il est *« plus ouvrier »*, *« plus industriel »* et *« plus masculin »* que le contrat à durée déterminée. Le travail à temps partiel progresse – 23 % des emplois de femmes contre 19 % il y a quatre ans, – mais son développement ne fait que compenser la perte des emplois stables. Entre 1982 et 1986, l'un a augmenté de 530 000, quand l'autre diminuait de 550 000. Même l'avenir est obéré par des tendances que le plan pour l'emploi des jeunes ne pourra qu'amplifier. Entre mars 1985 et mars 1986, 37 % des embauches définitives sont allées à des jeunes de moins de vingt-cinq ans, dont la part dans l'emploi n'est que de 13 %. Mais, parallèlement, 40 % des licenciements économiques frappent les salariés de plus de cinquante ans, qui représentent 17 % des effectifs...

Vulnérabilité, précarité, mobilité sont devenus les maîtres mots qui signifient un ajustement aux besoins de l'économie. Jamais autant de personnes n'ont occupé un emploi «intermédiaire» dans l'attente d'un poste de travail mieux assuré. On en comptait 1,4 million en mars 1986, soit 227 000 de plus qu'un an auparavant. Elles représentaient 6,4 % de la population active occupée, alors que de 550 000 à 600 000 personnes étaient dans le même cas entre 1968 et 1974. Pis, ces travailleurs sont moins à la recherche d'un emploi mieux rémunéré que d'un emploi stable. Parmi eux, on retrouve les jeunes, dont un sur cinq est mécontent de sa situation, surtout s'il est stagiaire, tuciste, ou s'il travaille dans l'hôtellerie ou le commerce. Quant aux salariés à temps partiel, c'est au-delà de trente heures par semaine que l'on fait la différence entre un emploi *« subi »* et un emploi *« choisi »*...

Le sous-emploi découle de ces observations. Il toucherait de 400 000 à 500 000 personnes à la recherche d'un emploi à temps complet et aurait doublé depuis quatre ans. Il frappe d'abord les jeunes, qui supporteraient cet état transitoire pendant un an en moyenne, les enquêtes permettant d'observer qu'ils rejoignent ensuite soit l'emploi à temps plein, soit le chômage.

Au-delà de cet éclatement du marché du travail, les observations de l'INSEE permettent également de révéler quelques traits majeurs.

Une carrière continue pour les femmes

De moins en moins de femmes restent complètement à l'écart d'une activité, et elles auraient de plus en plus tendance à effectuer une carrière continue. Ainsi, sur dix femmes âgées de trente-cinq à trente-neuf ans en 1982, une seule n'a jamais occupé un emploi, quatre se sont interrompues au moins une fois et cinq n'ont jamais abandonné leur métier. Les motifs d'arrêt sont désormais moins liés à la naissance qu'au chômage, notamment pour les moins qualifiées.

Le chômage des jeunes, si préoccupant, évolue en fonction des diplômes obtenus. S'il augmente pour tous les niveaux, depuis 1973, la tendance est moins sensible après le baccalauréat, et les écarts se sont creusés entre les titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur et les non-diplômés. A chaque fois, le taux de chômage des jeunes filles s'est encore aggravé par rapport aux jeunes gens, sauf pour celles qui sortent de l'enseignement supérieur.

D'une façon générale, un tiers des jeunes âgés de seize à vingt-cinq ans sont scolarisés, un tiers ont un emploi, un sur neuf est au chômage et un sur douze occupe une activité « intermédiaire » (apprentissage, stage, formation en alternance, TUC). Ce qui n'empêche pas les disparités selon les générations, les moins bien lotis étant les jeunes âgés de dix-huit à vingt et un ans. Dans ce cas, 34 % sont scolarisés, 27 % sont actifs occupés, 9 % ont une activité intermédiaire et 15 % sont chômeurs.

En 1986, un chômeur sur quatre (518 000) l'était depuis plus de deux ans et, à part les jeunes, pouvait être considéré comme un exclu du marché du travail. Dans la plupart des cas, il s'agissait d'hommes, ouvriers non qualifiés ou ouvriers qualifiés de type artisanal, et, moins généralement, de femmes, cette situation étant plus rare dans les emplois de service.

Cette dernière indication exceptée, l'ensemble des données rassemblées dans *Economie et statistiques* a de quoi faire frémir. Il devrait amener à réfléchir sur les politiques de l'emploi et conduire les pouvoirs publics, les employeurs comme les partenaires sociaux, à s'interroger. La survivance prolongée d'un chômage important est en train de modifier, fondamentalement, les bases de notre société. Qui en tient compte, au-delà des discours ?

ALAIN LEBAUBE.

(1) « Emploi et chômage : l'éclatement ». *Economie et statistiques*, nos 193 et 194, novembre-décembre 1986. INSEE, 134 pages, 66 francs.

800 suppressions d'emplois à la SNECMA après le fléchissement de l'activité militaire

La Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation (SNECMA), qui fabrique notamment les réacteurs de l'Airbus et des Mirage, va devoir se séparer de huit cents personnes en 1987, en raison de la dégradation des résultats financiers de certaines filiales du groupe. L'entreprise SNECMA emploie actuellement de l'ordre de vingt-six mille salariés.

Selon la société, le chiffre d'affaires (qui représente le montant des livraisons) devrait avoir dépassé en 1986 les 15 milliards de francs (en hausse de 7 % par rapport à 1985) et le carnet de commandes s'établir à environ 15,8 milliards de francs (au lieu de 14 milliards en 1985). Ces résultats traduisent un développement de l'activité civile (notamment les ventes du réacteur CFM-56), mais aussi une stagnation, voire un fléchissement, de l'activité militaire (à l'exception du réacteur Larzac qui équipe la version ouest-allemande de l'Alpha-jet).

Le groupe devrait avoir dégagé l'an dernier *« un résultat financier consolidé proche de l'équilibre »*, selon les termes mêmes de sa direction générale, alors que le bénéfice net en 1985 avait été supérieur à 110 millions de francs.

Les suppressions d'emplois se feront essentiellement par des départs volontaires dans les deux filiales Messier-Hispano-Bugatti et Hispano-Suiza, dont le chiffre d'affaires a stagné en 1986 à, respectivement, 1,33 et 1,58 milliard de francs.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

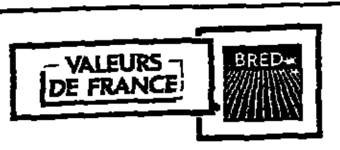
AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Simco
UNION POUR L' HABITATION

Le montant des loyers émis par la société au cours des quatre trimestres de l'année 1986 est le suivant, comparé à celui de 1985 :

	1985 francs	1986 francs
Premier trimestre	62 712 176	67 181 776
Deuxième trimestre	59 188 418	64 239 568
Troisième trimestre	61 288 806	65 786 136
Quatrième trimestre	63 784 249	67 995 422
	246 973 649	265 202 902

Ces montants ne tiennent pas compte des indemnités compensatrices dues par l'Etat.



Le 30 janvier 1987, la valeur liquidative de la SICAF « VALEURS DE FRANCE », *Société* d'Investissement à capital fixe gérée par la BRED, était de 359,60 F (354,93 F le 15 janvier 1987).

A la même date, l'action de « VALEURS DE FRANCE » cotait 359 F (352,50 F le 15 janvier 1987).

L'ACTIF DE LA SICAF ÉTAIT COMPOSÉ COMME SUIT :
- Obligations : 17,44 %
- Titres Intermédiaires (1) : 21,89 %
- Actions : 37,85 %
- Disponibilités (2) : 22,82 %

(1) Titres participatifs, certificats d'investissements, bons de souscription d'actions et d'obligations...

(2) Produit de la récente augmentation de capital actuellement placé *en Sicav CT* et en attente d'investissements.

publications filipacchi

AU-DELA DES MOTS, LE POIDS DES CHIFFRES
- 4e rang des entreprises françaises de presse.
- 17 magazines,
- 9 millions d'exemplaires vendus chaque mois,
- un chiffre d'affaires pour 1986 estimé à ce jour à 1 360 millions de francs et un bénéfice net de 90 millions de francs

PUBLICATIONS FILIPACCHI : UN GROUPE MULTI-MEDIAS
- Régie publicitaire,
- *audio*-visuel :
  - radio F.M. - réseau national SKYROCK,
  - *télématique - 2e éditeur français,*
  - vidéo - production, distribution,
- participations stratégiques liées, en particulier, à nos *relations étroites* avec Hachette via Marlis.

SOUSCRIRE A NOTRE AUGMENTATION DE CAPITAL, C'EST VOUS ASSOCIER A NOTRE *EXPANSION FONDEE SUR :*
- notre capacité à investir pour renforcer nos positions dans la *presse écrite en fonction de* l'évolution des médias, notamment dans le haut de gamme.
- notre volonté de développer notre diversification en radio et télématique en synergie avec nos magazines,
- notre présence grandissante dans l'audio-visuel, soit indirectement en augmentant notre participation dans Marlis pour la porter à 35 %, soit directement par la recherche d'accords dans le secteur de la production.

AUGMENTATION DE CAPITAL

MODALITÉS

AUGMENTATION DE CAPITAL : de 36 142 000 F à 45 177 500 F par émission de 451 775 actions nouvelles de 20 F nominal.

PRIX D'EMISSION : 650 F.

JOUISSANCE : 1er janvier 1987.

DROIT PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION :
A titre irréductible : une action nouvelle pour quatre actions anciennes.
A titre réductible : souscriptions admises.

SOUSCRIPTION : du 9 février au 2 mars 1987. La note d'information qui a reçu le Visa *C.O.B. n° 87-23* en date du 28 janvier 1987 peut être obtenue au siège social de la Société et auprès des Établissements chargés de la souscription : Crédit Lyonnais, Lazard Frères & Cie, La Compagnie financière Edmond de Rothschild Banque, Banque Louis Dreyfus, Crédit Commercial de France, Crédit Industriel et Commercial de Paris, Banque Worms, Via Banque, Banque *de Gestion Privée.*

publications filipacchi
63, avenue des Champs-Élysées
75008 PARIS
Tel. : (1) 42.56.72.72 - Télex : 290 294 F
R.C.S. PARIS B 642 015 440



Le conseil d'administration de BOUYGUES, réuni le 4 février 1987, sous la présidence de Francis Bouygues, a examiné la situation du groupe et les prévisions *d'activité pour* 1987.

BOUYGUES CONSOLIDÉ (milliards de F)	1986 (estimation)	1985	86/85
Chiffre d'affaires	45,8	26,3	+ 74 %
Bénéfice net (part du groupe)	0,48	0,443	+ 8 %

L'augmentation du chiffre d'affaires résulte principalement de l'acquisition du groupe SCREG, qui ne contribue pas encore, en 1986, aux résultats de BOUYGUES.

ACTIVITÉ (*milliards de francs*)	1986	1987 *Prévision*
CONSTRUCTION FRANCE	20,3	20,3
CONSTRUCTION INTERNATIONAL	9,3	6,8
IMMOBILIER	6,9	8,1
DIVERSIFICATION	9,3	9,3
TOTAL	45,8	44,5
% international	27 %	21 %

La Division Diversification représente, en 1986, 20 % du total du chiffre d'affaires. Outre les activités de BOUYGUES OFFSHORE, elle groupe les activités Distribution d'eau (SAUR), Electricité (ETDE), Etanchéité (SMAC Acieroïd), Produits grand public.

La Générale Occidentale

a, par une offre publique d'échange, acquis une participation majoritaire dans

Les Presses de la Cité.

La Générale Occidentale a été conseillée dans cette opération par

Rothschild & Associés Banque

BANQUE WORMS

Janvier 1987

calberson

Les négociations annoncées en décembre 1986 concernant la société Hermann Ludwig GmbH & Co sont maintenant terminées et ont abouti à la signature d'un accord le 4 février 1987, aux termes duquel le groupe Calberson prend une participation de 71 % dans cette société par rachat de titres et augmentation de capital, pour un montant total de 21 millions de DM.

Hermann Ludwig, fondée en 1922, ayant son siège à Hambourg (RFA), est l'une des principales sociétés de transit international. Elle emploie mille quatre cents personnes et réalise un chiffre d'affaires consolidé de 1,7 milliard de francs.

Outre ses vingt-cinq implantations actuelles en Allemagne, Hermann Ludwig dispose de vingt-cinq filiales et agences en Amérique du Nord, en Asie du Sud-Est, en Australie et en Europe, *qui complètent parfaitement* les implantations existantes de Calberson. L'ensemble Calberson/Hermann Ludwing met ainsi un important réseau mondial à la disposition de ses clients.

La direction actuelle continuera à assumer la responsabilité opérationnelle de l'entreprise.

Cette acquisition, majeure pour Calberson, se place dans la stratégie générale de développement international, qui accompagne la poursuite des investissements et la croissance des activités du groupe en France.

SEFIMEG

Les recettes de loyers de la société ont atteint, en 1986, 220,8 millions de francs à comparer à 211,8 millions pour l'exercice précédent. Il s'y ajoute 6 millions de revenus de SCI ainsi que les sommes dues par l'Etat au titre de la *garantie accordée pour compenser* les effets des blocages partiels de loyers.

Les produits financiers progressent de 15,7 millions en 1985 à 34,3 millions de francs en 1986 à la suite du placement des fonds issus de la dernière augmentation de capital en attente d'investissements.

Les *recettes totales de l'exercice clos* le 31 décembre 1986 devraient, dans ces conditions, dépasser 266 millions de francs contre *239 millions en 1985.*

Cette progression devrait permettre, conformément aux prévisions, la distribution d'un dividende unitaire majoré par rapport à celui de l'exercice précédent, pour un capital augmenté.

Marchés financiers

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 29 janv.
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	407 361
dont :	
Or	218 316
Disponibilités à vue à l'étranger	96 384
ECU	73 217
Avances au Fonds de stabilisation des changes	19 443
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	40 531
dont :	
Concours au Trésor public	31 830
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	200 698
dont :	
Effets escomptés	73 081
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	72 215
5) DIVERS	11 520
Total	732 327

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	209 782
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	11 732
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	40 484
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	136 831
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	54 098
5) ECU A LIVRER AU FECOM	66 788
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	253 067
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	3 129
8) DIVERS	9 829
Total	732 327

Selon l'institut IW

LES EFFETS DE LA BAISSE DU DOLLAR NE SE FERONT SENTIR A PLEIN QUE CETTE ANNÉE

Compte tenu des contrats existants, des relations d'affaires nouées de longue date et de la fidélisation de la clientèle, les firmes ouest-allemandes se sont jusqu'à présent assez bien sorties des difficultés liées à l'évolution rapide du taux de change dollar-deutschemark.

Mais cela ne saurait avoir qu'un temps, et l'effet retardateur de ces facteurs sur l'évolution des commandes et des chiffres d'affaires devrait largement *s'émousser cette année, estime* l'institut de recherche économique IW, proche du patronat industriel.

Les experts de Cologne s'inscrivent notamment en faux contre la thèse selon laquelle le fait que les entreprises allemandes facturent à plus de 80 % *en* deutschemarks constituerait une sorte de bouclier contre une dégradation : même si 8 % seulement des exportations ouest-allemandes sont libellées en dollars, cela ne change rien aux critères habituels de rapport qualité-prix, de sorte que le taux de change reste un élément incontournable des transactions. La monnaie dans laquelle sont libellés les contrats ne représente qu'un paramètre, *somme* toute secondaire, par le biais duquel les parties déterminent qui, de l'acheteur ou du vendeur, va supporter le risque de change durant l'exécution de la transaction. – *(Agefi.)*

CHANGES

Dollar : 6,20 F ↑

La reprise du dollar, amorcée la *semaine dernière, s'est poursuivie* lundi 9 février, la devise américaine progressant à 6,20 F, contre 6,17 F, après une pointe à 6,23 F. A l'origine de cette reprise, tou*jours les mêmes rumeurs d'une* réunion du « groupe des Cinq » et d'un consensus, aux Etats-Unis, sur la nécessité de stopper la chute du dollar. A Paris, le *deutschemark est revenu à moins* de 3,33 F.

FRANCFORT	6 fév.	9 fév.
Dollar (en DM)	1,85	1,8620

TOKYO	6 fév.	9 fév.
Dollar (en yens)	154,15	154,40

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (9 fév.)	7 15/16 %
New-York (5 fév.)	5 7/8 %

INDICES BOURSIERS

PARIS (*INSEE, base 100 : 31 déc. 1986*)

	5 fév.	6 fév.
Valeurs françaises	103,6	
Valeurs étrangères	108,8	

Cie des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général	416,3	418,4

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

	5 fév.	6 fév.
Industrielles	2 201,49	2 186,67

LONDRES (Indice « Financial Times »)

	5 fév.	6 fév.
Industrielles	1 496,20	1 508,9
Mines d'or	311,90	319,3
Fonds d'Etat	85,80	86,24

TOKYO

	7 fév.	9 fév.
Nikkei	19 550,21	19 525,98
Indice général	1 708,08	1 703,36

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 6 février
Nombre de contrats : 21 860

COURS	ÉCHÉANCES				
	–		Mars 87	Juin 87	Sept. 87
Dernier	–	–	105,65	105,65	105,75
Précédent	–	–	105,15	105,20	105,20

AUTOUR DE LA CORBEILLE

LES ÉTABLISSEMENTS LES PLUS ACTIFS SUR LE MATIF. – Dans son dernier numéro, la lettre *HOT* (1), *spécialisée dans les marchés* financiers, donne le classement des dix établissements les plus actifs sur le *MATIF.*

A elles dix, ces institutions ont totalisé, en janvier dernier, plus de la moitié des transactions (environ 52 %) enregistrées sur le contrat notionnel, soit 523 000 lots sur un montant global dépassant légèrement le million de contrats, pour la première fois depuis le lancement de ce *marché, le 20 février 1986. En tête,* détachée, avec 10,5 % du total, la Charge Buisson. Viennent ensuite le GIE Compensation Vendôme, les Charges Baudouin, Legay-Massonaud et Dupont-Denant. A eux cinq, ces établissements totalisent le tiers des transactions. La première banque, la Banque du bâtiment et des travaux publics, n'arrive qu'en sixième position, en association avec la Charge François-Dufour-Kerven, au travers du GIE FDK-BTP. Les Charges Pinatton, Tuffier-Ravier, Meeschaert et Ferri-Germe ferment la marche de ce peloton de tête.

(1) *HOT* est publiée par la société Edithio, 24, rue Richer, 75009 Paris.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. + ou dép. –		DEUX MOIS Rep. + ou dép. –		SIX MOIS Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	6,2200	6,2230	+ 90	+ 105	+ 200	+ 230	+ 600	+ 700
$ can.	4,6592	4,6649	+ 15	+ 33	+ 48	+ 81	+ 152	+ 244
Yen (100)	4,0168	4,0213	+ 121	+ 136	+ 265	+ 290	+ 822	+ 901
DM	3,3253	3,3287	+ 98	+ 115	+ 223	+ 249	+ 665	+ 738
Florin	2,9472	2,9500	+ 59	+ 69	+ 137	+ 155	+ 425	+ 480
F.B. (100)	16,1140	16,1218	– 49	+ 53	+ 7	+ 167	+ 196	+ 702
F.S.	3,9380	3,9424	+ 140	+ 159	+ 308	+ 337	+ 895	+ 981
L. (1 000)	4,6855	4,6913	– 100	– 53	– 192	– 126	– 474	– 333
£	9,3176	9,3283	– 226	– 185	– 443	– 374	– 1092	– 889

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	6	6 1/4	6 3/16	6 5/16	6 3/16	6 5/16	6 3/16	6 5/16
DM	4	4 1/4	4	4 1/8	4	4 1/8	4 1/16	4 3/16
Florin	5	5 1/4	5 1/4	5 3/8	5 1/4	5 3/8	5 1/8	5 1/4
F.B. (100)	7 7/8	8 5/8	8 1/8	8 5/8	7 15/16	8 5/16	7 13/16	8 3/16
F.S.	1 7/8	2 3/8	3 1/4	3 3/8	3 1/2	3 5/8	3 9/16	3 11/16
L. (1 000)	9	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10	10 3/8
£	11	11 1/4	11 1/16	11 3/16	10 15/16	11 1/16	10 5/8	10 3/4
F. franç.	7 3/4	8 1/4	8 1/2	8 3/4	8 1/2	8 3/4	8 5/8	8 7/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

6 FEVRIER

Cours relevés à 17 h 32

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
....	4,5 % 1973	1640	1634	1627	− 0 84
4280	C.N.E. 3%	4300	4301	4302	+ 0 05
1215	B.N.P. T.P.	1177	1170	1170	− 0 58
1155	C.C.F. T.P.	1140	1135	1135	− 0 43
1145	Créd. Lyon. T.P.	1093	1095	1095	+ 0 18
2684	Electricité T.P.	2650	2700	2710	+ 2 07
2042	Renault T.P.	1980	2000	2005	+ 1 26
2132	Rhone-Poul. T.P.	2170	2170	2170	....
1208	St-Gobain T.P.	1220	1220	1220	....
1255	Thomson T.P.	1267	1276	1275	+ 0 63
540	Accor	531	535	535	+ 0 75
2040	Agence Havas	2088	2056	2080	− 0 38
1900	Ag. Havas C. I.	1995	1980	1990	− 0 25
710	Air Liquide	700	708	700	....
2380	Alcatel	2211	2215	2223	+ 0 54
1899	Als. Superm.	1955	1985	1985	+ 1 53
450	A.L.S.P.I.	450	450	450	....
375	Alsthom ★	352	358	357	+ 1 42
2480	Arjom. Prioux	2380	2400	2400	+ 0 84
490	Aussedat-Rey	483	490	490	+ 1 45
1530	Aux. Entrepr. ★	1520	1515	1529	+ 0 59
1160	Avions Dassault	1189	1187	1187	− 0 17
....	BAFIP	810	820	820	+ 1 23
530	Bail-Equipem.	506	506	506	....
1080	Bail-Investiss.	1050	1035	1035	− 1 43
1150	Cie Bancaire	1070	1090	1082	+ 1 12
490	Bazar H.-V.	552	545	545	− 1 27
635	Béghin-Say ★	696	710	703	+ 1
740	Berger (M.)	743	740	745	+ 0 27
750	Bic ★	746	743	743	− 0 26
1640	B.I.S.	1610	1590	1590	− 1 24
2800	Biscuit (Géné.)	2550	2500	2500	− 1 96
2480	Bongrain S.A.	2385	2350	2380	− 0 21
1230	Bouygues	1280	1280	1280	....
4630	B.S.N.	4610	4650	4650	+ 0 87
1259	Carnaud	1330	1330	1330	....
3770	Carrefour	3425	3460	3471	+ 1 34
2620	Casino	2425	2449	2400	− 1 03
2150	Casino A.D.P.	2010	2012	2016	+ 0 29
940	C.C.M.C.	1170	1200	1200	+ 2 56
1420	Cetelem	1380	1371	1381	+ 0 07
2270	C.F.A.O.	2399	2401	2401	+ 0 08
420	C.F.D.E.	415	438	440	+ 6 02
1300	C.G.I.P.	1340	1337	1330	− 0 75
1650	Chargeurs S.A.	1821	1877	1858	+ 2 03
68	Chiers-Châtill.	73	72 60	72 60	− 0 55
785	Ciments franç.	852	855	855	+ 0 35
735	Club Méditerr.	684	686	685	+ 0 15
225	Codetel	227	225	225 50	− 0 66
390	Cofimeg	403	403	406	+ 0 74
1480	Colas	1516	1520	1520	+ 0 26
205	Compt. Entrepr.	213	228	225	+ 6 10
800	Compt. Mod.	802	802	805	+ 0 37
1250	Créd. Foncier	1225	1206	1204	− 1 71
620	Crédit F. Imm.	640	635	635	− 0 78
1490	Crédit Nat. ★	1494	1495	1495	+ 0 06
345	Crouzet ★	335	331 20	338	+ 0 89

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
2360	Dement S.A.	2390	2350	2390	....
475	Darty ★	468	478	486	+ 3 84
265	Dév. P.d.C. (Li)	267	267	267	....
670	D.M.C.	686	692	691	+ 0 73
2600	Docks France ★	2503	2530	2515	+ 0 47
2100	Dumez ★	2250	2270	2330	+ 3 55
1370	Eaux (Gén.)	1428	1440	1432	+ 0 28
2920	Ecco ★	2760	2765	2770	+ 0 36
1090	Electro-Finan.	1105	1110	1110	+ 0 45
340	Elf-Aquitaine	348	351 50	353 50	+ 1 58
300	— (certific.)	315	315 10	319 90	+ 1 56
3240	Epeda-B-Faure	3140	3139	3139	− 0 03
3730	Essilor	3470	3500	3500	+ 0 86
450	Esso S.A.F. ★	466	479	469	+ 0 64
3040	Eurafrance	3030	3050	3030	....
1490	Eurocom ★	1575	1590	1590	+ 0 95
2860	Euromarché	3050	3100	3100	+ 1 64
930	Europe nº 1 ★	926	920	925	− 0 10
1670	Facom	1800	1800	1800	....
1300	Fichet-bauche	1228	1220	1220	− 0 65
255	Financiel	251	250	250	− 0 40
197	Fives-Lille	244	250	253	+ 3 69
325	Francarep	322	322	322	....
1400	Fromageries Bel	1345	1330	1331	− 1 04
995	Gal. Lafayette	951	980	980	+ 3 05
410	Gascogne	419 90	421	421	+ 0 26
320	Géophysique	324	340	340	+ 4 94
2020	Gerland	2239	2250	2250	+ 0 49
540	GTM-Entrepose	570	580	582	+ 2 11
800	Guyenne-Gas. ★	850	840	862	+ 1 41
2940	Hachette ★	3160	3200	3235	+ 2 37
750	Hénin (La)	750	760	750	....
101	Imétal	98 50	99	98	− 0 51
500	Imm. Plaine-M.	491	485	485	− 1 22
4370	Inst. Mérieux	4625	4760	4750	+ 2 70
665	Interbail	650	650	650	....
1510	Intertechnique	1610	1600	1600	− 0 62
1520	J. Lefebvre	1679	1680	1670	− 0 53
2020	Lab. Bellon	1980	2005	2030	+ 2 53
1420	Lafarge-Coppée	1470	1480	1460	− 0 68
1640	Lebon	1590	1601	1601	+ 0 69
5250	Legrand	5310	5380	5370	+ 1 13
1490	Lesieur	1570	1560	1550	− 1 27
950	Locabail Immob.	934	932	932	− 0 21
740	Locafrance	750	735	725	− 3 33
1070	Locindus	1053	1050	1050	− 0 28
1100	L. Vuitton S.A ★	1099	1104	1080	− 1 72
750	Luchaire	700	690	690	− 1 43
1450	Lyonn. Eaux ★	1440	1450	1455	+ 1 04
185	Mais. Phénix	178	177 50	176 50	− 0 84
630	Majorette (Ly)	615	635	635	+ 3 25
78	Manurhin	82 10	82 20	82 20	+ 0 12
460	Mar. Wendel	501	501	500	− 0 20

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
1500	Martell	1550	1530	1530	− 1 29
2310	Matra	2320	2251	2290	− 1 29
2480	Merlin-Gerin ★	2540	2540	2528	− 0 47
3060	Michelin	2945	2948	2915	− 1 02
1700	Midi (Cie)	1580	1590	1589	+ 0 57
460	Midland Bk S.A.	450 50	449	449	− 0 33
585	Min. Salsig. (Ms)	610	601	601	− 1 48
59	M.M. Penarroya	56	56	55 15	− 1 52
2200	Moët-Hennessy	2230	2236	2220	− 0 45
955	Mot. Leroy-S ★	932	939	935	+ 0 32
104	Moulinex	94 70	95	91	− 3 90
1070	Navig. Mixtes	1081	1063	1063	− 1 67
197	Nord-Est	198	201	201 80	+ 1 92
505	Nordon (Ny)	510	529	529	+ 3 73
585	Nouvelles Gal.	650	661	662	+ 1 85
1160	Occident. (Gén.)	1218	1235	1221	+ 0 25
1650	Omn. F. Paris	1570	1570	1570	....
172	Olida-Caby	190	198	196	+ 3 16
520	Opfi-Paribas	541	543	540	− 0 18
3930	Oréal (L')	3880	3885	3852	− 0 72
875	Paris-Réesc. ★	825	839	830	+ 0 60
1420	Pechelbronn ★	1470	1480	1515	+ 3 06
1420	Penhoet	1445	1440	1440	− 0 35
1040	Pernod-Ricard	1042	1031	1029	− 1 25
155	Pétroles B.P.	149	148 50	148 50	− 0 34
1260	Peugeot S.A.	1230	1250	1250	+ 1 63
35	Poclain	38 50	36 05	38 10	− 1 10
1850	Poliet	1760	1765	1765	+ 0 28
860	P.M. Labinal	863	880	880	+ 1 97
2890	Presses Cité	3075	3120	3170	+ 3 09
1560	Prétabail Sic.	1520	1530	1500	− 1 31
610	Primagaz	682	692	689	+ 1 03
565	Printemps	585	595	593	+ 1 36
2500	Promodès	2631	2720	2750	+ 4 52
285	Prouvost S.A ★	293 90	294	296 40	+ 0 85
1140	Radiotechn.	1330	1385	1385	+ 4 14
147	Raff. Dist. Total	159	159 70	162 80	+ 2 39
3050	Redoute (La) ★	3600	3490	3390	− 5 83
290	Robur financière	340	345	345	+ 1 47
1580	Roussel-Uclaf	1631	1643	1654	+ 1 41
1140	Roussel-C.N.I.	1248	1295	1295	+ 3 77
5350	R. Impériale (Ly)	5490	5500	5500	+ 0 18
260	Sade	263	263	263	....
3680	Sagem	3652	3652	3652	....
380	Saint-Gobain	384 90	385 10	385	+ 0 03
965	St-Louis B.	1080	1090	1075	− 0 46
1940	Salomon	1875	1910	1910	+ 1 87
1380	Salvepar	1321	1349	1349	+ 2 12
830	Sanofi	799	818	815	+ 2
505	S.A.T.	505	505	505	....
960	Saupiquet (Ns)	960	978	978	+ 1 88

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
380	Schneider ★	574	595	601	+ 4 70
105	S.C.O.A.	108	110	109	+ 0 93
600	S.C.R.E.G.	590	615	608	+ 3 05
810	Seb ★	825	826	826	+ 0 12
470	Sefimeg	489	477	477	− 2 45
1850	S.F.I.M.	1810	1776	1776	− 1 88
102	S.G.E.	97	96 80	96	− 1 03
630	Sign. Ent. El. ★	642	645	639	− 0 46
1020	Silic	1065	1100	1100	+ 3 29
820	Simco-U.P.H. ★	616	613	619	+ 0 48
340	Simnor (L.)	340	339	339	− 0 29
1450	Skis Rossignol	1378	1394	1410	+ 2 32
845	Sommer	848	845	845	− 0 35
225	Sodero (Ns)	244	250	250	+ 2 46
2470	Sodexho	2550	2596	2650	+ 3 92
415	Sogerap	415	411	412	− 0 72
1750	Somm-Allib. ★	1725	1745	1761	+ 2 08
800	Source Perrier	774	760	763	− 1 42
1380	Sovac ★	1320	1318	1315	− 0 37
775	Spie-Batignol.	740	750	750	+ 1 35
600	Strafor	639	639	640	+ 0 16
405	Synthelabo ★	429	435	459	+ 8 99
845	Talcs Luzenac	641	645	645	+ 0 62
3450	Tél. Elect.	3330	3330	3340	+ 0 30
1600	Thomson-C.S.F.	1451	1440	1440	− 0 76
440	Total (CFP)	463	464	464 80	+ 0 39
99	— (certific.)	100	102	102	+ 2
2290	T.R.T.	2222	2225	2225	+ 0 14
910	U.F.B.	909	901	902	− 0 77
1470	U.I.C.	1494	1506	1509	+ 1
620	U.I.F.	636	630	630	− 0 94
1030	U.I.S.	1025	1032	1032	+ 0 68
570	U.C.B. ★	555	564	563	+ 1 44
850	Unibail	829	849	847	+ 2 17
515	Valéo	536	539	536	....
101	Vallourec	103 50	110 60	114	+ 10 14
4600	V. Clicquot-P.	4540	4550	4550	+ 0 22
695	Via Banque	723	720	722	− 0 13
855	Elf-Gabon	889	870	875	− 1 57
88	Amax Inc.	108	101	101 80	− 5 74
420	Amer. Express	418	426	426	+ 1 91
163	Amer. Teleph.	147 30	149 80	149 80	+ 1 70
102	Anglo Amer. C.	96	97 20	97 20	+ 1 25
495	Amgold	493	493	493	....
840	BASF (Akt)	818	821	824	+ 0 73
970	Bayer	915	940	955	+ 4 37
120	Buffelsfont.	108	113 60	111	+ 2 78
240	Chase Manh.	236 90	246 50	237	+ 0 04
235	Cie Pétr. Imp.	270 50	275	275	+ 1 66
58	De Beers	58 30	59 50	59 60	+ 2 23
2620	Deutsche Bank	2310	2374	2410	+ 4 33
54	Dome Mines	53 50	55	54	+ 0 93
1310	Dresdner Bank	1135	1166	1185	+ 4 41

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
107	Driefontein Ctd	110 90	112 20	112 20	+ 1 17
590	Du Pont-Nem.	617	629	629	+ 1 94
465	Eastman Kodak	472 50	482	483	+ 2 22
41	East Rand	42 30	42 80	42 95	+ 1 54
270	Electrolux	279 50	279 20	279 20	− 0 11
183	Ericsson	206 10	209	209	+ 1 41
475	Exxon Corp.	516	527	520	+ 0 78
435	Ford Motors	475	481 50	488	+ 2 74
79	Freegold	79 70	80 50	80 90	+ 1 51
85	Gencor	82	84	84 30	+ 2 80
690	Gén. Electr.	616	630	630	+ 2 27
540	Gén. Belgique	506	500	500	− 1 19
425	Gen. Motors	483	502	492	+ 1 86
69	Goldfields	68 20	71	71 50	+ 4 84
44	Gd Metropolitan	45 90	47 40	47 40	+ 3 27
73	Harmony	71 20	72 70	73 05	+ 2 60
40	Hitachi	41 90	42 85	42 50	+ 1 43
840	Hoechst Akt.	810	813	817	+ 0 86
113	Imp. Chemical	134	130	129 50	− 3 36
78	Inco. Limited	85 30	87 80	87 80	+ 2 93
745	IBM	830	851	852	+ 2 65
355	ITT	369	378	378	+ 2 44
151	Ito-Yokado	147 70	148	146	− 1 15
75	Matsushita	74 90	76 10	76 10	+ 1 60
820	Merck	842	844	843	+ 0 12
780	Minnesota M.	788	795	795	+ 0 89
260	Mobil Corp.	277	288 50	287	+ 3 61
550	Morgan J.P.	594	594	594	....
38380	Nestlé	35680	35890	35880	+ 0 56
119	Norsk Hydro	131	129 80	129 80	− 0 92
200	Olsil	199	197 20	197 20	− 0 90
1500	Petrofina	1485	1501	1501	+ 1 08
500	Philip Morris	531	540	538	+ 1 32
133	Philips	138 10	136 90	135 50	− 1 88
500	Quilmès	508	501	504	− 0 79
625	Randfontein	571	586	586	+ 2 63
620	Royal Dutch	645	654	654	+ 1 40
68	Rio Tinto Zinc	69 80	71 30	71 40	+ 2 29
86	St Helena Co	83 45	84 50	84 40	+ 1 14
225	Schlumberger	240	239 90	239	− 0 42
97	Shell transp.	104	105 30	105 30	+ 1 25
2370	Siemens A.G.	2185	2200	2215	+ 1 37
125	Sony	126	127 10	129	+ 2 38
136	T.D.K.	124	127	127	+ 2 42
24	Toshiba Corp.	26 05	26 65	26 70	+ 2 50
1620	Unilever	1505	1494	1494	− 0 73
305	Unit. Techn.	303 80	315	314	+ 3 36
550	Vaal Reefs	572	588	583	+ 1 92
270	Volvo	274	276 20	286	+ 4 38
255	West Deep	242 50	249	249	+ 2 68
405	Xerox Corp.	419	416 50	416 50	− 0 60
1 11	Zambia Corp.	1 11	1 10	1 11	....

Comptant (sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Obligations		
4,5 % 1973 L.L.V.	....	..

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Ciments (B)	670	565 o	Métrologie Internat.	....	....
Clause	1248	1298	Mors	225	220
Cofradel (Ly)	2382	2530	Naval Worms	102 50	101 60
Cogifi	512	511	Navig. (Nat. de)	206	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Étrangères		
A.E.G.	990	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Coparex	....	....
Dubois Inv. (Casto.)	910	940
Hydro-Energie	320	....
Hoogovens	250	....
Matra Horl. (échan.)	....	....
Nicolas	1195	....
Révillon	590	543 o
Rorento N.V.	148	147 10
Sopelem	85 70	0 10 o
S.P.R.	230	....
Ufinex	380	....
Union Brasseries	142	....

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P. S.A.	1285	1275	Devanlay	2300	2400	Molex	362 90	369 90
Alain Manoukian	1103	1135	Deville	1000	970	Navale-Delmas	780	770
Asystel	538	538	Drouot-Assurances	518	510	Olivetti-Logabax	511	548 d
B.I.C.M.	734	750	Drouot-Obl. convert.	3140	3350	Om. Gest. Fin.	529	530
B.I.P.	1150	1155	Editions Belfond	289	289	Patemelle-R.D.	3301	3380
Bolloré Technologies	1189	1160	Elect. S. Dassault	837	841	Petit Bateau	257 60	255
Buitoni	670	686	Expand	729	729	Petrofigaz	528	520
Cables de Lyon	1305	1349	Filipacchi	1011	1010	Razel	1400	1410
Calberson	839	850	Guintoli	652	675	St-Gobain Emballage	1280	1295
Cardif	3080	3050	Guy Degrenne	925	920	St-Honoré Matignon	238	235
Cap Gemini Sogeti	2588	2560	I.C.C.	288	289	S.C.G.P.M.	286	325 d
C.D.M.E.	1035	1040	IM Informatique	330	340	Seine-Meuse	1348	1348
C. Equip. Elect.	312	310	Le gd livre du mois	325	322	S.E.P.	1406	1370
C.E.G.I.D.	2673	2700	Loca-Investissement	340	348	S.E.P.R.	1879	1870
C.E.P.-Communication	1480	1520	Locamic	370	465 d	S.M.T. Goupil	300	300
C.G.I. Informatique	1000	1040	Menuran	639	613	Sodinforg	1150	1623
C. Occid. Forestière	230 80	232 50	Merlin Immobilier	485	480	Sofibus	350	350
Dafsa	200	205	Métallurg. Minière	161	....	Supra	1515	1550
Dauphin O.T.A.	3200	3200	M.M.B.	835	835	Valeurs de France	380	380

SICAV (sélection) 6/2

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	808 44	788 77	Fructi-Associations	1311 53	1311 53	Parnasse-Valor	1044 75	1043 71
Actions France	478 06	460 78	Fructicapi	301 39	296 94	Patrimoine-Retraite	1621 29	1589 50
				258 11	252 33	Phenix Placements	266 59	265 26

Droits et bons

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Attribution		
Air Liquide	68 10	....
Casino	....	....
Créd. Foncier France	261	234
Pernod Ricard	....	....
Total	6 40	....

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 6/2	COURS DES BILLETS Achat	COURS DES BILLETS Vente
Etats-Unis ($ 1)	6 113	6 181	....	....
ECU	6 878	6 878	....	....
Allemagne (100 DM)	333 490	333	322 500	342 500
Belgique (100 F)	16 108	16 110	15 400	16 250
Pays-Bas (100 fl.)	295 510	295 210	286 500	304 500
Danemark (100 krd)	88 230	88 120	84 500	91
Norvège (100 k)	88 910	87 080	82	88
Grande-Bretagne (£ 1)	9 284	9 330	9	9 700
Grèce (100 drachmes)	4 555	4 565	3 700	4 800
Italie (1 000 lires)	4 687	4 684	4 500	5
Suisse (100 fr.)	395 410	394 350	382 500	402 500
Suède (100 krs)	93 520	93 930	....	....
Autriche (100 sch)	47 380	47 350	48 100	48 450
Espagne (100 pes.)	4 727	4 735	4 500	5
Portugal (100 esc.)	4 300	4 318	3 700	4 700
Canada ($ can 1)	4 603	4 621	4 350	4 800
Japon (100 yens)	3 984	4 004	3 860	4 040

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 6/2
Or fin (kilo en barre)	79500	80600
Or fin (en lingot)	79950	80600
Pièce française (20 fr)	521	520
Pièce française (10 fr)	385	.....
Pièce suisse (20 fr)	540	546
Pièce latine (20 fr)	475	472
Souverain	600	594
Pièce de 20 dollars	3005	3050
Pièce de 10 dollars	1630	1560
Pièce de 5 dollars	901 25	.....
Pièce de 50 pesos	3235	3195
Pièce de 10 florins	459	492
Or Londres	402 60	402 70
Or Zurich	401	403 50
Or Hongkong	402 50	404 15
Argent Londres	6 50	5 56

c : coupon détaché
o : offert
• : droit détaché
d : demandé
◆ : prix précédent
★ : marché continu

Le Monde

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

M. Chirac accuse le FLNKS de « terroriser » certaines tribus canaques

Interrogé sur la situation en Nouvelle-Calédonie, M. Jacques Chirac, qui était le dimanche 8 février l'invité du Club de la presse d'Europe 1, a accusé les indépendantistes du FLNKS d'exercer *« des pressions »* sur certaines tribus canaques. Evoquant son voyage de l'été dernier dans le territoire, le premier ministre a affirmé que les populations mélanésiennes étaient souvent *« terrorisées »*, car *« le FLNKS leur avait dit que si elles votaient pour moi les Papous – leurs ennemis héréditaires – viendraient. (...) Je ne conteste pas la faculté d'un mouvement comme le FLNKS de faire de l'opposition,* a ajouté le premier ministre, *mais celle-ci doit s'exercer dans les règles de la République. »*

A Lifou

M. Pons porté en triomphe

NOUMÉA
de notre correspondant

Le garde du corps de M. Bernard Pons, d'une froideur professionnelle pourtant désarmante, n'aura pas pu échapper à l'assaut d'une escouade de Mélanésiennes. On l'a vu tout penaud, un paréo multicolore noué à la taille, le visage disparaissant sous un collier de fleurs et se tâtant la hanche pour vérifier si son colt n'avait pas disparu dans la tourmente...

Le traitement infligé à Mme Pons n'a pas été moins directif : elle a dû enfiler une « robe-mission », la robe traditionnelle des femmes mélanésiennes. Quant au ministre des DOM-TOM, il a été soulevé par une forêt de bras et porté en triomphe par une foule qui s'époumonnait dans des chants d'adieu. La visite de M. Pons à la tribu de Luécilla, sur l'île de Lifou, dimanche, a donné lieu à un véritable délire d'hospitalité.

Il faut dire que Luécilla, fief RPCR, d'une île où le parti de M. Lafleur a recueilli quelque 30 % des suffrages exprimés aux dernières régionales en septembre 1985, veille jalousement à sa réputation de lieu de passage obligé des ministres de la République. C'est une base de repli de choix quand un programme officiel se trouve subitement bouleversé, comme cela a été le cas ce dimanche avec l'annulation – pour des raisons mi-politiques, mi-météorologiques, – de la visite de M. Pons à Tiga, une petite île voisine contrôlée intégralement par le FLNKS.

La tribu de Luécilla était donc pour M. Pons l'endroit idéal pour lancer un appel à la mobilisation des Mélanésiens fidèles à la France : *« Dans les quelques semaines et les quelques mois qui viennent avant le référendum, allez partout dans toutes les tribus de Lifou, allez prêcher la bonne parole, tournez-vous vers vos frères et vos sœurs qui ont été abusés et expliquez-leur qu'ils ont été intoxiqués par des Européens membre de la Ligue communiste révolutionnaire venus en Nouvelle-Calédonie développer une pensée marxiste et une idéologie totalitaire »,* s'est exclamé le ministre devant deux cents Mélanésiens rassemblés sous un auvent de la tribu.

F. B.

La mission de Soyouz TM-2

Les Soviétiques seuls dans l'espace

Depuis que les Soviétiques ont envoyé dans l'espace deux cosmonautes, *le vétéran Youri Romanenko* (quarante-deux ans) et le néophyte Alexandre Laveikine (trente-cinq ans), ils peuvent se targuer d'être les seuls pour le moment à coloniser le cosmos. En effet, la situation est la même pratiquement que celle qui existait à la fin des années 70, lorsque les cosmonautes soviétiques multipliaient les vols de Soyouz alors que les astronautes américains en avaient terminé avec le programme lunaire et étaient cloués au sol faute de disposer d'un moyen de lancement adapté.

L'histoire se répète. Alors que la navette américaine est immobilisée pour au moins un an encore, les Soviétiques entament une nouvelle mission.

Partis dans la nuit du 5 au 6 février à bord d'un tout nouveau vaisseau spatial, le Soyouz TM-2, Youri Romanenko et Alexandre Laveikine, ont en effet rejoint dimanche 8 février, à 0 h 28 (heure française), la station Mir, en orbite depuis le 19 février 1986. Leur vaisseau s'est amarré à la pointe avant de Mir, sur laquelle est toujours greffé le cargo de l'espace Progress-27 chargé de vivres, de combustibles et de matériels scientifiques divers.

Cette opération a pu être menée à bien grâce au tout nouveau système de poursuite Kours, plus fiable et qui permet, lors des manœuvres de rendez-vous, des économies de combustible importantes par rapport au système Igla qui équipait les anciens Soyouz.

Bien que les autorités de Moscou aient été relativement discrètes sur la durée exacte de cette nouvelle mission, il est clair que Y. Romanenko et A. Laveikine sont partis pour un long séjour. Peut-être même battront-ils le record établi – près de 237 jours – en octobre 1984 par trois de leurs compatriotes, Leonid Kizim, Vladimir Soloviev et Oleg Atkov, à bord de la station Saliout-7. En témoignent certaines déclarations faites par l'agence Tass et Radio-Moscou concernant la visite qu'ils recevront, en juillet prochain, d'un cosmonaute syrien.

En témoigne encore le programme chargé qui attend les deux *hommes, qui, dans un premier* temps, vont devoir décharger le Progress-27, installer et tester de nouveaux équipements, mettre en marche le module astrophysique et préparer les quatre télescopes à rayons X mis au point par des scientifiques soviétiques, ouest-allemands, néerlandais et britanniques.

Les six colliers de Mir

Tout cela concourt à donner à cette mission une grande couverture médiatique, d'autant que les Soviétiques sont actuellement en pleine opération de charme à l'égard des Occidentaux. Récemment encore, ils ont, par l'intermédiaire de la société Glavkosmos, proposé d'offrir leurs moyens de lancement et leur station orbitale à des pays étrangers. La France est de ceux-là, et l'un de ses ressortissants, actuellement à l'entraînement à la Cité des étoiles, devrait d'ailleurs bénéficier de ces facilités en 1988.

Ces propositions seront d'autant mieux reçues que la station spatiale permanente que les Américains comptent construire avec la participation des Européens et des Japonais connaît des déboires. Sa date de lancement, initialement prévue pour la mi-1995, a été récemment retardée. Son coût a considérablement augmenté, passant de 8 milliards à 13 milliards de dollars, et les négociations avec les Européens paraissent toujours aussi difficiles.

Dans ces conditions, les Soviétiques ont bien des chances de conserver leur avance dans le domaine des missions habitées de longue durée, d'autant que la station Mir est vraisemblablement promise à de nouveaux développements. Elle est, en effet, dotée de six colliers d'amarrage sur lesquels pourraient se fixer de nombreux autres modules spécialisés, de dimensions modestes comme *les Soyouz,* ou *plus* importantes comme certains Cosmos déjà utilisés lors de missions sur la station Saliout-7.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

Sur le vif

Jalousie

Vous m'auriez vue, hier, au film d'Oury, sur les Champs. Je pleurais de rire, et puis d'émotion, et puis tout étonnée de chialer, je riais de pleurer. Je sors de là, complètement tourneboulée, et sur qui je tombe ? Sur mon amie Suzy Elle est très psy. Une vraie tête chercheuse, une vraie drague à benne racleuse. On s'adore. Aussi sec, elle m'agresse :

– Qu'est-ce que t'as ? Ça va pas ?

– Si, au contraire, je viens de voir « Lévy et Goliath », tu peux pas savoir... C'est... C'est ce qu'on peut faire de... Enfin, on peut pas faire mieux, quoi. C'est formidable, c'est...

– C'est insupportable, c'est ça ?

– Pourquoi ? Pas du tout ! C'est très drôle, très tendre, très...

– Très dur ! Pour toi. Difficile à encaisser, la réussite des autres, hein, ma pauvre chérie !

– Tu rêves ou quoi ? Comme si je pouvais me comparer !

– Tu peux pas, mais tu le fais quand même, inconsciemment. Tu te dis qu'à côté de ça tout ce qu'on peut écrire dans les journaux contre la haine, l'intolérance, y compris tes petites crottes, c'est nul, c'est dérisoire, ça sert à rien, à rien qu'à envelopper les salades sur les places de marché.

– Ça, oui, forcément. Ce rire-là, le rire qui rameute et qui remue les foules, il y a pas plus efficace, c'est évident. Et pas seulement contre les préjugés. Contre la déprime. Question qualité-prix, alors là, franchement, ma vieille, je préfère une séance de ciné à une séance chez le psy.

– Ah ! nous y voilà ! Le fait que je gagne quatre fois plus que toi, ça non plus, tu peux pas le digérer. Alors tu me balances ce film débile dans les gencives pour me rabaisser. T'es envieuse, t'es même pas jalouse. La jalousie implique un rapport à trois.

– Oui, mais là, entre toi, moi, Lévy et Goliath, on a un rapport à quatre. Et ça, pour nous deux, ça donne quoi, d'après toi ?

– L'envie au carré. L'envie de s'entretuer. Bravo, m'sieur Oury ! Beau résultat !

CLAUDE SARRAUTE.

Une élection cantonale...

AUDE : canton de Castelnaudary-Sud (premier tour).

Inscr., 10 309 ; vot., 6 744 ; suffr. expr., 6 506. MM. Jean Belloc (RPR), c. m. de Castelnaudary, 3 012 voix ; Gérard Ardhuin (PS), c. m. de Castelnaudary, 2 732 ; Mme Irène Manent (PC), c. m. de Castelnaudary, 450 ; M. Yves Cros (FN), 312. *Il y a ballottage.*

[Il a manqué 242 voix à M. Belloc pour emporter, dès le premier tour, cette élection partielle organisée à la suite de la démission de M. Jean-Pierre Cassabel (RPR). Député, conseiller régional, maire de Castelnaudary, et député européen depuis fin 1986, ce dernier a abandonné son siège au conseil général de l'Aude, pour se mettre en conformité avec la loi relative au non-cumul des mandats. En recueillant 46,29 % des suffrages, M. Belloc ne retrouve pas le résultat enregistré par M. Cassabel (50,28 %) lors du renouvellement cantonal de 1982, en raison de la présence d'un candidat du FN, M. Cros, qui obtient 4,79 % des voix.

A gauche, avec 41,99 % des suffrages, M. Ardhuin améliore de plus de 2 points le score réalisé par le candidat socialiste en 1982 (39,69 %). Mais le grand perdant de cette consultation est le Parti communiste, dont la représentante, qui recueille 6,91 % des voix, perd plus de 3 points par rapport au résultat du candidat du PCF en 1982 (10,02 %).

Au premier tour de l'élection de 1982, M. Cassabel l'emportait avec 3 934 suffrages, face à M. Dofny (PS) qui recueillait 3 105 voix, et M. Courdesses (PC) qui en obtenait 784, sur 7 823 suffrages exprimés, 8 079 votants et 10 101 électeurs inscrits.]

... et une municipale

YVELINES : Beynes (second tour).

Inscr., 4 959 ; vot., 3 012 ; suffr. expr., 2 952. Liste conduite par M. Roland Betremieux (PS), 1 241 voix, 21 élus ; liste maj. conduite par M. Georges Lenglet (RPR), 968, 4 élus ; liste div. d. conduite par M. Michel Lacaze (RPR-diss.), premier adjoint au m., 403, 2 élus ; liste conduite par M. Norbert Durand (div. g.), 340, 2 élus.

[En recueillant 42,03 % des suffrages, la liste conduite par M. Betremieux (PS) a confirmé l'avantage pris, dimanche dernier, en dépit de la présence de la liste dissidente menée par M. Durand, qui obtient néanmoins 13,65 % des voix. La gauche récupère ainsi cette municipalité qu'elle avait perdue en 1983 avec l'élection de M. Jean-Michel Pacaud (RPR) au poste de maire. La mise en minorité de ce dernier sur le budget et le plan d'occupation des sols de la commune et sa démission, le 31 décembre, suivie de celle de dix des vingt-huit conseillers municipaux de la majorité, avaient abouti à l'organisation de cette élection partielle.

Les candidats de droite ont bénéficié, cette fois-ci, d'une meilleure mobilisation de l'électorat (39,26 % d'abstentionnistes contre 44,6 % au premier tour) puisqu'ils gagnent plus d'un point par rapport au résultat qu'ils avaient réalisé dimanche dernier (45,17 %). En outre, avec 32,79 % des voix, la liste de M. Lenglet améliore de plus de 6 points son score du premier tour (26,66 %), essentiellement au détriment de celle de M. Lacaze qui, avec 13,65 % des suffrages, perd près de 5 points.

Le nouveau conseil municipal est composé de 5 PC et app., 11 PS et app., 3 MRG, 4 div. g., 1 UDF-PR, 4 RPR et 1 RPR-diss.

Au premier tour de l'élection de 1983, les résultats étaient les suivants : inscr., 4 725 ; vot., 3 661 ; *suffr. expr., 3 551. Liste maj.* (M. Pacaud), 1 563 ; liste PS-diss. (M. Commenge), 1 002 ; liste PC-PS (Mme Faurie), 986. Au deuxième tour, la liste de M. Pacaud l'emportait avec 1 835 voix et 22 élus, face à celle de M. Commenge, qui en obtenait 1 760 et 7 élus, sur 3 595 suffrages exprimés, 3 697 votants et 4 724 électeurs inscrits.]

BOURSE DE PARIS

Matinée du 9 février

Repli : – 0,55 %

La semaine a commencé sur une note de faiblesse relative à la Bourse de Paris, avec 25 valeurs en hausse et 40 en baisse. Parmi les principales hausses, on relevait le Printemps (+ 5 %), Casino ADP (+ 1,8 %), SEB (+ 1,5 %), Michelin (+ 1,3 %). Vif recul, en revanche, pour la redoute (– 8,2 %), agitée par des remous spéculatifs (menace d'OPA), et Hachette (– 5,4 %). De leur côté, Valéo perdait 2,9 %, et Auxiliaire d'Entreprises 2,7 %.

Valeurs françaises

	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Accor	536	535	534
Agence Havas	2080	2050	2035
Air Liquide (L')	700	698	699
Bancaire (Cie)	1082	1082	1079
Bongrain	2380	2375	2365
Bouygues	1280	1315	1290
B.S.N.	4650	4640	4640
Carrefour	3471	3471	3471
Chargeurs S.A.	1858	1835	1857
Club Méditerranée	665	665	665
Eaux (Gén.)	1432	1415	1415
ELF-Aquitaine	353 60	353	355
Essilor	3500	3500	3500
Lafarge-Coppée	1460	1450	1440
Michelin	2915	2975	2955
Midi (Cie)	1589	1589	1583
Moët-Hennessy	2220	2215	2224
Navig. Mixtes	1063	1069	1070
Oréal (L')	3862	3910	3880
Pernod-Ricard	1029	1005	1010
Peugeot S.A.	1250	1239	1240
Sanofi	815	810	810
Source Perrier	763	758	758
Télémécanique	3340	3340	3345
Thomson-C.S.F.	1440	1433	1435
Total-C.F.P.	464 80	464 80	469
T.R.T.	2225	2225	2225
Valéo	536	526	520

Le numéro du « Monde » daté 8-9 février 1987 a été tiré à 447 980 exemplaires

A Marseille

Vingt-trois personnes sont prises en otage dans une Caisse d'épargne

Des malfaiteurs, qui ont attaqué, lundi 9 février vers 8 h 30, une succursale de la Caisse d'épargne, située 4, avenue Foch, à Marseille, retiennent vingt-trois personnes (employés et clients).

Les malfaiteurs, au nombre de cinq ou six, auraient été surpris par le vigile en entrant dans l'établissement. Au moment où les policiers sont intervenus dès les premières minutes du hold-up, les gangsters ont fait feu sans atteindre personne.

● **Un restaurant des Champs-Elysées ravagé par un incendie.** – Un restaurant situé sur les Champs-Elysées, le Bistrot Romain, a été entièrement détruit, dans la matinée du dimanche 8 février, par un incendie. Le sinistre – dont l'origine n'a pas été encore établie – s'est déclaré peu avant 6 heures et a détruit les deux niveaux du restaurant, situé au 122, avenue des Champs-Elysées, à Paris.

EN BREF

● **HAITI : arrestations à Port-au-Prince.** – Cinq personnes ont été arrêtées par des militaires, vendredi 6 février à Port-au-Prince, a-t-on appris samedi dans la capitale haïtienne. Il s'agit de Mme Lina Mac Nally, responsable de la Ligue démo*cratique des femmes rurales,* de M. François Pierre-Louis, administrateur du journal *Haïti-Progrès,* de M. Kennedy Blain (Liaison des forces démocratiques), de M. Daniel Narcisse (Parti démocratique haïtien) et de M. Max Dubois (Parti d'union nationale d'Haïti). Ces cinq personnes ont été appréhendées alors qu'elles assistaient à la projection du film *Canne amère* sur l'exploitation des coupeurs de canne haïtiens en République dominicaine. – *(AFP.)*

● **SRI-LANKA : massacre de Cinghalais.** – Plus de soixante personnes ont été tuées dans le courant de la semaine, alors que les rebelles tamouls lançaient des attaques contre des villages reculés de l'est du pays, a-t-on indiqué dimanche 8 février, de source autorisée. L'incident le plus grave s'est produit samedi dans le village d'Arantalawa, à 200 kilomètres à l'est de Colombo, où vingt-huit Cinghalais, dont dix enfants, ont été massacrés, indique un communiqué gouvernemental. D'autre part, six soldats et vingt-deux séparatistes tamouls ont été *tués, samedi, lors d'affrontements* dans le Nord. – *(AFP, Reuter.)*

● **Trois inculpations après un vol de tableaux à la Comédie des Champs-Elysées.** – Deux des six tableaux d'Edouard Vuillard, volés dans la nuit du 22 au 23 décembre 1986 au foyer du public de la Comédie des Champs-Elysées à Paris, ont été retrouvés. Trois personnes ont été inculpées. Les deux toiles – les portraits de Marthe Mellet et d'Aurélien Lugné-Poe – étaient en possession d'un collectionneur, M. Guy Giraudeau, soixante-dix-neuf ans. Au domicile de celui-ci à Paris, les policiers ont aussi découvert deux faux *Bernard Buffet et cinq tableaux volés* en 1985 au musée de Bar-le-Duc (Meuse). Le collectionneur a été inculpé et placé sous mandat de dépôt par M. René Jaillet, juge d'instruction au tribunal de Bar-le-Duc.

Interrogé sur la provenance des deux Vuillard, M. Giraudeau a indiqué qu'ils lui avaient été remis fin décembre par une de ses relations, Mme Madeline Rey, soixante-cinq ans. Celle-ci, qui a également été inculpée, a déclaré qu'elle tenait les tableaux de M. Ange Lecca, qui nie toute participation à cette affaire. M. Alain Sauret, juge d'instruction à Paris, a néanmoins inculpé M. Lecca de vols aggravés et l'a placé sous mandat de dépôt.

A B C D E F G